REVUE

DES

DEUX MONDES

LXXXVI[e] ANNÉE. — SIXIÈME PÉRIODE

REVUE

DES

DEUX MONDES

LXXXVI[e] ANNÉE. — SIXIÈME PÉRIODE

TOME TRENTE-QUATRIÈME

PARIS

BUREAU DE LA REVUE DES DEUX MONDES

RUE DE L'UNIVERSITÉ, 15

1916

L'ITALIE
APRÈS UN AN DE GUERRE

I

UN PEUPLE SOUS LES ARMES

Que ceux qui ont vu l'Italie avant la guerre, qui ne lui ont demandé que des émotions esthétiques, qui s'y sont promenés comme dans un musée et comme dans un lieu de plaisir, que ceux-là ne s'y aventurent pas aujourd'hui : ils ne la reconnaîtraient plus. Ils n'y trouveraient que le spectacle austère d'un peuple tout entier sous les armes.

Qu'on y arrive par Vintimille ou par Modane, l'impression est la même. Par delà la frontière, le décor guerrier continue celui de chez nous : tunnels gardés militairement, stations envahies par des uniformes de toutes armes, où tranche le gris-vert de la tenue de campagne. Continuellement, sur les grandes lignes, on croise des convois de munitions, obus empilés, affûts et caissons, canons à longue portée amarrés sur des prolonges, escadrons de chevaux et de mulets, qui, par les ouvertures des wagons de marchandises, vous regardent de leurs grands yeux apeurés. Trains militaires bondés de soldats et d'officiers, qui se déversent incessamment sur le front et les garnisons de la zone de guerre ; wagons de toutes classes, où l'on mange, où l'on dort, comme on peut, où la discipline, en dépit de la presse et de l'encombrement, réussit à sauvegarder l'ordre et la

tenue, où toute une jeunesse ardente reste grave et recueillie dans le sentiment du devoir si proche, malgré l'air de fête qui accompagne les départs, malgré les musiques guerrières, les guirlandes et les bouquets à rubans tricolores qui fleurissent les portières... Ce tumulte belliqueux s'apaise dans l'immuable sérénité des campagnes. On traverse les vastes plaines fécondes du Piémont et de la Lombardie : les femmes remplacent les hommes dans les champs. Elles ont fait les labours et les semailles. Les voici qui râtellent les foins coupés par les vieux, en attendant la moisson d'août. Dans les gares importantes, des buvettes et des buffets pour les soldats sont installés sur les quais. Les salles d'attente sont transformées en postes de secours pour les blessés. Infirmières drapées de blanc, la croix rouge au front; serveuses en jupe de toile beige, qui s'activent à la descente du train, la cafetière ou la théière à la main. Là-bas, sur les lignes de garage, des sleepings de trains de luxe, des wagons-restaurans des grands express internationaux sont devenus des ambulances provisoires et des réfectoires roulans pour le service de santé. Les dîneurs en smoking d'autrefois sont remplacés par des majors en blouses de clinique... A l'arrivée, aux abords des stations, c'est un grouillement perpétuel de soldats qui vont partir. Scènes d'adieux et d'exhortations. J'ai vu des messieurs en cheveux blancs embrasser de jeunes recrues, après leur avoir adressé des paroles patriotiques, à la romaine. Des jeunes filles, qui se faufilaient à travers les groupes, glissaient dans la main des troupiers des médailles pieuses, des images du Sacré-Cœur, des paquets de cigarettes et des boîtes de chocolat...

Évidemment, dans les grandes villes maritimes et commerçantes, comme Gênes ou Naples, l'activité guerrière est moins perceptible au premier abord. Elle se perd un peu dans l'habituel mouvement du transit et des affaires. Mais ce mouvement lui-même est commandé presque exclusivement par les nécessités de la défense nationale. Pour peu qu'on regarde dans les rues, sur les quais, tout y rappelle la guerre : les dockers militarisés qui se pressent aux abords des manutentions et des usines; les ouvriers des services techniques ou des services auxiliaires, chacun avec leurs brassards et leurs insignes particuliers; les receveuses des tramways qui, dans un grand nombre de villes, ont remplacé les hommes et qui arborent

crânement sur leurs chignons la coiffure masculine, une sorte de bonnet de police en soie noire, agrémenté de la cocarde rouge, verte et blanche. Sur les murs, des affiches placardées par l'autorité militaire rappellent les graves soucis de l'heure présente : ce sont des prescriptions et des recommandations pratiques, en cas d'attaque aérienne. On se dit que Milan a été bombardé et que Gênes n'en est pas très loin. C'est pourquoi toutes les précautions ont été prises. L'illumination nocturne est, partout, singulièrement restreinte. Les vitres des réverbères sont peintes en bleu, ce qui donne une petite lumière mystérieuse, infiniment moins lugubre que celle de nos becs de gaz coiffés de leurs sinistres abat-jour.

Dans les villes voisines de la frontière, l'obscurité est à peu près complète. A Milan, on chemine à tâtons le long des canaux déserts, où se reflète mélancoliquement la petite flamme couleur de pervenche d'un falot lointain. Sur la place du Dôme, la galerie Victor-Emmanuel, qui est le véritable forum de la grande cité industrielle, s'ouvre comme une bouche d'ombre, où l'on distingue vaguement les remous de la foule nocturne, obstinée à venir y faire les cent pas coutumiers et à s'entasser aux devantures des cafés masqués de tentures sombres. Au dehors, l'énorme nef de la cathédrale dresse sa mâture géante, émerge fantastiquement des ténèbres du parvis, où les fanaux bleus des tramways, dans leur circulation incessante, se croisent et se poursuivent comme des vols de lucioles dans un soir d'été. Pendant le jour, des ronflemens de moteurs font vibrer tout l'espace. Les avions montent la garde. Leurs escadrilles sillonnent, au-dessus de la ville, toutes les avenues célestes. Parfois un dirigeable passe, évolue majestueusement sur les pinacles du Dôme; puis il vire brusquement et se perd, en semant sur la cohue des badauds de petits papiers multicolores. Le soir, à l'hôtel, c'est encore au bourdonnement des hélices aériennes que l'on s'endort, rideaux tirés et persiennes closes; car les règlemens de police sont draconiens, et les mauvais oiseaux d'Autriche sont là tout près, derrière la crête des Alpes, de partout visibles.

A Rome même, où il semble que l'on soit à l'abri de leurs incursions, le spectacle nocturne est à peu près le même. Sauf le Corso où l'animation se concentre et où l'on discute les nouvelles, jusqu'à une heure avancée, devant le café Aragno, la

Ville Éternelle est plongée dans l'ombre. J'ajoute qu'elle y gagne un charme merveilleux et que jamais elle ne m'a paru plus majestueuse ni plus belle. A la lueur crépusculaire des petites flammes azurées reflétées dans le lit du fleuve, la solitude des quais du Tibre est un enchantement. Au delà du Vélabre, le désert commence. Silence profond, rompu, de loin en loin, par le grincement brutal d'un tramway qui s'engouffre dans les ténèbres; et puis, tout à coup, après une pause délicieuse à l'oreille, des trilles éperdus de rossignols, — les rossignols qui fêtent le printemps romain dans les cyprès du Palatin et du Janicule. Le cœur repris par toutes les poésies des jours heureux, par toutes les nostalgies d'autrefois, on écoute la divine musique... Et soudain, venu on ne sait d'où, le hululement de la chouette brise le charme et ramène la pensée superstitieuse à l'obsession des deuils possibles. Mais devant cette ville qui supporte le poids de tant de siècles et qui a triomphé de tant de désastres, on ne veut pas y songer un instant. On se sent plein de sécurité et de confiance. On sort d'un entretien tout frémissant de foi patriotique. On vient d'écouter un discours, où, de nouveau, dans un langage magnifique, se sont affirmés les espoirs de la jeune Italie. On marche dans la nuit splendide, et, à mesure que la ville développe devant vous les masses enténébrées de ses beautés millénaires, on en comprend davantage le prix. Parce qu'une menace confuse plane sur elle, toute cette beauté prend quelque chose de tragique et de hautain, qui défie la destinée. C'est un trésor qu'il faut défendre une fois de plus contre le Barbare, et, après tout ce qu'on a vu, tout ce qu'on vient d'entendre, on est sûr que les petits-fils sauront garder le dépôt des ancêtres.

Ah! le temps est bien passé des contemplations esthétiques, des méditations chateaubrianesques sur la mélancolie des ruines! La fête est finie, ou plutôt, — espérons-le fermement, — elle est interrompue. A Naples même, la ville de joie, on sent tout le poids des pensées sévères qui occupent l'âme italienne. Les figurans de la bacchanale cosmopolite sont dispersés sur tous les champs de bataille de l'Europe. Le vrai visage de la ville, qu'ils offusquaient par leurs gesticulations factices, se montre à nu : il est grave, il est sérieux comme dans tout le reste de l'Italie. La plupart des hôtels sont fermés. Pour beaucoup de ces établissemens, dont la clientèle était

surtout allemande et anglaise, la guerre a été un véritable désastre. L'aspect même des rues, cet aspect bigarré, brillant et lumineux, s'est modifié. Comme partout, l'éclairage nocturne est voilé. Plus de promeneurs exotiques sur la Mergellina, plus d'équipages ni d'automobiles, en longues files ininterrompues, sur la montée du Pausilippe. Les mandolinistes eux-mêmes ont à peu près disparu : ils sont au front, ou dans les casernes de la Péninsule. Ce sont des orgues de Barbarie qui jouent *la Marseillaise* ou l'hymne de Mameli.

Mais c'est surtout dans les mille détails de la vie privée que l'on éprouve les effets de la guerre, en Italie. Je dirai même qu'on s'en aperçoit peut-être plus que chez nous. Une sage et stricte économie préside à la distribution des vivres. D'un bout à l'autre du pays, riches et pauvres sont au régime du pain de seigle. Le vin tend à devenir une boisson de luxe, le sucre est rationné, les menus sont spartiates : dans la plupart des hôtels, ils se réduisent à deux plats. Et tout a renchéri dans des proportions beaucoup plus considérables qu'en France, depuis le charbon de terre jusqu'au prix des voitures de place. Malgré cela, le gouvernement, les associations charitables ne cessent de faire appel à la générosité publique, ou de grever les budgets domestiques. A chaque coin de rue, jusque dans les tramways et dans les couloirs des wagons, des sébiles sont tendues : pour les blessés, pour les mutilés, pour les couchages militaires, pour les Maisons du soldat...

Ainsi nos sacrifices et nos privations sont partagés par nos voisins. Il faut le répéter bien haut, non par satisfaction égoïste, mais pour trouver dans l'épreuve commune de nouveaux motifs de concorde et de fraternité. Ce qui réjouit surtout le Français qui passe en Italie, c'est la tenue excellente de la nation tout entière, une tenue vraiment digne de respect et d'admiration. On sent que, chez tous, du plus grand au plus humble, les volontés sont raidies dans un effort unique, dans une détermination inébranlable, et que la nation est prête à tout. Comme chez nous, on accepte le devoir, tout le devoir, sans forfanterie, ni enthousiasme factice, avec une dignité ferme et résolue. Mais en Italie, dans cette terre classique de la beauté et de la joie, peut-être y met-on une grâce unique, qui est vraiment le fruit particulier de ce sol béni. Je me souviens d'avoir assisté, dans le hall de mon hôtel, aux adieux d'un sous-lieute-

nant imberbe à sa fiancée. C'était un officier-aviateur. Il partait pour le front. Il allait exécuter, là-bas, son premier vol de guerre : il le disait, il en était tout tremblant de fierté et d'allégresse : son premier vol!... Des jeunes filles l'entouraient, le félicitaient, lui criaient : « Au revoir! Bonne chance! » Cela me rappelait le jeune torero qui, pour la première fois, revêt « l'habit de lumière » et qui vient se montrer aux dames avant d'affronter, dans l'arène, la brute furieuse. Lui, très élégant et très cérémonieux, il s'inclinait, saluait comme pour une visite ordinaire. Et, soudain, brusquant la scène, il baisa la main de sa fiancée, — une superbe Triestine aux grands yeux de velours, — il lui tendit un bouquet de roses et d'œillets, — fragile souvenir, — et, joyeux, léger, impatient de prendre son vol, il s'en alla vers la gloire et vers la mort...

* * *

On respire donc, en Italie, la même atmosphère que chez nous. La physionomie du pays, l'état des âmes, tout est pareil. Pourtant, sitôt qu'on a passé la frontière, on s'aperçoit qu'il y a quelque chose de plus que cette similitude imposée aux deux nations par des circonstances analogues : une réelle, une profonde et de plus en plus consciente sympathie réciproque. Quelle différence avec ce qu'on remarque ailleurs, chez des neutres, fussent-ils nos plus proches parens intellectuels et même nos consanguins! Je ne voudrais désobliger aucun de nos voisins. Mais, si amis qu'ils nous puissent être, on se heurte toujours, chez eux, à une réserve un peu défiante, à une sorte de quant-à-soi un peu égoïste. C'est comme une peur d'être envahi, ne fût-ce que par l'amabilité française. Ici, non seulement on ne se défend pas, mais on va généreusement au-devant de vous. Tout de suite, tête et cœur, on se trouve à l'unisson. Évidemment, dans l'arrière-fond des consciences, il y a bien encore des points obscurs ou délicats, sur lesquels on s'expliquera plus tard. Mais, dès le seuil, on se livre de part et d'autre, on se sent en confiance et en communion.

Qu'il n'en ait pas toujours été ainsi et que l'ennemi commun n'ait que trop exploité nos bisbilles, nous pouvons, Italiens et Français, en battre notre coulpe. En revanche, depuis l'agression brutale de l'Allemagne, on peut dire que la fraternité latine s'est refaite spontanément. Nos voisins ont tremblé pour

nous, ils ont ressenti une grande part de nos angoisses au lendemain de Charleroi. Ils se sont réjouis de notre victoire après la bataille de la Marne. En même temps qu'une joie fraternelle, ç'a été, pour eux, — il faut bien l'avouer, — une réconfortante surprise. Les scandales qui s'étaient produits en France avant la guerre, et surtout certain procès retentissant nous avaient fait tomber très bas dans l'opinion italienne. On nous croyait finis. Et voilà qu'au contraire l'épreuve suprême devenait, pour nous, une véritable résurrection. Depuis Verdun principalement, l'estime grandissante de nos voisins s'est changée en la plus unanime admiration. La Commission des parlementaires italiens, qui récemment a visité notre pays, est revenue émerveillée de son voyage au front. L'un d'eux, le sénateur Maggiorino Ferraris, l'éminent directeur de la *Nuova Antologia*, me disait combien il avait été frappé de l'attitude si digne et si fière de notre Paris, — un Paris renouvelé, purifié de toutes les lies et de toutes les lèpres cosmopolites, — et aussi quelle impression de force et de sécurité lui avaient laissée nos travaux de défense autour de Verdun et l'ensemble de notre organisation :

— Après la Marne, me disait-il, les pessimistes pouvaient croire que c'était là une réussite désespérée, une victoire sans lendemain. Mais maintenant il n'y a plus moyen de douter. Une résistance contre laquelle se brisent, depuis deux ans, les assauts les plus furieux et les plus formidables qu'on ait vus, apparaît bien comme inébranlable...

Un député catholique, qui, autrefois, n'était pas tendre pour la France, a tenu à exprimer publiquement, dans une conférence très applaudie, son revirement d'opinion. Il a fait amende honorable au Paris nouveau et il a exalté l'héroïque résistance de la France entière. Ces sentimens de haute admiration chez les parlementaires deviennent de l'enthousiasme chez les gens du peuple qui connaissent, ou qui ont seulement traversé notre pays depuis la guerre. Outre des ouvriers, j'ai pu interroger quelques-uns des carabiniers royaux, qui, dernièrement, sont venus à Paris, avec leur musique, pour le concert du Trocadéro. Les exclamations les plus chaleureuses, les épithètes les plus superlatives ont accueilli mes questions :

— Paris !... Votre immense métropole ! Prodigieux ! Admirable ! Nous n'oublierons jamais cette réception ! Nous avons été traités comme des souverains ! Ah ! que vos gardes républi-

cains viennent à Rome! Ils verront comme ils seront reçus!

Cette neuve et ardente sympathie fait que nous nous comprenons mieux, que nous sommes plus justes les uns pour les autres, — que, réciproquement, nous voyons nos défauts avec des yeux moins prévenus.

Une chose, dès l'abord, nous charme chez nos voisins, non pas comme une découverte, mais comme un don merveilleux, auquel les circonstances donnent un prix plus grand : leur intelligence si complexe, si brillante et si souple. Une discussion avec un Italien, même de moyenne culture, est un véritable régal intellectuel. Quelle subtile entente des nuances! Plus je discutais avec eux, plus je m'en ébahissais. Quels chatoiemens, quelle opulence de colorations déploie devant vous une conscience italienne! Nul n'a plus qu'eux le sentiment du pour et du contre. Nul ne pousse plus loin l'horreur des distinctions brutales, des affirmations tranchantes. Un écrivain catholique, à qui je proposais des conclusions peut-être un peu trop pressantes, me disait :

— Pour vous, il y a le oui, ou le non. Pour nous, il y a les raisons que voici en faveur du oui, et les raisons que voilà en faveur du non!

Cette intelligence si prudente, si avisée, si positive, si pratique, — si essentiellement politique, — ne peut pas dégénérer en sophistique maladive. Ce qui nous étonne le plus, chez les Italiens, c'est leur bel équilibre mental. La logique, chez eux, n'abolit jamais le sentiment. Ce sont des passionnés lucides. Ils s'émeuvent, s'exaltent, se précipitent avec fougue sur l'objet de leur amour ou de leur aversion, mais leur jugement reste libre. L'exaltation une fois tombée, la sévère raison revient compléter ou corriger les intuitions tumultueuses du sentiment. Un riche fond de santé et de vigueur physiques les empêche de verser dans les rêveries décadentes et malsaines, dans les mièvreries et les raffinemens morbides du dilettantisme, ennemi de l'action. J'avais en quelque sorte la vision immédiate de cette psychologie, en écoutant tel écrivain en renom, tel chef de parti, tel professeur d'université. Dans les yeux bruns, et comme voilés d'une buée chaude, de l'interlocuteur, on sentait jaillir toutes les sources de la vie animale. Poil noir et dru, prunelles dorées et profil de bouc,

Faune, ayant de la terre encore à ses sabots,

il bondissait d'un pied leste sur l'échelle de la dialectique; il se révélait théoricien de vaste culture, penseur hardi, orateur disert, styliste amoureux de belles formes. Très certainement, ils sont plus près que nous de la nature, et cette nature intacte leur permet de porter sans plier tout le poids de la pensée moderne.

Fils d'un peuple fécond, dont la prolification s'accroît d'année en année, sobres et endurans, indemnes d'alcoolisme, ils capitalisent ainsi et ils décuplent progressivement les réserves et les forces de leur jeunesse. C'est cela qui frappe d'abord : l'Italie est un peuple jeune et par conséquent riche d'avenir. J'avais continuellement l'obsession de cette jeunesse, tandis que je visitais, à Sampierdarena, les chantiers de constructions métallurgiques. Les ingénieurs, qui m'accompagnaient, étaient tous des adolescens. L'un d'eux me disait : — « Le plus âgé d'entre nous n'a pas vingt-cinq ans ! » — Je songeais aux compagnons de Bonaparte, aux jeunes lieutenans de l'armée d'Égypte. Enthousiastes, prêts à l'action, dévorés du désir de jouer un grand rôle dans le monde, tels ils m'apparurent. Même dans le peuple, dont l'éducation civique est encore si incomplète, même chez les émigrés, isolés de la mère patrie, chez tous ces humbles travailleurs agricoles que j'ai rencontrés dans notre Afrique française et dans les pays du Levant, j'ai constaté un sentiment très vif de la dignité nationale et surtout une extraordinaire solidarité de race.

Si, comme je l'espère, une grande tâche attend, demain, les nations latines, nous pouvons compter que nous trouverons en eux, non seulement des associés, mais des émules, des stimulateurs et des créateurs d'énergie.

* * *

Ce large courant de sympathie, — sympathie peut-être inattendue au lendemain de dissentimens pénibles, autant qu'involontaires, qui sont encore dans toutes les mémoires, — ce courant ne s'est pas créé précisément tout seul sous la menace de la ruée germanique. Italiens et Français, beaucoup ont pensé qu'il ne suffisait pas de l'indication brutale des circonstances pour céder à cet entraînement. Certains même avaient prévenu, préparé peut-être les événemens. Ils ont cru qu'il était de leur devoir de faire collaborer les puissances obscures du

sentiment et les vieux instincts de famille avec les intérêts immédiats des deux nations, de façon que le rapprochement s'opérât de part et d'autre en pleine conscience et comme à la lumière d'une évidence irrésistible. A des degrés divers, chacun à sa place et dans la mesure de son influence, ces Français et ces Italiens ont bien servi leur pays. Au début d'une étude sur l'état actuel de l'opinion en Italie, il serait injuste de ne pas proclamer bien haut la part qu'ils ont prise à son heureuse direction. D'ailleurs, ces compatriotes et ces amis de la France sont forcément les premiers interlocuteurs qu'un Français, qui passe les Alpes, rencontre sur son chemin. C'est ce que j'appellerai les bonnes figures du seuil. Il convient de les saluer, en le franchissant, et de leur dire notre reconnaissance.

D'abord, notre ambassadeur à Rome, M. Camille Barrère, qui, parmi les magnificences du Palais Farnèse et en face d'une très ancienne et très pointilleuse aristocratie, sait représenter, avec la plus fine et la plus élégante distinction, un grand État démocratique. L'œuvre de réconciliation, poursuivie par lui avec prudence et ténacité pendant de longues années, échappe à la compétence d'un simple passant. On ne peut que constater le résultat obtenu et s'en réjouir, en s'inclinant devant celui qui a le plus contribué à dissiper les malentendus entre les deux pays et à faciliter leur nouvel accord. Parmi ceux qui l'y ont aidé, on m'excusera si, au mépris de toutes les distances protocolaires, ma pensée va tout de suite au-devant de mon vieux camarade, Jean Carrère, à qui son ascendant personnel a pu donner, à Rome, une situation, que son titre de correspondant d'un grand journal parisien et même son talent d'écrivain n'auraient pas suffi à lui conquérir. Carrère est un Italien d'adoption. Originaire de notre Midi, il a ces manières ondoyantes, ces souplesses et ces caresses de parole qui le font reconnaître immédiatement comme un frère par nos voisins. Avec cela, des momens d'éloquence et de lyrisme, un don d'entraînement verbal qui agit, au premier contact, sur les foules de là-bas. Je ne sais s'il a reçu officiellement le droit de cité, mais il est très certainement *persona grata* auprès du Peuple romain. Une promenade avec Carrère dans les rues de Rome est une véritable marche triomphale. Je n'exagère rien. Au lendemain de l'expédition de Libye, on lui a décerné au moins

deux fois les honneurs du triomphe. Il y est d'ailleurs habitué de longue date. Je me souviens encore des ovations joyeuses, qui, au temps de notre jeunesse, en Provence, ou dans sa Gascogne natale, accueillaient ses vibrans discours de propagande régionaliste. Mais, chez lui, ce rôle décoratif se double d'un autre plus discret et non moins efficace. En des circonstances difficiles, son action persuasive a obtenu de la presse locale un concours des plus utiles à la cause des Alliés; et, à de certains tournans critiques, en des momens de trouble et d'hésitation, il a su provoquer, d'accord avec ses amis italiens, des gestes décisifs.

Je n'ai pas la prétention de nommer ici tous ceux qui, pour nous ou avec nous, ont mené le bon combat, soit du côté des nôtres, soit du côté de nos amis d'Italie. Je suis obligé de me borner. Pourtant, entre ces derniers, il en est un, qu'il est impossible d'omettre; qui, par ses origines, son éducation, ses sympathies, est un vivant trait d'union entre nos deux pays, homme de cœur et de haut raffinement intellectuel, figure aussi parisienne que romaine, à laquelle chacun songe, dès qu'il s'agit d'entente cordiale entre la France et l'Italie. Il n'est pas un Français, ayant passé par Rome, qui ne devance ma pensée et ne prononce aussitôt le nom du comte Joseph Primoli. Qui ne le connaît?... Pour peu qu'il appartienne au monde proprement dit, ou à celui des lettres ou des arts, quel est celui d'entre nous qui n'a pas traversé les salons de l'Avenue du Trocadéro, ou de la Via Zanardelli? Qui n'a été l'hôte du Palais Primoli, cette somptueuse demeure familiale, à la fois musée et bibliothèque, où notre littérature occupe des territoires privilégiés, où s'accumulent les autographes de nos grands écrivains, de Flaubert à Bourget, où se pressent, à côté de mille richesses d'art, de précieuses reliques napoléoniennes? Depuis la guerre, personne, à Rome, n'a plaidé plus chaleureusement notre cause que le maître de cet admirable logis. Pendant les premières semaines de la bataille de Verdun, je l'ai vu angoissé dans l'attente des communiqués français, et néanmoins prompt à combattre les défaillances ou les scepticismes de son entourage, courant d'un bout de la ville à l'autre pour propager les bonnes nouvelles; et je l'ai vu pleurer, devant des auditoires assez tièdes, en exaltant la vaillance de nos soldats.

Par ses relations, le comte Primoli est à même d'exercer une réelle influence dans les milieux aristocratiques romains; et, par ses liens de famille, comme descendant des Bonaparte, il touche à la maison de Savoie. C'est un des familiers de la Reine mère. Je doute qu'il ait eu beaucoup à faire pour la convertir. Dès les premiers événemens de la guerre, les sentimens de Sa Majesté la reine Marguerite se sont manifestés avec une courageuse franchise. D'abord, son âme de Latine s'est révoltée contre les atrocités tudesques, contre les dévastations monstrueuses accomplies par les modernes Vandales. Ensuite, elle est trop dévouée à l'avenir de son pays, pour n'avoir pas compris aussitôt de quel côté l'intérêt vital de l'Italie devait la faire pencher. Et c'est pourquoi elle peut être mise au tout premier rang parmi les amis de la France.

Depuis son grand deuil, la reine Marguerite vit retirée dans son palais du Pincio, se défendant scrupuleusement de s'immiscer dans les choses de la politique. Pourtant, jusque là, nulle n'avait été plus complètement reine, nulle n'avait porté le diadème avec une grâce plus souveraine, et, souvent aussi, avec plus de sagesse et de bon conseil. Mais, du fond de sa retraite, on peut dire qu'elle règne toujours, par son autorité morale et par la vénération qu'elle inspire universellement, jusque dans les milieux populaires. Et ainsi les sentimens bien connus de la Reine mère ont pu être d'un grand poids sur la partie réfractaire de l'opinion.

Comme beaucoup de nos compatriotes, j'ai eu l'honneur d'approcher d'Elle. On ne me demandera pas, j'espère, à propos de cette entrevue, des détails qui ne seraient guère que de pure curiosité. On sait quelle réserve et quelle discrétion président généralement à des entretiens de ce genre. Si j'y fais allusiont c'est uniquement parce que la faveur accordée s'adressait beaucoup plus à mon pays qu'à moi-même. La noble simplicité de l'accueil est si parfaite qu'on oublie la Reine et qu'on ne voit plus que la femme qui a cruellement souffert. Son beau visage porte tous les stigmates de la douleur. On s'incline avec respect devant cette grande infortune, on se laisse aller au charme d'une conversation, que la Reine, par une sorte de coquetterie féminine, veut maintenir exclusivement sur le terrain littéraire. Comme le sont toutes les Italiennes de haut rang, elle se révèle non seulement très cultivée, mais érudite. Elle passe avec aisance

de la littérature ecclésiastique au siècle de saint Augustin, à la littérature française la plus contemporaine. La *Revue des Deux Mondes* n'a pas de lectrice plus assidue ni plus fidèle. Et elle prend prétexte de ses admirations intellectuelles, pour faire remarquer que les écrivains français et les écrivains italiens ont été les premiers messagers de paix et comme les ambassadeurs de la concorde fraternelle entre les deux nations.

Dans ce recensement sommaire des amitiés françaises en Italie, comment ne pas songer, en effet, à tous les écrivains de l'autre côté des Alpes, qui, longtemps d'avance, ont préparé l'accord nouveau; et, parmi eux, à celui qui, à la fin d'un discours désormais historique, proposait à la foule d'acclamer la reine Marguerite, *grand cœur italien;* à celui que la France peut considérer presque comme une de ses gloires, et qui domine les autres de toute la hauteur de son génie et de son héroïsme civique, — à Gabriele d'Annunzio?...

***

Des suffrages comme ceux-là peuvent nous rendre fiers, parce qu'ils manifestent d'une façon éclatante l'état général de l'opinion. Cette prépondérance des *interventionnistes*, comme on appelle, en Italie, les partisans de la guerre contre les Empires centraux, — c'est là le point capital. Ailleurs, dans certains pays neutres, on s'est amusé à dresser des listes de francophiles, — jeu extrêmement dangereux : car à une liste s'oppose immédiatement une contre-liste beaucoup plus empanachée. Jeu inutile aussi : quand on entre dans une chambre, on n'a pas besoin de thermomètre pour savoir s'il y fait froid ou s'il y fait chaud. Cela se sent dès la porte. Or, en Italie, il est trop sensible qu'il fait chaud pour nous. Une fois qu'on a été enveloppé par cette chaude atmosphère de sympathie, on ne s'inquiète pas, si l'on constate que, dans tel ou tel recoin du logis, la température est plus basse.

On n'en a point l'impression dès l'abord. L'effort patriotique paraît entraîner toute la masse de la nation. Dans la presse, pas une note discordante. Et cependant, l'opinion, tout en étant à peu près unanime dans sa volonté de poursuivre la guerre, trahit bien des nuances et même des diversités. La chose qui nous surprend le plus, nous autres Français, c'est qu'il y ait

encore, en Italie, des germanophiles et, — Dieu leur pardonne! — des austrophiles. Mais ne craignons pas de l'avouer! Nos ennemis n'en peuvent tirer contre nous aucun avantage. Il convient même de mettre en pleine lumière ces petites divergences, pour éviter, dans l'avenir, des malentendus ou des surprises. Du moment que l'entente s'impose à nos voisins, aussi bien qu'à nous, comme une nécessité vitale et inéluctable, toutes les intrigues de nos adversaires, tendant à profiter de ces divergences, ne réussiront pas à l'ébranler. Leurs tentatives maladroites ne feraient qu'exciter davantage contre eux la majorité interventionniste et même provoquer des froissemens irréparables dans les milieux restreints qu'ils cherchent à conquérir ou à garder dans leur clientèle.

Encore une fois, n'ayons pas peur de le dire : il est trop certain qu'une partie du clergé, toute une catégorie d'intellectuels, — principalement parmi les universitaires, — d'officiers en retraite, de hauts fonctionnaires, de parlementaires, d'industriels et de commerçans, d'hommes de banque et d'hommes d'affaires, qu'une minorité, en somme très restreinte, conserve, après un an de guerre, des inclinations plus ou moins secrètes pour l'Allemagne. Mais ce n'est qu'une minorité honteuse. Pour bien comprendre cet état d'esprit, il faut se rappeler ce que les Italiens ne cessent de nous répéter : c'est que l'Italie n'a pas été attaquée, ni envahie comme la France, et que « l'union sacrée » n'a pas pu s'y produire spontanément, comme chez nous, sous la menace de l'étranger. Ils nous font observer d'ailleurs que cette union sacrée nous a coûté cher et que, pour qu'elle se produisît, pour fermer la bouche à nos pacifistes et à nos socialistes, il a fallu laisser violer notre frontière. En outre, on ne doit pas oublier quel prestige l'Allemagne exerçait, en Italie, avant la guerre, et cela dans tous les domaines de l'activité nationale. Comme l'écrit Guglielmo Ferrero, dans son beau livre, *La guerre européenne* : « Tout le monde, en Italie, était devenu germanophile. » L'Allemand pénétrait partout. On s'accorde même à reconnaître, chez nos voisins, que cette invasion fut momentanément bienfaisante. Aujourd'hui qu'on s'évertue à purger la fameuse *Banca commerciale* de toutes ses infiltrations germaniques, un nationaliste fervent n'hésite pas à proclamer que cette institution rendit des services à son heure : « Les Italiens intelligens, dit Enrico Corradini, se rendent

compte de tout le bien que la Banque commerciale nous a fait, en s'établissant en Italie, avec sa direction allemande. Ce fut même parce que cette direction était allemande qu'elle fit un grand bien. Sans cela, la Banque commerciale aurait été une banque comme toutes les autres, — une banque de type démodé... Mais cette direction allemande portait la tare de son origine : elle était allemande et, dans le secret de son cœur, elle travaillait pour des fins allemandes. Elle n'était un agent de l'évolution italienne que dans la mesure où elle était un agent de l'expansion germanique. Ainsi procèdent toujours les peuples conquérans, qui communiquent leurs progrès à autrui, non par altruisme, mais par égoïsme. Il ne s'agit pas de les condamner, ou de les exalter de ce chef, mais de les payer avec leur propre monnaie : profiter d'eux, éventer leur jeu au moment opportun, et, à la première occasion, *les mettre à la porte.* »

Cette « mise à la porte » est devenue, aujourd'hui, le mot d'ordre de quiconque, en Italie, a le souci de l'avenir national. On s'est aperçu à temps que le pays allait être pris dans le filet germanique. Néanmoins, il est clair qu'on ne peut pas rompre du jour au lendemain toutes les mailles d'un réseau si longuement et si ingénieusement tissé. Et c'est ce qui explique que, l'année dernière, à pareille époque, la déclaration de guerre à l'Autriche n'ait été en somme, — et contrairement à ce que l'on croit chez nous, — que l'œuvre d'une minorité, d'une élite recrutée dans tous les partis. Hallucinés par notre imagerie révolutionnaire, nous nous représentons toujours des foules hurlantes, drapeau rouge en tête, allant cerner dans leurs palais les rois ou les gouvernans, et les sommant, le revolver au poing, de ratifier le bon plaisir du peuple souverain. En réalité, dit Guglielmo Ferrero, « les masses, sauf quelques exceptions, sont restées étrangères à l'agitation interventionniste. » C'est l'élite qui, à Rome, à Milan, à Gênes, a fini par les émouvoir et par provoquer, çà et là, d'imposantes manifestations populaires.

Toutefois, il est hors de doute que, dans les couches profondes de la nation, le sentiment général était on ne peut plus favorable à la cause des Alliés. Paysans et ouvriers, surtout ceux qui avaient travaillé en France, tous repoussaient avec horreur l'idée de combattre notre pays. C'est pourquoi la neutralité, proclamée par l'Italie, dès les premières hostilités, fut un véri-

table soulagement de la conscience publique. Ensuite, la pitié pour les malheurs de la Belgique, puis pour ceux de la Serbie, cette pitié tout instinctive contribua extraordinairement à développer et à exaspérer la haine contre le *Tédesque*, autrichien ou allemand. On ne dira jamais assez quel adjuvant fut, pour l'effort interventionniste, la violation des petits États, de la Belgique surtout. Les discours enflammés des députés belges qui parcouraient le pays, les Lorand, les Mélot, les Destrée, déchaînaient partout une indignation qui ne pouvait pas tarder à se traduire en hostilité déclarée. L'éloquence même était inutile : il suffisait d'être Belge pour conquérir le cœur des foules. Maeterlinck n'avait qu'à se montrer pour susciter de frénétiques ovations. On me contait qu'à Milan il fut littéralement couvert de fleurs. Lui, avec sa dévotion d'homme du Nord pour les fleurs comme pour les arbres, il se détournait modestement, dans la crainte de les écraser. Et, comme on en jetait toujours, ce triomphateur malgré lui ne savait plus où poser le pied...

Auparavant, après la bataille de Charleroi, on avait eu peur de se trouver seuls en face du colosse germanique victorieux. Puis, après la victoire de la Marne, la constatation qu'il n'était pas invincible fit rebondir soudain le sentiment national. Les moins clairvoyans comprirent alors que, seule, une intervention contre les Empires centraux pouvait sauver les destinées de l'Italie. Néanmoins, le risque était grand pour un pays qui ne s'était pas préparé à la guerre. Dans une lourde angoisse, on attendit la décision du gouvernement. Mais, dès qu'elle fut connue, tout le monde accepta le fait accompli. Sans exception, tous les partis décidèrent qu'ils feraient jusqu'au bout leur devoir patriotique. Évidemment, plusieurs se réservèrent, dans leur conscience, le droit de juger et de se prononcer plus tard sur l'opportunité et l'utilité de cette guerre. Telles furent leurs dispositions du début. Mais, maintenant que la menace autrichienne est plus prochaine et que le développement logique de la guerre impose à l'Italie des obligations de plus en plus strictes et pressantes, toute arrière-pensée tend à s'évanouir devant la nécessité de s'engager à fond. Et ainsi, malgré les réserves encore affirmées ou sous-entendues par certains partis, on peut dire que, pratiquement, l'unité de l'effort national est réalisée, et que l'intensité de cet effort ne cesse de s'accroître.

*
* *

Où l'accord se manifeste avec la plus complète franchise, en même temps que l'adhésion la plus généreuse au programme des Alliés, c'est, naturellement, chez nos amis de la première heure, — tous ces démocrates et ces radicaux de gouvernement, qui collaborèrent si énergiquement à l'intervention. Ce groupe est loin d'être homogène, puisqu'il comprend, avec des monarchistes de gauche, des républicains et des socialistes indépendans, ou, comme on les appelle en Italie, des évolutionnistes, enfin tous ceux qui croient pouvoir réaliser par la royauté les aspirations pratiques de la démocratie.

Quelles que soient ses convictions personnelles, le Français qui traverse ces milieux y rencontre l'accueil le plus cordial, pour ne pas dire le plus fraternel. Il y retrouve l'air de son pays. L'éducation est française, comme les tendances, les préférences intellectuelles et littéraires, les idées, le vocabulaire, et même la rhétorique. On y entend les formules auxquelles nous ont habitués nos journaux : « triomphe du Droit et de la Justice, combat pour la Liberté et la Civilisation, destruction du militarisme prussien, sauvegarde des nationalités. » On y admire et on y cite avec prédilection nos grands auteurs républicains, Victor Hugo, Michelet, Anatole France. Sortis presque tous de la moyenne bourgeoisie, avocats, journalistes, médecins ou professeurs, tous ces démocrates italiens sont volontiers grandiloquens, ils parlent, ils écrivent, ils se répandent en articles, en discours et en conférences. S'ils sont des professionnels, des spécialistes de la science et de l'érudition, ils vous montrent, preuves en main, qu'ils n'ont pas attendu la guerre, pour secouer le joug de la culture allemande. Si ce sont des hommes politiques, ils vous chargent les mains de brochures, où, longtemps avant la tourmente actuelle, ils dénonçaient le péril allemand et l'équivoque de la Triplice. S'ils sont militaires, — et beaucoup d'entre eux ont été mobilisés, — ils se piquent avant tout d'être des intellectuels.

J'ai eu l'occasion de m'entretenir plusieurs fois avec des officiers de territoriale, qui allaient rejoindre leurs corps dans le Trentin, la partie la plus exposée du front. Pendant ces derniers soirs, qui étaient, pour eux, de véritables veillées d'armes, ils mettaient une sorte de crânerie à ne parler que de sujets

littéraires, philosophiques ou sociaux. L'un d'eux, grand amateur d'Horace, nous déclamait le *Carmen sæculare* ou l'Ode à la République : *O navis, referent in mare te novi fluctus...* Il me semblait ressaisir là quelque chose de ce qui fut l'âme de nos armées de l'An II, l'esprit qui animait nos officiers de ce temps-là, jeunes bourgeois transformés en guerriers, aussi férus d'antiquité latine que de chimères républicaines. Depuis leur départ, j'ai reçu d'eux des lettres qui me prouvent que, malgré la rigueur de l'offensive autrichienne et les rudes épreuves endurées, leur foi patriotique n'a pas faibli. Au début de cette offensive, un de ces officiers m'écrivait : « Nous travaillons avec zèle et allégresse. Espérons que cet énorme effort aidera au triomphe du Droit et que la Latinité affirmera encore une fois sa suprématie sur la Force brutale. » Et, quelques jours après : « La lutte est dure, mais nous sommes soutenus par une foi immense, qui n'a d'égales que les atrocités d'un ennemi qui méconnaît les lois de la civilisation et qui foule aux pieds le droit des nations. » Dans ces phrases et d'autres pareilles, outre le bel élan de bravoure et de générosité, nos démocrates français peuvent admirer le style et les idées qui leur sont chers.

A côté de ces républicains selon notre formule traditionnelle, les radicaux monarchiques et les socialistes indépendans, qui se rattachent à leur groupe, paraissent non pas plus froids, mais plus circonspects. Ce sont gens de bon sens et d'esprit positif, ce qui ne les empêche pas d'être, à l'occasion, comme, par exemple, M. Bissolati, des orateurs de grande envolée. Ceux-là supputent les maux de la guerre, — cette guerre qu'ils ont voulue, — ils en envisagent courageusement toutes les conséquences. Ils vous disent que l'armée n'était pas prête, qu'on a dû tout improviser en quelques mois, et que, peut-être, en France, on ne rend pas suffisamment justice à ce difficile travail de préparation. Ils s'inquiètent de la situation qui va être faite à leur pays, au lendemain de la paix. Outre des attaches intellectuelles déjà anciennes, il va falloir rompre des relations financières, industrielles et commerciales, qui pourtant donnaient toute satisfaction à l'Italie. Il va falloir lui créer une nouvelle assiette économique : ce ne sera pas l'œuvre d'un jour ! Ils considèrent aussi les difficultés intérieures, qui, à l'heure qu'il est, requièrent toujours la plus grande attention. Si vous témoignez devant eux quelque étonnement de ce que

l'Italie n'ait pas encore déclaré la guerre à l'Allemagne, ils vous répondent : « La raison en est bien simple. D'abord, cette guerre est déclarée de fait, puisque notre action militaire est étroitement liée à celle des Alliés. Ensuite, remarquez que l'Allemagne ne nous a pas attaqués la première. Prendre la responsabilité de l'agression, nous charger d'un nouvel ennemi, c'est fournir des argumens aux partis qui, dans notre pays, font encore des réserves sur l'opportunité de notre intervention. Ces partis, pour l'instant, marchent avec nous. Est-il d'une bonne politique de nous les aliéner, au moment où nous avons besoin de tout leur concours ? » Si, après cela, vous insinuez qu'une coopération de l'armée italienne sur tous les fronts serait peut-être un bien, ils invoquent les mêmes motifs d'ordre intérieur : « Supposez, disent-ils, qu'un fléchissement se produise sur notre front à nous, vous nous exposez aux criailleries de ces partis, qui ne manqueraient pas de nous accuser d'avoir affaibli criminellement nos frontières ! » Il convient d'avouer que les événemens de ces dernières semaines semblent justifier leur prudence.

Ces hommes avisés songent donc à tout cela, ils s'appliquent à prévoir toutes les éventualités fâcheuses. Néanmoins, ils se battent, comme les autres, pour des idées. Je sais bien ce que l'on peut arguer contre eux : qu'ils ménagent leurs adversaires par ambition politique, que certains d'entre eux, comme les socialistes, cherchent à entrer dans le ministère et à exercer leur action sur le gouvernement. L'essentiel pour nous, c'est qu'ils comptent parmi les partisans les plus résolus de la guerre. A eux, comme à leurs journaux, revient la part prépondérante dans l'intervention italienne. Outre des raisons matérielles, des raisons doctrinales les y ont poussés. Ils savent trop quel danger de mort le triomphe germanique ferait courir aux idées libérales, non seulement dans leur pays, mais dans le monde entier. En tout cas, et quels que soient les mobiles auxquels ils obéissent, nous pouvons saluer en eux nos plus fermes soutiens.

*
* *

Justement à cause de cette communauté doctrinale avec nos démocrates, un autre groupe, non moins partisan de la guerre à outrance, se livre à des critiques acerbes contre les démocrates

italiens. Les nationalistes, — car ce sont eux dont il s'agit, — les tournent volontiers en ridicule, en les appelant « des Français honoraires. » Un de leurs plus brillans et vigoureux polémistes, Francesco Coppola, écrivait récemment dans l'*Idea nazionale :* « Il était naturel que les partis démocratiques italiens, qui tiraient leurs origines et leur décalogue idéologique de la Révolution française, et qui voyaient dans la république radicale-socialiste de nos voisins le prototype et le modèle de leurs réalisations hypothétiques, sentissent leur fortune liée à celle de la France. Sous son nom, c'étaient eux-mêmes qu'ils défendaient et qu'ils exaltaient... A ceux-là, la guerre européenne, avant même qu'elle fût déclarée, apparut naturellement sous l'angle visuel français, — comme un nouveau duel franco-prussien, multiplié par l'Europe : un nouvel épisode de l'éternel conflit entre la Civilisation et la Barbarie, entre le Bien et le Mal, entre la Lumière et les Ténèbres, entre le Marduk et le Tiamât du mythe babylonien, un conflit jugé *a priori*. Ils voulurent la neutralité italienne, non point parce que les nécessités historiques de l'Italie le voulaient ainsi, — ils ne les connaissaient pas plus qu'ils n'en avaient souci, — mais parce que l'idée de combattre contre « notre chère France de Quatre-vingt-neuf » leur apparaissait comme une monstruosité et comme un parricide. Ils ont voulu l'intervention de l'Italie, non point parce que les nécessités dynamiques de notre avenir l'exigeaient, — mais parce qu'il fallait à tout prix recouvrer la parfaite moralité et le souverain Bien de l'alliance française, parce que, surtout, il fallait, à n'importe quel prix, sauver la France, non seulement la France, comme synonyme de la Civilisation, de la Liberté, de la Justice, du Progrès, mais purement et simplement en tant que France, c'est-à-dire comme leur patrie honoraire. »

Et l'irascible adversaire concluait ainsi son réquisitoire : « Aujourd'hui, s'ils demandent encore quelque chose, c'est une plus vaste action de l'Italie, au sens français, belge ou serbe du mot, et jamais au sens italien. Pour eux, l'Italie se confond et s'annule dans la Quadruplice, si bien qu'une victoire sur le front français ou sur le front italien leur semble « parfaitement équivalente. » ... Et ils nous reprochent, à nous, de parler, en ce moment, à nos alliés de France, le nécessaire langage de la nécessaire sincérité, grâce à laquelle seulement notre soli-

darité peut être durable. Eh bien! ce sont eux, précisément, qui, par leur silence italien et leur soumission française, ont tout fait pour déprécier notre guerre et notre droit aux yeux de nos Alliés et pour affermir les Français dans leur équivoque originelle, dans leur conviction sommaire que toute la guerre de la Quadruplice n'est pas autre chose que la guerre française multipliée par quatre. Ce sont eux, finalement, qui perpétuent de la sorte l'incompréhension française, laquelle peut être, aujourd'hui, également pernicieuse pour les deux nations... »

Cette diatribe, que j'ai tenu à citer tout au long, malgré ce qu'elle a d'évidemment injuste et de passionné, cette diatribe nous touche d'assez près, pour que nous accordions aux revendications des nationalistes italiens une attention, que réclameraient déjà leur talent et l'originalité de leurs théories.

Des amis me disent: « Mais ces nationalistes ne représentent qu'une fraction infime de l'opinion. C'est un parti tout récent, qui s'est déjà disqualifié par ses excentricités et ses intempérances de langage, et qui n'a d'ailleurs aucune influence. » — Tel n'est pas précisément mon avis. J'ai pu constater que leurs idées, même violemment combattues, finissent par influencer leurs adversaires et qu'elles s'infiltrent peu à peu jusque dans les programmes gouvernementaux. D'ailleurs, eux-mêmes se font gloire de leur impopularité : ils se vantent de leur petit nombre, tant ils sont assurés d'être une élite, et tant ils ont de confiance dans la solidité comme dans l'avenir de leurs principes. Leur organe, l'*Idea nazionale*, est peut-être, de tous les journaux d'Italie, le plus intéressant à lire, le plus nourri de faits et d'idées. Ce sont des logiciens et des disputeurs intrépides, très cultivés, très munis d'érudition, de science historique, économique et sociale. Ils se piquent surtout d'être les meilleurs interprètes de l'âme et des aspirations nationales : en quoi ils me paraissent un peu sujets à caution. Au début de la guerre, en raisonneurs conséquens avec leurs principes, n'ont-ils pas réclamé que l'Italie marchât avec ses Alliés de la Triplice? C'était se méprendre complètement sur le sentiment populaire : il est vrai qu'ils le distinguent du sentiment national. Mais le peuple n'en est pas moins la nation, et que faire sans lui? De sorte que ces logiciens admirables rappellent, à de certains égards, ce fameux chien de chasse, qui détenait toutes les qualités requises chez un animal de ce genre, mais qui n'avait pas de nez.

Ces restrictions faites, si nous voulons bien comprendre leur attitude vis-à-vis de la France, il me paraît indispensable, auparavant, de dire quelques mots de leurs théories. Ces théories, j'ai eu la bonne fortune de me les entendre exposer et commenter par l'un d'eux, qui est un écrivain politique de premier ordre, — Enrico Corradini. Nous étions voisins, à Rome, à l'*Hôtel d'Angleterre*, vieux logis qui garde toujours un reflet de son antique splendeur, ayant vu passer dans ses murs tant d'illustrations, depuis le Pape Pie IX et Dom Pedro, roi de Portugal et des Algarves, jusqu'à Ferdinand Brunetière, pèlerin et conférencier. Et si je songe à Brunetière, ici, c'est surtout parce que Corradini me le rappelait de façon frappante par son éloquence abrupte, sa dialectique, son intransigeance âpre et passionnée. Nous nous retrouvions, comme en terrain neutre, dans la chambre de Jules Destrée, l'éminent député de Charleroi, et il était assez plaisant de voir ce socialiste s'interposer, en conciliateur, entre nos deux impérialismes.

D'abord, le nationalisme italien se différencie essentiellement du nôtre, dès son point de départ : il se défend de toute attache avec le passé, ce qui se comprend sans peine, l'Italie n'ayant point, comme nous, de tradition monarchique. Il n'est l'esclave d'aucun parti politique. Il se vante de les dominer tous. Et il se moque également du régionalisme, cher à Charles Maurras, qui est d'ailleurs très admiré de ces théoriciens. Essentiellement, et dans l'intérêt exclusif de la nation, les nationalistes italiens sont des étatistes. Peu leur importe la forme du gouvernement, pourvu que l'État soit très fort. Ils acceptent d'être monarchistes, si la monarchie veut bien obéir à ce qu'ils appellent « les nécessités dynamiques de l'Italie » et travailler uniquement à la grandeur de la nation : « Ou le nationalisme, dit Corradini, a une âme étatiste, ou il n'en a aucune. Proclamons que l'État libéral, l'État démocratique, l'État social, sont des dégénérescences de l'État. Celui-ci peut donner la liberté, accueillir la démocratie, réaliser même le socialisme; mais, en tant qu'il est État, il ne peut être qu'un État qui ne tolère pas de qualificatif, hormis un seul : celui de *national*. »

Ceci posé, ce que Corradini et ses amis nous reprochent le plus, à nous autres Français, c'est de ne pas comprendre assez que l'Italie, à son tour, est devenue une nation, — et une nation qui a les plus grandes ambitions nationales. Ils nous reprochent

aussi de trop ignorer le développement intérieur de l'Italie contemporaine : en quoi ils sont d'accord avec tous les Italiens. Et, si nous nous plaignons des excès de leur impérialisme, ils nous rétorquent que nous sommes nous-mêmes, et sans le savoir, des impérialistes impénitens. Comment et en quoi? Un autre nationaliste, Francesco Coppola, va nous l'expliquer : « La France, dit-il, constituée, organisée et développée dans son unité matérielle, politique et spirituelle, a été, pendant huit siècles, la première nation de l'Europe... Une histoire comme la sienne éduque inévitablement, dans un peuple, un sentiment hyperbolique et égocentrique de sa propre supériorité. Les Français se sont accoutumés peu à peu à considérer la France, non seulement comme la nation privilégiée, non seulement comme la Nation par excellence, mais comme un univers clos, parfait et indépendant en soi. A l'exemple des anciens Hellènes, ils ont fini naturellement par diviser le monde en deux moitiés, la France et la non-France, c'est-à-dire, d'une part, une humanité accomplie et parfaite, digne de toute étude et de tout amour, et, de l'autre, une humanité hybride, pâle copie de la première et cataloguée en deux grandes catégories : « francophile » et « antifrançaise, » d'ailleurs entièrement dépourvue d'intérêt. Et ainsi, uniquement occupés à cultiver, à fouiller, à creuser le sol de leur propre patrie, les Français en sont arrivés à ne plus regarder que rarement et distraitement par-dessus leurs frontières, plutôt pour chercher à l'étranger un repos intellectuel, des jouissances d'esthètes, des émotions exotiques, qu'une connaissance vraie, sérieuse, *intéressée* des nations étrangères, qui, en fin de compte, n'en valaient pas la peine. De sorte que jamais peuple n'a eu à la fois une plus grande conscience mondiale abstraite et une plus pauvre conscience mondiale concrète... »

C'est ce que, pour ma part, j'essaie de démontrer, depuis bientôt vingt ans, à mes compatriotes. Faut-il en conclure que les Italiens nous ignorent autant qu'ils nous reprochent de les ignorer? En tout cas, le récent livre de Jacques Bainville (1), dont un chapitre important a paru ici même, a pu prouver à leurs nationalistes les plus susceptibles que non seulement, en France, on connaît, mais qu'on favorise fraternellement toutes les aspirations légitimes de l'Italie.

(1) *La Guerre et l'Italie*, Paris, 1916; Arthème Fayard, éditeur.

Mais il ne leur suffit pas d'une reconnaissance platonique et sommaire; ils tiennent à préciser, comme ils disent, « les nécessités historiques » et « les nécessités dynamiques » de leur pays. Ils veulent en amorcer dès maintenant la réalisation. Ils revendiquent l'hégémonie dans l'Adriatique et la liberté d'expansion dans la Méditerranée orientale. Ils nous somment de choisir entre eux et les Grecs et aussi les Slaves balkaniques. Qu'on ne vienne pas leur parler d'un jugo-slavisme, ou d'un panhellénisme ridicules! Ils réclament le Dodécanèse, la région d'Adana, peut-être Smyrne et l'Asie Mineure. Que ne réclament-ils point? La *vastità romana*, l'immensité romaine, est leur idéal.

Hâtons-nous d'ajouter que, ces « droits italiens » une fois affirmés comme imprescriptibles, ils se déclarent résolument et sans restriction nos alliés. Ils préconisent même une alliance durable, qui devra subsister après la guerre, tant qu'elle sera compatible avec l'intérêt de l'Italie. Pour le moment, ils font appel à toutes les énergies belliqueuses de la nation; ils exigent une action militaire de plus en plus étendue et de plus en plus intense. Ils réprouvent toute hésitation et toute arrière-pensée. Personne ne flagelle plus impitoyablement, dans les milieux politiques ou administratifs, les négligences, les faiblesses et les compromissions. Quoi qu'on en puisse penser, il est certain que ce petit groupe, très remuant et très actif, a une conscience extraordinairement aiguë des ressources actuelles et des destinées futures de la jeune Italie : secrètement, ces farouches patriotes ont des complices dans la nation entière, dont ils flattent les appétits d'expansion et de conquête. Peut-être seulement sont-ils un peu trop pressés. Dans leur ardent désir de grandeur nationale, ils suppriment en imagination les obstacles, les lacunes et les insuffisances du moment, et ils traversent au vol les espaces qui les séparent encore de l'avenir.



C'est de quoi ils sont blâmés par leurs intimes adversaires, les libéraux, les gens de juste milieu. Ceux-ci dénoncent la mégalomanie des nationalistes. Ils s'irritent contre un zèle trop bouillant, qui risque de tout compromettre avant l'heure.

Pour eux, ils sont beaucoup moins affirmatifs, beaucoup moins tranchans et aussi beaucoup moins embrassans dans

leurs revendications. Ils admettent qu'il convient de faire sa part à la Serbie et même à la Grèce, et ils prévoient toutes les difficultés que rencontrerait l'italianisation complète de la Dalmatie. Mais il n'y en a pas un qui ne pose en principe que l'Italie doit avoir la maîtrise de l'Adriatique. Pour tous les Italiens, c'est là un dogme intangible. Cependant l'Autriche, leur plus dangereuse rivale, est toujours debout. Si ridicule que puisse paraître un panhellénisme actuellement réduit à l'impuissance, il n'en est pas moins aussi tenace, aussi intraitable et démesuré dans ses ambitions que le nationalisme italien. Enfin la Serbie, même vaincue, cherche naturellement à se refaire, à assurer ses conditions d'existence, lesquelles exigent un débouché maritime. Que de difficultés encore! Il faut bien en tenir compte. D'autre part, en Orient et dans la Méditerranée orientale, quelle va être, au lendemain de la guerre, l'attitude de la Russie, supposée victorieuse, et même celle de l'Angleterre? Les modérés italiens se préoccupent de tout cela. Les « nécessités historiques et dynamiques » de leur pays restent toujours présentes à leur esprit, mais elles reculent au second plan devant les nécessités actuelles. Avant de se partager la peau de l'ours, il faut l'abattre. L'Italie ne peut pas se flatter d'en venir à bout toute seule, par une guerre qui ne serait que « sa guerre. » Le concours de tous les Alliés contre l'ennemi commun lui est indispensable. Avec la France, particulièrement, l'union s'impose.

Non seulement, ils en demeurent d'accord, mais ils sont les premiers à réclamer une coopération toujours plus intime et plus amicale des deux pays. Seulement, là encore, ils ont la claire vision des difficultés de la tâche, ils sentent qu'il y faudra beaucoup de temps, et aussi beaucoup de tact, beaucoup de persévérance et une extraordinaire bonne volonté de part et d'autre. L'un d'eux me citait des articles de M. Maggiorino Ferraris parus dans la *Nuova Antologia*, au lendemain de l'intervention italienne, et où l'auteur préconisait, entre la France et l'Italie, « la coopération militaire non seulement pour le matériel de guerre, mais pour l'unité d'action sur les champs de bataille, — la coopération diplomatique vis-à-vis des États restés neutres jusqu'ici, — la coopération économique entre les Alliés, pour faire face aux énormes dépenses de la guerre, pour en réparer promptement les conséquences désastreuses, pour

assurer la prospérité des pays qui, ensemble, auront conquis la victoire. » Et il me disait : « Tout cela est juste, au fond, tout cela est excellent. Mais n'allons pas si vite en besogne ! Ne demandons pas ce que personne ne peut nous donner et que nous devrons conquérir par les armes, si nous voulons l'avoir. Commençons par de simples accords diplomatiques et financiers sur des points précis ! Par exemple, pour raffermir notre confiance réciproque, pour écarter tout malentendu, tout sujet de conflit dans l'avenir, pourquoi la France se refuserait-elle à faire ce que proposait récemment M. Gabriel Hanotaux, dans un article du *Figaro*, — ce qu'elle a fait, en 1914, avec l'Angleterre, — une convention délimitant notre zone d'influence en Méditerranée, dans le Levant et en Afrique?... Voilà pour l'avenir ! Pour le présent, la question du fret, celle du change monétaire, celle de la taxe des charbons sont, pour nous, des questions vitales, qu'il faut résoudre au plus vite et au mieux de notre intérêt, qui, dans l'occurrence, est l'intérêt commun. Après cela, au lendemain de la paix, nous aurons beaucoup à faire, pour accorder notre activité économique avec la vôtre. Songez que l'Italie est un pays agricole, comme la France, donc sa concurrente. Jusqu'ici, pour les produits de notre sol, l'Allemagne a été notre principale cliente. Il va falloir détourner notre exportation vers l'Angleterre, la Belgique, la Hollande, peut-être les pays scandinaves. Pour cela, nous devrons passer par la France : un abaissement des tarifs douaniers, des communications moins coûteuses et plus rapides, surtout pour les primeurs et les denrées périssables, vont être nécessaires... Autre question non moins délicate : notre immigration ouvrière se dirigeait, pour une notable part, vers l'Allemagne. A présent, elle devra se rabattre sur votre pays, d'autant plus qu'il faudra combler, après la guerre, les vides de votre main-d'œuvre. Dans ces conditions, il me paraît difficile, pour vous, d'éluder un remaniement de votre législation du travail. Nos ouvriers, soutenus par nos syndicats socialistes, voudront être traités sur le même pied que les vôtres : égalité des droits, égalité des salaires : tout cela ne sera pas commode et ne se fera pas du jour au lendemain !... »

Évidemment, voilà bien des réserves. Les plus belles protestations sentimentales ne les supprimeront point. Mais, si réels que soient les obstacles, la volonté d'en triompher est

aussi ferme chez nos voisins que chez nous. En ce qui concerne les libéraux italiens, nous en avons une première preuve dans leurs sympathies très chaleureuses pour la France : rien de plus naturel, étant donnée leur orientation politique. Ce sont aussi des sympathies raisonnées, qui se fondent sur l'estime et même sur l'admiration. Ils proclament que, de toutes les nations belligérantes, la nôtre est la plus durement éprouvée, celle qui supporte le poids le plus lourd. Ils calculent que nos pertes en hommes, tout en étant beaucoup moins élevées que celles de l'ennemi, sont encore très considérables par rapport au chiffre de notre population, et que nos dépenses de guerre sont les plus fortes. En outre, ils constatent que nos plus riches provinces ont été dévastées ou envahies. Mais ils ont confiance dans notre avenir. Ils disent bien haut que notre attitude depuis la guerre nous a valu, dans le monde entier, un immense accroissement de prestige moral. Ils espèrent, après la paix, un relèvement de notre natalité et, par ailleurs, — Dieu les entende ! — une diminution de l'indiscipline syndicaliste et du parasitisme socialiste, en d'autres termes une réforme des mœurs et de la morale publique (1). Enfin, ils estiment que, lors des règlemens de comptes, nous aurons droit à des compensations proportionnées à l'étendue de nos sacrifices.

A l'égard de la guerre elle-même, n'oublions pas qu'ils la soutiennent avec non moins de zèle que les nationalistes. Ils ont été des premiers à comprendre que l'indépendance politique de l'Italie exigeait son entrée en lice à côté des Alliés. Le plus important organe libéral, le *Corriere della Sera*, fut, pendant des mois, l'ardent propagateur du mouvement interventionniste, — et cela sans jactance, sans emballement, mais avec fermeté, décision, intelligence très nette des nécessités du moment, comme des problèmes de l'avenir.

***

On peut affirmer que ces sentimens représentent ceux de la nation tout entière. Tels sont du moins ceux de la très grande majorité. Quand on s'est bien convaincu de cette unanimité de l'ensemble, on n'attache plus qu'une très médiocre importance

(1) Cf., dans *La Vita italiana* du 15 avril 1916, un magistral article du professeur Maffeo Pantaleoni : *Problemi italiani dopo la guerra*.

aux partis dissidens, qui voudraient retenir ou arrêter l'Italie dans la voie où elle s'est engagée.

Parmi ces groupes qui font bande à part, celui des socialistes se montre le plus irréductible dans sa résistance et son parti pris d'obstruction. Mais entendons-nous bien : il ne s'agit ici que des socialistes *officiels*, comme ils s'intitulent en Italie, c'est-à-dire des socialistes selon la formule allemande, des orthodoxes de l'Internationale. Il est cependant hors de doute que leur propagande et leur organisation ont fait, chez nos voisins, des progrès considérables. Il faut s'en affliger pour eux comme pour nous. Les progrès du socialisme sont une grande cause de faiblesse nationale. Après nos désastres de 1870, Renan écrivait, avec une singulière perspicacité, que la principale raison de l'affaiblissement de la France, *comme de l'Angleterre*, c'est que les questions sociales y avaient pris le pas sur les questions nationales. Et, en logicien impitoyable, il prophétisait que les nations socialistes, énervées et désarmées par l'unique souci du bien-être matériel, étaient destinées à devenir la proie de l'Allemagne. Heureusement que nous nous sommes ressaisis à temps et nos socialistes avec nous. Quant à leurs coreligionnaires d'Italie, si nous devons juger leur attitude scandaleusement contraire aux intérêts de leur pays, avouons du moins qu'elle est conforme à leurs principes. Théoriquement, ils sont hostiles à la guerre, à celle-ci comme à toutes les autres. Et ils font remarquer que le cas de légitime défense ne peut pas être invoqué pour l'Italie, attendu qu'elle n'a pas été provoquée, ou du moins attaquée ouvertement.

Dès les origines du conflit européen, ils ont réédité leurs lieux communs et leurs habituelles déclamations pacifistes. Ils ont eu le courage d'imprimer que, pour un prolétaire, il est indifférent d'être italien, chinois, ou allemand. Bien plus, tandis qu'une minorité socialiste, même après l'invasion de la Belgique et de la France, après Reims et Louvain, continuait à se laisser éblouir par le prestige germanique, les polémistes du parti se livraient à une campagne de dénigrement et d'insinuations perfides contre nous et nos Alliés : « Je veux espérer, écrit Guglielmo Ferrero, que les influences allemandes ont été entièrement étrangères à la campagne acharnée et venimeuse faite par le journal officiel du parti socialiste, pour démontrer que tous les belligérans devaient être également exécrés, que la

France et l'Angleterre combattaient pour des intérêts capitalistes et des appétits de conquête, aussi bien que l'Allemagne. » A la Chambre, le 20 mai de l'année dernière, lors de la déclaration de guerre à l'Autriche, M. Turati, personnalité éminente du socialisme officiel, refusa de voter la loi accordant pleins pouvoirs au gouvernement pour toute la durée de la campagne. Le surlendemain 22, la direction du parti socialiste italien publiait un manifeste, adressé aux prolétaires du pays, qui se terminait par ces mots : « A bas la guerre! Vive l'Internationale! »

Cependant, il est juste de reconnaître d'abord que la majorité des officiels n'a pas cessé de manifester ses sympathies pour l'Entente, et ensuite que leurs chefs, se retranchant dans un abstentionnisme paradoxal, n'ont rien fait pour entraver la mobilisation : pas d'excitation à la grève générale, au sabotage des voies ferrées et des munitions! Beaucoup même, touchés par la mobilisation générale, acceptent d'accomplir strictement leur devoir militaire, mais sans enthousiasme et avec de perpétuelles restrictions de conscience. On les sent gênés dans leur attitude d'emprunt, tiraillés entre le souci de rester fidèles à leurs principes et la nécessité de suivre le mouvement national. J'avais demandé un entretien à l'un d'eux, maire d'une grande localité industrielle. Bien qu'il eût endossé l'uniforme, je le savais toujours en fonctions. Il se déroba par une lettre un peu sèche, où il était dit, en substance, qu'étant soldat, la discipline lui interdisait d'avoir aucune opinion sur l'actuel « imbroglio » de la situation politique internationale, mais que cela ne l'empêchait point de « souhaiter chaleureusement une pleine victoire aux armes de l'Entente, pour le Droit et la Liberté des nations. » C'était se tirer spirituellement d'embarras. Toutefois, j'avais de la peine à concilier la bénédiction finale avec les réticences du début.

Aujourd'hui même, alors que l'Italie s'engage de plus en plus dans la lutte, cette hostilité plus ou moins latente contre l'intervention ne semble point avoir faibli. En certaines villes, on m'assure que des municipalités socialistes s'abstiennent de participer à des œuvres de guerre, même lorsqu'elles sont purement de bienfaisance et d'assistance publique. Elles refusent de recevoir les parlementaires des pays alliés, même démocrates, s'ils viennent prêcher la résistance aux Empires centraux. Les

populations, d'abord un peu déconcertées, en ont pris lestement leur parti : elles laissent bouder leurs élus. Néanmoins, ceux-ci ne restent pas inactifs dans leur isolement. Avant tout préoccupés de sauver leur situation parlementaire, ils songent dès maintenant à exploiter les mécontentemens que les maux inévitables de la guerre auront pu provoquer dans les campagnes, plus cruellement éprouvées que les villes. Ils se préparent une plate-forme électorale des plus commodes. Cependant, au milieu de ces petits manèges, leur conscience ne semble pas en repos. J'ai pu m'entretenir quelques instans avec un de leurs grands chefs. Je l'ai trouvé désemparé, angoissé, perplexe, vieilli et comme dépassé par les événemens. Par une sorte d'automatisme verbal, il continuait à réclamer la paix, — la paix à n'importe quel prix, — à développer les thèmes archaïques du cléricalisme et de la réaction : l'Italie, à l'en croire, serait encore enfoncée dans le Moyen Age. Allait-elle interrompre l'œuvre à peine commencée de son affranchissement? Enfin, l'Europe, saignée aux quatre veines, allait-elle se suicider au profit de l'Amérique et du Japon? Il me disait encore :

— On nous a trompés! On nous assurait que l'intervention italienne devait mettre fin à cette abominable guerre, qu'elle entraînerait celle d'autres pays neutres et qu'ainsi tout serait bientôt terminé. Mais personne n'a bougé et les massacres s'éternisent!...

Que répondre à ces jérémiades, sinon que, si par hasard elles étaient écoutées, elles n'aboutiraient qu'à paralyser la défense nationale, et ainsi à faire le jeu du militarisme et du féodalisme prussiens, à renforcer tout ce « Moyen Age, » que, par une singulière perversion visuelle, on veut bien voir en Italie, alors qu'on néglige de le voir en Allemagne? Le jugement le plus modéré que l'on puisse formuler sur une telle attitude, c'est que, au lendemain de la guerre, les socialistes officiels auront de terribles comptes à rendre devant l'opinion, ne fût-ce que pour leur abstention théorique, dans une guerre où l'indépendance de leur pays était engagée.

***

Il n'en est pas de même pour les catholiques, bien qu'au premier abord et pour un observateur superficiel leur ligne de conduite offre une certaine analogie avec celle des socialistes

orthodoxes. Évidemment, ils éprouvent un peu d'embarras à mettre d'accord leurs actes d'aujourd'hui et leurs principes de toujours. Au fond, ils craignent de se compromettre politiquement, de trop pencher du côté des Alliés, de la France en particulier. Et pourtant, ils combattent ouvertement dans les rangs de l'Alliance, ils ne discutent pas sur le principe de l'intervention. Dès que le gouvernement la décida, ils s'inclinèrent devant sa décision avec une louable unanimité patriotique. Si leurs mouvemens ne sont pas absolument contradictoires, il faut avouer aussi qu'ils ne s'harmonisent pas très bien entre eux. Ils ont l'air de faire, ici, deux pas en avant, pour faire, ailleurs, deux pas en arrière. Ces marches et ces contremarches excitent les plaisanteries des socialistes officiels, qui s'en vont répétant que les catholiques sont « favorablement contraires à la guerre. » Et ainsi ils donnent à entendre que leurs adversaires sont en réalité avec eux.

Ce n'est là qu'un argument de presse ou de réunion publique. A y regarder de près, les positions des deux groupes sont très différentes. Mais, tout de suite, dans la catégorie qui nous occupe, il sied d'établir des distinctions et de bien préciser de quels catholiques il s'agit. Il va sans dire que la grande masse de la nation italienne est catholique, non pas seulement, comme chez nous, parce que la majorité de la population se range nominalement sous cette étiquette, mais parce qu'elle pratique sa religion, tout en étant très libérale et très tolérante, ou que, sans la pratiquer au sens rigoureux du mot, elle s'en montre très respectueuse et qu'elle y reste profondément attachée. Sans doute, elle se défend de tout cléricalisme, mais elle ne souffre pas qu'on porte atteinte aux traditions religieuses du pays. Est-il besoin de rappeler que, pour cette raison, une loi sur le divorce n'a jamais pu être promulguée en Italie? Bien plus : un projet de loi sur « la précédence obligatoire du mariage civil, » qui, pourtant, ne blesse point les principes fondamentaux du catholicisme, a rencontré la même obstruction et pour les mêmes motifs confessionnels. Je me souviens, à ce sujet, d'une conversation déjà ancienne avec un magistrat italien, un président de tribunal civil. Comme il m'avait parlé très librement, ne se privant pas de critiquer, avec beaucoup de verve, certains abus ecclésiastiques, ridiculisant certains travers de telle façon que je pouvais prendre le change sur ses sentimens, il me dit tout

à coup, d'un ton très sérieux, avec un accent de conviction profonde :

— Ne vous y trompez pas : je suis un homme de foi !

Or, tous ces hommes de foi, plus ou moins fervens, ou plus ou moins tièdes, ces catholiques pratiquans ou simplement attachés à la religion de leurs pères, toute cette grande masse italienne est, de cœur, avec nous contre le Tédesque. Non seulement leurs fils se battent, à l'heure qu'il est, sur le front du Trentin, contre l'ennemi héréditaire, mais ils répudient toute compromission avec les principes de la culture allemande.

Il ne s'agit donc pas, ici, du catholicisme italien proprement dit, mais d'un parti politique, à la vérité considérable, des catholiques organisés et militans. Encore, dans le clergé lui-même, convient-il de signaler un grand nombre de dissidences. Beaucoup de prêtres, qui sont des journalistes et des publicistes très distingués, comme l'abbé Vercesi, ou comme l'auteur de *La Germania alla conquista dell' Italia*, l'abbé Giovanni Preziosi, comptent parmi nos amis les plus chauds et les adversaires les plus déterminés du germanisme sous toutes ses formes. Jusque dans les antichambres des archevêques et des cardinaux, j'ai été accueilli joyeusement par de jeunes vicaires, qui m'ont témoigné une francophilie aussi cordiale que démonstrative. Mais le fait est que tous ne leur ressemblent pas. Et toutefois, même en le reconnaissant, gardons-nous de rien exagérer. Ces catholiques italiens ont beau juger sévèrement la politique antireligieuse de notre gouvernement, ils conservent une très vive sympathie intellectuelle pour la France prise en bloc, la France historique, comme ils disent : ils savent trop les services qu'elle a rendus à l'Église. Et, de même que les catholiques espagnols, ils confessent, non sans admiration, que leur pays n'aurait pas supporté comme le nôtre les conséquences désastreuses de la loi de Séparation. Néanmoins, il est hors de doute aussi que nous ne sentons point, chez eux, l'élan spontané de leurs autres compatriotes, et que, d'eux à nous, en dehors des articles de croyance, la communion des idées et des sentimens n'est pas aussi complète qu'ailleurs.

Ce sont des gens calmes, prudens, méthodiques, qui se piquent avant tout d'esprit positif, et que, malgré leurs protestations amicales, je persiste à trouver un peu froids. L'art de tourner sa langue sept fois dans sa bouche a été porté par eux

à un haut degré de perfection. Ils ont des silences lourds de blâme, ou inquiétans comme une nuée chargée de grêle et de frimas. Je ne pouvais m'empêcher de le leur dire : ce manque de chaleur étonne chez les disciples d'une religion fondée sur l'amour et la charité; cette défiance à l'égard des idées généreuses, ce souci prédominant des « réalités » ne laissent pas que de surprendre chez les serviteurs de Celui qui a dit : « Mon royaume n'est pas de ce monde, » et qui a poussé jusqu'à la négation de ce monde transitoire l'affirmation de son Royaume idéal.

Mais je me hâte d'ajouter que, par leur supériorité intellectuelle, ils se placent immédiatement à la tête des partis politiques italiens. Avec les nationalistes, ce sont les plus cultivés, les plus originaux, les plus munis d'idées et les plus intéressans parmi ceux qui aspirent à diriger l'opinion. Les entretiens, que j'ai pu avoir avec quelques-uns d'entre eux, m'ont laissé une impression ineffaçable. C'est à la fois un charme et un grand profit que de les écouter. Ils discutent avec une abondance, une précision, une souplesse et un art admirables. Je songe, en écrivant ces lignes, à Ernesto Calligari, l'éloquent directeur du *Cittadino* de Gênes, ou encore et surtout à Filippo Crispolti, une des personnalités les plus en vue du parti catholique, et qui, en maintes circonstances, a été le porte-voix autorisé du Vatican. Ce gentilhomme est non seulement un écrivain de race, qui joint à une extrême acuité d'esprit critique un sentiment très large de la nature et des grandes sources du lyrisme, mais un conférencier et un orateur qui domine de haut son auditoire. Nul ne m'a mieux expliqué et justifié l'attitude des catholiques italiens dans le conflit actuel. Tout ce que j'avais lu, observé ou entendu ailleurs prenait, à la clarté de ses commentaires, une signification nouvelle et moins paradoxale.

Il est certain qu'au début de la guerre, — en Italie autant qu'en Espagne, — il existait dans les milieux catholiques des préjugés très forts contre la France. La rupture de nos relations diplomatiques avec le Saint-Siège et notre loi de Séparation y avaient produit de tenaces ressentimens. L'hostilité non dissimulée de certains partis politiques français contre le catholicisme ne faisait qu'exaspérer ces rancunes. Et il faut bien le dire, ces rancunes des catholiques trouvaient un écho non seu-

lement chez les libéraux italiens, mais même chez les démo crates et dans la grande majorité de la nation. J'ai entendu un ministre anticlérical réprouver, dans les termes les plus courtois, mais les plus catégoriques, le mauvais esprit qui anime nos sectaires. Des libres penseurs, comme le professeur Maffeo Pantaleoni, des Israélites comme Luigi Luzzatti, ont protesté devant moi contre leur intolérance. Quand donc nous déciderons-nous à renoncer à ce sectarisme borné, dont le pire inconvénient est de décourager les amitiés de nos voisins et de compromettre partout la vieille réputation libérale de la France?

On comprend que, sous l'influence de ces griefs religieux, les catholiques italiens aient hésité d'abord à faire cause commune avec un gouvernement qu'ils considéraient comme leur pire ennemi. Ils ont craint aussi de travailler pour leur ennemi intérieur. La franc-maçonnerie italienne ayant été une des plus énergiques ouvrières de l'intervention, ils ne voulaient pas favoriser son jeu, se rendre en quelque sorte ses complices inconsciens. C'est pourquoi ils ont prêché la neutralité, mais sous cette réserve, toutefois, que, si le gouvernement estimait l'intervention nécessaire, ils ne lui marchanderaient pas leur concours. Il faut reconnaître qu'ils ont tenu loyalement leur parole. Mais, s'ils ont accepté la guerre avec une bonne volonté unanime, certains avec une belle ardeur patriotique, il est évident aussi qu'ils conservent encore, non pas précisément des arrière-pensées, mais des appréhensions, des préoccupations d'avenir. Comme les socialistes, ils ne dissimulent point leur souci de ménager l'électeur de demain. Sans doute, les populations des campagnes font preuve d'un magnifique esprit de sacrifice, mais n'est-il pas expédient de leur prouver qu'on a tout mis en œuvre pour leur épargner les privations, les deuils et les ruines de la guerre? D'autre part, en tant que catholiques, ils se demandent s'il est bien conforme aux principes d'une religion qui s'affirme universelle, de diviser la catholicité en deux moitiés irréconciliables? Ils s'inquiètent encore des problèmes sociaux, qui vont se poser au lendemain de la paix, et dont le plus important, à leurs yeux, est celui du désarmement. Pour l'obtenir, disent-ils, l'initiative des gouvernemens ne suffira pas : une pression intérieure très forte de l'opinion sera indispensable. Dans ces conditions, on aura besoin de l'appui

non seulement des catholiques, mais aussi des socialistes allemands. N'est-il pas imprudent de se les aliéner d'une façon définitive et irrémédiable ?

Cet état d'esprit nous permet de saisir les raisons intimes de certaines réserves, et, pour tout dire, de certaine attitude défensive, qui, chez les catholiques italiens, déçoit et attriste un Français. Tout récemment, des personnes bien intentionnées conçurent le projet d'un rapprochement plus intime entre les catholiques des deux nations. Quoique ce projet d'union ne fût pas dirigé explicitement contre l'Allemagne, les circonstances actuelles lui donnaient forcément cette signification. On pouvait espérer néanmoins qu'il serait accueilli d'enthousiasme en Italie. En effet, des adhésions nombreuses ont déjà encouragé ce mouvement. Mais des gens bien placés pour sonder les dispositions des dirigeans m'assurent qu'il n'a aucune chance d'aboutir, et pour une raison bien simple, me disent-ils : « C'est qu'une ligue de ce genre est inutile. S'agit-il d'affirmer une même foi et de défendre d'identiques intérêts spirituels? Mais cette ligue existe déjà dans le monde entier : c'est le catholicisme lui-même, qui n'est pas autre chose qu'une « Internationale sacrée. » S'agit-il d'affirmer, entre Italiens et Français, un même idéal politique et de défendre d'identiques intérêts matériels? Mais cette alliance est réalisée, puisque l'Italie est l'alliée de la France. » Ce raisonnement géométrique ne manque pas d'élégance. Il n'y a qu'un malheur, c'est qu'à travers toutes ces subtilités transparaît trop évidemment le désir de ménager l'Allemagne, — et cela, pense-t-on, pour le plus grand bien de cette « Internationale sacrée » qu'est le catholicisme. Dernièrement encore, les catholiques militans, après avoir soutenu les nationalistes dans les luttes électorales et pactisé ouvertement avec eux, jugèrent à propos de les désavouer et, si j'ose dire, de les débarquer avec fracas. Un article de l'*Osservatore romano* les anathématisa, sous prétexte qu'ils « ont substitué à la lutte des classes la lutte entre les peuples, montrant clairement qu'entre les aspirations du socialisme et celles du nationalisme, il n'y a, en substance, qu'une diversité de limites et de proportions dans les tendances, également antisociales. » Voilà qui est clair! Cependant, ces tendances des nationalistes étaient connues de longue date. Ils n'ont jamais fait mystère de leurs doctrines. Au contraire, on

ne peut que leur reprocher la violence, à dessein hyperbolique, de leur propagande. Alors, faut-il soupçonner que la vraie raison de ce débarquement, c'est leur campagne nettement anti-allemande et interventionniste ?

Quoi qu'il en soit, nous devons constater que cette fraction militante des catholiques italiens a vaillamment rempli tout son devoir national, elle aussi, depuis la déclaration de guerre. Les grandes familles du « monde noir » ont leurs fils aux armées, comme les autres. Tandis que les socialistes boudent et se tiennent à l'écart, les catholiques se montrent et prennent part à toutes les manifestations patriotiques. Les princesses romaines se multiplient dans les ouvroirs et dans les hôpitaux. Les prêtres militarisés arborent fièrement les insignes de leurs grades. Avec les étoiles d'argent au collet de leurs soutanes, ils s'en vont rejoindre leur poste sur le front des Alpes ou sur les cuirassés de l'Adriatique. Le seul regret qu'on puisse exprimer, c'est que, peut-être, ils n'aient pas suffisamment confiance dans la force et dans les ressources, comme dans la grandeur de leur pays. Mais la victoire, j'en suis sûr, leur donnera l'élan qui leur manque encore et dissipera tout le vague à l'âme qui voile la pureté de leurs intentions.

***

Il faut distinguer ces catholiques d'un petit monde à part, très isolé et très fermé, séparé du reste de la nation par des tendances et par des traditions séculaires, cependant très mêlé, puisqu'il est cosmopolite ou international, à la fois clérical et laïque, et que nous appellerons, si l'on veut, le « monde romain. » Justement parce qu'il est très contaminé d'élémens étrangers, le sentiment national italien ne peut pas y être très vif. Et, parce que nos ennemis y sont largement représentés, parce qu'il s'y trouve des Allemands, des Bavarois, des Autrichiens, comment s'étonner que les sympathies y soient assez rares pour la France et pour ses alliés ? De même que dans les autres milieux cosmopolites, soumis à toutes espèces d'influences plus ou moins occultes et souvent contradictoires, une opinion générale y est difficile à former. En tout cas, elle ne saurait y prendre la fermeté qu'elle a dans les milieux nationaux. Sous l'afflux quotidien des fausses nouvelles et des commérages venus de tous les coins du monde, la vérité est lente à s'y faire

jour. En outre, l'habitude de discuter le pour et le contre, de peser lentement et avec défiance les témoignages les plus divers, finit par y engendrer une sorte de sophistique diamétralement opposée au but initial, qui est la distinction exacte et circonspecte du vrai. Enfin, tant d'intérêts divergens, tant de passions hostiles et acharnées les unes contre les autres s'y entre-choquent en une mêlée continuelle, qu'on préfère les considérer en spectateurs amusés plutôt que de prendre parti entre les combattans. A tout le moins, on ne se presse pas d'intervenir et de se prononcer. Et, peu à peu, à force de temporiser, on en arrive au dilettantisme de l'inaction, et, parce qu'on se déclare étourdis par les criailleries incohérentes des adversaires, on se laisse aller à un scepticisme commode. On devient indifférens à tout ce qui n'est pas article de foi, et, comme me le disait un saint religieux, on perd, dans les choses humaines, la notion du bien et du mal.

L'intrigue germanique augmente encore ce désarroi des consciences. Tout est mis en œuvre : les flatteries, les promesses, les dons, « invincibles appâts ! » Qu'on se rappelle seulement la mission officieuse du prince de Bülow, et, pendant les mois qui ont précédé la déclaration de guerre italienne, quel lieu de délices et d'enchantemens était devenue la villa Malta. Aujourd'hui encore, l'indiscrète pression continue, si elle ne redouble pas d'intensité. A ces efforts obstinés de la propagande allemande, nous autres Français nous n'avons rien opposé jusqu'ici que de platoniques protestations. Nous nous plaignons que la vérité soit lente à pénétrer dans cet étrange pays. On m'assure qu'on ne demande qu'à nous y écouter. Le fait est que nous n'ouvrons pas la bouche, du moins officiellement. Nous n'avons même pas d'ambassadeur, non seulement pour défendre notre cause auprès du Souverain Pontife, mais pour arrêter, dans ces milieux mondains et cléricaux, l'avalanche de calomnies que nos ennemis ne cessent de précipiter contre nous. Seul, un personnage officiel pourrait organiser cette lutte de tous les instans contre le mensonge, par la diffusion méthodique des nouvelles et des idées, qui peuvent accroître en notre faveur la confiance et la sympathie. Et qu'on ne dise point que l'intérêt est médiocre pour nous ! La Rome catholique est un centre cosmopolite en relation avec le monde entier. Non seulement une foule d'étrangers viennent s'y faire

une opinion, mais, par son magistère spirituel et moral, elle donne un mot d'ordre, qui est obéi par des millions de vivans. Cela vaut qu'on y réfléchisse. Si l'intérêt n'était pas considérable pour elle, comment s'expliquer que l'Allemagne, nation en grande majorité protestante, et d'ailleurs si positive et si pratique, remue terre et ciel pour conquérir l'amitié des milieux romains? Aussi, les Allemands y tiennent-ils le haut du pavé; ils y parlent en personnages consciens de leur force et de leur importance, tandis que la France y est humiliée. C'est cela qui nous attriste le plus, nous catholiques français, ne fût-ce que dans nos sentimens de patriotes, — cette diminution du prestige de la France aux yeux du catholicisme mondial. Courageusement, nos évêques essaient bien d'élever la voix. Mais la France n'est pas derrière eux. Tout est là. On les reçoit avec défiance et comme à regret, on les expédie comme des importuns. Sans défenseurs autorisés, ils sont obligés de souscrire à tout, de se résigner à la condition défavorable qui leur est faite. L'Allemagne, en cela, nous offre un exemple utile à méditer. Elle ne souffre pas que ses nationaux, quels qu'ils soient et à quelque confession qu'ils appartiennent, aient à baisser la tête n'importe où. Que ce soit à la cour du Pape, ou à celle du Mikado, un Français doit pouvoir parler librement et fièrement, comme il sied, quand on est le fils d'une telle patrie.

Je sais bien que les erreurs de notre politique antireligieuse sont, en grande partie, la cause de cette situation si préjudiciable à nos intérêts. Là, plus qu'ailleurs, on a gardé un long ressentiment de notre loi de Séparation, comme de notre loi sur les associations, avec leurs conséquences lamentables pour l'Église de France : la confiscation des biens et des établissemens ecclésiastiques, l'expulsion des Congrégations, la fermeture des écoles et d'une foule d'édifices destinés au culte ou à la bienfaisance. Je ne puis que répéter ici ce que j'ai déjà écrit dans mon enquête sur l'Espagne. Nos gouvernans, avec une intrépide ignorance du monde extérieur, ont pratiqué une politique de vase clos. Ils ne se sont pas demandé, avant de consommer la rupture avec l'Église, si ces procédés agressifs ne risquaient point de provoquer au dehors des répercussions fâcheuses et, pour commencer, s'ils n'allaient point nous mettre à dos la majorité de nos voisins. Il est certain qu'à Rome ces procédés nous ont été particulièrement funestes et qu'ils nous

y ont suscité des inimitiés très violentes et très agissantes. Dans tous les milieux conservateurs, ou même modérés, — et non pas seulement dans les milieux cléricaux, — on en vient à redouter notre esprit révolutionnaire. On s'y habitue à considérer la France comme un foyer d'anarchie, non pas seulement intellectuelle, mais politique et sociale. L'Allemagne, au contraire, apparaît comme la personnification de l'ordre et de la discipline. Par là, surtout, on essaie de justifier la suspicion et l'hostilité qu'on nous témoigne. Mais ces esprits timorés, qui nous font si rudement notre procès, ne semblent point s'inquiéter de savoir si le germanisme sous toutes ses formes ne constitue pas, pour la foi catholique, un pire danger que la libre-pensée française, et si l'attitude du protestantisme allemand à l'égard du catholicisme sera encore demain, après la victoire qu'ils supposent, ce qu'elle est aujourd'hui, en pleine incertitude de l'avenir. Et puis enfin, quand on se vante d'être catholique, il ne faudrait pas abuser de cet argument de l'ordre et de la discipline imposés par des gouvernemens à poigne. Pour des conducteurs d'âmes surtout, quel aveu d'impuissance! On a donc bien peu de confiance dans ses vertus apostoliques, puisqu'on fait appel au despote et au soudard pour évangéliser les peuples? On se sent donc incapables de faire régner l'ordre dans les âmes, puisqu'on attache un si haut prix à l'ordre extérieur, garanti par la potence, le canon et les baïonnettes?...

Mais, en dépit de toutes les prudences même plausibles, de toutes les rancunes même légitimes, il y a une question de morale, à laquelle des catholiques, quels qu'ils soient, ne peuvent rester indifférens. On a beau se flatter d'être avant tout des diplomates et des politiques, on n'en est pas moins d'une Église, dont la principale mission est d'être, sur cette terre, la vivante incarnation de la vérité et de la justice. Elle est aussi le refuge des âmes libres. Sa religion est une religion de liberté, qui a commencé par revendiquer contre César les droits de la conscience individuelle. Des Chrétiens vont-ils s'efforcer de lui ôter ce haut caractère, en essayant de la solidariser avec des Empires de proie et de tyrannie, pour qui la religion n'est qu'un moyen plus sûr et plus efficace d'enrégimenter les peuples? Enfin, une nation a inauguré dans le monde une guerre ignoble, qui est la négation de tout le progrès moral réalisé par dix-huit siècles de christianisme. Elle a fait litière

du droit des gens et du droit de la guerre, tels que les avait établis l'enseignement des Pères et des Docteurs de l'Église. Elle a multiplié les atrocités sans excuse et les dévastations inutiles. Ces mêmes Chrétiens vont-ils absoudre la nation qui s'est rendue coupable de ces crimes ? N'auront-ils pas pour ses victimes, en attendant l'heure des justes réparations, au moins une parole de réconfort et de charité? Toutes les arguties du monde n'y feront rien. L'opprobre d'une complicité honteuse pèsera sur eux. Jusqu'au jour du Jugement, la conscience universelle protestera que la Guerre allemande a été un monstrueux attentat contre toutes les lois divines et humaines...

*
* *

Au-dessus de ces controverses, de ces disputes et de ces intrigues, plane la personnalité mystérieuse du Pape.

Une bonne moitié de la planète s'évertue à deviner, ou à conjecturer ses sentimens. On voudrait bien savoir ses préférences intimes. De pieuses gens nous assurent que, dans le secret de son cœur, il est tout avec nous. Et c'est là une consolation, dont nous sentons le prix. Mais, au fond, peu nous importent les pensées secrètes de Giacopo della Chiesa. Ce qui nous intéresse avant tout, c'est ce que pense le Père commun des fidèles, et, — justement parce qu'il est le Père commun des fidèles, — il n'en peut rien manifester.

Et pourtant, on ne se résigne point à ne pas savoir. A Rome surtout, le sujet des sympathies pontificales défraie toutes les conversations. A force d'en avoir les oreilles rebattues, certains finissent par s'en impatienter. Un prélat, homme d'esprit, nous disait, un jour : « De grâce! laissez le Pape tranquille! Il n'est plus un souverain temporel! Alors, pourquoi voulez-vous le faire descendre dans la mêlée? Pourquoi le sommer de prendre parti entre les belligérans? D'abord, personne ne lui a demandé son avis. Et si, par hasard, on le lui demandait, il est trop évident que la plus élémentaire prudence lui conseillerait de ne rien dire... Non, non, que le Saint-Père se tienne en repos dans son Vatican! Laissez-le travailler en paix au bien des âmes et conduire son troupeau d'une houlette légère et paternelle! » Évidemment, beaucoup de gens embarrassés seraient tentés d'arranger ainsi les choses. Mais ce n'est là qu'une boutade, une

façon élégante de couper court à des bavardages de salon. Les choses ne sont pas si simples dans la réalité. On a beau faire et beau dire, nous ne pouvons pas laisser le Pape tranquille. Nous avons besoin de lui. Même chez nous, ceux qui répugnent le plus à engager, avec lui, l'entretien, seront forcés de l'aller chercher dans son Vatican. Au jour des règlemens de comptes, nous ne pouvons pas nous passer de son concours, si nous voulons résoudre, sans trop de désavantage, certaines questions de politique extérieure et, par exemple, la question toujours pendante du Protectorat français en Orient. Si nous y renoncions, ce ne pourrait être qu'au détriment de nos intérêts. Nous y perdrions toute une clientèle plusieurs fois séculaire, qui ne demande qu'à se rattacher plus étroitement à notre pays, peut-être même la possibilité de nouvelles acquisitions territoriales, en tout cas notre prestige de grande Puissance protectrice aux yeux du monde musulman. Mais, d'une façon générale, — bien que sa mission ait un caractère avant tout spirituel, — le Pontife romain est toujours obligé d'intervenir en faveur des intérêts matériels de l'Église, lesquels dépendent, en grande partie, des nations belligérantes. Alors commencent, pour lui, d'inextricables, de torturantes difficultés. Essayons plutôt de nous en rendre compte!

Que les circonstances actuelles, encore si troubles, si indécises, lui imposent une extrême réserve, c'est ce que tout le monde admettra. Ses préférences personnelles doivent rester, pour l'instant, impénétrables. En attendant, il ne peut qu'accorder aux victimes de cette horrible lutte des paroles de compassion et d'amour, s'interposer, s'il se peut, pour diminuer l'atrocité des méthodes de guerre, pour adoucir le sort des prisonniers et des blessés. Nous savons qu'il s'en occupe avec un zèle inlassable. Ce grand devoir accompli, peut-il aller au delà?

Après beaucoup de Français, j'ai pu franchir, moi aussi, le seuil des appartemens pontificaux. Le Saint-Père a bien voulu m'accueillir avec la plus flatteuse et la plus cordiale bonté. L'impression dominante que j'ai rapportée de cet entretien, c'est celle de l'angoisse perpétuelle où vit ce pasteur d'hommes. On sent qu'il assiste muet à un conflit terrible, où non seulement les intérêts matériels, mais les principes essentiels du christianisme sont engagés; — et qu'il se désespère, et qu'il souffre

cruellement de ne pouvoir agir selon son cœur et selon les vues de sa haute sagesse. Il doit attendre en silence le moment où son intervention ne risquera pas de produire une recrudescence de haines et d'horreurs, et peut-être des déchiremens irréparables.

Vraiment, quand on approche de cet homme, que son ministère met si haut au-dessus des passions et des rivalités nationales, il faut se dépouiller de ses sentimens individuels. J'en avais l'intuition particulièrement lucide, en montant les escaliers du Vatican, en traversant ces antichambres, où se pressent des visiteurs et des solliciteurs, venus de tous les pays du monde, pour apporter là leurs doléances, leurs récriminations, voire leurs conseils, et qui, tous, se disputent avec âpreté l'audience et la bienveillance pontificales. Et puis, quand on est arrivé tout en haut, dans la galerie aérienne qui précède le cabinet des Papes, quel coup d'œil sur les siècles et sur les plus sombres tragédies de l'histoire! On comprend que celui qui habite un tel logis ne puisse considérer les choses sous l'angle habituel de notre vision. Rome est là tout entière sous ses pieds, avec ses ruines, avec les stigmates partout reconnaissables des catastrophes et des dévastations qu'elle a subies. Là-haut, par la porte Salaria, se sont rués les Goths d'Alaric; ici, derrière les palais de Michel-Ange, ils ont arraché les tuiles d'or du Capitole; plus bas, les Vandales de Genséric ont brisé les derniers marbres du Forum; par cette brèche ont pénétré les reîtres de Charles-Quint; et, par cette autre porte, bien des Papes ont pris le chemin de l'exil. Du haut de son Vatican, la Papauté domine ce grand champ de bataille. Elle en a tant vu! Elle a dû passer par tant d'épreuves et de vicissitudes! Rien ne saurait plus la surprendre. Elle sait trop de quoi est capable la férocité humaine. C'est pourquoi, si douloureuse que soit cette heure, le spectacle toujours offert d'un tel passé atténue peut-être, chez celui qui résume en soi une si vieille tradition, les horreurs trop vives du présent. Avec cette longue patience, dont l'Église a le secret, il guette la minute opportune pour intervenir. Il se fait violence jusqu'au moment où il lui sera permis d'agir pour le plus grand bien de tous.

Quel sera son rôle, au jour de la paix? On en discute dès maintenant, comme on discute son attitude actuelle. On se livre, à ce sujet, à toute espèce de commentaires, d'hypothèses et

d'insinuations tendancieuses. Je ne me flatte pas d'être plus perspicace ni mieux renseigné que les autres. Je n'ai reçu aucunes confidences. Mais j'ai pu m'entretenir, à ce sujet, avec un personnage; — il me dispensera de le nommer, — qui fut un ami d'enfance de Benoît XV et qui, aujourd'hui encore, est un de ses familiers. Si je me permets de répéter ce qu'il m'a dit, c'est que peut-être il le souhaitait; que lui-même a déjà publié des considérations de ce genre, dans la presse catholique italienne, et qu'enfin les intentions qu'il prête au Saint-Père sont tout à l'honneur de celui-ci et ne peuvent que lui ramener, dans notre pays surtout, les esprits soupçonneux ou prévenus.

— Oui, me disait-il, le Pape se réserve! Peut-être qu'aujourd'hui il ne peut pas faire grand bien, mais je suis sûr que, demain, il en peut faire et qu'il en fera beaucoup. Nul n'est plus désigné que lui pour offrir ses bons offices. Souverain sans royaume, ses ambitions personnelles ne peuvent porter ombrage à personne. L'important est qu'aucune des Puissances intéressées ne proteste contre son admission. Au fond, un accord sur cette question est moins difficile à réaliser qu'on ne le redoute. L'opinion italienne pressentie ne s'y montre point hostile (1), même dans les milieux à tendances démocratiques et nettement anticléricales, mais sous certaines réserves qu'il faudra bien accepter. Les autres Puissances n'ont aucune raison de ne pas suivre l'exemple de l'Italie, sauf peut-être la France. Se montrera-t-elle plus irréconciliable que les propres adversaires du pouvoir temporel?... Notez d'ailleurs que cette intervention diplomatique est déjà commencée. Ne fût-ce que pour les échanges de prisonniers et de grands blessés, le Souverain Pontife ne cesse de négocier avec toutes les chancelleries européennes. Quand viendra l'heure de la paix, il est qualifié comme personne pour s'interposer entre les belligérans, puisque, grâce à sa réserve, il n'aura d'ennemis nulle part : ce jour-là, des indemnités de guerre, des réparations de dommages matériels, des restitutions de territoires devront être envisagées. Le Saint-Père voudrait s'employer à faciliter tout cela. Si des régions restent encore envahies, il voudrait en obtenir l'évacuation, sans nouvelles effusions de sang. Mais, quoi qu'il obtienne, on peut être sûr d'avance que son arbitrage s'inspirera de la

(1) Cf. *Nuova Antologia*, 1er avril 1916 : « Comè è in quali limité il Papa può essere ammesso al congresso della pace, » par Eugenio Valli.

plus stricte impartialité et du plus haut esprit de justice...

Il faut avouer que, si Benoît XV réussit à réaliser ce généreux programme, il s'acquerra des droits à la reconnaissance de tous les pays et qu'il aura rendu à la Papauté un incomparable prestige. En ce qui nous concerne, nous autres Français, l'essentiel, pour l'instant, c'est que les sympathies du Saint-Père à l'égard de la France ne sont pas douteuses; c'est qu'il manifeste le plus grand désir de s'entendre avec elle; et qu'enfin les directions pontificales ne sont pas en contradiction avec le patriotisme italien, et qu'elles ne contrarient point, chez nos voisins, le superbe effort de la défense nationale.

*
* *

Ainsi, de quelque côté qu'on ausculte l'opinion italienne, on ne perçoit aucun motif d'inquiétude. A l'exception des socialistes officiels, les partis les plus puissans, ou les plus jeunes et les plus riches d'avenir sont bien résolus à poursuivre la lutte. Les autres s'associent de leur mieux à l'entraînement général, et, si, parfois, leur prudence pouvait nous paraître exagérée, leur dévouement absolu à l'intérêt de la patrie suffirait pour nous rassurer. Mais toutes ces nuances se fondent et s'harmonisent dans le sentiment populaire. On ne saurait trop le répéter : le peuple italien tout entier est avec nous.

Le dernier soir que je passai à Rome, je méditais sur les impressions diverses, souvent incohérentes de mon voyage. Et à mesure que j'évoquais les visages, que je me rappelais les voix entendues, je sentais toutes les dissonances s'affaiblir et s'accorder enfin en un concert unanime. C'était par un soir très doux du printemps. Je voulais saluer une dernière fois le Capitole, contempler encore les palais orangés découpant leurs nobles silhouettes sur l'azur velouté du ciel romain. La rampe majestueuse de l'Ara-Cœli était encombrée d'uniformes : culottes grises à liséré jaune de l'infanterie, chéchias écarlates des bersagliers, éclatans comme de rouges coquelicots. Autour de la statue équestre de Marc-Aurèle, la main tendue en un geste d'apaisement, de protection et de bonté, des troupiers assis par terre fumaient leurs pipes, commentaient les lettres arrivées du pays, causaient de la femme et des enfans laissés au foyer. D'un pas rapide, des ouvriers, rentrant du travail, traversaient la place. Tout était calme et joyeux. Malgré la présence insolite

de tant de soldats, l'image de la guerre semblait bien lointaine. Personne ne paraissait y songer. Soudain une voiture découverte passa. Flanquée de sa gouvernante, une petite princesse de la famille royale, très jolie et très sage, faisait sa promenade. On la reconnut. Des hommes se levèrent. Un mouvement de foule se porta vers elle. Les têtes se découvrirent, tandis que l'enfant, d'un petit geste de la main, répondait avec une grâce déjà souveraine. Elle disparut très vite.

Ce ne fut qu'un remous imperceptible, une minute d'agitation dans la béatitude de la flânerie. Déjà les bersagliers s'étaient rassis sous la statue du débonnaire Empereur, les femmes et les bambins s'accoudaient de nouveau à la balustrade de l'escalier, s'amusant à regarder, dans leurs cages, les deux animaux symboliques du Capitole : l'Aigle et la Louve. Un peu plus bas, des étrangers arrêtés devant la stèle de marbre, où sont gravées les strophes lyriques de Carducci, déchiffraient la fameuse invocation à la Rome antique :

. . . .
Et toi, de la Colline fatale, à travers le silencieux
Forum, tu tends tes bras marmoréens
A ta Fille libératrice,
Montrant les colonnes et les arcs de triomphe,
Les arcs de triomphe qui attendent de nouvelles victoires
Non plus de Rois, non plus de Césars,
Et non plus de chaînes attachant
Des bras humains sur des chars d'ivoire,
Mais le triomphe, ô Peuple d'Italie,
Sur l'Age noir, sur l'Age barbare,
Sur les Monstres, — par lequel, avec une sereine
Justice, tu affranchiras les nations.
O Italie, ô Rome, ce jour-là, dans l'air tranquille,
Le ciel tonnera sur le Forum, et des cantiques
De gloire, de gloire, de gloire
Courront dans l'azur infini.

Certes, parmi les soldats qui étaient là, nul ne se souciait de la stèle de marbre, aucun peut-être ne comprenait les vers de Carducci. Aucun de ceux qui devisaient tranquillement sous la statue de bronze ne voyait dans ce pacifique Imperator le vainqueur de l'énorme Germanie. Et les femmes arrêtées devant les deux bêtes de proie, suivant d'un œil curieux les évolutions de la Louve dans sa cage ou les sautillemens de l'Aigle sur son

perchoir, ne devinaient que confusément leur caractère d'animaux sacrés. Mais je suis sûr que, dans tous les cœurs, l'appel à la gloire, lancé par le poète, avait des résonances profondes. Ils sont trop nombreux, trop vigoureux, trop environnés d'enfans, trop gonflés de jeune sève, pour n'avoir pas un frénétique appétit d'expansion et de conquête. Déjà ils se sont répandus sur tous les chemins du monde, en quête du pain et de l'or des nations. Demain, ils voudront davantage. Or, ces conquérans ont la haine des Monstres et des Barbares. Dans la lutte contre « l'Age noir, » ils savent qu'ils ont tout près d'eux des alliés et des frères d'armes. Ils se tournent vers nous avec confiance, avec l'infaillible pressentiment que nos destinées sont communes et que le partage des périls n'est que le prélude d'un autre partage plus intime...

Le soir tombait dans un ciel limpide, sans un nuage. Et, devant ce crépuscule, annonciateur d'une journée radieuse, où se dressait la magnificence des édifices couronnés de statues, je sentais non seulement resplendir dans la conscience italienne les affirmations fraternelles du présent, mais se lever les promesses de l'avenir, — l'idée de plus en plus impérieuse et précise de l'alliance définitive et de l'unité latine.

LOUIS BERTRAND.

(A suivre.)

LA CORRESPONDANCE DE M. THIERS

PENDANT LA GUERRE DE 1870-1871 (1)

LETTRES INÉDITES DE THIERS, JULES FAVRE, DUC DE BROGLIE, MIGNET, ETC.

Nous poursuivons le choix de documens que nous puisons dans la correspondance de M. Thiers : les lettres que nous donnons dans cette seconde partie vont jusqu'au moment où l'Assemblée nationale, réunie à Bordeaux, ayant accepté les préliminaires de la paix, décide de se transporter à Versailles, — début de mars 1871.

Après la capitulation de Bazaine à Metz et pendant que le gouvernement de la Défense nationale fait des efforts, hélas ! infructueux, pour venir au secours de Paris assiégé, la capitale tente, également en vain, de se dégager, par des sorties, de l'étreinte des Allemands. MM. Duvergier de Hauranne et Mignet écrivent à M. Thiers pour lui faire part des sentimens des populations au milieu desquelles ils se trouvent : l'un, à l'arrière, signale le trouble des esprits, le doute, le manque d'union ; l'autre, à Paris, avec les combattans, dit son admiration pour la constance, la fermeté d'âme des Parisiens devant le bombardement, commencé le 5 janvier 1871, et qu'il décrit.

M. Duvergier de Hauranne à M. Thiers.

Herry (Cher), 1er janvier 1871.

Mon cher ami,

Depuis votre voyage à Versailles, je me suis abstenu de vous écrire, d'abord parce que je craignais que ma lettre ne tombât dans d'autres mains que les vôtres, ensuite parce que mon esprit était dans une telle confusion que je n'aurais su que vous dire. D'un côté, je désirais une Assemblée ; de l'autre, j'en

(1) Voyez la *Revue* du 15 juin.

voyais les inconvéniens et surtout les difficultés, l'armistice étant rejeté. Mais aujourd'hui, les événemens prennent une telle tournure, et le gouvernement paraît s'engager sur une pente si fâcheuse, que mes irrésolutions sont fixées. Nous ne devons pas nous le dissimuler, malgré la résistance héroïque de Paris et quelques succès partiels, la guerre à outrance est odieuse à la France et de toutes parts on aspire à la paix. Le passage tout récent de l'armée de Bourbaki m'en a donné la preuve. On peut dire dans les journaux et dans les réunions publiques que cette armée est pleine d'enthousiasme et d'élan ; cela n'est plus vrai. Il en était tout autrement, il y a un mois, lors du mouvement combiné de Paris et de l'armée de la Loire. Alors, en effet, il y avait beaucoup d'entrain et d'espoir. Depuis que la grande sortie de Paris a avorté et que l'armée de la Loire a battu en retraite, le découragement est partout, et, à moins d'un grand succès qui relève les âmes, l'élan ne renaîtra pas. Il est d'ailleurs évident qu'en envoyant l'armée de Bourbaki dans la Bourgogne et peut-être plus loin, on ne lui fait pas prendre le chemin de Paris. Compte-t-on, pour venir en aide à Trochu, sur Chanzy et Faidherbe? C'est possible, et je n'en sais rien. Mais il me paraît bien difficile que Chanzy et Faidherbe, éprouvés comme ils l'ont été, puissent percer les lignes prussiennes et arriver à temps.

Dans cette situation, il n'appartient, ce me semble, qu'à une Assemblée librement élue de dégager le gouvernement des engagemens un peu imprudens qu'il a pris, et de faire les sacrifices nécessaires. Ce n'est certes pas par formalisme parlementaire que je désire une Assemblée. Si le gouvernement, tel qu'il est constitué, voulait et pouvait faire la paix, j'aimerais autant qu'il en prît la responsabilité. Mais il est dominé, d'une part, par les paroles qu'il a prononcées, de l'autre, par les extravagances du *Siècle* et consorts, et jamais il n'osera revenir sur son programme. Donc il faut venir à son aide. C'est là, je le sais, votre avis depuis longtemps; c'est celui de Rémusat, celui de Sénard, celui de tous les hommes qui voient les choses de sang-froid et qui ont quelque prévoyance. Après y avoir bien pensé dans ma triste solitude, je m'y range entièrement...

Croyez à ma vieille et sincère amitié.

DUVERGIER.

M. Mignet au même.

Paris, mardi 10 janvier 1871.

Mon cher ami,

J'ai été bien heureux d'apprendre hier soir que vous étiez tous bien de santé, et à Bordeaux. Cette bonne nouvelle m'est arrivée par la dépêche du 27 décembre qu'a apportée le dernier pigeon parti de Tours avec des nouvelles rassurantes sur les armées de province. La confiance de Paris s'en est accrue. La victoire de Faidherbe à Bapaume, l'habileté de Chanzy et le bon état de son armée, la jonction vers l'Est de Bourbaki et de ses trois corps avec les troupes des généraux Bressoles, Cremer, etc., donnent des espérances que confirme le bombardement, jusqu'ici différé et maintenant précipité de Paris par les Prussiens qui, selon toute apparence, sentent que leur position peut être compromise. Le bombardement est de la dernière violence. Ne comptant plus avoir Paris par la faim, les Prussiens croient s'en rendre maîtres par la terreur. Ils se trompent. Il n'y a aucun effroi et aucun trouble dans Paris, et un surcroît d'indignation. Ils ont bombardé sans prévenir, après avoir tiré pendant cinq jours, du 30 décembre au 4 janvier, sur les forts de Nogent, de Noisy, de Rosny, sans y faire beaucoup de mal, quoiqu'ils aient, du Raincy à Noisy-le-Grand, des batteries formidables armées de canons Krupp. Ils ont commencé à tirer de Châtillon et de Clamart avec des batteries semblables depuis le 5 janvier, jour et nuit, sur les forts du Sud et sur la ville de la rive gauche. Ils ont tiré avec continuité et avec rage, la nuit surtout, pour produire plus d'effet et plus d'épouvante, moins encore sur les forts d'Issy, de Vanves, de Montrouge et sur les remparts que sur la ville. Leurs obus, d'une dimension effroyable, sont tombés partout. Ils ont atteint les hôpitaux comme les maisons, les monumens publics comme les boutiques des rues. Ils en ont dirigé contre les ambulances du Luxembourg, l'hôpital militaire du Val-de-Grâce, l'hôpital civil de la Pitié, celui des Enfans, le Panthéon, l'église Saint-Étienne du Mont, le Jardin des Plantes. Des blessés, des malades, des enfans ont été tués. Leurs projectiles sont arrivés jusqu'à la rue des Saints-Pères, la rue Saint-André des Arts, près de la rue Dauphine, le boulevard Saint-Michel, la rue Mouffetard. Ils ont animé la

population et ne l'ont point consternée. Beaucoup de personnes cependant quittent les quartiers les plus menacés et se retirent dans les quartiers de la rive droite de la Seine qui sont à l'abri de toute atteinte. Le vôtre ne peut en aucun cas être exposé. Je suis souvent place Saint-Georges pour voir si tout y est en règle...

On a trouvé des vivres en un peu plus grande quantité qu'on ne croyait en avoir. Il n'en faudrait pas moins que les armées de secours vinssent promptement de province pour aider à délivrer Paris. Les troupes qui sont ici soit de la ligne, soit de la mobile, soit de la garde nationale mobilisée, sont animées des plus valeureuses dispositions et coopéreraient puissamment à cette délivrance.

Adieu, cher ami, je t'embrasse de tout mon cœur. Au revoir, bientôt, j'espère.

MIGNET.

L'Assemblée nationale est élue le 8 février. Les partisans de la paix ont pris pour vedette le nom de M. Thiers, qui a été nommé dans vingt-six départemens. Dès la première séance de l'Assemblée, le 12 février, le gouvernement de la Défense nationale remet sa démission collective.

Le 17 février, l'Assemblée nomme M. Thiers chef du pouvoir exécutif; et le 19 M. Thiers annonce la constitution de son ministère composé de MM. Jules Favre aux Affaires étrangères, E. Picard à l'Intérieur, général Le Flô à la Guerre, Dufaure à la Justice; un peu plus tard, M. Pouyer-Quertier sera désigné pour les Finances. A peine élu, M. Thiers se rend à Versailles afin de négocier avec M. de Bismarck les préliminaires de la paix. Ces préliminaires signés le 26 février, M. Thiers rentre à Bordeaux pour les faire accepter de l'Assemblée nationale, laissant Jules Favre à Paris. Jules Favre rend compte à M. Thiers de l'état inquiétant de la capitale en raison de la fermentation des esprits causée par la signature des préliminaires.

M. Jules Favre au même.

Paris, le 28 février 1871.

Mon bien cher Président,

Vous m'avez fait hier, sans le vouloir, certainement, un gros chagrin. Je ne voulais pas vous laisser partir sans vous serrer la main. Craignant de vous gêner au milieu des amis qui vous entouraient, je vous avais prié, et vous m'aviez promis de me faire prévenir. Je comprends que les préoccupations du départ vous l'aient fait oublier; j'en ai été peiné, mon affection

pour vous est trop sincère pour se passer de ces menus détails toujours précieux au cœur, surtout aux heures où les consolations sont si rares.

Je pense que votre voyage se sera effectué heureusement et qu'en arrivant ce matin, vous aurez trouvé le terrain bien préparé. J'insiste sur la nécessité de finir vite. Je vous en ai télégraphié. C'est dans une lettre adressée à M. de Rothschild que le juif Schroeder [banquier allemand] a écrit que les Prussiens avaient un médiocre goût pour leur entrée dans Paris et qu'ils y renonceraient, si la ratification arrivait ce soir. Je n'ai pas cru devoir vous laisser ignorer ce détail, bien que, d'après vos plans, cette ouverture ne puisse aboutir. Il y aurait peut-être quelque inconvénient à ce qu'un traité de cette nature fût voté avec précipitation, et cependant, à quoi bon le discuter? chacun a son opinion faite et depuis longtemps et profondément enracinée et les phrases n'y changeront rien! Elles mettront à nu nos plaies, provoqueront peut-être des récriminations et des colères. Le silence serait la vraie dignité. Si vous avez l'autorité nécessaire à le faire comprendre, vous aurez ajouté un nouveau service à tous ceux que vous avez rendus au pays, et vous aurez délivré Paris d'une angoisse et d'un danger qui nous causent toujours une vive inquiétude.

En effet, comme je vous le disais dans mon télégramme, l'agitation continue et se traduit par des symptômes d'une certaine gravité. Hier, depuis la place de l'Hôtel-de-Ville jusqu'à Ménilmontant, ont eu lieu des promenades désordonnées de gardes nationaux en armes. Des soldats, des marins et surtout des gardes mobiles de la Seine se sont joints à ces manifestations qui ont duré une partie de la nuit; des canons ont été traînés triomphalement, des magasins d'armes pillés, ce qu'il y a de plus fâcheux, des cartouches enlevées. On aurait remonté de grosses pièces sur le rempart, ce qui est la violation de l'armistice. J'ai insisté auprès de M. le général Vinoy pour que ces faits fussent réprimés, ainsi que l'invasion de la gare du Nord par cinq bataillons qui arrêtent les trains. Mais le général n'a dans la main que sa troupe régulière qu'il ne veut pas éparpiller. La Garde nationale est absolument désorganisée, et les bataillons qui se livrent à ces désordres n'obéissent plus qu'à un Comité qu'on peut appeler insurrectionnel. Vous voyez que la situation est loin d'être commode et qu'il y a un grand intérêt à la dénouer.

Je crains qu'elle ne s'aggrave pendant l'occupation prussienne : les agitateurs trouveront plus d'excitation parmi leurs dupes et moins de facilité de répression de la part de l'autorité. Faites donc tout ce qu'il vous sera possible pour nous délivrer dans le plus bref délai, car, dans l'état des choses, je ne puis répondre de rien et chaque minute peut amener un épisode menaçant...

Je vous envoie, mon bien cher Président, l'expression de mes plus tendres respects...

JULES FAVRE.

Le duc de Broglie a été envoyé à Londres comme ambassadeur, notamment pour assister aux travaux de la Conférence européenne réunie à la demande de la Russie afin de reviser l'article du traité de 1856 qui interdit au gouvernement du Tsar d'entretenir une flotte de guerre dans la Mer-Noire. La lettre suivante qu'écrit M. de Broglie à M. Thiers parle d'un curieux projet d'alliance financière entre la France et l'Angleterre proposé à Londres à propos du paiement des 5 milliards, et de l'idée qu'a eue Jules Favre, — idée plus juridique que politique, — de saisir la Conférence d'une protestation contre les conditions de paix imposées par la Prusse.

Le duc de Broglie, ambassadeur de France à Londres, au même.

Londres, 2 mars 1871.

Cher monsieur Thiers.

Je vous prie, en grâce, de jeter les yeux sur les dernières feuilles de la dépêche que j'écris aujourd'hui à M. Jules Favre et qui contient certaines expressions un peu énigmatiques.

Pour vous, et *pour vous seul*, voici ce que je veux dire, et sur quoi j'attends avec une certaine impatience vos instructions directes.

Comme je l'explique dans la dépêche, les exigences financières de la Prusse ont causé et causent encore ici un véritable scandale. Le public anglais est touché au vif. Il sent parfaitement que c'est lui qui, bon gré mal gré, paiera les cinq milliards ou du moins le plus gros morceau de cet énorme butin. L'appel de capital et de numéraire que nous serions obligés de faire sur tous les marchés du monde et sur celui-ci en particulier (qui est le principal), l'inquiète prodigieusement. La pensée que ce capital, dont les travaux interrompus de la paix attendaient si impatiemment le retour, va leur être soustrait pour aller s'enfouir dans le trésor d'une armée encore conqué-

rante, l'irrite et l'indigne. L'incertitude sur les mesures que nous allons prendre pour faire face à cette charge monstrueuse tient tout en suspens. La Cité est comme une fourmilière où la Prusse a mis le pied.

Dans cette agitation, une pensée s'est produite dès le premier jour et m'a été suggérée par des personnes qui avaient des raisons pour ne pas parler à la légère. Cette pensée, c'est que non seulement les capitalistes anglais, mais le gouvernement lui-même pourrait peut-être se décider à nous venir en aide pour acquitter une partie de ce lourd tribut, en appuyant notre crédit sur le sien. La première fois que cette idée a été émise devant moi, elle m'a paru si étrange, si contraire aux habitudes du gouvernement anglais, que je l'ai rejetée presque sans examen, quoiqu'elle émanât assez directement du voisinage d'un membre du Cabinet. Mais depuis lors, elle m'est revenue par tant de portes différentes, que j'ai dû ouvrir l'oreille. J'ai dû sommer clairement un des intermédiaires qui venait m'entretenir, de s'expliquer sur ce qu'il entendait par cette alliance du crédit des deux gouvernemens. La personne en question, qui occupe un emploi élevé dans l'administration, m'a alors dévoilé un plan à peu près complet qu'elle donnait (bien entendu) comme son œuvre personnelle et qui m'a paru trop soigneusement élaboré pour ne pas provenir de quelque source plus haute. D'après ce plan, le gouvernement anglais emprunterait lui-même une partie de la somme destinée à notre premier paiement, 20 millions de livres sterling, par exemple (500 millions de francs) et nous la prêterait immédiatement aux mêmes conditions où il l'aurait obtenue. Il n'y aurait pas de garantie proprement dite, puisque les deux opérations seraient séparées. Mais la garantie morale consisterait dans le témoignage de confiance donné par le gouvernement anglais, qui mettrait ainsi notre engagement au même niveau que le sien propre.

On m'a demandé si je trouverais bon qu'on entretînt M. Gladstone de cette ébauche d'alliance financière. J'ai répondu que je n'y voyais aucun inconvénient, pourvu qu'il fût bien entendu que je n'y étais pour rien, que je n'en savais pas le premier mot et que vous en saviez encore moins que moi. J'en suis là.

Mais entre nous, je serais bien surpris si M. Gladstone avait

besoin d'être averti. Vous connaissez le premier ministre, singulier mélange d'esprit pratique et d'imagination ardente et qui joint des entraînemens d'artiste à toute l'habileté d'un grand financier. Je sais, à n'en pas douter, qu'il a été de ceux qui ont le plus vivement ressenti l'injurieuse exigence de M. de Bismarck. C'est son influence, jusque là si froide en notre faveur, qui a entraîné le Cabinet à faire *in extremis* une démarche, à la vérité assez insignifiante et venue trop tard, pour nous aider à obtenir la réduction d'un milliard. Le lendemain de ce jour-là, qui était aussi le lendemain de mon arrivée, il m'a fait dîner chez lui avec plusieurs de ses collègues qui avaient évidemment partagé son indignation. Bref, il n'a rien négligé pour me témoigner, si j'ose me servir de cette expression étrange, toute sa sympathie, sinon politique, au moins financière. Je ne puis m'empêcher de croire que mon interlocuteur d'hier s'était muni de son autorisation avant de me parler. Je n'ose rien affirmer cependant, ayant encore si peu d'expérience du terrain, et puis M. Gladstone est très mobile, et ce qu'il a voulu hier, il pourrait ne plus le vouloir demain.

A tout hasard, j'achève ma conversation pour que vous sachiez tout et ayez devant vous tous les élémens de votre décision. Avant de me quitter, le porteur de paroles m'a fait, d'un air assez indifférent, quelques questions, ce que tout le monde d'ailleurs m'adresse, sur les mesures financières que vous alliez prendre pour subvenir à nos charges nouvelles et j'ai démêlé tout de suite une inquiétude (qu'on voulait me cacher), sur la nomination du nouveau ministre des Finances. Cette incarnation du protectionnisme, cet antagoniste ardent du traité de commerce [M. Pouyer-Quertier] n'est évidemment pas le ministre qu'on aurait choisi pour rétablir l'alliance anglaise sur le terrain du budget. Voyant que je soupçonnais la pensée secrète, on s'est tout de suite beaucoup défendu de vouloir acheter le maintien du libre-échange au moyen d'un subside vendu à notre infortune; mais le libre-échange, vous le savez, est chez tout Anglais une conviction en même temps qu'un intérêt, et il est clair que si vous étiez conduit à chercher pour nos finances une ressource dans le rétablissement de droits élevés, tout le monde ici, capitalistes et gouvernement, verrait là une manœuvre de désespoir de nature à accroître les inquiétudes au lieu de les atténuer. Vous devez vous y attendre.

Voilà, cher Président, ma confession tout entière. Veuillez me dire au plus vite si je dois suivre la piste sur laquelle j'ai été inopinément placé. Je me déclare tout à fait incompétent sur la valeur et même la possibilité de l'expédient proposé, au point de vue purement financier. Politiquement, il n'est pas douteux qu'un pareil témoignage d'intimité donné par le gouvernement anglais et sanctionné par le Parlement, après une discussion où la Prusse passerait mal son temps, serait d'un effet incalculable. Ce serait la réponse la plus éloquente à l'odieux dialogue échangé par le télégraphe entre l'empereur de Russie et le roi de Prusse et le point de départ d'une situation diplomatique toute nouvelle. Répondez-moi, je vous prie, le plus tôt possible : d'un instant à l'autre, on peut revenir. Quoi qu'il arrive, d'ailleurs, je n'irai chercher personne, à moins que vous ne m'en donniez l'ordre exprès...

J'ai fini sur ce sujet si en dehors de mes préoccupations habituelles. Un mot encore sur la Conférence et mon apparition dans cette petite assemblée diplomatique.

Sans me presser ouvertement, et accueillant avec bienveillance les trop bonnes raisons que j'ai de penser à toute autre chose qu'à la Mer-Noire, lord Granville est évidemment très pressé d'en finir. Il sent parfaitement qu'il joue un rôle ridicule dans cette réunion qui, en définitive, a donné, de bon accord avec la Russie, beaucoup plus qu'elle n'avait cherché à emporter de haute lutte. Disraëli le lui a fait sentir très amèrement dans le Parlement. Le monde diplomatique n'en parle pas sans sourire. Le plus tôt ce sera fini, et mieux ce sera pour le gouvernement anglais qui sent la faiblesse de la situation.

Que voulez-vous que j'y fasse? Les questions qui restent à régler n'ont aucune importance. Dois-je me présenter comme si j'arrivais d'un voyage ordinaire et mettre une signature au bas des protocoles préparés, à côté de celle du ministre de Prusse de qui je serai obligé de serrer la main, puisqu'on me présentera à lui ce jour-là et que nous sommes en paix, ou à peu près? C'est bien de l'humilité chrétienne! Dois-je faire une protestation comme M. Jules Favre paraît encore le désirer? Quelle apparence de raison puis-je donner, si je proteste contre les principes du traité même que nous venons de signer? On sera en droit de m'envoyer promener comme un enfant grognon qui sent la force, la subit et mord la main qui le frappe. Que

diriez-vous d'une conduite intermédiaire, qui consisterait à rappeler que notre absence a été due à des circonstances douloureuses dont le monde a connaissance, que nous aurions pu y persévérer, n'ayant pas pris part aux premières délibérations, et ne voyant pas bien les motifs de changer un état de choses qui nous paraissait conforme à l'intérêt commun, mais que nous ne voulons nous refuser à rien de ce qui peut rétablir en Europe la bonne harmonie entre les États; saisissant d'ailleurs avec empressement l'occasion d'affirmer le principe tutélaire de la société européenne, à savoir qu'aucune altération ne doit être apportée aux relations réciproques du gouvernement, sans le concours de toutes les grandes Puissances, principe auquel trop de funestes dérogations ont été apportées dans ces dernières années? Bien entendu, ce n'est que le fond et pas la forme qui est à trouver.

Un mot aussi sur ce point : et puis laissez-moi vous dire combien j'ai été avec vous de cœur, d'affection et d'admiration pendant les horribles journées que vous venez de traverser. Vous avez été grand jusqu'à l'héroïsme. Recevez mes plus dévoués hommages.

BROGLIE.

M. Jules Favre au même.

3 mars 1871.

Mon bien cher Président et excellent ami,

Je vous demande pardon de vous désoler par la pluie de mes télégrammes; vous me le pardonnerez en vous rendant compte de notre situation et de nos devoirs dont personne n'est meilleur juge que vous. Nous avons échappé à tant de dangers, réalisé tant d'impossibilités, qu'il serait cruel de sombrer, quand nous paraissons avoir dominé les difficultés les plus considérables. Celles que nous avons à vaincre sont immenses, et nous ne devons pas être une minute sans y songer. Les hommes qui ont l'honneur insigne de servir leur pays ont l'obligation de se donner sans réserve, surtout quand une défaillance, un retard, peuvent être mortels.

Si Paris ne s'est pas abîmé dans l'anarchie, c'est que vraiment il s'est tenu tout seul et il en a profité vraiment pour se fort mal conduire. Il est indispensable de lui donner un gou-

vernement; c'est pour s'en entendre définitivement avec vous, c'est pour nommer un préfet que notre cher Picard [ministre de l'Intérieur] part ce soir. Je vous supplie de le retenir le moins possible. Nous en avons besoin ici, où, d'un moment à l'autre, un incident peut se présenter. En réalité, nous avons tous besoin les uns des autres, et tout ce qui divise ou affaiblit notre faisceau tourne contre l'intérêt général. C'est pourquoi j'ai jeté mes cris de détresse, comme les apôtres de l'Évangile : « Seigneur, sauvez-nous, nous périssons! »

La Garde nationale est en pleine insurrection : elle obéit à un comité central que nous ne pouvons faire arrêter. Elle pille les fusils, les canons, les obusiers, les munitions. Jusqu'ici, ce désordre a eu pour prétexte la résistance aux Prussiens. Voici les Prussiens partis. Ce serait donc contre le gouvernement que ces forces désordonnées sont préparées. Je ne vois pas toutefois dans quel intérêt prendre l'Hôtel de Ville ou les Affaires étrangères peut être une tentation. D'abord, elle n'est pas absolument facile à satisfaire, puis où mènerait-elle? MM. Blanqui et Millière sont audacieux, mais pas tout à fait sots. Victorieux, ils seraient honnis par la population et ils le savent, attaqués et battus par la province et ils s'en doutent. Mais beaucoup disent que leurs séides n'y regardent pas de si près et qu'ils auraient un grand goût à installer la Commune, ne fût-ce que pour une heure et même à se donner un peu de pillage, pour célébrer la retraite de l'ennemi. J'avoue n'en avoir pas bien peur, ce qui n'empêche pas que la situation ne soit très trouble, très dangereuse et ne demande un prompt remède. A mon sens, voici ce qu'il faut faire :

Nommer un préfet et un secrétaire général; un préfet de police; présenter d'urgence une loi qui, à titre provisoire, ordonnera la nomination d'un Conseil municipal par arrondissement : l'électeur devra être domicilié à Paris au moins depuis un an; remettre en vigueur la loi du 17 mai 1819 et celle du 26 mai sur la Presse; rétablir le cautionnement et le timbre comme taxe de guerre; transférer de suite la Chambre à Paris, si elle s'y refuse à Saint-Germain, préférable à Versailles; à Versailles, si Saint-Germain est repoussé; à Fontainebleau en désespoir de cause; nommer de suite aux ambassades de Vienne et de Madrid, à la légation de Bruxelles.

Je m'arrête. Il est cinq heures. Voici les intendans qui vien-

nent de Versailles ; il me faut régler avec eux l'entretien des troupes ennemies ; nous n'en aurons jamais fini avec leurs exigences.

Je vous attends, vous attends, et vous attends encore. Ne me gardez pas Picard : ses préfets, sa loi de Paris, l'Assemblée à Saint-Germain ou à Versailles, voilà sa tâche : il peut ne mettre qu'un quart d'heure à l'affaire et nous revenir : renvoyez-le-nous bien vite.

Je vous envoie, mon bien cher Président et excellent ami, l'expression de ma vive et sincère amitié.

JULES FAVRE.

M. Rouland, ancien ministre de l'Instruction publique, gouverneur de la Banque de France, au même.

Paris, 3 mars 1871.

Monsieur le Président,

Vous avez bien voulu me donner une autorisation précieuse, celle de m'adresser directement à votre expérience et à votre autorité, quand il s'agira de choses graves. J'en use aujourd'hui précisément parce que je suppose que les communications que je vous soumets, au milieu de vos fatigues et de vos préoccupations, ne sont point indignes de votre attention.

Permettez-moi de vous exprimer le vœu, au nom de la Banque de France et du commerce, de voir l'Assemblée et le Gouvernement revenir promptement l'un à Paris, l'autre à Versailles. En présence de si nombreuses et si graves affaires que chaque jour soulève ou va soulever, il est impossible, aux hommes qui y prennent part, de ne pas se trouver en contact rapide et fréquent avec les hommes qui gouvernent et près de l'Assemblée souveraine qui décide de tout. A chaque moment, et pour ce qui me concerne seulement, je suis arrêté court, soit par les mesures à proposer dans l'intérêt du commerce, soit pour les négociations avec le Trésor, soit enfin pour préparer, discuter ou prévoir bien des choses se rattachant au crédit, aux besoins de l'État, de la Banque ou de l'industrie : je suis, dis-je, arrêté court ou par l'absence des ministres titulaires ou par l'empêchement des intérimaires chargés d'un autre fardeau.

Mais ce que j'éprouve, monsieur le Président, dans ma

modeste sphère, se fait vivement sentir pour toutes les parties de l'administration de notre pays. *On n'y sent pas encore la main qui dirige, l'unité qui rallie, la décision qui fixe les incertitudes.* Tel est le sentiment général de tous les hommes que je vois, qui vivent au centre des affaires et des plus grands intérêts.

Il ne faut pas non plus que Paris, quelque peu ému, surtout fort décontenancé, qui veut revenir à l'ordre, qui est affamé de mouvement et de bien-être, se croie comme abandonné et ne profite pas, pour la restauration de la sécurité et du travail, des instincts et des besoins qu'il s'agit de satisfaire.

Nul mieux que vous, monsieur le Président, ne connaît le prix de la paix publique, de l'ordre et du travail, quand il s'agit de relever notre pays abattu par d'effroyables calamités. Ce pays a confiance en vous, rendez-lui le plus tôt possible l'énergie et l'unité dans son gouvernement et nous vous remercierons par une prompte reprise de nos forces vitales...

Veuillez agréer...

ROULAND.

M. Jules Favre au même.

4 mars 1871.

Mon cher Président et excellent ami,

Vous me reprochez, dans le télégramme que je reçois, de ne penser qu'à Paris. Je vous reproche de l'abandonner à lui-même et par là de le livrer à des chances qui peuvent détruire et déshonorer notre œuvre. Nous avons besoin de liberté et de crédit. L'un et l'autre ne survivraient pas à une sédition. Il n'y a rien à faire en dehors d'une politique résolue. Rester à la fois à Bordeaux et à Paris, couper le Cabinet pour qu'une partie fasse tête à la Chambre, l'autre à Paris, est un système que je repousse de toutes mes forces, le considérant comme mortel. D'ailleurs, je vous pose des questions auxquelles vous ne me répondez pas. Vous nous envoyez des troupes; je vous en suis fort reconnaissant, mais ce n'est là qu'un côté de la question. Avant de réprimer, il faut administrer et nous n'avons ni administration ni administrateur. Les questions les plus capitales s'imposent à nous, nous n'en résolvons aucune. Vous me dites que Ferry [Jules Ferry, maire de Paris] doit rester, — il

s'en va, — vous ne pouvez le condamner à un rôle où il s'épuise sans résultat. Il ne suffit pas de le retenir à l'Hôtel de Ville pour détruire son impopularité. Or conserver, malgré l'opinion, un magistrat qui n'a ni autorité morale, ni volonté de résister, c'est vouloir amener un conflit. Chaque minute peut en amener un et vous continuez à les provoquer! Nous n'avons pas de parquet, nous n'avons pas de justice! Que fait M. Dufaure à Bordeaux? Imite-t-il le procédé que vous recommandez à Picard? Cherche-t-il près des députés les nominations et les révocations? Si nous entrons dans cette voie, nous avilissons la justice. Pendant ce temps, les coquins tiennent ici le haut du pavé. Quand on les arrête, les agens du garde des Sceaux les mettent en liberté. On pille les armes et les munitions; on assomme les agens de la paix et les prétendus Prussiens, et tout cela finira par une catastrophe. Quant à moi, je ne nomme pas les ambassadeurs qui devraient être à leurs postes. Il y aura huit jours demain que le traité est signé. Nous avons un intérêt considérable à presser les négociations : je n'ai pu choisir les négociateurs, ni le ministre de Belgique. De plus, nous n'avons pas dit un mot de notre politique, de nos intentions, de nos desseins. Je crains, mon cher ami, que tout cela ne nous mène à mal, et pour moi, je vous le répète, si vous êtes d'une opinion contraire, si vous croyez qu'il est bon de laisser à Paris un fantôme de gouvernement exposé à chaque minute à tout faire sombrer, je vous supplie de me chercher de suite un successeur. Je ne changerai jamais de sentiment pour vous. Mon cœur est pénétré d'admiration pour votre patriotisme, votre courage; mais voyant clairement les difficultés à combattre et les devoirs qu'elles imposent, je n'ai pas le courage de mettre mon amitié pour vous au-dessus de ma conscience. Je me résume donc : je demande que le Cabinet tout entier vienne de suite à Paris et la Chambre à Versailles ou à Saint-Germain. Que, si cette dernière opération nécessite une semaine, le Cabinet se réunisse ici lundi et y reste au moins trois jours pour arrêter, et pour le personnel et pour la direction, ce qui est le plus pressé. En dehors de ces conditions, je ne vois que danger, impossibilité, manquement au devoir. Les intérêts que froisse, suivant moi, ce manquement, sont si importans, que je me reproche de les avoir si mal servis, et je ne voudrais pas continuer à les compromettre.

Pardonnez-moi, mon cher Président, ces franches explications ; plus je vous aime, plus je vous dois une entière sincérité.

Notre journée a été plus calme que la nuit et la matinée ne le présageaient, mais je redoute celle de demain.

En recevant les télégrammes m'annonçant l'arrivée des troupes par Versailles, j'ai de suite fait demander à M. de Bismarck l'autorisation pour elles de traverser Versailles. Il me fait immédiatement répondre que l'autorisation est accordée pourvu que les soldats passent en wagon sans s'arrêter...

Croyez bien, cher Président et excellent ami, à ma profonde affection.

JULES FAVRE.

Un préfet! — un procureur général! — un préfet de police! — un procureur de la République! un ambassadeur à Madrid, à Vienne, un ministre à Bruxelles! — des négociateurs! — et surtout un gouvernement! — une loi municipale pour Paris, — réélection, conseils généraux, municipaux, — mesures financières. Et si tout cela ne se peut maintenant, ma liberté!...

M. Thiers à M. Jules Favre.

Bordeaux, 5 mars 1871.

Mon cher collègue et bien cher ami,

Vous êtes bien cruel pour moi en me parlant tout de suite de démission pour des difficultés qui ne sont ni mon ouvrage ni celui de nos collègues, ni celui même des hommes. L'Assemblée est composée de partis divers, vous le savez, et quelques-uns d'une impatience intolérable. Elle m'est pour le moment dévouée, je ne sais pour combien de temps, mais elle est profondément défiante, non pas de moi, mais de la situation elle-même et je ne puis pas la quitter un moment, nos collègues eux-mêmes ayant besoin d'être tenus ensemble à cause de leur différence d'origine. Dans cette situation, je ne puis vous arriver qu'avec l'Assemblée elle-même. Or, la déplacer est difficile. Pourtant elle y a consenti en ayant pour Fontainebleau une préférence très prononcée. Succéder aux Prussiens à Versailles lui est odieux. Elle a entendu parler de l'infection du palais; elle trouve le voisinage trop rapproché et je crois qu'on l'aura plus faci-

lement et avec plus d'avantage à Fontainebleau. Je vous ai envoyé M. Jolly [architecte] et je vous prie, après qu'il aura fait un examen rapide de Versailles et de Saint-Germain, de l'envoyer à Fontainebleau.

Cela fait, nous partirons en laissant à l'architecte quelques jours pour l'installation. J'ai constaté avec M. de Franqueville qu'on pouvait établir quatre trains spéciaux de Paris à Fontainebleau, de Fontainebleau à Paris, qui viendront en une heure au plus. Les affaires se feront donc aussi facilement que si on était à Paris même. On passera ainsi le temps d'une session plus financière que politique, et on viendra ensuite à Paris, je n'en doute pas. Quant à moi, je regarde Paris comme le but final.

Quant aux affaires, vous n'êtes pas juste sur la manière d'apprécier la lenteur de leur marche. Il a fallu choisir les 30 000 hommes qu'on vous envoie, pour ainsi dire à la fourchette, car toutes nos troupes sont dans un état pitoyable. Ajoutez que le général Le Flô [ministre de la Guerre] est toujours un peu humoriste : quand on veut le presser, il s'écrie qu'on le surmène. Enfin les ordres sont donnés depuis avant-hier, mais précisés hier avec une extrême rigueur. Les troupes qui vous arrivent seront formées en deux colonnes, l'une arrivant du Havre et de Cherbourg à Mantes, l'autre de Poitiers et du Mans à Chartres. Il faut envoyer au-devant d'elles pour les diriger sur le point que vous préférerez si Versailles n'était pas libre. A Mantes et à Chartres, on trouvera deux officiers qui les précèdent et avec lesquels la communication sera plus facile. Avec 30 000 hommes et en ayant déjà 18 000 disponibles sans compter les gardiens de la paix, vous aurez 48 000 hommes et vous pouvez rétablir l'ordre peu à peu, si un combat n'a pas lieu, ou tout de suite si une bataille est livrée. Je crois que lorsque les troupes seront arrivées, les tapageurs y regarderont avant de se donner carrière. Je recommande toujours de ne pas risquer ces nouveaux arrivés au sein de la population. On pourrait faire pour eux à l'École-Militaire, aux Invalides, aux Tuileries, en envoyant les troupes du général Vinoy réoccuper certains postes abandonnés, ou la caserne du Prince-Eugène (Château-d'Eau) [les installations nécessaires]. On reprendra ainsi peu à peu tout Paris et la police se fera toute seule, à moins, toutefois, d'une bataille que vous ne provoquerez pas,

mais que vous livrerez résolument si on nous force à l'accepter. Le général Vinoy a très bien fait jusqu'ici.

Le général d'Aurelle est sans doute auprès de vous depuis hier, je lui ai donné Roger du Nord pour chef d'état-major. On trouvera pour le travail un sous-chef d'état-major qui s'en chargera. J'espère qu'avec ces moyens la garde nationale se réorganisera peu à peu et qu'on aura avec soi une grande partie de cette garde, ce qui vous permettra de dominer tous les obstacles.

Vous me demandez un préfet et un préfet de police, c'est-à-dire deux raretés. Pour le préfet de la Seine, j'ai livré un nouvel assaut à M. Casimir-Perier, et j'ai échoué devant la résistance de sa femme. M. Léon Say, outre que sa position est inférieure à la charge, ne passe pas pour assez vigoureux. Je vais faire de nouvelles recherches.

Pour le préfet de police, on est enchanté ici que M. L... n'ait pas été nommé, car on le tient pour mille fois au-dessous du poste, sous le rapport du caractère. Le gendre de M. Dufaure, M. Monicault, qui s'est couvert d'honneur pendant le siège, qui a beaucoup de sens et de caractère, serait un excellent préfet de police. J'ai chargé M. Dufaure de le séduire, mais je ne sais s'il aura réussi. S'il accepte, je vais le nommer tout de suite et vous l'envoyer. S'il n'accepte pas, je vous dirai que vous, qui êtes à Paris, vous devriez bien nous aider à en chercher un, c'est-à-dire à en trouver un. Faire un mauvais choix ne serait pas un grand secours, tout au contraire. Vous parlez comme si le personnel abondait. Tout au contraire, il est rare, très rare, sous le rapport du mérite comme sous celui du dévouement...

Vous ne tenez aucun compte des difficultés; vous croyez que tout va tout seul. Oui, quand on se résigne à mal faire, tout va tout seul, mais non quand on veut faire de son mieux. Vous regardez comme la chose la plus simple et la plus indifférente de vous envoyer 30 000 hommes. Je vous dirai que vous en parlez à l'aise. Le travail pour les 30 000 hommes nous a coûté des peines infinies, et à moi des tribulations véritables... Vous parlez des préfets dont on abandonnerait la nomination à la Chambre. Cela est bon à dire de loin, mais pas bon à dire à moi, qui n'ai jamais voulu affaiblir le pouvoir et qui ne l'ai jamais laissé affaiblir dans mes mains. Mais souvenez-vous des ombrages de toutes les oppositions à l'égard des préfets, leurs tyrans électoraux, et vous comprendrez que l'Assemblée actuelle, ayant sur

les bras presque partout des préfets détestables, choisis après le 4 septembre, veuille en être délivrée. Elle ne veut pas imposer les remplaçans, mais elle veut être délivrée des occupans actuels. Or, pour vous rendre Picard, il a fallu lui imposer de nouveaux retards qui l'indisposent visiblement. Vous êtes plus sévère pour nous que vous ne l'étiez pour la délégation de Tours et de Bordeaux. Du reste, la vraie cause du mal est dans la coupure du gouvernement en deux parts, placées à 150 lieues l'une de l'autre : cela va cesser. Nous allons demander la translation, et nous l'obtiendrons, mais pour Fontainebleau et non pour Versailles, tout plein encore de l'infection prussienne et du typhus.

A Fontainebleau, tous les ministres pourront choisir leur résidence, ou à Fontainebleau (le château pouvant loger tout le monde), ou à Paris, dans leurs hôtels. En une heure, nous pourrons nous rejoindre, et les affaires se feront peu à peu aussi facilement qu'à Paris, et d'ailleurs, je suis sûr que ce ne sera pas long. Le jour de notre arrivée à Fontainebleau, j'irai vous rejoindre à Paris, vider les questions qui auraient besoin d'être vidées. Il en restera bien peu au surplus...

Ne soyez donc pas si méchant, mon cher ami. Votre vivacité me peine et ajoute à toutes mes tribulations. Je me couche à minuit, je me lève à quatre heures, et je n'ai pas *un seul, un seul* instant de repos... Adieu, je vous aime bien sincèrement. A vous de cœur.

THIERS.

P.-S. — Je ne suis pas d'avis qu'on prenne l'offensive avec l'émeute. Avec une grande force militaire dans la main, une forte attitude et un peu de patience, on a grand'chance d'en finir sans bataille. S'il le faut, on la livrera, mais alors vigoureusement.

Le même à M. Rouland.

Bordeaux, 5 mars 1871.

Mon cher Rouland,

J'ai reçu votre lettre, et je vous en remercie. M. Pouyer-Quertier est resté ici pour prendre quelque connaissance des faits qui se sont accomplis en province pendant le Siège et qui

nous ont coûté onze ou douze cents millions. Cela valait bien la peine d'être connu, lorsqu'il s'agit de faire un bilan. Aujourd'hui, il va tâcher d'avoir la loi sur les échéances, et il partira ce soir ou demain matin avec nos idées sur les moyens de se procurer les ressources dont nous avons besoin. Il est inutile de vous dire que la Banque figure dans nos plans comme notre principal instrument, et elle n'y perdra pas, je vous assure.

Quant aux réflexions dont vous accompagnez votre lettre, de grâce, ne nous répétez pas les propos des oisifs tels que ceux-ci, par exemple : *la main qui doit diriger ne se fait pas sentir*, etc.

La main qui doit diriger existe et n'est pas oisive, et, si vous ne la sentez pas, c'est que nous sommes à 150 lieues de distance et que toute la force perd de son énergie apparente à grande distance.

J'ai été élu le 17 février. Le 19, le ministère, qui prenait autrefois quinze jours, trente, quatre-vingt-dix, pour être bâti, était fait et présenté immédiatement à l'Assemblée. Le 20, j'étais à Paris et à Versailles. Le 26, la paix était faite, paix douloureuse, mais qui aurait pu être plus cruelle encore, car nous étions dans la situation d'une armée réduite à se rendre à discrétion.

Le 27 était (jour et nuit) employé à donner les premiers ordres à Paris pour la réception des Prussiens, qui se passait sans encombre. Le 28, j'arrivais à Bordeaux, et, sans me déshabiller, j'allais à l'Assemblée. Le 2 mars, la ratification était à Paris, et vous étiez débarrassé des Prussiens.

Le 3, le 4, étaient employés à vous envoyer 40 000 hommes, et vous croyez peut-être que les envois de troupes se font comme autrefois : le télégraphe, en une journée, pouvait remuer 50 000 hommes, parce qu'on avait une seule armée et qu'on savait où elle était : il faut choisir, sur 150 000 hommes de mille espèces différentes, répandus dans vingt départemens, ce qui est bon, le détacher, le réunir et composer des brigades, des divisions, l'acheminer sur des routes abîmées occupées par les Prussiens, et il faut obtenir une convention à Versailles pour que les Prussiens se laissent traverser pour arriver à Paris. Je ne vous parle pas d'une Assemblée de 700 membres, tous agités, tous rêvant le gouvernement de leur choix, et qu'il faut réunir dans la pensée unique de réorganiser la France, de lui rendre la vie, avant de savoir à quel gouvernement, monar-

chique, républicain, de telle branche ou de telle autre, on la donnera quand elle sera refaite.

Je travaille vingt à vingt-deux heures sur vingt-quatre, et si je venais à tomber malade, ce qui me menace à tout moment, je ne sais ce que tout cela deviendrait.

Prenez donc un peu patience, mon cher Rouland, et songez à tous ces faits avant de juger. Donnez-moi quinze jours encore et bien des choses seront débrouillées.

Recevez mes amitiés.

A. THIERS.

M. Jules Favre à M. Thiers.

Paris, 6 mars 1871.

Cher Président et bien excellent ami,

Je viens de recevoir votre dépêche d'aujourd'hui. J'y ai répondu en vous demandant de vous servir de chiffre. J'aurais dû vous faire cette observation plus tôt. Vos dépêches courent tous les ministères et le secret sur ce qu'elles renferment ne peut être gardé. Je n'ai pas bougé de chez moi ; il est quatre heures. Je n'ai reçu aucune nouvelle de Paris, ce qui est fort bon signe. La situation de Montmartre et de Belleville reste la même, ces deux quartiers restant barricadés et armés d'artillerie : cela est plus ridicule que dangereux. Cependant il est impossible de le tolérer longtemps. Les généraux sont de cet avis, mais ils demandent à user de prudence, et je suis tout à fait de leur avis. Je n'ai eu d'autre préoccupation intérieure, depuis le 4 septembre, que d'éviter l'effusion du sang. Aujourd'hui, il faut la pousser presque jusqu'à la dernière extrémité. Une collision pourrait arrêter court le commencement de l'œuvre réparatrice que nous entreprenons. Elle nous jetterait dans une réaction périlleuse et tuerait notre crédit. C'est précisément cette raison qui me fait désirer énergiquement que l'Assemblée vienne s'installer à Paris, ou tout au moins à côté de Paris, c'est-à-dire à Versailles. Rien ne me paraît plus fâcheux, plus impolitique, plus compromettant que d'avoir l'air de craindre Paris. C'est le moyen infaillible d'encourager les turbulens, les malintentionnés, et d'affaiblir ceux qui veulent nous défendre. C'est entrer dans les idées de rancune et de

jalousie de la province contre la capitale; c'est menacer celle-ci dans son importance morale et dans sa prospérité. Paris sans souverain n'est plus Paris. Il le sentira et le mécontentement qui en sera la conséquence deviendra un gros embarras. Versailles à titre transitoire, en motivant cette résolution sur l'occupation de l'ennemi, est un expédient acceptable. Fontainebleau serait pris pour une déclaration d'hostilité. D'ailleurs, il est loin d'être libre : placé sur le passage de la retraite, il peut être longtemps occupé. Je vous fatigue par mes répétitions et vous en demande pardon; mais j'ai la conscience de remplir un devoir. Montrez de la confiance à cette population, et vous la conquerrez sans peine. Ne l'avons-nous pas prouvé? N'a-t-elle pas été contenue pendant le siège? Si l'Assemblée venait à elle, sans crainte, elle recueillerait les meilleurs résultats de sa décision. C'est là ce que vous diront tous ceux qui connaissent Paris et qui, ainsi que moi, considèrent qu'y maintenir l'ordre est une question de salut...

Pour mes négociateurs, il y a urgence. Les Prussiens se conduisent comme des Vandales. Sans respect du traité, ils mettent les pays occupés au pillage. Je suis accablé de réclamations et je demeure impuissant à leur opposer un obstacle sérieux. Je recommande partout des enquêtes et des procès-verbaux. Mais notre lenteur à ouvrir les négociations les encourage. Ils prennent nos délibérations pour de l'indifférence. Je ne puis vous dire ce que je souffre à cet égard. Que vous me rendriez service en me permettant de remettre en de plus dignes mains ce fardeau qui m'accable! Donnez-moi donc une solution. Vous me dites que l'Assemblée ne veut pas vous quitter. Cela est fort bien, et je comprends son attachement pour vous. Mais sans vous je ne puis remplir mon devoir, et chaque jour est pour moi un nouveau remords...

Surtout revenez. Déterminez l'Assemblée à se former en commission, à prendre trois jours de vacances... Dimanche, elle pourra siéger à Versailles, si elle n'aime mieux jeudi à Paris...

Je n'ai pas le temps de me relire : le courrier attend et j'ai plusieurs personnes à recevoir. Mille tendres amitiés pour vous : ne vous fatiguez pas trop...

Jules Favre.

M. Thiers au duc de Broglie, ambassadeur à Londres.

Bordeaux, 6 mars 1871.

Mon cher ami,

Vous ne m'avez pas écrit, mais vous avez écrit à M. Jules Favre, et c'est l'essentiel. Nous avons mené une vie cruelle depuis votre départ. J'étais élu le 17 février, j'avais fait le ministère le 19; j'étais le 20 à Paris, le 21 à Versailles. Rien ne peut vous donner une idée de tout ce que j'ai souffert. Nous étions dans la position d'une armée réduite à se rendre à discrétion et par conséquent dans l'impossibilité de résister. J'ai résisté pourtant et quelquefois avec violence. On voulait nous ôter les trois quarts de la Lorraine : nous en avons conservé les quatre cinquièmes, mais nous avons perdu Metz. La question était entre Metz et Belfort. On voulait nous ôter les deux. J'ai porté tous mes efforts sur Belfort, car Metz ne ferme rien et Belfort ferme la frontière de l'Est et surtout celle de l'Allemagne méridionale. La lutte a duré neuf heures. Enfin, j'ai recouvré Belfort. La question financière a été plus mal résolue que la question territoriale. Le motif, c'est que, voulant réduire nos armemens militaires, comme Napoléon Ier l'avait fait pour la Prusse, et n'osant l'avouer, on a cherché à nous mettre le frein de l'argent. Il a fallu céder, car l'armistice n'avait plus que vingt-quatre heures de durée. Mais, en trois ans, il n'y a que deux milliards de dus. J'ai signé la douleur dans l'âme, et je l'ai fait pour tirer la France des mains de l'ennemi. Nous verrons plus tard.

Maintenant, je travaille à tout réorganiser et tout est à reprendre, de la cave au grenier. La Chambre est pour moi parfaite de confiance et je dirai de bonne volonté. Mais elle est travaillée de divisions profondes. Je la rallie à la pensée qui est celle de la situation, à la pensée de réorganiser, œuvre à laquelle tout le monde peut dignement mettre la main. Jusqu'ici cette pensée conserve sa puissance de ralliement.

Aujourd'hui vient la grave question de la translation, car nous ne pouvons plus gouverner de Bordeaux. La Chambre a horreur de Paris. Elle consentira à se rendre ou à Versailles ou à Fontainebleau. Elle se décidera aujourd'hui.

Les troubles de Paris sont plus une maladie nerveuse qu'autre

chose. Je vais y réunir, par des renforts, 50 000 hommes. Cette pensée calmera les nerfs des uns et la scélératesse des autres, je l'espère du moins. S'il faut nous battre, nous nous battrons. Du reste, chaque jour résout une difficulté. Il faut donc avoir patience et nous franchirons, je l'espère, tous les mauvais passages de la route.

Parlons de Londres et de la Conférence. Le Cabinet anglais remué par vous s'est manifesté à Versailles assez vivement. Remerciez-le de ma part. Mais son insistance ne reposant pas sur une résolution d'agir au besoin, a agité M. de Bismarck et l'a rendu plus irritable qu'il n'était. La cause de son agitation ne pouvait être ignorée de nous, car chaque fois il laissait échapper quelques mauvais propos contre l'Angleterre. Il n'en faut pas moins remercier le Cabinet britannique.

Quant à la Conférence, j'en ai causé avec lord Lyons et je ne crois pas qu'il soit utile de faire quelque chose de précis. Une démarche sérieuse ferait croire que nous voulons en appeler du traité et suspendrait peut-être, et certainement ralentirait l'évacuation qui est notre grand intérêt auquel nous avons tout sacrifié. Ce n'est donc pas le cas d'une action positive. Mais on peut dire que l'Europe nous ayant abandonné est le vrai auteur du cruel traité que nous avons signé, traité aussi cruel pour elle que pour nous, car les milliards qui, de notre caisse, passeront dans la caisse prussienne, seront des forces ôtées à l'Europe et apportées au despotisme germanique qui se prépare. Quant à la balance à tenir entre les Anglais et la Russie, il faut plutôt la faire verser du côté anglais, mais d'un mouvement presque insensible à l'œil nu et de manière à pouvoir au besoin changer l'inclination.

Je suis levé depuis quatre heures du matin, et je vous quitte car j'expire de fatigue.

A vous de cœur.

A. Thiers.

P.-S. — Je reçois, à l'instant, à une heure, votre intéressante lettre du 2, et quoique pressé de me rendre à l'Assemblée, je vous réponds en courant.

Notre rôle serait sot et ingrat si nous avions l'air de refuser le concours anglais. Il faut vous borner à répondre que nous serons certainement fort touchés d'un témoignage de sympathie

de la part de la Grande-Bretagne, mais que, pour dire oui ou non, il faudrait en savoir davantage.

Quant à notre plan, il serait difficile de vous l'exposer en cet instant; mais il est certain que nous ferons cette année même un appel au crédit. Il sera diminué de tout ce que l'Angleterre nous procurerait et comme nous paierons 6 pour 100 au taux actuel de la rente française et que l'Angleterre paiera tout au plus 3 1/4, le bénéfice serait grand pour nous. Je m'expliquerai plus amplement demain. Quant au traité de commerce, je ne veux pas le dénoncer, ni le rompre, mais je demanderai à relever un peu les tarifs, certains surtout, d'accord avec le Cabinet anglais. J'en ai déjà parlé à lord Lyons. Quant à l'attitude envers le ministre de Prusse, elle doit être polie, mais digne et un peu froide, sans raideur. La paix est rétablie, donc il ne faut pas avoir l'air d'être encore en guerre.

Le même au général Suzanne,
délégué du ministre de la Guerre à Paris.

Bordeaux, 7 mars 1871.

Mon cher général Suzanne,

Je vous écris en courant quelques mots, bien courts, mais indispensables. Nous viendrons à bout du désordre avec un suffisant mélange de prudence et de force. Si on vous attaque, soyez prompt et vigoureux et écrasez les misérables qui veulent faire succéder la guerre civile à la guerre étrangère. Si vous n'êtes pas provoqué, attendez l'effet moral des concentrations de forces sur les fauteurs de désordre. Il faut avoir l'œil sur la Banque et ce serait l'un des désordres qu'il ne faudrait souffrir à aucun prix. J'espère que vous allez recevoir 30 000 hommes. La Chambre en se transportant à Versailles (point à peu près gagné) nous en amènera de 10000 à 11000. Avec ce que vous avez, ce sera un total de 60000 hommes que nous porterons, avec quelques détachemens choisis pour leur qualité, à 70000. Le nombre y sera donc. Restera l'esprit des troupes. C'est là ce qui m'occupe tout particulièrement. La fidélité des troupes est notre principale affaire et doit être l'objet de tous nos soins. Je vous supplie, le général Vinoy et vous, de les voir de vos propres yeux, de bien rechercher la qualité des officiers, de vous assurer de leurs dispositions, d'opérer tout de suite les change-

mens qui seraient nécessaires. Il faut aussi choisir les emplacemens de manière à garantir les nouveaux venus des mauvaises influences. Mais de grâce, voyez les troupes, voyez-les. On ne fait rien qui vaille si on n'a vu les hommes et les choses de ses propres yeux. Si les troupes manquent de quelque chose, ne manquez pas d'y pourvoir. Faites même pour cela les dépenses nécessaires, fussent-elles un peu en dehors de la mesure ordinaire.

Je fais prononcer la dissolution de l'armée de Chanzy. Qu'on aille le dire à M. de Bismarck pour le rassurer.

Après avoir vu vos troupes, faites dans votre pensée le triage de ce qu'il y aura de mieux et disposez-le de manière à porter des coups sûrs si vous aviez à en frapper quelque part. Il ne faudrait pas porter des coups incertains. Comme le nombre sera au-dessus du besoin, il faut faire un choix de ce que vous avez de meilleur, pour n'agir qu'à coup sûr, autant que possible.

Cette lettre est pour le général Vinoy, comme pour vous. Allez le voir tout de suite et dites-lui bien que c'est sur lui et spécialement sur lui que la France compte pour la préserver de l'anarchie.

A vous et à lui de tout cœur.

A. Thiers.

Le maréchal Bazaine à M. Thiers.

Cassel, 8 mars 1871.

Monsieur le Président,

M. le comte de Mornay-Soult, mon officier d'ordonnance, aura l'honneur de remettre cette lettre à Votre Excellence ; elle a pour but de lui offrir mes services, s'ils peuvent être utiles à mon pays, dans les circonstances actuelles, et d'exprimer mes sentimens de respect et de dévouement au chef de la République.

Votre très obéissant serviteur,

Maréchal Bazaine.

M. Jules Favre au même.

Paris, le 9 mars 1871, onze heures matin.

Mon bien cher Président,

Le Conseil est unanime pour vous demander, comme une condition de paix et de prospérité, la translation de l'Assemblée à Paris. L'opinion se prononce en ce sens dans toutes les classes de la population. On dit avec raison que cette marque de confiance seule peut faire renaître le travail et désarmer les mauvaises passions. Si l'Assemblée faisait cet acte de résolution, si, en même temps, elle s'associait à votre noble langage en déclarant qu'elle entend loyalement faire l'essai de la République, elle rendrait tout trouble impossible et gouvernerait ensuite avec la plus entière sécurité. J'avoue que je comprends peu ses hésitations en face des périls qui nous menacent. Paris n'a d'autre bouclier que l'ordre. L'ordre dépend du parti qu'on va prendre à Bordeaux. Si ce parti amène une sédition, adieu le crédit, les emprunts. Les Prussiens se vengeront de nos dédains et cette fois entreront tout à fait chez nous. Je voudrais que chacun de mes collègues vît ce danger aussi clairement que je le vois. Le problème serait vite décidé. Que si Paris est impossible, qu'on choisisse Versailles. C'est déjà un très grand péril, mais Versailles est une étape rapprochée; en se gênant beaucoup, on peut gouverner. A Fontainebleau, cela est impossible. C'est pourquoi, à votre place, j'en ferais une question de pouvoir. Je dirais à l'Assemblée : « Si vous voulez vous installer à Fontainebleau, choisissez un autre président. » En ce qui me concerne, ne croyant pas le gouvernement possible dans de telles conditions, je ne pourrais pas conserver mon portefeuille. Picard est dans le même sentiment. Nous ne voulons pas prendre la responsabilité d'une résolution qui décapite Paris, l'expose à un bouleversement et la France à un retour offensif des Prussiens. La Chambre oublie que Paris a tenu quatre mois et demi, qu'il a souffert toutes les tortures et qu'il n'a pas donné le droit à ses adversaires de se défier de lui. Si elle veut d'un gouvernement provincial, libre à elle : je me soumets et je me retire. J'y suis fermement décidé et je ne me charge plus de maintenir la tranquillité ici. Il ne me convient pas de faire tirer

sur mes concitoyens pour défendre une résolution que je condamne...

Je m'arrête, voulant que cette dépêche parte cette nuit...

JULES FAVRE.

M. Thiers à M. Jules Favre.

Bordeaux, vendredi 10 mars 1871.

Mon cher collègue et ami,

Voici une lettre pour vous et nos collègues, mais particulièrement pour vous et Picard. Je vous ai adressé ce matin une dépêche télégraphique nécessairement résumée et discrète; je vais vous dire les mêmes choses plus en détail et plus en confiance.

Les difficultés pour la translation ont été énormes parce que la question de Paris met aux prises le parti républicain et le parti décentralisateur. A ces dispositions sincères sont venues se joindre les intrigues de certains personnages. Les hommes qui sous l'Empire, obligés de céder, composaient le ministère du 2 janvier et ses variantes et se considéraient comme nécessaires, sont désolés de n'être même plus possibles... MM. Daru, Buffet, en prenant des peaux de mouton, sont entrés dans la Commission et, abusant des préventions des députés monarchiques, nous ont tourmentés. Mais cela va finir tout à l'heure par un vote considérable; je l'espère, en faveur de Versailles.

(Ceci a été écrit avant la séance.)

Samedi matin, 6 heures.

La séance d'hier soir a déjoué tous les calculs de cette petite et bête opposition, et les a réduits à néant. Nos collègues vous diront l'effet produit par mon improvisation (car je n'avais pas eu le temps de me préparer) et tous les points de la question ont été gagnés l'un après l'autre. La gauche modérée a été enchantée et m'en a témoigné sa vive satisfaction, nous avons à nous, entre l'extrême gauche et l'extrême droite, une majorité sur laquelle nous pouvons compter.

Ces effusions où, vous le voyez, l'amour-propre a sa part, terminées, je passe aux affaires.

La Chambre est convoquée à Versailles pour le lundi 20.

Nous allons donc être réunis tous ensemble et nous soutenir les uns les autres. Je n'ai pas besoin de vous dire combien ce sera une chose douce à mon amitié et tranquillisante pour ma sollicitude qui est continuelle. Pour moi, je partirai lundi et serai mardi matin à Versailles, où il faut que j'aille avant tout, pour voir les apprêts qui se font. Si vous pouvez y venir, ce sera fort commode pour moi. Sinon, j'irai vous voir et vous réunir en conseil dans le courant de l'après-midi...

Neuf heures, samedi.

Je reçois votre dépêche d'hier deux heures trente minutes et je me hâte d'y répondre... Pour la Conférence, je n'ai pas grand goût à des démonstrations mal écoutées ou pas écoutées du tout et n'étant suivies d'aucun effet. Elles irritent M. de Bismarck sans l'arrêter et elles sont plus nuisibles qu'utiles. Obtenons l'évacuation, celle de la droite de la Seine jusqu'à la frontière de l'Est (en faisant le premier paiement) et puis, quand nous n'aurons plus le pied de l'ennemi sur la gorge, alors nous verrons. Pour le moment, veillons surtout à l'évacuation et ne la retardons pas par des démonstrations inefficaces à Londres. Nous n'obtiendrons aucun appui réel des neutres, parce que, délivrés de la guerre, ils auraient une affreuse peur de la voir renaître. Du reste, nous nous entretiendrons de tout cela à Versailles ou à Paris...

Quant à la situation de Paris, je suis toujours d'avis de ne rien brusquer, persuadé que je suis, que la patience et le ridicule ont grande chance de triompher de toutes ces résistances. Au surplus, la Chambre en arrivant vous amènera 10 000 hommes excellens, et ce sera un nouvel argument ajouté à beaucoup d'autres.

Adieu, mon bien cher ami, à mardi; je me fais une vraie joie de vous revoir cette fois pour ne plus vous quitter.

A. Thiers.

LA BATAILLE NAVALE
DU 31 MAI

La bataille navale du 31 mai 1916 offre ce caractère particulier qu'elle n'est pas l'aboutissement tactique d'une opération stratégique qui se déroule normalement. Elle ne résulte pas non plus d'une rencontre fortuite d'adversaires opérant sur le même théâtre, mais qui ne se recherchaient pas expressément. Non; cette bataille qui, après vingt-deux mois d'attente, a mis aux prises les armées navales d'Allemagne et d'Angleterre, a été parfaitement voulue par les deux partis, sans autre préoccupation, — quoi qu'on ait pu dire des prétendus objectifs stratégiques des Allemands, — que de mesurer leurs forces dans les meilleures conditions de leur emploi.

Mais, avant d'entreprendre mon étude, je dois dire au lecteur qu'il ne saurait être question, en ce moment, de fixer avec exactitude les traits d'un événement maritime sur lequel nous n'avons pas encore de relations officielles. Ces relations, d'ailleurs, si elles étaient livrées au public, ne resteraient-elles pas volontairement imprécises, à supposer qu'elles ne fussent pas nettement tendancieuses? Au cours d'une guerre, tout est sacrifié, dans cet ordre d'idées, à l'effet que l'on veut produire sur l'opinion. De part et d'autre, avec plus ou moins d'habileté et d'opportunité, on cherche à pratiquer ce que le colonel Feyler, l'éminent critique militaire suisse, appelle si justement la « manœuvre morale. »

Bornons donc notre ambition à tracer une simple esquisse, à ébaucher une physionomie incertaine. Gardons-nous surtout

des conclusions hâtives. Celles que l'on a voulu tirer déjà de détails d'une authenticité douteuse ou de faits mal interprétés sentaient par trop le parti pris et nous ramenaient au beau temps des polémiques qui suivirent la bataille de Tsou-Shima.

Oserai-je ajouter qu'au moment même où j'écris ces lignes, on veut bien m'avertir qu'il existe déjà une *vérité officielle* au sujet de la bataille du 31 mai et qu'il serait vain de prétendre s'en écarter d'une manière sensible? Malheureusement, cette vérité n'a pas encore jugé convenable de sortir de son puits. On ne s'étonnera pas si je tâtonne un peu, privé de ses rayons.

« Après vingt-deux mois d'attente... » disais-je tout à l'heure. Je ne pense pas, en effet, que jamais bataille navale ait été plus attendue que celle-ci, plus désirée des uns et avec une passion que l'on comprend quand on songe que le plus bel et le plus juste orgueil militaire était en jeu, plus désirée des autres aussi, mais point de la même façon ni avec la même unanimité; car, s'il s'agissait de la satisfaction de haines furieuses en même temps que d'ambitions désordonnées, on n'était pas complètement d'accord, dans ce camp-là, sur les moyens les plus expédiens d'arriver au but que l'on se proposait. D'ailleurs, les moins clairvoyans des marins allemands, — c'est d'eux que je parle, n'est-ce pas? — ne pouvaient se faire illusion sur l'étendue des risques que leur faisait courir une rencontre avec la flotte anglaise, quelque habileté qu'ils pussent mettre à en limiter les conséquences tactiques; et si une appréhension parfaitement justifiée ne diminuait ni leur courage, ni leur résolution, c'est peut-être que le danger porte en lui-même une sorte d'attirance à laquelle les tempéramens énergiques résistent difficilement.

Il faut tenir aussi un large compte, dans l'appréciation de la mentalité des marins de Guillaume II au sujet de cette grave affaire de la bataille navale, de l'inévitable réaction que produisait sur eux la violence des sentimens populaires qu'ils avaient eux-mêmes provoqués, comme j'ai déjà eu l'occasion de le dire ici (1). Je ne sais pas si les cris de triomphe qui éclatent autour d'eux peuvent les persuader de leur victoire. J'en doute. Ils ont

(1) *Revue des Deux Mondes* du 15 mai 1916 : « La sortie de la flotte allemande, » page 383.

tous vu de trop près la déroute de la nuit du 31 mai au 1er juin. Mais il est très possible que la confiance aveugle, exaltée, de la nation allemande ait singulièrement fortifié la leur. A force de s'entendre louer de cette supériorité technique qui devait balancer la supériorité numérique des Anglais, sans doute ils ont fini par y croire.

Enfin, et puisque je parle du peuple d'Allemagne, comment oublier que ce peuple souffre et qu'il souffre du blocus anglais? Ses cris de détresse se faisaient entendre dans tous les ports et jusqu'à cet îlot d'Helgoland, poste avancé du camp retranché maritime de la *Hoch see flotte*. Et l'on avait beau se dire que même une bataille indécise, — on ne pouvait prétendre à plus que cela, — ne desserrerait pas l'étreinte britannique d'une manière appréciable, il ne semblait pas possible de se refuser du moins à une tentative...

Ainsi, — psychologiquement, — cette bataille allait résulter du *consensus omnium*, les alliés des deux partis et les neutres compris. Dirai-je, en toute sincérité, que les alliés de l'Angleterre, nous en tête, souhaitaient depuis longtemps que cette supériorité de la magnifique flotte britannique, dont personne ne pouvait douter, s'affirmât toutefois par des actes éclatans et non pas seulement par la vertu, un peu mystérieuse et voilée aux yeux des simples, d'un blocus trop lointain? Les alliés de l'Allemagne,— l'Autriche, du moins, — désiraient une « sortie » de la flotte allemande, ou de la partie la plus mobile de cette flotte, qui pût se lier avec certaines opérations sur le théâtre méridional de la guerre. J'en ai parlé discrètement, ici, il y a quelques semaines, et je n'y reviens pas (1). Rappelons-nous seulement que la visite à Berlin et à Kiel de l'archiduc Karl. Stephan, chef de la flotte autrichienne, fut bientôt suivie de la retraite de l'amiral von Tirpitz, très opposé, comme on le sait, à l'idée de faire jouer un rôle actif, mais très dangereux, aux belles escadres qu'il avait créées.

Quant aux neutres, — mais d'abord y a-t-il vraiment des *neutres* dans l'extraordinaire conflit où presque toute l'Europe est engagée?... — quant aux neutres, dis-je, les uns étaient directement intéressés, mais en sens divers, à la solution de la question du *blocus effectif*, les autres attendaient avec impa-

(1) *Revue* du 15 mai 1916 : article déjà cité.

tience un événement qui pouvait, en rompant l'équilibre, jusqu'ici trop exact, des deux plateaux de la balance, rapprocher la date de la fin de la guerre. Je ne prétendrai pas que l'une de ces Puissances, pourvue, elle aussi, d'une belle flotte, fût en droit de considérer comme un avantage d'une réelle valeur politique l'affaiblissement éventuel de la force navale anglaise après une grande bataille, même victorieuse. On l'a dit. On l'a écrit presque officiellement, et non sans quelque imprudence. Je crois avoir montré (1) ce que les craintes exprimées à ce sujet avaient d'irraisonné. Laissons donc cela de côté. La victoire, fût-elle chèrement payée, est toujours la meilleure des polices d'assurance contre les coalitions.

Quand deux armées modernes résolues à combattre marchent l'une contre l'autre, il est aisé de prévoir à peu de chose près où et quand se produira la rencontre. Elles ont un théâtre d'opérations nettement délimité et surtout des chemins, — voies ferrées ou routes carrossables, — tracés d'une manière invariable et au réseau desquels tous leurs mouvemens restent liés.

Il n'en va pas tout à fait de même pour les flottes. Les limites de leurs théâtres d'opérations sont généralement beaucoup plus élastiques, et à la mer tout est chemin. Ajoutons, — et ceci est capital, — que ces armées ont aujourd'hui une surprenante mobilité, une mobilité qui ne cesse de croître en même temps que la vitesse absolue des élémens qui les composent, alors que celle des armées de terre à effectifs considérables, alourdies par un énorme matériel, décroît de plus en plus, dans tous les cas du moins où la faiblesse relative des distances à parcourir supprime le bénéfice des transports par voies ferrées.

Allemands et Anglais eussent donc pu se chercher quelque temps sans en venir aux mains, si leurs bases, — leurs points de départ respectifs, par conséquent, — n'eussent été aussi rapprochées. Mais qu'est-ce que 400 ou 450 milles, au maximum, pour des escadres qui, en vue d'une opération de durée limitée, comme c'était le cas, peuvent parcourir 200 ou 225 milles en moins d'une demi-journée ?

(1) *Revue des Deux Mondes* du 15 février 1916 : « Le nouveau blocus, » page 855.

En fait, les choses ne se passèrent point ainsi, et les Anglais, parfaitement décidés à offrir le combat à leurs adversaires, allaient leur épargner la moitié du chemin en marchant, non pas tout droit de leurs ports d'Écosse, ou de l'Humber, sur Helgoland, car il eût fallu traverser la région du Doggerbank qui passe pour être minée, mais vers la courbe de la côte de Norvège, à peu près sur le parallèle moyen du Skager-Rack, quitte à revenir au Sud quand ils seraient arrivés à la hauteur du méridien Lindesnœs-Borkum.

Il y a tout lieu de croire que l'État-major naval de Berlin fut averti aussitôt après le départ des escadres britanniques. On sait assez quelle est la perfection des moyens d'investigation et de renseignemens de nos ennemis. A ceux de ces moyens qui paraissent les plus illicites et aux observations qu'ont pu faire à leur profit certains navires « neutres » munis de la télégraphie sans fil, ont-ils joint les reconnaissances directes de leurs zeppelins? C'est un point sur lequel je reviendrai au sujet des *engins nouveaux* employés par les Allemands. Toujours est-il que la *Hoch see flotte* appareillait de son camp retranché maritime d'Helgoland-Cüxhaven-Wangeroog (1) au moment voulu pour prendre le contact avec l'avant-garde anglaise dans l'après-midi du 31 mai, au large de la côte occidentale du Jutland et, semble-t-il, au Nord-Ouest du plateau de roches du Horn's Reef, entre les parallèles d'Esbjerg et de Ringkiöping.

A ce moment, un peu après trois heures du soir, la situation des deux armées était fort différente. Tandis que le « groupe d'éclairage » allemand de l'amiral Hipper, qui allait heurter si violemment l'escadre Beatty, était suivi à peu de distance, — 15 ou 20 milles, peut-être? — par le gros de la *Hoch see flotte*, sous l'amiral Scheer, cette escadre Beatty qui jouait, en somme, le rôle d'avant-garde comme le groupe d'éclairage, était séparée du corps de bataille de l'amiral Jellicoë par un intervalle beaucoup plus considérable, — 60, 70 milles? — tel, en tout cas, qu'il fallait plusieurs heures au commandant en chef pour apparaître sur le champ de bataille, si son subordonné ne manœuvrait pas pour se rapprocher de lui en n'acceptant qu'un combat en retraite.

Pouvait-on attendre une conduite aussi « prudente » de la

(1) Voyez la *Revue des Deux Mondes* du 1er août 1913 : « Les progrès de la défense des côtes de l'Allemagne. »

part de cette brillante escadre des *croiseurs de combat* anglais qui avait vu fuir les Allemands devant elle au combat du Doggerbank, le 24 janvier 1915 ? Certainement non; et l'événement l'a prouvé.

Le vice-amiral Beatty se trouvait en face d'un problème des plus délicats, celui de l'application du principe général de guerre qu'il faut « mordre » dans l'adversaire pour le retenir, si l'on a des raisons de croire qu'il veuille se dérober. Or les Anglais s'estimaient assez fondés par les précédens à croire que telle était en effet l'intention de leurs ennemis. D'ailleurs le gros de la *Hoch see flotte* n'apparaissait pas encore au moment où l'amiral anglais fonçait sur le groupe d'éclairage et l'on sait que nos alliés n'ont pas de zeppelins de découverte. Enfin leur escadre de croiseurs de combat avait été renforcée de quatre *dreadnoughts* tout récens et assez rapides pour suivre à quelque distance le *Lion*, le *Tiger* et les autres croiseurs. Sir David Beatty avait donc ou allait avoir en mains de sérieux élémens de résistance en cas d'intervention des escadres cuirassées allemandes. Il n'hésita pas un instant à s'engager à fond, parfaitement résolu, comme il l'a dit lui-même, à aller jusqu'au bout. J'avoue qu'à supposer que je puisse me le permettre, je ne me sentirais pas le courage de lui reprocher une audace que d'aucuns ont déjà taxée d'imprudence et où je ne puis voir que la manifestation inévitable d'un beau tempérament militaire.

Mais il est bon, au moment où nous sommes arrivés, d'essayer de nous rendre compte, — très approximativement, — des effectifs des forces navales en présence.

L'escadre Beatty, — escadre rapide d'avant-garde, d'exploration ou de couverture de la « grande flotte » anglaise (1), — se composait fondamentalement de :

4 croiseurs de combat (2) du dernier type, — le *Lion*, — bâtimens de 27 000 à 30 000 tonnes, de 28 à 30 nœuds de vitesse maxima, armés tous de 8 canons de 343 et de 16 canons de 102 millimètres; c'étaient, par ordre de date de lancement : le *Lion* (1910). la *Princess Royal* (1911), la *Queen Mary* (1912) et le *Tiger* (1913);

(1) *The Great fleet*, expression qui a remplacé celle de *Home fleet*.

(2) Les *croiseurs de combat* ne sont autres que des *dreadnoughts* rapides, un peu moins cuirassés, un peu moins armés, à déplacement égal, que les *dreadnoughts* d'escadre, sensiblement plus lents.

4 croiseurs de combat plus anciens, du type *Invincible* (1907-1909), bâtimens de 18 000 tonnes, filant 26 nœuds, armés de 8 pièces de 305 millimètres et de 16 pièces de 102 millimètres ;

8 croiseurs cuirassés des types *Black Prince* (1904), *Warrior* (1905) et *Defence* (1906-1907), bâtimens de 13 500 à 14 600 tonnes, filant de 22 à 23 nœuds et armés de canons de 234 millimètres avec, les uns, des 190 millimètres, et les autres, des 152 millimètres en nombre variable.

Quant aux bâtimens légers, *light armoured cruisers* (1), *light cruisers* et *destroyers*, nous n'en connaissons pas le nombre, qui était certainement considérable.

Enfin je viens de dire que l'escadre des croiseurs avait reçu un appoint tout à fait précieux par l'adjonction des quatre *dreadnoughts* tout récens du type *Warspite* ou *Queen Élisabeth* (1913). C'étaient le *Warspite*, le *Valiant*, le *Barham* et le *Malaya*, bâtimens de 27 000 tonnes, *filant 25 nœuds*, point capital et qui les rapproche singulièrement des croiseurs de combat, brûlant d'ailleurs exclusivement du pétrole, dont ils portent 4 000 tonnes, armés de 8 canons de 381 millimètres et 16 pièces de 152.

Le « groupe d'éclairage » de la flotte allemande, sous le vice-amiral Hipper, ne semble pas avoir pu disposer d'un renfort aussi sérieux et si les quatre *Warspite* eussent pu se présenter au combat en même temps que les *Lion* et les *Invincible*, il est fort probable que le sort de l'escadre Hipper eût été réglé avant l'arrivée, si prompte qu'elle pût être, de la flotte de l'amiral Scheer.

Quoi qu'il en soit, voici, — à peu près, — la composition de ce « groupe d'éclairage » :

7 croiseurs de combat de valeur assez diverse, échelonnés de 1909 à 1915, déplaçant de 20 000 à 26 000 tonnes, armés, les quatre premiers, de 8 et 10 canons de 280 millimètres, avec 10 ou 12 canons de 150 millimètres, deux autres de pièces de 305, deux autres de canons de 356 ou 380 millimètres. Vitesse à peu près uniforme de 27 à 28 nœuds.

2 *dreadnoughts* rapides, tout neufs, sur le type, ou plutôt sur la catégorie desquels on n'est pas très fixé. Étaient-ce des cuirassés d'escadre ou des croiseurs de combat qui, j'en fais

(1) Ce sont de petits croiseurs cuirassés, assez faiblement armés, mais très rapides, dont les Anglais sont très satisfaits.

de nouveau la remarque, semblent se rapprocher singulièrement aujourd'hui les uns des autres?

S'il est vrai que l'un d'eux était l'ancien *Salamis*, que la Grèce faisait construire à Stettin, chez Vulkan, en 1913-1914, et que l'Allemagne a réquisitionné, il s'agissait d'un cuirassé d'escadre de 20 000 tonnes, protégé à 250 millimètres, ce qui est un peu faible, mais donnant 23 nœuds de vitesse et armé de 8 canons de 356 millimètres avec 12 pièces de 150. L'autre était-il le *Hindenburg*, où l'on reconnaît tantôt le cuirassé Ersatz *Brandenburg*, tantôt le croiseur de combat Ersatz *Victoria-Luise* (1)? Mais voici qu'aux dernières nouvelles, on affirme que le *Hindenburg* n'a pu, pour une cause inconnue, prendre part à la bataille...

8 *Kleine Kreuzer* (petits croiseurs), les plus récens, depuis le *Rostock*, le *Graudenz*, le *Wiesbaden*, jusqu'aux Ersatz *Hela*, Ersatz *Gefion*, Ersatz *Irene*, etc., bâtimens de 5000 tonnes, de 27 à 28 nœuds de vitesse, ceinturés de 101 millimètres d'acier, armés de 12 pièces de 105 millimètres ou de 10 canons de 150 millimètres (de 50 calibres);

4 flottilles de 10 « destroyers, » que les Allemands appellent plutôt grands torpilleurs *(grosse Torpedoboote)* (2) et dont le déplacement va de 570 à 650 tonnes, avec 4 tubes lance-torpilles et deux canons de 88 millimètres;

Quelques sous-marins, en nombre inconnu.

Quant au corps de bataille des deux armées, c'est, aussi bien pour les Allemands que pour les Anglais, une question de savoir s'il n'y figurait absolument que les cuirassés qualifiés de *dreadnoughts*, c'est-à-dire ceux qui, postérieurs au prototype, l'anglais *Dreadnought*, datant de 1906, portent au moins 8 pièces de gros calibre, à partir du 280 millimètres allemand et du 305 millimètres des autres Puissances.

J'inclinerais à croire que, pour constituer 3 escadres de 8 unités, — non compris le bâtiment hors rang du commandant en chef, — les Allemands avaient dû faire état des quatre derniers *pré-dreadnoughts*, ceux du type *Deutschland* (1904-1906), au nombre desquels figurait le *Pommern*. En effet, même

(1) *Ersatz* veut dire *remplacement*. L'Ersatz *Victoria-Luise* est le bâtiment, non encore baptisé, qui doit remplacer numériquement l'ancien croiseur *Victoria-Luise*.

(2) On les nomme aussi *Hoch see torpedoboote*, torpilleurs de haute mer.

en supposant qu'ils aient pu achever en temps utile les cuirassés prévus au programme de 1914, on ne trouve sur leur liste que 21 *dreadnoughts*. Or, il semble, d'après des renseignemens concordans, qu'ils se soient présentés au combat avec 24 unités au moins.

Pour mettre en ligne un même nombre de puissans *dreadnoughts*, l'Angleterre n'avait pas besoin de faire appel aux beaux cuirassés de 1906-1907-1908-1909, qui n'ont que des pièces de 305, au nombre de 10. Elle pouvait se contenter des bâtimens qui, depuis 1910, sont armés de 10 canons de 343 et, depuis 1913, de 8 canons de 381 millimètres. Ayant cédé quatre de ces derniers à l'amiral Beatty (les quatre *Warspite*), l'amiral Jellicoë était encore en état d'amener sur le champ de bataille 18 ou 20 cuirassés appartenant à la classe des *superdreadnoughts* et tels qu'il n'y en a dans les autres marines de premier ordre qu'en nombre très restreint. Toutefois, comme nos alliés connaissent fort bien la valeur du facteur *nombre*, dès qu'on en arrive aux mains, je suppose que le commandant en chef anglais avait avec lui quelques *Neptune* et quelques *Saint-Vincent*. Un doute subsiste néanmoins pour qui remarque que l'amirauté britannique parle toujours de *nombre inférieur* dans les récits succincts de la bataille.

Il importe assez peu, d'ailleurs, puisque l'intention du commandant en chef allemand n'était certainement pas de s'engager à fond. Écraser l'escadre Beatty, isolée pendant plusieurs heures, suffisait parfaitement à sa gloire. Et cette gloire, un peu vaine, car même un succès complet sur les croiseurs de combat britanniques n'eût pas modifié sensiblement le rapport des forces navales, lui aurait pourtant été acquise, s'il avait pu se retirer du combat assez tôt et n'éprouver point lui-même des pertes très sérieuses.

On distingue assez volontiers cinq phases dans cette action confuse qui se déroula depuis trois heures et demie de l'après-midi du 31 mai jusqu'aux premières lueurs de l'aube du 1er juin.

Dans la première de ces phases, les deux avant-gardes seules sont aux prises avec des forces qui se balancent. Pour la seconde, un point fort important reste douteux : comme le vice-amiral Beatty avait devancé, avec ses rapides croiseurs de combat

et ses croiseurs cuirassés, les quatre *Warspite*, l'intervention de ceux-ci s'est-elle produite avant ou après celle du gros de la flotte allemande ?

Celle-ci suivait son « groupe d'éclairage » à 18 ou 20 milles de distance ou, en temps, à une heure environ d'intervalle. A cet égard, le témoignage du capitaine Van Peel du chalutier à vapeur hollandais *Anna Josina* (1) est très positif. J'avais d'abord penché à croire que les quatre *dreadnoughts* anglais n'étaient pas à une distance aussi grande de leur chef et qu'ils avaient par conséquent pu l'aider, d'abord à combattre le groupe d'éclairage allemand, ensuite et surtout à soutenir une lutte devenue extrêmement inégale à partir de l'arrivée sur le champ de l'action du corps de bataille ennemi. Mais il semble bien qu'il n'en ait pas été ainsi et qu'en effet, dans la deuxième phase, l'escadre Beatty primitive, où ne figuraient que les croiseurs de combat et les croiseurs cuirassés, — je ne parle pas des bâtimens légers, — ait dû supporter l'effort de la presque totalité de la *Hoch see flotte*. Et c'est très naturellement ainsi que s'expliquent les graves pertes subies par nos alliés, pertes qui ne portent, on le remarquera, que sur les croiseurs.

Dans la troisième phase, qui s'ouvre sans doute un peu plus d'une heure après le début de l'action, l'intervention des quatre *Warspite* rétablit déjà le combat. Certains récits anglais témoignent de l'impression profonde que produit l'entrée en ligne de ces quatre magnifiques unités dont, à plusieurs milles de distance déjà, les 32 canons de 381 millimètres font sentir leur puissance aux cuirassés allemands. Le *Lion*, le *Tiger*, la *Princess Royal*, sont aussitôt dégagés de l'étreinte de leurs plus dangereux adversaires qui se jettent sur la nouvelle division anglaise.

Ce qui reste de la primitive escadre Beatty revient bientôt à la rescousse. A ce moment-là, sans doute, le groupe d'éclairage du vice-amiral Hipper doit être, lui aussi, fort diminué : le *Lützow* est sans doute déjà coulé, le *Derfflinger* ne vaut guère mieux et le *Seydlitz* a subi les avaries majeures que constatait récemment le correspondant d'un journal neutre. Le vaillant amiral anglais peut donc se retourner du côté des

(1) Ce petit bâtiment s'est trouvé toute la journée et une partie de la nuit du 31 mai « dans les eaux » de la bataille. Son récit est très intéressant à divers points de vue.

dreadnoughts qui accourent à son aide et que le gros des Allemands cherche à envelopper. Sir David Beatty a d'ailleurs, dès le début de la deuxième phase, lancé un croiseur léger à la recherche de la *Great fleet*, car ses radio-télégrammes peuvent avoir été *brouillés* par ceux qu'émettent continuellement, avec intention, ses trop nombreux adversaires. En fait, l'amiral Jellicoë a reçu les appels de son subordonné, et tous ses bâtimens s'élancent en faisant donner à leurs chaudières la pression maxima.

Mais on est loin, trop loin ! S'astreindra-t-on à naviguer en ordre, les plus rapides enchaînés aux plus lents ? Non pas ! on sent trop bien l'urgence de secourir les vaillans camarades que l'ennemi va accabler ; aux nouveaux *dreadnoughts*, donc, aux *Marlborough* et aux *Royal Sovereign* de prendre les devans et dedépasser, si possible, les 22 nœuds de leurs vitesses d'essais pour tomber sur la flotte allemande ; et en effet, à la chute du jour, les voici qui apparaissent à l'horizon déjà embrumé par les vapeurs et les fumées de la bataille (1). La quatrième phase commence.

Quelle en a été la durée ? C'est ce qu'il n'est pas aisé de dire. Ce que l'on sait, ce que l'on croit savoir, du moins, c'est que le commandant en chef allemand donna avant dix heures du soir le signal de la retraite, probablement quand il eut acquis la certitude que le nombre de ses adversaires allait enfin dépasser celui de ses propres unités.

Était-il trop tôt ? Était-il trop tard ?... Évidemment, ce point sera fort discuté. J'incline à croire qu'il était déjà trop tard, et cela parce que la retraite allemande prit tout de suite une allure précipitée, une physionomie de déroute ; parce que les diverses unités tactiques de la flotte impériale étaient déjà confondues, quoique dispersées sur un très vaste espace de mer, à ce point que bon nombre de bâtimens, au lieu de suivre l'amiral Scheer vers Helgoland, trouvèrent plus court, — et plus sage, — de se dérober aux Anglais en passant dans la Baltique le Skager Rack et le Cattégat : parce qu'enfin, en principe, un chef d'armée qui sait bien qu'il ne peut pas compter sur une pleine victoire contre un ennemi très supérieur en nombre ne

(1) Les relations anglaises parlent volontiers du défaut de visibilité ; mais les navires marchands ou les pêcheurs qui se tenaient dans les parages de l'action ne mentionnent pas de brume.

doit s'engager que dans la mesure exacte où ses pertes resteront nettement inférieures à celles qu'il aura infligées aux corps isolés qu'il lui a été donné de surprendre. Or, outre que déjà, fort probablement, dans les trois premières phases de la lutte, les pertes allemandes étaient égales aux pertes anglaises, les avaries subies par les unités qui se maintenaient à flot étaient d'une telle gravité qu'il y avait imprudence à les exposer, dans le désordre qui suit un engagement long et acharné, désordre que la nuit favorisait encore, aux coups d'un adversaire arrivant sur le champ de bataille en pleine possession de tous ses moyens.

Nous ne saurons que plus tard si la cinquième phase, celle de la poursuite jusqu'aux abords du camp retranché maritime d'Helgoland-Cüxhaven, n'a pas en effet coûté plus cher à la *Hoch see flotte* que ses six heures de combat à peu près en ordre. Nous saurons peut-être aussi pourquoi, exactement, cette poursuite fut arrêtée à bonne distance de l'îlot fortifié qui défend le centre du front de ce camp retranché.

Le gros de la *Hoch see flotte* put ainsi mouiller avec quelque sécurité à l'ancrage classique, à l'Est du Sand Insel, là même où l'escadre française de 1870 venait prendre un peu de repos et refaire le plein de ses soutes. Et sans doute, pour atteindre ce mouillage, elle avait dû franchir par des « portières » ménagées à cet effet et connues des seuls Allemands, un certain nombre de lignes de mines; mais justement, en serrant de près les grandes unités qui se dérobaient à la lutte décisive, n'était-il pas possible de profiter des mêmes passages? Remarquons qu'il ne peut être question, dans ce cas, d'ouvertures de faible largeur, — 40 ou 50 mètres, — qui ne conviennent qu'aux entrées de port parfaitement balisées (1) et où séjournent toujours des pilotes spéciaux ou des bâtimens guides. Non, s'il y a des « champs de mines » aux abords d'Helgoland, ce que je considère comme douteux en ce qui touche le secteur du Nord-Est au Sud-Est de l'îlot, ces champs de mines doivent être séparés par des intervalles qui assurent une sécurité suffisante aux navires allemands désireux de se rapprocher du Sand Insel, la nuit ou par « temps bouché, » sinon par temps de brume.

En somme, la poursuite *à fond* à laquelle je fais allusion

(1) Balisage spécial du temps de guerre, bien entendu.

n'eût pas dépassé en hardiesse tels coups d'audace que nos alliés connaissent bien, par exemple, celui du *Goliath*, capitaine Foley, passant à l'Ouest de la ligne d'embossage française à Aboukir, c'est-à-dire du côté de la terre et au grand risque de s'échouer, si nos vaisseaux avaient été bien mouillés ; ou encore celui de Nelson lui-même s'entêtant, devant Copenhague, à remonter le Konge Dyb sous le feu écrasant des pontons et des forts danois.

Mais les temps ne sont peut-être plus à ces brillantes et décisives témérités. La responsabilité est trop grande! Un *dreadnought* coûte trop cher et porte trop de marins!...

Il y a autre chose : outre les mines fixes des lignes préparées à l'avance, les vainqueurs lancés à la poursuite des vaincus n'avaient-ils pas à craindre les mines libres, abandonnées dans le sillage des navires en retraite, comme lors du premier « raid » sur la côte d'Angleterre, le 3 novembre 1914? Et n'était-ce pas une raison tout à fait suffisante de les empêcher de se tenir exactement dans les eaux de leurs adversaires, précaution indispensable pour bénéficier des « portières » dont je parlais tout à l'heure?

Cela se peut. En fait, nous ignorons si les Allemands ont fait un usage de ce genre d'engin dans la nuit du 31 mai au 1er juin. Peut-être les circonstances ne s'y prêtaient-elles pas. Savait-on bien, dans cette obscurité, cette demi-brume, ce désordre de l'armée, si les mines ne heurteraient pas une carène amie aussi bien qu'une ennemie? Il est vrai que les Allemands ne s'embarrassent pas beaucoup de ce genre de considérations et que, chez eux, tout cède au désir de nuire à l'adversaire.

Il faut attendre, au demeurant, attendre longtemps encore, sans doute, pour pouvoir répondre avec quelque certitude à la question qui a été posée aussitôt après la bataille : l'ennemi a-t-il vraiment, comme on le craignait, fait usage d'engins nouveaux, d'armes inconnues jusque là?...

D'armes vraiment inconnues, dirai-je (sans vouloir rien affirmer de positif), je ne le pense pas. D'armes nouvelles, ou du moins peu employées, c'est possible et même certain, il me semble. Seulement, là, déjà, le parti pris apparaît dans les affirmations contradictoires des chroniqueurs maritimes. Exemple : « les zeppelins n'ont été d'aucune utilité aux Allemands, » tran-

chent quelques-uns. Or, non seulement il existe de fortes raisons de penser que l'amiral Scheer s'est servi de ses dirigeables pour s'éclairer au loin et reconnaître le dispositif d'ensemble de ses adversaires, mais les marins anglais reconnaissent que ces appareils aériens ont été employés tactiquement, qu'ils ont pris part à la lutte et que l'un d'eux, avant d'être abattu, « laissait tomber bombes sur bombes sur la *Queen Mary*, tandis que celle-ci était engagée à courte portée avec un *dreadnought* allemand (1). »

Remarquons qu'il est fort possible que les services rendus par les « super zeppelins » navals ne répondent ni aux espérances de nos adversaires, ni à leur prix de revient, fort élevé, je crois. Mais cela, c'est affaire d'appréciation et d'appréciation fort délicate, en ce moment. Bornons-nous à dire que si, à l'égard de ce genre d'appareils, les Allemands sont en avance d'une guerre, il vaut mieux, d'une manière générale, être en avance qu'en retard.

Que faut-il penser, d'autre part, des *obus asphyxians* que mentionnent beaucoup de relations anglaises?

Il serait bien étonnant que nos ennemis consentissent à se passer dans une bataille navale des moyens d'action dont ils ont été les premiers à se servir, — avec grand avantage, pensent-ils, — dans la guerre à terre. Ils doivent donc avoir des obus aphyxians comme il semble qu'ils aient des obus dont les propriétés incendiaires sont particulièrement développées, celles-ci pouvant d'ailleurs se confondre avec les propriétés asphyxiantes. On se rappelle que le *Good Hope* et le *Mammouth* prirent feu très rapidement au combat de Coronel, déjà, le 1er novembre 1914.

Mais si nous parlons d'obus à facultés spéciales, il convient de dire un mot — discret — d'un projectile que nous connaissons fort bien, puisqu'il a été inventé par un officier français, il y a déjà une vingtaine d'années. C'est celui qui jouit de la propriété, tombant dans l'eau en avant du navire visé, — coup court, — de continuer sa course en ligne droite dans l'élément liquide, au lieu de ricocher, et d'atteindre la carène au-dessous de la flottaison, au-dessous même de la ceinture cuirassée, *à la façon d'une torpille automobile*. Je dis là les choses fort en gros; mais cela suffit sans doute pour qu'on se rende

(1) Journal le *Scottsman*, d'Edimbourg, du 5 juin (cité par le *Petit Parisien* du 6). C'est le récit d'un des officiers du *Lion*.

compte de la supériorité de ce genre d'obus, dans les circonstances favorables à son emploi. C'est, je le répète, le véritable *obus-torpille*, nom que l'on a donné fort improprement à un projectile aérien de la guerre de tranchée.

Après le combat du Doggerbank, du 24 janvier 1915, on avait admis dans les cercles maritimes que les avaries assez graves et assez particulières subies par le croiseur de combat *Lion* (qui portait alors, comme au 31 mai 1916, le pavillon de l'amiral Beatty), pouvaient avoir été causées par un obus de ce genre. J'ignore si cette opinion s'est trouvée confirmée. Ce que je puis dire, c'est que j'ai l'impression très nette que la *Queen-Mary*, sinon les autres croiseurs de combat, a été définitivement mise à mal par des engins sous-marins. Comme on le voit, il n'est pas nécessaire qu'un *engin sous-marin* soit une torpille automobile ou une mine automatique, et rien n'empêche désormais le canon d'ajouter cette palme à celles qu'il a méritées depuis longtemps déjà. Voilà qui fera plaisir à bien des gens...

Et les torpilleurs? Et les sous-marins eux-mêmes? Quel rôle ont-ils joué? En ce qui concerne les torpilleurs, ou plutôt les « destroyers, » nul doute sur l'importance du concours qu'ils ont prêté aux grands bâtimens. Dans beaucoup de relations, il n'est question que d'eux, des Allemands, — que l'on savait d'ailleurs très bien entraînés, — comme des Anglais, toujours très audacieux, très « allans. » Il y aurait, au point de vue de la tactique de combat des escadres, d'intéressantes remarques à faire sur ce trait particulier du récit d'un officier de la flotte britannique : « Au début de l'engagement, nous tirions pardessus notre rideau de « destroyers. » Les Allemands lancèrent alors les leurs en avant, de sorte que deux batailles se livrèrent simultanément, l'une centrale entre les « destroyers, » l'autre périphérique entre les grands bâtimens. » Attendons la confirmation des rapports officiels. En tout cas, on a signalé déjà les *charges* exécutées par les flottilles allemandes à la fin de la bataille, quand il a fallu couvrir la retraite de la *Hoch see flotte*. Les pertes subies par ces divisions de grands torpilleurs prouvent assez qu'elles n'ont pas marchandé leur dévouement.

Est-ce à un torpilleur, est-ce à un sous-marin allemand, qu'il faut faire honneur de la grave avarie qui paralysa le dreadnought *Marlborough?* Je ne crois pas qu'on le sache exac-

tement. D'une manière générale, les conditions de l'engagement ne paraissent pas avoir été favorables à l'action des submersibles. Il ne faut pas se représenter la lutte si complexe du 31 mai comme une *bataille rangée*, type de combat où les théoriciens jugeaient à peu près certaine l'intervention efficace des « sous-marins d'escadre, » lançant à point nommé leurs torpilles *dans le tas*. J'imagine que les élémens qu'engageaient successivement les Anglais ne se présentaient pas en ordre rigide. Ajoutons qu'ils devaient marcher à la vitesse maxima. Enfin, des témoins oculaires affirment que la surface de la mer était fouettée par une telle trombe de projectiles qu'aucun périscope n'eût pu s'y risquer. Il y a un peu d'exagération dans ces dires. On soupçonne aisément que, de trois heures et demie de l'après-midi à dix heures du soir, il a dû se produire quelques accalmies dans la canonnade...

Attendons, encore une fois.

Un capitaine de petit navire marchand rapporte qu'il vit, en pleine nuit, des torpilleurs et des sous-marins anglais qui se dirigeaient du côté d'Helgoland. Si le fait est exact, c'était évidemment dans l'intention de torpiller les grandes unités qui venaient de mouiller derrière le « Sand Insel. » Et l'intention était excellente : voilà un judicieux emploi du sous-marin. Mais le fait est-il exact? Et, s'il est exact, quel a été le résultat de cette attaque? Nous l'ignorons pour le moment.

Tout ceci nous conduirait à la question des pertes subies par les deux flottes, si je pouvais, à cet égard, fournir aux lecteurs de la *Revue* d'autres et de plus exactes indications que celles qui ont été données à profusion par les journaux quotidiens. Ne parlons pas des pertes anglaises, qui sont bien connues, et qui ont été immédiatement déclarées avec une belle franchise, avec, même, une sorte d'abandon. On sait aussi que le gouvernement allemand s'est fort piteusement décidé, quelques jours après son triomphant « radio, » à reconnaître qu'il fallait ajouter la destruction du *Lutzow* et du *Rostock*, — croiseur de combat *dreadnought* et croiseur léger du type dit « des villes d'Allemagne, » — à celles du *Pommern* (1), du *Wiesbaden* et du *Frauenlob*.

(1) Il s'agit très probablement d'un *dreadnought* neuf, qui a pris le nom du cuirassé assez ancien coulé par un sous-marin anglais dans le golfe de Dantzig, le 1er juillet 1915. A moins cependant que celui-ci ait pu être remplacé.

Il semble que, depuis, la liste des pertes se soit sensiblement allongée (1), malgré le soin apporté par l'amirauté de Berlin à faire le silence, « en faveur de considérations d'ordre militaire, » sur les suites de la prétendue victoire de la *Hoch see flotte*. En tout état de cause, il y a lieu de considérer comme disparus définitivement une vingtaine de torpilleurs de haute mer dont on n'avait pas de nouvelles immédiatement après la bataille. Peut-être quelques-uns de ces petits bâtimens se retrouveraient-ils, — internés jusqu'à la fin de la guerre, — dans certains ports danois où leurs avaries les retinrent plus de vingt-quatre heures après la terrible nuit du 1er juin.

Mais le plus certain, par les aveux faits au Reichstag même, c'est que la flotte allemande a énormément souffert. Tous les chantiers, tous les arsenaux de la mer du Nord et ceux de la Baltique, au moins jusqu'à Dantzig, sont employés à la réparation des avaries subies par les unités de tout rang; et alors que la plus grande partie, de beaucoup, de la *Great fleet* était prête à combattre, après avoir fait le plein de ses soutes, le surlendemain de la bataille, les cuirassés de l'empereur Guillaume restaient amarrés aux quais des ports, où ils recevaient d'ailleurs la visite et les félicitations de leur souverain, justement empressé à relever les courages d'officiers et de marins qui ne s'abusaient pas, eux, sur leur triomphe...

Quelles seront les conséquences de ce triomphe, ou plutôt de ce triomphe de la « manœuvre morale? »

Il me sera sans doute plus facile de dire ce qu'elles pourraient être, à condition de le dire avec une grande prudence.

Après la bataille d'Eylau, et comme Bennigsen et Lestocq, stupéfaits de n'avoir pas été détruits, remplissaient de cris de victoire, tout en battant en retraite, les gazettes du continent, Napoléon se contenta de dire : « La suite des opérations montrera bien quel est le vainqueur. » Et en effet!...

C'est sous la protection de cette haute autorité que je me hasarde à rappeler que la seule sanction profitable de la victoire, c'est l'offensive.

De cette offensive qui, pour être énergique, n'en doit pas moins s'entourer de précautions et se fonder sur des plans bien

(1) On cite les cuirassés *Ost-Friesland*, *Westphalen*, le croiseur de combat *Derfflinger*, frère jumeau du *Lützow*, etc. Mais les Allemands bénéficient du doute.

mûris, — des plans déjà tracés, j'en suis sûr, — de cette offensive, dis-je, je ne puis exposer ici les modalités diverses. Ce n'est pas le lieu; ce ne serait plus le moment, puisque ce moment, — fugitif, ne l'oublions pas! — doit être tout à l'action.

Ne laissons pas à ces arsenaux, à ces chantiers d'Allemagne dont je parlais tout à l'heure le temps d'achever les réparations qu'ils poursuivent avec une hâte fébrile, car l'État-major de Berlin sait quelle est la gravité des risques que lui ferait courir une vigoureuse intervention des Alliés sur le front septentrional de l'immense théâtre d'opérations, alors que la plus grande partie de la flotte allemande est paralysée par ses blessures.

Le petit combat qui a été livré dans la Baltique, le 14 juin, montre bien à quelle extrémité on est réduit en ce moment chez nos ennemis, puisque, pour convoyer un groupe important de paquebots qui leur apportaient de Suède les plus précieux approvisionnemens, ils n'ont trouvé, — si près des Russes! — qu'un croiseur auxiliaire, faible vapeur de commerce armé tant bien que mal, des chalutiers et deux ou trois vieux torpilleurs de faible tonnage.

Tout cela a été détruit ou dispersé par nos alliés, dans un combat fort bien conduit, du reste, en pleine nuit.

Mais, n'est-ce pas? je ne suis pas trop téméraire en supposant que ce n'est pas là tout le fruit que nous pouvons tirer de la belle victoire anglaise du 31 mai et qu'à la grande offensive de nos armées qui se prépare correspondra celle des flottes alliées du Nord, la flotte britannique, la flotte russe, la flotte française, combinant d'abord et bientôt unissant leurs efforts.

Contre-Amiral Degouy.

LE CHEMIN SANS BUT[1]

DERNIÈRE PARTIE (2)

XVII

Et ce fut dans le Forum qu'ils se rencontrèrent.

Florence était assise près d'un fût de colonne. Elle était venue se promener ici tandis que Claude était à une réunion socialiste. Elle se reposait en lisant une lettre de Jacqueline, qu'on lui avait remise au moment où elle quittait l'hôtel.

Jacqueline était sur la Riviera, toujours affairée, toujours éreintée, quoique jamais lasse de ce tourbillon qui faisait un vide bourdonnant dans sa cervelle. Elle geignait en enfant gâté :

« Mon mari est grognon parce qu'il perd au jeu. Je voudrais qu'il allât passer sa mauvaise humeur autre part ; il y a cependant assez de petites femmes par ici. J'ai rencontré mon numéro un, cela m'a bien amusée ; nous avons flirté pendant toute une semaine. J'ai eu un instant la pensée de lui faire tromper sa seconde femme avec moi ; le cœur m'a manqué au moment de conclure ; cela ne m'a rien dit. Rien ne me dit. Tu ne t'imagines pas à quel point je m'ennuie par instans. J'envie les joueurs de Monte-Carlo qui vont jusqu'au bout de leur passion et sautent le pas au dernier acte... »

Florence remit lentement la lettre dans l'enveloppe.

« Drôle de corps, cette Jacqueline ! » pensait-elle. Après tout, elle avait peut-être raison !

(1) Voyez la *Revue* du 15 mai, des 1er et 15 juin.

Un drame violent, exaspéré, mais rapide, qui n'a pas le temps de laisser des regrets... Cela valait mieux que la vie que traînerait la jeune femme si elle arrivait à la vieillesse; cela valait mieux que ce qu'elle faisait du temps présent, cette succession de menus plaisirs, de plaisirs bêtes. Elle n'était qu'un jouet qui cherche à s'amuser et qui trouve de toutes parts les chemins de ses plaisirs barrés par l'ennui. Ce que serait la vieillesse d'une telle jeunesse : épaississement du corps et de l'esprit, plus de temps passé autour d'attraits disparus, préoccupation constante de la bonne nourriture ou souci permanent de l'estomac qui se détraque.

Un drame brutal, exaspéré, une action dont la durée ne dépasse pas vingt-quatre heures, comme dans la tragédie. Ne serait-ce pas la vérité pour bien des vies?...

Florence était à Rome depuis trois jours. Claude ne connaissait pas la Ville, mais c'était à peine s'il avait le temps d'en saluer les ruines immortelles. Il n'avait encore visité que le Forum et le Colisée; les socialistes qui accaparaient toutes ses heures ne se souciaient des vieilles pierres que pour ce qu'ils pouvaient en prendre, afin de lapider la société moderne.

Cet après-midi-là, Florence avait la sensation dans sa solitude d'être bien elle, Florence tout court, dégagée de sa vie quotidienne et des liens de cette vie. La lettre de Jacqueline venait de lui rappeler que les chaînes n'étaient qu'oubliées, qu'elles existaient toujours.

Soudain, elle tressaillit : deux hommes se dirigeaient de son côté, montant la Via Nuova; l'un était le romancier italien Castellani, l'autre était Vivien. Elle se leva; elle voulait se dissimuler derrière quelque débris et de là gagner le Palatin; il était trop tard. Castellani l'avait vue et de loin la saluait. Il s'avançait vers elle.

Vivien aperçut Florence à ce moment. Il eut un brusque mouvement, et son premier geste, à lui aussi, qui désirait si ardemment la rencontrer, fut de fuir.

— Lemire, lui cria Castellani, qui l'avait devancé de quelques pas, cher ami, venez donc que je vous présente à Mme Herpin.

— C'est inutile, dit vivement Florence, en serrant la main de l'Italien, M. Lemire et moi nous connaissons depuis longtemps.

— J'aurais dû m'en douter : des Parisiens du Tout-Paris comme vous!

Lemire saluait Florence sans rien dire. Elle lui tendit la main. Heureusement, Castellani parlait pour trois; il ne s'aperçut pas du mutisme de ses deux interlocuteurs.

— Vous êtes pour quelque temps ici, madame? demanda enfin Vivien.

— Pour une semaine environ ; vous êtes en séjour à Rome ?

— Depuis une quinzaine.

Puis ils parlèrent du Forum. Les deux Français exprimèrent à l'Italien, par quelques phrases banales, leur admiration pour Rome. Après deux ou trois minutes d'entretien, ils se séparèrent.

Le cœur de Vivien lui faisait mal, et il n'avait que ce désir grandissant de fuir la présence qu'il avait tant souhaitée ! Quand Florence se fut éloignée, il n'eut plus que le désir contraire : la revoir.

L'hôtel des Herpin, comme celui de Lemire, était sur la place d'Espagne. Vivien, de sa fenêtre, guettait les sorties de la jeune femme. Dès le surlendemain, l'ayant vue s'en aller seule, il la suivit et, quand elle monta dans un fiacre, il en prit un à son tour et s'engagea dans la même direction qu'elle. Ils se retrouvèrent à la Farnésine.

— Me permettez-vous, dit-il après l'avoir saluée, de m'asseoir un instant près de vous ?

— Certainement, répondit-elle sans aucun élan.

Cette froideur agaça Vivien. Il dit, ironique :

— Personne, je pense, ne peut trouver à redire à notre entretien ; nous sommes simplement d'anciennes relations qui se retrouvent.

Elle le prit sur le même ton.

— Oh! moi, vous savez, le qu'en-dira-t-on!... Je ne m'en suis jamais inquiétée ; je ne le respecte, ni ne le brave : je n'en ai cure.

— Et je suppose que votre mari actuel n'a pas non plus de préjugés d'un autre temps, lui, l'homme de l'avenir?

Elle le regarda tout droit :

— Mon mari a confiance en moi...

— Ah!...

Il se fit un silence ; un pli amer marqua la lèvre de Vivien ; il reprit :

— Vous vous occupez activement, m'a-t-on dit, de l'organisation du socialisme féminin.

— J'aide mon mari dans son œuvre.

— Vous êtes toujours aussi enthousiaste ?

— Enthousiaste ? On n'est pas enthousiaste à perpétuité. Je suis très convaincue.

— Tant mieux pour vous !

Il se fit encore un silence. Elle se tenait sur la défensive. Connaissant la curiosité de Vivien, elle était résolue à ne pas lui livrer le moindre accès dans sa pensée ; elle voulait encore moins lui ouvrir la plus petite fenêtre sur sa vie intime. Il la quitta énervé et accablé tout à la fois. Les beautés de Rome, au lieu de le distraire, l'irritaient; il les fuyait. L'homme qui souffre ne s'intéresse qu'à sa souffrance, même quand il l'ennoblit en l'acceptant; la sérénité qui nous vient des choses ne touche le cœur qu'après, quand la résignation est venue.

Ils se revirent à un thé chez la comtesse Ghiberti, qui ouvre si largement les portes de ses salons à toutes les célébrités des deux côtés des monts.

Les Herpin sont arrivés les premiers. Vivien entre à son tour. Deux peintres français qui connaissent leurs histoires conjugales guettent d'un œil amusé la rencontre des trois personnages.

Vivien salue la maîtresse de la maison, qui se répand en éloges sur l'œuvre du cher maître. Vivien s'attend à rencontrer Florence. Florence l'a vu entrer. Elle est troublée intérieurement, nul ne s'en doute. Vivien, arrivé devant elle, s'incline sans un mot. Elle répond par un geste poli, mais indifférent, et continue de converser avec Castellani.

« Très forte, très chic ! » pensent les peintres narquois. Et Vivien se trouve face à face avec Claude. Les deux hommes se regardent droit dans les yeux, et Vivien passe. Il va s'asseoir près de la comtesse qui lui fait signe. Tout en lui parlant, son regard se porte sur Florence. C'est bien la Florence d'autrefois, celle du salon du docteur Daubenoire, c'est son élégante aisance et son fier sourire.

La comtesse tient à grouper autour d'elle les célébrités françaises qui ornent cette réception. Elle interpelle Herpin; celui-ci est obligé de s'approcher d'elle. Vivien le suit des yeux avec l'indéfinissable ironie de son regard voilé.

— Monsieur Herpin, dit la comtesse, j'aurais bien envie de vous entendre, mais je ne puis aller dans les salles où vous parlez. Et je le regrette tant !

— Vous ne perdez rien, madame, dit Herpin en s'inclinant.

— Oh ! je connais votre réputation. Et vous, monsieur Lemire, est-ce que vous avez aussi le don de la parole que les Français prisent si fort ?

— M. Lemire a eu de retentissans succès comme orateur ; vous l'ignoriez, madame ? dit un des deux peintres.

— Comment ? Alors toutes les gloires ?

— Oh ! madame, je ne tire nulle vanité de ces soi-disant succès. C'est si facile de faire vibrer un auditoire auquel on ne rend, en somme, que ses propres idées vêtues d'habits plus somptueux. L'orateur et l'auditoire s'entraînent l'un l'autre ; pour convaincre, il faut que l'orateur plaise au public, d'où forcément quelque cabotinage chez celui-là.

— L'éloquence est ce jeu de bateleurs quand l'orateur aime l'éloquence pour elle-même, dit Herpin, qui a senti la pointe, mais quand il a avant tout l'ardent désir de persuader, elle est un des arts les plus nobles de l'homme.

— Oh ! persuader... dit Lemire avec son demi-sourire narquois. La parole, en général, n'a déterminé que la conversion de ceux qui étaient convertis d'avance. On se convertit par coup de foudre comme Saul sur le chemin de Damas, ou parce qu'une voix parle au plus secret de notre être.

— On voit que M. Lemire est tout imprégné du parfum de Rome, dit la comtesse, les comparaisons chrétiennes lui viennent naturellement à la pensée. Et vous, monsieur Herpin, quelle impression vous a faite la Ville Éternelle ?

Mme Ghiberti a senti l'hostilité des propos des deux hommes, elle change le terrain de la conversation.

— Elle m'a surtout parlé de force, de ténacité, de volonté splendidement humaines, répond Claude. Les *disjecta membra* du colosse ont une vertu spéciale pour nous imposer avec tant de fierté le nom de Rome, après les innombrables flots de barbares qui les ont submergés. Ne croyez pas que j'aie une conception primaire, — comme dirait M. Lemire, — des Romains et de leur République ; je sais que celle-ci fut une aristocratique tyrannie, mais au moment où elle s'exerça, elle fut le gouvernement le plus propre à former des hommes vrai-

ment libres dans la plénitude de leur raison et de leur force.

— Et les Catacombes? demanda Mme Ghiberti qui n'aimait pas à suivre longtemps le même raisonnement.

— Je n'y suis pas encore allé, mais j'irai avec respect, j'y vénérerai le souvenir d'hommes qui nous apprirent comment on mourait pour la liberté de ses croyances.

— Et la Rome des Papes?

— C'est au point de vue artistique qu'elle est à admirer ou à critiquer aujourd'hui. Je n'ai que faire d'une histoire que le présent ne continue pas. Rome n'appartient plus à l'hôte du Vatican. Elle est provisoirement à la Maison de Savoie, pas pour longtemps, j'espère.

— Vous prévoyez la Rome du grand maître de la maçonnerie, dit Mme Ghiberti. Je ne vous suis pas jusque là, tout en reconnaissant, ajoute-t-elle vivement, pour prouver sa liberté d'esprit, que ce Nathan a de fort bonnes idées sur bien des points.

— Et qu'il prononce parfois des paroles pleines de tact, remarque Lemire ironique. Mais, continue-t-il, s'adressant à Claude, puisque vous prévoyez l'avènement du futur Messie, homme ou abstraction, vous devez rendre grâce à ces pauvres papes, que vous envoyez prendre place parmi leurs collections, d'un geste si dédaigneux, d'avoir, si l'on peut dire, préparé la Rome de l'Antéchrist.

La comtesse eut un mouvement comme si elle ébauchait un signe de croix.

— C'est la succession apostolique qui n'a égard ni aux castes, ni aux nations, qui a donné à Rome son caractère d'éternité et vous permet d'y rêver l'établissement de la cité future. Les ruines antiques n'en feraient qu'une nécropole grandiose. Vous aurez beau dire, Rome est la ville des Papes, autrement que par ses Églises, par ses fontaines et par ses berninades ; chaque pierre de la Ville crie leur nom.

— C'est vrai, dit Florence à son voisin, je ne me suis pas souvenue une seule fois que Rome était la capitale du moderne royaume d'Italie, depuis que je suis ici.

Herpin se retourne vers sa femme d'un geste brusque et fronce les sourcils. Leurs regards se croisent ; ceux de Florence interrogent, étonnés. Vivien a entendu la remarque de Florence ; il éprouve un secret contentement de cette communauté d'impressions ; aussi continue-t-il sur un ton plus dégagé :

— Votre internationalisme devrait éprouver quelque sympathie pour ces pèlerins qui viennent des quatre coins du globe vers celui dont le royaume ne connaît pas de frontières, et qui apportent le tribut de leur soumission sans que nulle loi humaine les y contraigne.

— Mon internationalisme a salué les Catacombes, monsieur, il ne saurait s'incliner devant le Vatican. Je laisse ce geste aux croyans et aux dilettantes

— Le dilettantisme a du bon, il empêche d'être dupe ; c'est un avantage au point de vue de la raison : il permet de sympathiser avec un plus grand nombre de manifestations humaines.

— C'est cette soi-disant sympathie philosophique qui a ouvert dans la barque de saint Pierre ses voies d'eau les plus profondes, reprend Herpin. Les Ponce-Pilate avec leur : « Qu'est-ce que la vérité ? » envoient le Christ au gibet. S'il ne se trouvait en présence, dans la lutte, que des convaincus, la victoire resterait à la conviction la plus forte ; mais il y a les indifférens sympathiques qui énervent la défense et paralysent l'attaque. Au fond, ce que le passé de l'Église vous fait éprouver, c'est la piété lyrique d'un Chateaubriand parmi les ruines.

— Non, je ressens autre chose qu'un pieux respect pour l'Église, ou bien comparez-le à celui qu'inspire à son fils une mère âgée et lointaine. Quand ce fils sent sa mère menacée, il vole à son secours, même s'il fut un fils ingrat et oublieux. Et vous savez que les liens qui nous attachent à notre mère sont les plus forts ; l'amour que nous inspirent les femmes ne dure que le temps de leur jeunesse et meurt de notre satiété.

Vivien avait regardé Florence en parlant. Elle soutint ce regard, de l'air parfaitement indifférent qui était le sien depuis leur première rencontre.

— Ceux qui sont dans la vérité, s'écria Castellani, sont ceux qui goûtent sans arrière-pensée la beauté stupide et magnifique de la Junon Ludovisi ou la grâce exquise de la Naissance d'Aphrodite, ou qui se contentent de rêver devant le sommeil douloureux de l'Érinnye...

— Oui, dit Florence à son tour, mais les musées exhalent forcément un parfum de nécropoles. Le catalogue tue l'œuvre d'art. Je goûte beaucoup plus vivement les peintures et les sculptures qui sont restées dans les demeures qui leur étaient destinées dès le principe. Dans tout le Vatican, rien n'a le

charme de la chapelle de Nicolas V, et y a-t-il quelque chose de plus naïvement touchant que les fresques de l'église basse de Saint-Clément?

— N'est-ce pas? s'écrie Vivien, ne songeant plus à qui il s'adresse, elles sont exquises. Le geste de la mère qui retrouve son enfant est si joyeux et les assistans sont émerveillés avec tant de décence! Le miracle ne les surprend pas. Avez-vous aimé aussi la Vie de saint Alexis?

— Certes! La figure de la fiancée qui attend à la fenêtre est délicieuse. D'ailleurs, tout l'ensemble nous prend, on n'est plus gêné par le porte-clefs ni par les touristes ânonnant leur guide, dans la lumière insuffisante. C'est une impression artistique inoubliable.

— Autrefois, vous n'aimiez que l'œuvre d'art moderne.

— Dans la Ville éternelle, le passé vous devient du présent.

Claude encore une fois avait froncé les sourcils. Il vit un sourire amusé se dessiner sur les lèvres d'un des deux peintres. Brusquement, il se leva, s'approcha de sa femme :

— Il est temps de nous retirer, dit-il ; j'ai ma conférence de ce soir à préparer.

— Très bien! je vous suis...

Claude tressaillit. Florence et lui se tutoyaient. Pourquoi ce *vous* qui semblait si naturel? Il se souvint qu'elle ne tutoyait pas Vivien jadis. Il pressa le départ, nerveux, répondit distraitement à la comtesse qui les invitait à revenir. Il sentait que le regard de Vivien suivait Florence, et cela l'irritait.

Ils montèrent en fiacre, et tandis que le léger véhicule les secouait sur le dur pavé de Rome, Claude demeurait silencieux.

— Quel beau ciel et quel beau temps! dit Florence au bout d'un instant.

Il ne répondit rien. Elle tourna les yeux vers lui et le considéra avec étonnement.

— Qu'as-tu donc? Es-tu souffrant?

— Je n'ai rien.

Il se tut, regardant d'un autre côté. Quand ils furent rentrés dans leur appartement, il se mit à marcher de long en large, la figure toujours contractée.

— Mais qu'y a-t-il? demanda Florence qui avait réfléchi le long du chemin. Tu as une mine de traître de mélodrame.

Il haussa les épaules.

— Nous partirons après-demain, dit-il, d'un ton tranchant qu'elle ne lui connaissait pas encore. J'en ai assez de votre Ville éternelle : l'air en est malsain.

— Est-ce à cause de notre rencontre chez la comtesse Ghiberti que tu as tes nerfs?...

— Oui.

A son tour, elle haussa les épaules.

— C'est absurde!

Elle se dirigea vers la table, s'assit, et se mit à écrire.

— Tu écris chez nous?

— Oui, pour avoir des nouvelles du petit.

— Écris plutôt que nous rentrons après-demain.

Elle se tourna vers lui :

— Alors, c'est sérieux, cette lubie?

— Ce n'est pas une lubie. Il m'est odieux de rencontrer M. Lemire à chaque pas.

— A chaque pas! C'est aujourd'hui la première fois que vous vous trouvez ensemble.

— Oui, mais dorénavant, j'en suis sûr, cela arrivera plus souvent. En tout cas, vous vous rencontrerez, toi et lui, tandis que je serai à mes réunions. Vos goûts sont si semblables, ajouta-t-il ironiquement, que vous vous retrouverez à coup sûr devant les mêmes tableaux et dans les mêmes églises...

— Alors, positivement, tu es jaloux de Vivien, de lui que j'ai laissé sans un remords, sans même un regret pour te suivre?

— Je n'étais pas jaloux avant de vous avoir revus côte à côte. Il te parlait, il te regardait, surtout; cela m'a été insupportable...

— Nous avons causé comme deux étrangers qui se rencontrent dans un salon, ni plus, ni moins...

— Ce n'était pas la même chose. Vos propos s'emboîtaient l'un dans l'autre, ils semblaient retrouver le pli d'une ancienne habitude. Déjà, plus d'une fois, quand j'ai remarqué chez toi certaines de ses manières de voir, des tournures de phrases semblables aux siennes, j'en ai été secrètement irrité. Ce soir, c'était autre chose : une rage sourde, le besoin impérieux de le voir disparaître.

— Je suis pourtant plus à toi que si j'étais veuve. J'aurais pu regretter alors mon premier mari, tandis que j'ai quitté Vivien volontairement, comme un étranger.

Claude secoua la tête sans répondre.

— Vous êtes tous pareils, continua Florence, ironique, parce qu'elle se sentait blessée par les pensées de Claude, même quand vous professez de belles théories sur la liberté de l'amour. La liberté pour toutes les autres femmes, sauf pour la vôtre.

— La liberté complète, tu as raison. J'aurais préféré, entends-tu, qu'un amant eût traversé ton passé, plutôt que ce mari. Un amant... on peut toujours douter, tant que vous n'avez pas avoué, tandis que le mari, c'est une réalité inéluctable. Nos pensées, à lui et à moi, se sont fatalement rencontrées à ton sujet... Ah !...

Il crispa les poings.

Tout à l'heure, tu ne t'en es pas aperçue, chez la comtesse Ghiberti, quand je t'ai demandé de partir, tu m'as répondu du ton le plus naturel : « Oui, mon ami, si vous voulez. » Tu ne le tutoyais pas, lui ! Tu croyais lui répondre, comme autrefois...

Florence rougit.

— Tu es absurde, dit-elle. Je te pardonne cette scène de jalousie dont j'aurais le droit de m'offenser, parce que tu es malheureux et que cela me fait de la peine de te voir souffrir. Si tu savais à quel point il me laisse indifférente !.

— Qui sait ? Tu dis ce que tu veux. Tu ne m'avouerais pas, bien entendu, qu'à toi aussi il revient parfois des souvenirs du commencement de ton premier mariage.

— Tais-toi, dit-elle avec force. Si tu éprouves un mouvement d'aussi basse jalousie, aie au moins la pudeur de me le cacher.

— Pardon, dit-il. J'ai parlé malgré moi.

Il prit son front dans ses mains.

— Il faut que je prépare ma conférence de ce soir : je n'y ai guère la tête.

Florence ne dit rien : elle souffrait trop des dernières paroles de Claude. La rancune barrait ses lèvres et fermait son cœur à la tendre pitié. Tout ce qu'elle pouvait faire était de contenir en elle le flot de paroles frémissantes qui aurait soulagé son indignation.

La chambre était très grande. Claude alla s'asseoir à une seconde table, dans un angle de la pièce. Florence quitta celle où elle avait commencé d'écrire, incapable de la moindre tension d'esprit. Elle prit un livre par contenance, s'assit près

d'une fenêtre, et regarda machinalement dans la rue obscure.

Le soir, après le dîner, elle resta dans le salon, feuilletant des journaux illustrés, l'esprit vague, mais toujours douloureux. Puis elle se coucha. Elle entendit Claude rentrer ; elle feignit de dormir quand il se pencha sur elle. Il ne tenta pas de lui faire ouvrir les yeux.

Le lendemain matin, il lui annonça avec un peu d'humeur qu'ils ne partiraient pas le jour suivant. On l'avait contraint de rester jusqu'à la fin de la semaine pour le *meeting* de clôture.

— Bien, dit Florence, simplement.

Ils ne reparlèrent pas du différend de la veille, mais quelque chose demeurait sur le cœur de la jeune femme, quelque chose qui l'inquiétait, parce que jamais elle n'avait éprouvé cette sensation avec une telle intensité, aux sources mêmes de sa vie, de la vanité de tout désir, et de toute joie humaine. Cela se traduisait par une souffrance physique, une sorte d'oppression. C'était la première fois que son cœur était atteint. Elle ne souffrait pas dans son amour, et pourtant c'était bien son cœur qui souffrait ; il souffrait de se sentir vide. La douleur que nous causent les autres, nous trouvons contre elle un refuge en nous-mêmes. Dans la douleur qui nous vient de nous-mêmes, nul être humain ne nous peut être un secours.

Après le déjeuner, Florence sortit ; Claude lui avait donné rendez-vous dans le Forum, vers quatre heures.

Florence commença par errer dans les rues, puis la pensée de Saint-Clément surgit dans son esprit ; il lui sembla qu'elle s'y distrairait un instant les yeux. Elle prit un fiacre qui bientôt l'arrêtait près de la porte de la rue Saint-Jean de Latran. Trois petites filles, comme elle-même, s'apprêtaient à entrer ; l'aînée pouvait avoir six ans. Toutes trois nouaient sur leurs cheveux leur petit mouchoir. Elles avaient dans leurs mouvemens la grâce aisée des femmes du Midi. Florence les suivit, entra derrière elles dans l'église. Les petites se dirigeaient délibérément dans l'antique basilique, sans bruit, parce qu'elles n'étaient pas naturellement bruyantes, mais on les sentait « chez elles. » Elles portèrent leurs pas vers un grand Christ en croix qui se dressait le long d'une muraille. L'aînée fit un petit salut et baisa les pieds du Crucifié. La seconde, pour que ses lèvres arrivassent aux pieds divins, dut se hausser sur l'extrême

pointe de ses orteils. La troisième fit un vain effort et tendit ses petits bras vers le Sauveur. Alors, les deux aînées réunirent leurs forces, la soulevèrent, la hissèrent, tandis que cette « picciolina » agrippait ses mains innocentes aux pieds du Christ. Les lèvres enfin touchèrent le clou sacré, l'enfant revint un peu brusquement sur le sol. Et satisfaites, les trois petites filles, avec trois petits saluts, quittèrent l'église. Florence avait suivi des yeux cette scène si pleine de grâce naïve et pure. Ces innocentes étaient venues faire une courte visite, en passant, à un grand ami, à Celui qui les caressait lorsqu'il marchait sur les routes de Galilée.

Le bruit de la porte qui s'ouvrait à nouveau : une femme, cette fois-ci, entra. Ses pas n'avaient plus la légèreté des pieds enfantins. C'était une femme du peuple, dans les trente ans peut-être, qui aurait pu être la mère des petites filles... Comme elles, elle alla baiser les pieds du Christ, mais elle ne se borna pas à ce geste d'affection, elle s'agenouilla sur les dalles et se mit à prier...

Elle n'avait pas pris garde à Florence. Elle avait une figure triste. A un moment, elle baissa la tête et ferma les yeux. On sentait que ses épaules portaient un lourd fardeau de douleur.

« Elle est venue le déposer un instant ici, se dit Florence. Elle a de la chance dans sa détresse; elle connaît un refuge contre le mal qui lui vient des hommes. Les petites filles, plus tard, s'agenouilleront comme elle, avec le fardeau de la vie sur les épaules; elles goûteront quelque repos et repartiront avec un peu d'espoir. Si elles gardent cette confiance naïve le long de la route, elles seront heureuses, même dans leur misère. Comment pourrait-on remplacer pour celles-là ce dialogue avec un Dieu?... »

Florence, tout en se faisant ces réflexions, était ressortie de l'église. Elle était entrée à Saint-Clément pour y chercher un plaisir artistique; elle en était repartie sans songer à le goûter. L'œuvre d'art en ce moment ne pouvait l'émouvoir; elle lui aurait même été importune. La pauvre femme qu'elle avait rencontrée aux pieds du Christ, elle aussi, restait insensible à l'œuvre d'art, mais elle était touchée par ce que cette œuvre d'art représentait. Florence enviait cette créature misérable qui jamais ne connaîtrait la détresse de l'âme, nommant soudain faux-semblans ce qu'elle avait appelé jusqu'alors principes de vie.

Et ce qui accablait plus encore Florence, c'était cette sensation de défaite dont souffrait sa nature conquérante. La défaite... la servitude... deux mots qu'elle ne voulait même pas formuler, en se parlant à elle-même, mais qui s'inscrivaient secrètement dans son cœur, qu'elle découvrirait fatalement comme, sous un peu de poussière, les lettres gravées dans la pierre des ruines antiques... Elle avait gagné, tout en marchant, le Palatin. Elle sentit soudain la fatigue ; l'idée seule de reposer ses membres lui fut un apaisement. Elle s'assit près du palais d'Auguste, sur le fût d'une colonne renversée, et peu à peu sa pensée s'engourdit. Elle regardait les lézards glisser, rapides, sur les dalles polies et se dissimuler dans les fentes envahies par l'herbe; cela sentait la verdure nouvelle. Florence se mit à chantonner entre ses dents. Un promeneur qu'elle n'avait pas vu approcher s'arrêta devant elle : c'était Vivien.

Elle eut un mouvement de surprise.

— Permettez-moi de m'asseoir un instant près de vous. Ne voyez en moi qu'un compatriote qui est heureux de retrouver une payse en terre étrangère. Ces vieilles pierres parlent de la vanité de nos querelles...

Il s'était assis en disant ces mots.

— Ne trouvez-vous pas, continua-t-il, qu'il est difficile de donner du prix à sa propre histoire, lorsque, à chaque pas, on est sollicité par l'histoire de l'humanité?

Elle sourit, disposée, elle aussi, à l'oubli.

— C'est vrai, dit-elle, que de ruines autour de nous!

— Oui, que de ruines! répéta Vivien en écho.

Ils restèrent un instant silencieux.

— Mais, voyez, reprit-elle, continuant leur pensée semblable, la vie reprend ses droits, même au milieu de ces désastres.

— Elle les reprend pour ceux qui sont encore au printemps de leur âge, dit Vivien. Pour les autres... le printemps n'a plus que de fugitives douceurs faites de souvenirs; il n'est plus une espérance.

— Tous ceux qui ont vécu sont « les autres, » dit-elle pensive. Croyez-vous que je m'abandonne encore aux promesses du printemps?...

— Mais il ne vous est pas douloureux. Il ne vous parle pas des joies que vous avez perdues ou plutôt de celles que vous n'avez jamais eues?

— Nos joies ne sont-elles pas toujours celles que nous n'avons jamais eues ?

— Eh quoi! vous aussi, avez de ces mots désenchantés?... Vous partiez si pleine d'enthousiasme à la conquête du bonheur, quand vous m'avez quitté, il n'y a pas encore tant d'années! Est-ce le voisinage de ce palais ruiné qui vous fait dire le « tout est vanité, » ou bien ce bonheur que vous imaginiez si merveilleux a-t-il déçu votre espérance?

Vivien n'éprouvait à ce moment aucune émotion du cœur, ni des sens. Il n'avait qu'un désir : savoir de quelle façon les deux dernières années avaient modifié l'âme de Florence.

Elle restait silencieuse.

— Oui, êtes-vous heureuse? J'ai ardemment désiré de le savoir, il y a quelque temps, puis je n'y ai plus pensé; mais, en vous revoyant, mon désir est revenu, plus impérieux. Je ne suis pas mû par une vaine curiosité, mais il me semble qu'en lisant dans votre âme, je pourrais éclairer un coin obscur de la mienne. Vous voyez, je vous parle très franchement, sans vous cacher mon égoïsme. Répondez-moi de même, voulez-vous?

— Que vous importe? dit Florence secouant la tête; nous ne sommes plus que des étrangers l'un pour l'autre.

— Mais nous ne l'avons pas toujours été... Vous ne pouvez abolir ce passé.

— Je suis heureuse, dit Florence, d'une voix ferme, comme si elle voulait s'affirmer sa conviction à elle-même, parce que j'aime Claude et que j'en suis aimée. Le reste, qu'importe!. Le reste n'a pas d'importance.

— Vous voulez vous le persuader. Il me semble que dans une union comme la vôtre la communauté de convictions doit entrer pour beaucoup. Vous ne semblez plus aussi enthousiaste, je vous l'ai déjà dit, pour les idées qui sont la vie de votre mari. N'accomplissez-vous pas, à certains momens, votre tâche par point d'honneur?

— Je sers fidèlement, dit-elle.

Elle se repliait sur elle-même; il n'arrivait pas jusqu'à ce cœur dont le secret seul lui importait.

— Et vous? demanda-t-elle. Êtes-vous heureux?

— Moi, dit Vivien : j'ai beaucoup souffert, je ne souffre plus, mais je ne suis pas heureux. J'ai toujours été paresseux, vous le savez; je le suis de plus en plus; même quand un simple

effort me suffirait pour saisir le bonheur, je ne pourrais le faire. J'ai des satisfactions. C'est dans l'édifice le plâtre qui remplace la pierre, c'est du joli trompe-l'œil.

— Vous m'en avez beaucoup voulu? demanda-t-elle d'une voix plus basse.

— Voulu n'est pas le mot. Après le premier moment de colère, j'ai été trop malheureux pour que la rancune me soulageât; ensuite ce fut le mal latent, sans crise aiguë, mais qui vous ronge. Et puis je me suis distrait. Mais je ne puis plus que me distraire, c'est une chose terrible quand on y songe! Passer son temps à s'oublier, à oublier sa propre personnalité, cela serait risible, si ce n'était si triste. Je me distrais de moi et je me distrais de vous. J'ai voulu aimer d'autres femmes; je n'ai pu aller jusqu'aux paroles qui les attiraient sur mon cœur. Ce n'était pas votre image qui s'interposait malgré moi, entre elles et mon amour, mais c'était vous, tout de même. Je sais bien que la vie commune avec vous n'aurait été que le malentendu grandissant qui nous a séparés dès le premier soir de notre rencontre; mais chaque fois que j'ai pensé à vous et plus encore, depuis que je vous ai revue, j'ai compris que vous étiez la seule femme que je pouvais aimer, que vers vous seule j'étais attiré invinciblement. C'était votre intelligence, votre esprit, et nul autre, dont la possession eût ravi mon esprit et mon intelligence, si vous aviez compris à votre tour ce qu'il y a de plus intime, de plus personnel dans mon intelligence et dans mon esprit. C'est votre cœur seul, que mon cœur pouvait désirer, si j'avais su l'éveiller à l'amour que je sentais en moi. Les autres femmes, je puis aimer ce que je connais d'elles : ce que je ne vois pas ne m'attire pas.

Il s'arrêta un instant. Elle restait silencieuse, les regards au loin, ses doigts jouant nerveusement avec un brin d'herbe. Il continua :

— Lui, le connaissant comme je le connais, je ne puis croire que votre union avec lui soit parfaite.

— C'est vrai, répondit-elle, regardant toujours dans le lointain, je n'ai pas le bonheur par lui; mais il est pour moi, à certaines heures, l'oubli heureux. Voyez-vous, c'est de votre faute si son amour ne me donne pas la joie; vous avez développé en moi de desséchantes facultés d'analyse... Nos idées, à Claude et à moi, ne se heurtent pas à proprement parler, ce sont nos

deux natures, dans ce qu'elles ont de plus intime, qui parfois se repoussent. Claude est un dominateur, je ne l'aimerais pas, s'il n'était pas ainsi, mais son joug m'irrite. L'amour est une servitude, et vous savez que j'aime ma liberté, par-dessus tout.

— Vous avez votre enfant, dit Vivien qui éprouva le besoin de consoler Florence, comme autrefois.

— J'ai mon enfant. Mon chéri!... dit-elle avec une profonde tendresse. C'est une angoisse parfois pour moi de lui avoir fait présent de la vie. S'il me ressemble, quelle sera sa destinée? Je ne comprends pas les femmes qui sont heureuses rien que parce qu'elles ont un enfant, sans que jamais la crainte de l'avenir n'empoisonne leur fragile joie du présent. — S'il tient de moi, que fera-t-il avec sa nature d'homme? Peut-être n'aura-t-il pas les dons qui embellissent la vie, parce que les sentir se développer est une perpétuelle allégresse. Alors il souffrira et se distraira tour à tour, sans connaître ces joies que vous oubliez en ce moment, mais qu'à d'autres heures vous glorifieriez parce qu'elles furent les seules vraies, ne venant que de vous-même!

Vivien ne dit rien. Il pensait à cet enfant. Oh! qu'il aurait aimé celui que Florence aurait pu lui donner! mais quel sujet de conflits entre eux deux, ou du moins de défaites pour lui dont la faiblesse eût cédé!...

Une voix derrière eux tout d'un coup les tira de leur rêverie.

— Je te cherchais, disait Claude, d'un ton sarcastique; je ne croyais pas te trouver dans un aussi intéressant tête-à-tête, parmi les ruines.

Florence et Vivien s'étaient levés et retournés du même coup. Claude était pâle de colère contenue.

— J'ai rencontré M. Lemire et nous nous sommes promenés un instant ensemble, dit-elle ; cela n'a rien que de très simple.

L'émotion de Florence était violente.

— C'est bon, dit sèchement Claude, mais je te prierai désormais de ne prendre d'autre compagnon de promenade que moi-même.

— Monsieur, dit Lemire à son tour, le hasard seul nous a mis en présence, Mme Herpin et moi; mais, même s'il en eût été autrement, je m'étonnerais de votre attitude. Ne vous ai-je pas entendu préconiser naguère, et cela maintes fois, lorsque vous faisiez le procès du mariage tel que nous le pratiquons, la confiance absolue du véritable amour, de l'union telle que vous

l'entendiez, la liberté des couples s'enlaçant et se désenlaçant comme dans un quadrille, ignorant ce geste grossier qui se nomme la jalousie?

Herpin haussa les épaules.

— Je n'ai que faire de vos subtilités! Monsieur, je vous salue, et vous prie désormais de ne plus vous trouver sur le chemin de ma femme...

— Qui fut la mienne, répondit Vivien en s'inclinant.

— Viens, Florence, dit Claude d'un ton si impérieux que la jeune femme en frémit toute. Elle suivit son mari, sans un mot, sans lever les yeux vers Vivien qui demeurait immobile, la regardant s'éloigner.

— Tu vas m'accompagner chez Rosmini, dit Herpin à Florence; il faut que j'y sois à cinq heures.

Florence ne répondit rien. Ils gagnèrent la via del Foro romano. Elle monta dans le fiacre où Claude lui-même prit place.

Au bout d'un instant, il dit :

— Je te défends de revoir M. Lemire.

— Pour que je tolère que tu me parles sur ce ton, il faut que je me dise que tu n'es pas maître de toi : Vivien a raison...

— Ne prononce pas ce nom et ne va pas me citer ses opinions; moi non plus, je ne le tolérerais pas.

— Tu me fais une scène ridicule. Décidément, tu as dit vrai, l'air du Midi est malsain pour toi. A mon tour, j'ai hâte de regagner Paris.

Cette façon de le traiter comme un malade ou un enfant irrita Claude. Il y vit une intention dédaigneuse.

— A Paris, on peut se retrouver encore plus facilement qu'à Rome.

— Claude! prends garde aux mots que tu vas dire. Prends garde! Je te jure que je te suis fidèle, non seulement de fait, mais encore d'intention. Je ne suis pas de celles qui trompent. Je n'ai pas trompé Vivien, tu t'en souviens. Je hais le mensonge qui nous dégrade. Je te le répète : prends garde! Prends garde aux irréparables blessures que tes paroles pourraient faire.

Il ne répondit rien. Ils étaient arrivés chez Rosmini. L'indignation agitait de soubresauts le cœur ulcéré de Florence. Tout en feignant de s'intéresser à ce qu'elle disait, elle songeait au geste impérieux de Claude. Elle lui en voulait de l'avoir humiliée devant Vivien, de l'avoir entraînée à sa suite comme s'il

l'avait tenue par une longe au col. Pourquoi aussi avait-elle obéi? Elle aurait dû se raidir dans sa fierté outragée... Claude parlait; on faisait cercle autour de lui. D'abord ses paroles arrivèrent aux oreilles de Florence, vides de sens; puis, tout à coup, au contraire, elle les entendit nettement dans son intelligence, et à mesure qu'elles passaient, elle les jugeait. Elle reconnut certaines phrases que Claude avait prononcées toutes pareilles en d'autres lieux. Aujourd'hui comme précédemment, elles enchantèrent l'auditoire, et elle comprit que Claude les aimait pour le succès qu'elles lui valaient. « Rhéteur! » pensa Florence en elle-même. Claude continuait. « Il se répète, se disait-elle, les clichés vont figer sa pensée dans sa tête. »

A un moment, elle s'aperçut qu'il avait quelque chose de solennel dans l'attitude, et elle fut sur le point de le trouver ridicule.

« Comme il simplifie ces sujets complexes, afin de les croire simples en réalité! Ou bien vraiment n'en voit-il pas les faces multiples? »

L'image de Vivien passa devant ses yeux. Elle pensa que s'il avait été là, ils auraient échangé le même sourire railleur.

« Claude ne voit dans l'homme qu'une entité, se dit-elle encore : cet automate, ce ne sont pas des passions qui l'agitent, c'est une théorie qui le fait mouvoir. Claude ne voit pas les hommes, des êtres divers composés de nerfs et de sang, avec les contradictions de leur nature, ange et bête... C'est drôle! ces gens-là qui ne croient pas à un Dieu ordonnateur de l'univers voudraient régler le monde comme une horloge, et avec cela ils ne parlent que de liberté humaine. Leur « tête, » si je faisais tout haut ces réflexions!... Claude prendrait une figure de croquemitaine. »

Le froncement de sourcils de son mari, qu'elle imagina soudain, lui rappela la scène du Palatin; elle ressentit plus vive la blessure de son orgueil, plus insupportable l'humiliation venant de celui auquel elle ne reconnaissait plus de supériorité...

Elle rentra seule à l'hôtel, soulagée de trouver enfin la solitude. Dans sa chambre, elle se laissa tomber dans un fauteuil et resta longtemps immobile, les yeux clos, entendant sa pensée marteler ses tempes douloureuses, mais une pensée qui ne se précisait pas, qui n'était que les mots sans suite d'une souffrance. Vivien... Claude... le Palatin... Saint-Clément... le salon

de la comtesse Ghiberti... des fragmens de conversation... et surtout l'image de Claude lui intimant l'ordre de le suivre... et elle obéissant, docile... tout cela tournait, virait dans son esprit, sans ordre. Par momens, elle frémissait; parfois, un gémissement arrivait jusqu'à ses lèvres fermées. La douleur dont elle avait ressenti les signes avant-coureurs depuis quelques jours, avait envahi son âme; elle la connaissait, enfin, dans sa plénitude... Le premier choc l'étourdissait, l'enivrait presque. Le cri de révolte, elle ne le poussait pas; elle ne se disait pas non plus qu'elle avait fait souffrir, qu'il était juste qu'elle souffrît à son tour; il eût fallu pour cela que sa souffrance fût semblable à celle qu'elle avait infligée naguère. C'était la dévastation de tout son être; son amour pour Claude, sa fierté, son orgueil, jonchaient le sol comme d'informes débris qu'on ne pourra même pas rassembler.

De toutes les images qui se croisaient et se recroisaient dans sa tête, celle de Claude enfin se détacha.

— Je ne l'aime plus, proféra-t-elle, à voix haute.

Cette première lueur dans le chaos douloureux de son âme la réveilla. Elle rouvrit les yeux, se redressa et continua de réfléchir. Elle voulait, avec sa raison, voir clair dans ce désastre. Sa raison lui montra que tout était ruiné, qu'une fois les débris balayés, ce serait le vide absolu : Florence en sentit l'horreur. Elle voulait vivre. Si elle avait connu ce désert au seuil de l'âge mûr, peut-être eût-elle renoncé à la lutte, et se serait-elle renfermée dans un dédain silencieux; elle avait à peine vingt-cinq ans, elle voulait vivre. Encore une fois la détresse l'accabla. Où trouver les alimens de sa vie? Elle ne s'était attachée aux idées que par ce qu'elle leur demandait pour elle-même; elle ne s'était pas donnée à elles, pas plus qu'elle ne s'était réellement donnée dans l'amour. C'était elle-même qu'elle avait cherchée en toutes choses. Aussi, à ce moment où tout lui manquait, ne trouvait-elle aucun secours. C'était le néant, c'était la mort, et elle voulait vivre... Devant elle, rien; elle remonta en arrière. Elle était le prisonnier qui cherche une issue. Soudain, dans ce passé, une lueur attira son regard : un seul instant de joie véritable avait éclairé sa vie, c'était lorsque l'enthousiasme l'avait emportée vers les idées de Claude, et qu'elle s'était imaginé les aimer pour elles-mêmes. Elle définissait ce regret imprécis qu'elle portait dans son cœur depuis

ce jour où elle s'était rendu compte que l'idole avait des pieds d'argile. Un instant, elle avait connu le véritable amour, celui qui ne demande rien parce que tout entière on se donne avec lui. Cette joie seule méritait d'être désirée. Elle l'avait entrevue l'espace d'un éclair, puis tout s'était éteint.

C'était par son orgueil humilié que Florence avait été amenée à la souffrance, mais c'était son cœur seul qui souffrait à présent, et l'orgueil ne pouvait le secourir.

Son accablement était tel qu'elle n'entendit pas Claude rentrer.

— Pas encore couchée? dit-il.

Elle le regarda un instant sans comprendre.

— Non, dit-elle enfin.

Elle ne se souvenait pas qu'elle n'avait pas dîné et qu'il était onze heures du soir.

— Je viens d'envoyer la dépêche annonçant que nous quittons Rome demain à minuit, dit-il.

— Ah!

Elle s'était levée, elle commençait à se déshabiller. Il s'était mis à ranger des papiers sur la table. Elle le regardait machinalement; ses paroles n'avaient pas de sens pour elle. Une extrême lassitude l'accablait.

Le lendemain matin, à son réveil, elle retrouva sa rancune. Ainsi, il avait télégraphié sans même la prévenir!

— Je sors, dit Claude, vers onze heures, je ne rentrerai pas pour déjeuner, je vais chez Rosmini.

— Bien.

Quelques minutes plus tard, on apporta une lettre. Elle était de Vivien; Florence songea qu'il était heureux qu'on ne la lui eût pas remise en présence de Claude.

« Florence, disait la lettre, laissez-moi vous revoir une dernière fois... Après, nous ne nous reparlerons jamais, si telle est votre volonté. Je vous attendrai à une heure et demie à Saint-Onuphre, devant l'église. Nous n'y rencontrerons personne. Je vous en conjure, venez! J'ai su hier, par hasard, que votre mari déjeunait chez Rosmini.

« V. L. »

Florence haussa les épaules. A quoi bon ce rendez vous? Mais le geste de Claude, ce geste dominateur, son regard dur lui revinrent à l'esprit. Elle irait. Ne pas y aller, c'était obéir.

Elle considérait cette soumission comme une lâcheté... Les heures de la veille semblaient oubliées; ce suprême colloque avec elle-même, elle n'en évoquait pas le souvenir. Le présent la ressaisissait avec la douleur précise qu'il lui causait; la vue de Claude avait suffi pour raviver sa rancune. Elle éprouvait d'autant plus le besoin d'affirmer sa liberté qu'elle sentait obscurément que des liens la retenaient encore captive.

Il lui semblait, dans les circonstances actuelles, que Vivien la comprendrait, que lui seul la plaindrait, sachant ce qu'elle pouvait souffrir, parce qu'il la connaissait mieux qu'aucun autre.

C'est dans ces dispositions d'esprit qu'elle arriva à Saint-Onuphre.

Il la vit avant que la voiture ne s'arrêtât. Il s'avança vivement au-devant d'elle. Subitement l'âme de Florence s'était refermée, toute sa fierté lui était revenue. Pour rien au monde, elle n'aurait raconté la scène de la veille avec son mari. Elle ne voulait pas que Vivien la vît encore une fois dans une humble posture. Sa pitié l'aurait plus profondément blessée que tous les sarcasmes. Ils s'assirent devant l'église, à l'ombre de l'arbre du Tasse, mais ni l'un ni l'autre ne songeait qu'ils foulaient une terre vénérable.

Ils ne s'étaient pas serré la main, ils ne s'étaient même pas salués. Il commença :

— Florence, depuis hier tout mon être est bouleversé. Quand vous êtes partie avec cet homme, j'ai eu envie de courir après vous, de vous reprendre. Vous ne me quittiez pas; on vous arrachait à moi, Florence, j'ai tout oublié de ces temps mauvais où vous n'avez pas été là. Revenez! il n'y a plus que vous et moi. Je vous aime comme au premier jour où vous m'êtes apparue.

Elle secouait la tête sans répondre.

— Vous n'êtes pas heureuse, avec l'autre. Vous ne pouvez pas l'être.

Elle ricana douloureusement.

— Heureuse! heureuse! croyez-vous donc que je le serais avec vous? Heureuse!... Comme vous êtes dupe des mots!

— Eh bien! c'est vrai, je ne crois pas au bonheur avec vous, mais je suis malheureux sans vous. Rien qu'à la pensée que vous allez sortir pour toujours de ma vie, je sens quelque chose qui me déchire... Florence, je saurai vous comprendre.

Nous avons souffert l'un et l'autre. Nous avons connu les désenchantemens de l'amour qui apprennent à aimer avec plus d'intelligence et moins d'égoïsme. Florence, croyez-moi, je vous en prie!...

Une immense lassitude appesantissait soudain les membres de Vivien, un dégoût affreux de tout l'envahissait.

Florence reprit :

— Ni avec vous, ni avec lui, je vous le répète, je ne puis trouver le bonheur. Si son amour dominateur m'irrite, je ne vous aime pas, Vivien. La chaîne qui me pèse parfois si lourdement, je sens que je n'aurais pas le courage de la rompre. Loin de lui, je m'y résoudrais. En sa présence, j'aurais des paroles de révolte, j'accepterais le joug.

— Florence, ce qui vous lie à cet homme, c'est ce qui passera demain, c'est ce qui vous humilie, vous le reconnaissez vous-même; c'est ce que je demande, moi, aux autres femmes. Vous l'avez pénétré jusqu'au fond, le maître que vous vous êtes donné; un esprit comme le vôtre ne peut accepter sans révolte d'être soumis à une intelligence comme la sienne. Avec moi, vous serez libre... Votre liberté vous est le bien le plus cher.

— Oui, mais pas comme vous l'entendez. C'est de moi-même que je voudrais m'affranchir. Je ne souffrirais pas avec vous, c'est possible; mais j'en suis arrivée à tenir à la souffrance qui me vient par lui, parce qu'elle me prouve que je vis, et je veux vivre, ajouta-t-elle plus bas, avec une sorte d'avidité sur le sens de laquelle Vivien se méprit.

— Vous l'aimez? dit-il avec un morne découragement.

— Non... Oui... Je ne sais plus. Ce que je sais, c'est que je ne pourrai jamais plus être heureuse par lui. Je ne l'ai jamais été. Peut-être cet aveu vous sera-t-il une consolation? dit-elle avec une triste ironie.

Vivien haussa les épaules.

— Je l'envie.

— Vous lui enviez donc ce que vous méprisiez tout à l'heure?

— J'envie autre chose. A un certain moment, il vous a réellement possédée toute, corps et âme, et ce que j'ai pu mettre en vous, c'est à lui que vous l'avez porté.

— Je l'ai gardé pour moi seule, croyez-le, comme j'ai gardé mon âme. Oui, c'est vrai, dans le premier élan qui m'entraî-

nait vers lui, il y avait moi tout entière ; mais ce don absolu ne se peut faire qu'à un maître, en vérité, à celui que ne subit pas seule notre chair, mais que reconnaît notre esprit et notre cœur. Aucun homme au monde ne saurait être ma raison de vivre, et je veux vivre.

Encore une fois, en disant ces mots, il semblait à Florence qu'elle les entendait au plus profond de son être, et en même temps elle avait la sensation qu'ils venaient de mettre une distance infinie entre elle et Vivien.

Et à partir de ce moment, le dédoublement se fit en elle, très net. Sous ses propos, sous les sentimens qu'exprimaient les paroles qu'elle échangeait avec Vivien, d'autres sentimens l'agitaient qui, ceux-là, traduisaient la vie réelle de son âme. Vivien, Claude, leurs conflits, tous les actes de sa vie même, ne semblaient plus à Florence que des images qui passaient devant ses yeux et qu'elle ne reliait pas entre elles. L'affreux néant de ses gestes enchaînés par le hasard, soumis au temps, lui apparut. C'était dans le domaine de la mort qu'elle avait cherché la vie... Mais il y avait une vie ; le cri d'appel éperdu de son âme le proclamait.

— Je veux vivre, répéta-t-elle d'une voix sourde.

Vivien ne comprit pas ce que ces mots contenaient de désir passionné, encore moins de quelle source profonde ils venaient. Pourtant il dit :

— Allez à Dieu.

Un frisson contracta le cœur de Florence ; une hâte fébrile en accéléra les mouvemens, comme sous le choc de la peur. Elle répondit :

— Je ne crois pas en Dieu.

— Désirez la foi, elle vous sera donnée.

Il parlait d'une voix pressante, mais ses paroles d'apparence désintéressée ne traduisaient que l'égoïste désir de son cœur. Donner Florence à Dieu, c'était la séparer des hommes, l'éloigner de l'amant futur qu'il imaginait. La donner à Dieu, c'était se la réserver à lui-même.

— La Foi, je ne puis que regretter de ne pas l'avoir ; j'envie les femmes qui sont à genoux sur les dalles des églises, je ne les comprends pas. Ce qui les fait vivre ne saurait me suffire.

Mais tandis qu'elle parlait, il lui semblait qu'au fond de son

être quelque chose de puissant, d'irrésistible, de doux et de terrible tout à la fois, grandissait, croissait, allait faire éclater tous les tissus, quelque chose dont l'irruption déterminerait ou la mort ou la vie.

— Alors, Florence, venez avec moi! dit-il d'une voix suppliante. Nous oublierons ensemble. Vous êtes malheureuse : laissez-vous aimer par moi. Votre cœur a besoin de tendresse. Je saurai si bien l'envelopper dans la mienne! Venez avec moi!...

Il lui avait pris les mains, sa voix tremblait. Cette Florence plus faible, plus femme, il lui semblait qu'elle se rapprochait de son cœur. Il voulut l'attirer sur sa poitrine.

Mais elle se dégagea et dit en se levant :

— Non, c'est impossible, je ne puis ni ne veux. Séparons-nous, mon ami.

Il eut un gémissement.

— Pardonnez-moi de vous causer cette peine, reprit-elle plus doucement, — une de plus! — Je vous ferais souffrir davantage en restant dans votre vie. Je retourne vers Claude, mais dites-vous que je serai solitaire à ses côtés. Je suis seule pour toute ma vie.

Elle avait senti une angoisse lui monter à la gorge, en proférant ces mots, une angoisse immense; elle la refoula, rien n'en parut au dehors. Le désespoir de la solitude était dans son cœur; un cri déchirant retentit dans ce silence : Dieu!... un cri d'appel, de détresse infinie. Tout à l'heure elle avait refusé de le proférer lorsque Vivien pressant l'y invitait. Il fallait qu'il jaillît de son âme, dans son âme, sous une impulsion qui lui fût personnelle.

Elle parlait; les mots qu'elle prononçait n'avaient aucun rapport avec ce qui se passait en elle.

Vivien ne soupçonna rien de ce drame intérieur.

Elle avait posé la main sur son épaule.

— Votre orgueil seul vous retient près de cet homme, dit-il, lui seul; nul autre lien...

Elle l'interrompit :

— Notre enfant, dit-elle simplement, mettant entre elle et Vivien la barrière définitive de sa maternité.

Il frémit, mais se tut.

— Adieu, Vivien, dit-elle.

Elle lui avait tendu la main; il la serra machinalement.

Florence partit. Sa voiture l'attendait un peu plus bas sur la route. Vivien la regardait s'éloigner sans la voir. Elle avait les yeux pleins de larmes; mais par delà la tristesse présente, par delà les douleurs futures, au-dessus des luttes, plus haut que son orgueil, elle voyait briller cette lumière dont jadis elle n'avait aperçu que le mirage. Ses yeux s'y attachaient à travers les pleurs qui les obscurcissaient momentanément.

Elle disparut. Les yeux clos, le front dans sa main, Vivien, toujours immobile, souffrait, sans pensée.

Le soleil baignait ses pieds, les oiseaux se poursuivaient dans l'arbre séculaire. Une petite cloche se mit à tinter. D'abord Vivien ne l'entendit pas, mais peu à peu, sa note égale, tombant goutte à goutte, finit par irriter sa torpeur. Il se redressa :

« Le cloître de Saint-Onuphre. Le Tasse! pensa-t-il... Ah! il était plus heureux que moi, ce génie tourmenté. Il a connu la misère, l'ingratitude, il a connu cette souffrance atroce de sentir sa raison sombrer, je l'envie ; il ne s'est jamais dit : « La vie n'a pas de sens ; tous mes gestes, toutes mes pensées sont inutiles. »

Vivien remuait la tête avec inquiétude comme un malade qui voudrait de l'apaisement. L'angoisse de son cœur était telle qu'il ne pouvait plus la supporter. Il ne cherchait plus la fuite seule, mais aussi le soulagement.

« J'irai trouver un prêtre, se dit-il, je lui dirai ma misère, peut-être saura-t-il les paroles qui me consoleront. »

Il se souvint du couvent de Saint-Anselme, où se trouvaient des bénédictins français.

« Des prêtres de mon pays, je ne serai pas tout à fait un inconnu pour eux. »

Il descendit rapidement jusqu'à Saint-Pierre in Montorio. Là, il prit un fiacre qui stationnait et jeta l'adresse du couvent.

Arrivé à Saint-Anselme, il demanda à voir un des bénédictins français et fit passer sa carte. Celui qui vint était un homme aux environs de cinquante-cinq ans, un de ces religieux graves et réfléchis, que les hommes ne peuvent pas décevoir parce qu'ils se sont établis en Dieu, mais qui les jugent avec miséricorde, parce que rien d'humain ne leur est étranger.

— Mon Père, commença Vivien, ce n'est pas un croyant qui vient vers vous, mais je suis dans une grande détresse morale et les paroles d'apaisement que je cherche ne peuvent tomber que des lèvres d'un prêtre.

— Monsieur, répondit le religieux, je vous connais de nom ; j'ai même lu certaines de vos œuvres ; de plus, je suis du pays chartrain, c'est entre nous une sympathie. Mon pauvre enfant! continua-t-il avec l'affectueuse compassion des serviteurs du Christ qui vont entendre la confession d'un de leur frères en faiblesse humaine, ouvrez-moi votre cœur, le mien l'écoute.

Vivien alors raconta l'histoire de son mariage, parla de ce qui venait de le blesser si douloureusement.

— Vous voyez, mon Père, conclut-il, il n'y a, dans ma vie, rien de particulièrement dramatique, aucune souffrance surhumaine, rien qui ne puisse atteindre le commun des hommes. Aussi, n'est-ce pas des événemens que je me plains, mais de mon âme elle-même. Je viens d'éprouver une secousse très douloureuse ; pourtant, tout en souffrant comme celui qui n'analyserait pas son mal, je puis dire que c'est de moi surtout que je souffre, de cet état permanent qui est le mien, dans la joie, comme dans la peine, quand je vis par le cœur, ou quand je vis par la pensée, cet état fait du désir de connaître qu'accompagne le dégoût de ce que je vais connaître : la curiosité et l'A quoi bon ? de l'Ecclésiaste, la sensation de la vanité, de la souffrance ressentie, même dans le désespoir...

— Vous avez été élevé chrétiennement?

— Oui, j'ai eu des parens vraiment chrétiens par leurs vertus et leur sens évangélique. De cette éducation, il m'est resté une tournure d'âme catholique. Je sens que ce qu'il y a de bon en moi, c'est cette première éducation religieuse qui l'y a mis. Je suis comme le dernier rameau d'un arbre que la sève alimente encore assez pour le soutenir, pas assez pour lui faire produire des fruits. Il y a en moi du Ponce-Pilate de « Qu'est-ce que la vérité? » et du jeune homme de l'Écriture qui ne se décidait pas à suivre Jésus-Christ qu'il aimait, tout en ne tenant guère aux biens qu'il aurait dû abandonner.

— Le jeune homme de l'Écriture aura fini par suivre Jésus, repartit le Père, parce qu'il avait besoin de lui, et qu'il était un homme de bonne volonté.

— La bonne volonté, dit Vivien rêveur, je l'ai eue, mais je n'étais pas dans l'état d'âme du disciple mondain qui croyait que le Christ seul était la vérité. On pouvait lui dire le mot sublime de Pascal : « Tu ne me chercherais pas, si tu ne

m'avais déjà trouvé. » J'ai égaré cette bonne volonté sur des chemins divers. Elle est gaspillée ; je n'ai plus que le désir de ne plus souffrir de la vie.

— Oui, vous faites de vous-même de plus en plus le centre de l'Univers. Vous êtes le seul refuge que vous trouviez contre les déceptions que vous infligent les autres hommes. Vous vous repliez sur vous-même pour n'y trouver que vous-même ; cela vous épargne certaines souffrances, cela tarit en vous des sources vivifiantes. L'inertie du dédain silencieux vous semble le dernier mot de la sagesse. Mon fils, je vous plains ; c'est une pitié très compréhensive qui va vers vous. Dieu seul pourrait vous guérir, il est le seul remède que vous ne cherchiez pas. Vous avez le dégoût, dites-vous, des choses que vous désirez, même avant de les atteindre, c'est le propre des natures privilégiées. Ne secouez pas la tête, ne dites pas : triste privilège ! Comprendre le néant de tout ce qui est terrestre, c'est la suprême intelligence donnée à l'homme, mais à la condition qu'il ne prenne pas pour point d'arrivée ce qui n'est que le point de départ.

Vous m'avez parlé de votre humilité, et je vous crois humble, en effet, par rapport à vous-même, et, dans un certain sens, par rapport aux autres hommes ; cette humilité qui est une forme de l'intelligence supérieure des choses, la logique conséquence du : « Connais-toi toi-même, » il ne faudrait pas du tout la confondre avec l'humilité des Saints.

Votre humilité, mon cher monsieur, c'est de l'orgueil au regard de Dieu ; vous ne prenez pas en face de la Divinité une attitude superbe, mais vous ne voulez pas être dupe, même de Dieu, et n'est-ce pas un suprême orgueil, quoique vous lui donniez le nom de liberté d'esprit ?

Et vous n'êtes pas heureux ; la certitude suprême seule pourrait combler le vide que votre intelligence a fait dans votre âme.

— Je ne suis pas heureux, c'est trop vrai, mais je ne sens pas en moi le besoin de croire, du moins je ne le sens plus. Cela ne me manque pas. J'ai perdu la foi sans drame, elle s'en est allée de moi comme une eau qui fuit par quelque invisible fissure, mais j'ai le respect des manifestations religieuses de l'âme humaine.

— Vous avez plutôt le respect des formes extérieures de la religion, une piété d'âme bien née devant ce que des êtres vénérables et aimés ont cru. Le respect est un culte, ce n'est pas un

principe de vie. Oh! que votre vieillesse pourrait être quelque chose de beau, de noblement humain, si vous compreniez enfin que vous êtes né pour l'absolu!... Les hommes comme vous, quand ils vieillissent et si leur scepticisme a respecté le domaine de Dieu, s'en vont vers plus de clarté, d'étapes en étapes, d'éliminations en éliminations (qu'on nomme des sacrifices). Leur but, c'est l'unité. Mais la vieillesse de ceux qui restent sur le seuil du temple, c'est le néant. Votre vieillesse n'aura que des goûts. Quand vous n'aurez plus la force cérébrale de créer et que vous serez revenu, vous, littérateur, de la joie orgueilleuse de produire, vous ne serez plus qu'un homme de goût, vous vous distrairez.

Vivien tressaillit. Ce moine prononçait le mot que lui-même avait dit dans une telle détresse à Florence, et qu'à son tour elle avait prononcé avec une morne résignation.

— Vos distractions, continua le Père, ne pourront vous faire oublier que vous vous rapprochez du terme fatal; vous ne direz plus le : « j'ai le temps, » que vous répondez à certaines inquiétudes subites de votre âme. Oh! mon frère, mon frère, que ne puis-je vous insuffler un peu de ce qui brûle dans mon âme, ce qui est ineffable, et qui est le *Cor cordis* de ma vie intérieure!... J'ai pour vous la pitié du Christ qui pleure sur Jérusalem, car vous êtes bien le fils de ce siècle, et vos curiosités, vos incertitudes, votre désir de tout comprendre avec votre raison, tous, nous les avons éprouvés!

L'accent du religieux avait tant de chaleur qu'il toucha le cœur de Vivien; il lui sembla qu'une main compatissante se posait sur sa peine. Des larmes emplirent ses yeux.

— Mon Père, dit-il, je suis un pauvre être rempli de contradictions et de misère. Je n'ai plus l'inquiétude religieuse, mais je voudrais croire; priez pour moi. Je ne prie pas moi-même, mais je vous le répète dans toute la sincérité de mon cœur : priez pour moi! comme je le dis à mes morts, à celle qui me porta dans ses flancs et qui m'aima avec la prière de son cœur.

Il avait mis un genou en terre devant le moine. Celui-ci, un instant, posa sa main sur la tête inclinée, et, sans paroles, pria...

Puis, affectueusement, il releva Vivien.

— Je ferai comme votre mère, je vous garderai dans mon oraison. Que Dieu vous accorde sa Paix que le monde ne donne pas!

Vivien s'en alla. Quand la porte du couvent se fut refermée

sur lui, le Père rentra dans le parloir qu'ils venaient de quitter. Il s'accouda à l'une des fenêtres qui donnaient sur la ville. Une grande tristesse était en lui. Ses yeux (comme ceux de la jeune amie de Vivien, en sortant des catacombes) cherchèrent la croix de Saint-Pierre ; ils s'y attachèrent. La pensée de la *navicella* du péristyle surgit dans son esprit : *Salva me, nam pereo!* Le geste de secours, le Christ pouvait toujours le faire.

XVIII

Verneuil, 6 mai.

Voilà huit jours que j'ai quitté Rome. Je suis venu directement ici. Oh! le morne retour! Quand je suis entré dans cette maison, toujours close, cette maison qui fut la mienne, celle de mon enfance, j'ai d'abord éprouvé, à l'abri des persiennes fermées (il faisait un soleil éblouissant), une bienfaisante sensation de silence, cependant que les odeurs d'autrefois flottaient autour des meubles; mais j'ai eu cette sensation aussi que les chambres ne se réveillaient pas à mon entrée. Il n'y avait personne, et les allées du jardin sont pleines d'herbe.

J'habite la chambre de maman. Le premier soir, j'ai ouvert croisées et persiennes et je me suis accoudé à la fenêtre; alors un sentiment de lassitude extrême m'a envahi. Ma mère, mon enfance... « Ces voix qui se sont tues » cela m'a semblé loin, loin comme l'histoire d'un autre. Sans émotion, j'ai revu le lit de mort de maman, Florence à mes côtés. Que la tristesse m'eût été douce! Je n'ai rien ressenti. L'aridité de notre cœur, à certains momens, est notre plus grand sujet d'humilité. Le passé surgit devant mes yeux secs, le présent ne m'intéresse pas davantage. Est-ce bien moi qui me promenais, il y a quinze jours, parmi les ruines du Palatin? Ces émotions récentes, je les ai donc vécues? J'ai souffert; j'ai repoussé la souffrance comme intolérable. J'ai désiré le bonheur comme si je le désirais pour la première fois... Et tout cela est comme si cela n'avait jamais été...

8 mai.

C'est décidé, je vais vendre la maison. J'emporte les quelques meubles que ma mère préférait et je ne reviendrai jamais ici. Dans cette maison vénérable, parmi les témoins de mon enfance,

au bout de quelques heures, je n'éprouve que de l'ennui. M'ennuyer au milieu de tout ce qui me rappelle la vie de ma mère me semble une impiété. Hier, je me suis promené dans la campagne, je n'ai associé aucune de ses lignes familières à mes pensées; je m'ennuie. L'insignifiance de tous nos gestes m'apparaît avec une évidence qui m'accable, depuis le geste du laboureur jusqu'à celui de l'écrivain... Florence! Je ne la désire plus et ne la regrette plus. Je la sens loin, très loin de mon cœur, auquel jamais son cœur ne se mêla. Mais c'est pourtant d'elle que me vient cet accablement. Elle a été l'image imparfaite d'un bonheur qu'il me sera impossible de réaliser avec aucune autre femme.

11 mai.

Je viens de lire dans la *Revue de France* un article de ce psychologue enthousiaste qui se nomme Thouvenin. Ses idées sur bien des points sont les miennes. Il a le goût sûr et sait mettre en valeur ce qu'il veut faire admirer. Mais ce qui a réveillé en moi une corde qui n'avait pas vibré depuis longtemps, ce sont certains vers qu'il cite. Les beaux vers isolés prennent une beauté idéale; ce sont des ailes qui nous emportent à l'aventure dans les nuages, ou sur les rayons du soleil... C'est le voyage où il vous plaira. Certains vers de La Fontaine m'induisent à la plus douce rêverie; ils sont couleur du temps, comme la robe de Peau d'Ane; et les vers de Racine, le :

Pourquoi m'enviez-vous l'air que vous respirez?

de Bérénice, ou le :

Dieux! que ne suis-je assise à l'ombre des forêts?...

de Phèdre, me font évoquer l'âme de ces victimes d'amour dans leur pose douloureuse, avec d'autant plus d'intensité que je fais abstraction du drame précis dont elles sont les héroïnes. Des vers d'Hugo me font vibrer, qui me laisseraient froid, si je les rencontrais encadrés de ceux qui les précèdent, et de ceux qui les suivent... Certaines phrases de Pascal me causent le même genre d'émotion...

Moi aussi, je suis peintre!

Ce moine de Saint-Anselme m'a prédit des choses lamentables. Avait-il tort ou raison? Je ne sais. Je le saurai quand je vieillirai; je n'ai pas encore quarante ans. Goûter et jouir, il

m'y condamne comme à une punition : j'accepte. Il ne peut comprendre les jouissances artistiques. Ceux-là seuls qui les ont éprouvées en savent les vertus. Elles sont les *templa serena* de l'homme. Je veux y habiter. Désormais, je méprise les joies que donnent les femmes. Avec mon âge mûr, mon esprit sera de moins en moins troublé par les appétits inférieurs, du moins je l'espère. Les vieux messieurs qui ne peuvent regarder chastement les jeunes filles me dégoûtent.

Je rentre à Paris; je vais travailler. Le reste, qu'importe?

20 mai.

Je suis rentré, j'ai repris ma vie. Je sors tous les soirs. Je n'ai pas écrit l'article que je projetais d'écrire, le goût m'en a passé. Je vais dans le monde qui m'assomme et dans le demi-monde qui ne m'amuse pas davantage, et cependant, ici et là, je suis accueilli par de bien jolis sourires féminins. Si je voulais? Non... je m'ennuie.

15 juin.

Rien... Je m'ennuie.

26 juin.

Temps admirable. Hier, dîner à la campagne chez mon confrère Bourdeilles. Femmes gracieuses et désirables, chère exquise. Au moment de se mettre à table, Montargis ouvre le journal qu'il avait apporté de Paris : « Oh! s'exclame-t-il, l'archiduc héritier d'Autriche et sa femme ont été assassinés. » — « Pas possible!... Où cela? Par qui? » — « A Sarajevo. Par un Serbe... » — « Voilà qui pourrait compliquer bien des choses, » dit Bourdeilles. — « Qu'est-ce que cela peut nous faire, ce qui se passe si loin de nous? » remarque une des jolies femmes qui ornent notre table et qui n'a pas l'habitude de regarder au delà des frontières, voire des fortifications de Paris. Là-dessus, Montargis se lance dans des considérations diplomatiques, qui « rasent » l'auditoire féminin. La petite Zita, des Variétés, finit par lui jeter une rose sur le nez. — « Oh! assez! parlons d'autre chose. S'il y a la guerre, on le verra bien. En attendant, amusons-nous. »

Elle est dans le vrai : jouir, jouir par les sens. Je fais comme elle, je n'ai cure des complications diplomatiques, politiques, ethnographiques. Quelle que soit la surprise que demain réserve

à l'Europe, elle ne saurait vraiment m'émouvoir. Ai-je une patrie? J'en suis venu à douter même de cela. La patrie, la religion, la morale!... Ce que l'homme arrive à édifier sur de l'artificiel, c'est inimaginable!... Car tout est artificiel, hors manger, boire, dormir et faire l'amour. Quand je pense que ce serin de Rousseau ajoutait la vertu aux appétits susnommés! La vertu est une contrainte. Le petit animal de joie que j'ai chez moi en ce moment, Zita à la frimousse de sapajou, vous le dira. Les raffinemens du luxe qui l'entourent ne sont pour elle qu'une habitude. Ses exigences intellectuelles ne vont pas au delà de celles des bons nègres de l'Afrique équatoriale. Jouir comme elle! de la même façon qu'elle!... La vie n'a pas de sens.

2 août.

Mobilisation générale. Je m'engage. Vive la France!...

« Demain, dit l'officier qui commande la compagnie, dès l'aube, nous irons en reconnaissance. Il me faut vingt hommes de bonne volonté. Très hasardeux, vous savez... » Une demi-seconde de silence, puis plus de cinquante mains se lèvent : « Moi, moi, mon lieutenant! » — Il rit : « J'en ai trop. » On tire au sort. Vivien est au nombre des élus. « J'ai de la chance! » dit-il joyeusement à l'officier. — « J'espère que vous rapporterez vos galons de sergent. » — « Je l'espère aussi, » répond Vivien qui a été nommé caporal la veille et en est fier... « Demain, dès l'aube... »

Vivien est étendu sur le sol. Il sort d'un long évanouissement, il vient de se réveiller. Que s'est-il donc passé? Il fait nuit, nuit noire, jamais la nuit n'a été si noire. — Il ne comprend rien. Où est-il? — Un bruit assourdissant; il se rappelle, ce formidable ouragan tout à l'heure l'entourait. Il passe la main sur son visage; il rencontre quelque chose d'humide et de gluant. Ah! oui, il est sur le champ de bataille, il va mourir... Non, il veut vivre, il veut s'en aller. Il se redresse, mais aussitôt il retombe, ses jambes ne peuvent plus le soutenir, sa tête est lourde, lourde. — Où est-il? — Cette nuit est opaque. Il faut cependant qu'il sache. Le lieutenant a-t-il rempli sa mission? Quand

ils ont été découverts par l'ennemi, il a dit à Vivien et à dix de ses camarades : « Faites-vous tuer à votre poste, pour que nous puissions regagner nos lignes. » — C'est fait. Vivien a vu tomber les neuf autres. Il va mourir à son tour, c'est entendu, c'était convenu, mais la mission a-t-elle été remplie? Le reste n'est rien. — Il s'agite, il essaie de ramper. Il entend non loin de lui un bruit rythmé et saccadé, le râle d'un mourant. Il étend la main, ses doigts rencontrent le drap d'une capote, il tâte, c'est un mort. Alors, il ne bouge plus, il attendra le jour... Mais pourquoi cette sensation de chaleur, presque de brûlure sur son visage, sur ses mains? Il tourne péniblement la tête, il n'est plus brûlé que d'un côté, c'est le soleil. Le soleil!... mais... alors, il fait grand jour... il est aveugle! — L'angoisse est affreuse. Il passe la main sur ses yeux, c'est la nuit opaque, toujours. Des larmes coulent de ses yeux éteints. — Quel refuge?... Où?... « Maman ! » gémit-il. — Une défaillance l'anéantit. Quand il se réveille à nouveau, il ne sent plus la chaleur des rayons, le soleil est couché. Il se trouve bien, il va mourir. Il ne pense plus à ses yeux, ni à la terre, ni à la guerre qui l'entoure. Il est une âme face à face avec son créateur; sur tous les points de l'immense champ de bataille où râlent tant d'agonies, le même dialogue immortel a lieu. Qu'est-ce qu'un combat? qu'est-ce qu'une guerre, même la plus formidable qui ait jamais ébranlé le monde, quelle importance a-t-elle pour l'âme qui ne voit plus les choses de la terre que du rivage de l'éternité?... Nous ne comprenons la vie qu'à cette suprême minute, tout ce qui ne l'a pas préparée ne vaut. L'existence entière de Vivien passe dans sa pensée, rapide comme un cavalier lancé au galop... La plupart de ses actes, néant; ses désirs ambitieux, néant; néant, cette avidité de jouir pour jouir, néant, néant! — « Seigneur, dit-il, je vous fais le sacrifice de ma vie pour la France... » Il a oublié ses yeux crevés, il ne demande rien pour lui-même, il ne désire même plus savoir si la reconnaissance a atteint son but. Il se donne dans un complet oubli de soi. — Et voici que, de son cœur purifié, une clarté se lève, resplendissante, éblouissante. Ses lèvres s'agitent, elles murmurent : « La lumière! » puis elles sourient, puis elles se ferment... à jamais.

JULES-PHILIPPE HEUZEY.

LE FRONT BRITANNIQUE

ET

LES FRONTS VOISINS

Les masses allemandes en France sont réparties en deux grands groupes. L'un, sous les ordres du Kronprinz, est devant Verdun; il menace ce qu'on peut appeler la branche orientale des lignes françaises. L'autre, qui a pour noyau l'armée du Kronprinz de Bavière, est opposé entre l'Yperlée et la Somme aux forces britanniques. Cette armée, qui a derrière elle des troupes au repos, n'a pas été dégarnie pour l'offensive du 21 février sur Verdun; les armées voisines, qui avaient fourni des corps pour cette offensive, en ont reçu de nouveaux pour combler leurs vides. Ce n'est que très tard, et visiblement à contre-cœur, que les Allemands ont commencé à y puiser pour nourrir les combats sur la Meuse. Il y a donc là une masse allemande très puissante, intacte, désireuse sans doute de venger l'échec de Verdun; quand elle aura été mise hors de cause, la destinée de la guerre sera définitivement fixée sur le front français.

On peut dire que le dernier noyau des forces allemandes est là. Sur le front russe, il n'y a plus qu'un rideau de 49 divisions, entre la Baltique et le Pripet, tenant le front à une densité de moins d'un homme par mètre courant. En Serbie, il restait en avril 1916 deux divisions allemandes seulement, la 101ᵉ et la 103ᵉ, une autre encore peut-être. D'autre part, les troupes engagées devant Verdun doivent être considérées comme dépensées; quelques-uns des corps qui en font partie sont à ce point

épuisés que, même rajeunis par des effectifs nouveaux, ils sont incapables d'offensive. Reste donc cette armée du prince de Bavière, qui, avec la IVe armée à sa droite et la IIe à sa gauche, forme un total de 40 divisions d'infanterie, soit environ 500 000 combattans. Ces combattans sont répartis sur un front qui, à vol d'oiseau, n'atteint pas 150 kilomètres ; il faut y compter plus de 3 hommes au mètre courant, ce qui est une densité de combat.

Définir cette masse, étudier ce front, montrer comment il a été établi et quelles y sont les conditions de la lutte future, tel est l'objet de cet article.

I

Quand, au bord de la mer, à la hauteur de Nieuport-Bains, par une belle journée de printemps, on regarde vers le Nord, le spectacle est singulier. On est dans un paysage de sable pâle, une onduleuse entrée de désert, aux dunes coiffées de plaques d'oyats. A gauche, en contre-bas, la plage où la mer déroule son flot vert. Un air pur, un ciel bleu et blanc, un grand silence. La forme des maisons bombardées est encore debout. Les dunes paraissent inhabitées. La grand'route pavée, claire et nue qui suit la côte, mène droit des lignes françaises aux lignes allemandes. Les deux adversaires voient ensemble cette route commune. Un rassemblement attire le canon.

J'y suis allé par un jour calme. Point d'action engagée. Pour passer le temps, une batterie de 75 réglait son tir, aidée par ses avions qui volaient au-dessus d'elle. On entendait dans l'air tranquille les coups isolés. Le réglage terminé, les détonations pressées d'une salve roulèrent un instant, et le silence s'établit de nouveau. Les Allemands ripostaient à la fois sur nos pièces et sur nos avions. On reconnaissait au loin le départ sourd de leurs coups. Un obus passa en gémissant. Un autre vint tomber derrière une crête d'où s'éleva une fumée noire. Contre nos avions, les shrapnells éclataient deux par deux : on voyait soudain se former dans le ciel deux champignons blancs, lumineux; après quelques secondes, on entendait l'explosion, et la masse entière de l'air paraissait vibrer. Cependant l'avion menacé volait en cercle, comme font les buses au haut des arbres. Des soldats regardaient le duel. Ce fracas troublait le calme universel

sans le détruire, comme une pierre dans un étang ride la surface sans émouvoir les eaux. Une balle perdue claqua sur un mur.

Voilà à peu près quel est le train familier de la vie à l'arrière de ce secteur d'extrême gauche. On voit parfois sur les eaux glauques la forme noire d'un bateau. Quant aux tranchées de première ligne, établies en avant à la hauteur d'une colline de sable plus élevée que les autres et qu'on appelle la Grande-Dune, leur histoire est singulière : elles marquent encore les positions de fin de combat d'une action qui eut lieu le 22 décembre 1914. Depuis lors, chacun des deux adversaires a essayé de bousculer l'autre, sans y parvenir. Les Allemands ont fait une dernière tentative, le long de la côte, le 9 mai 1915.

Ce fait doit être marqué, parce qu'il se répète en beaucoup de points du front. Les unités restent figées, parfois depuis plus d'une année, dans la position où les a surprises la fin d'une journée de lutte. De là tant de situations paradoxales. Mais aucun n'a voulu depuis lors rectifier son front ni céder un pouce. Dans cette guerre, on tient dans les conditions les plus invraisemblables. Le principe de ne rien abandonner à l'adversaire a prévalu sur tous les autres. On a vu en Argonne les Français accrochés à des pentes où les tranchées ennemies dominaient immédiatement les leurs. On a vu sur les Hauts-de-Meuse les Bavarois s'incruster à Saint-Mihiel dans la position en flèche la plus téméraire. Nous allons voir tout à l'heure que, n'ayant presque personne sous la main, le commandement français a tenu la circonférence du saillant d'Ypres au lieu de raccourcir sa ligne en défendant le diamètre.

A droite de l'ourlet de sable qui borde la mer, on entre tout à coup dans une région complètement plate qui jusqu'au XIIe siècle a été un golfe marin. L'eau imbibe encore le pays. Elle apparaît pour peu qu'on creuse le sol à quelques décimètres. Il est impossible de tailler des tranchées, et tout le travail de fortification doit être établi en relief. Des inondations, maintenues depuis le 25 octobre 1914 étalent un plan d'eau entre les adversaires. D'une manière générale, les Belges sont établis sur la voie ferrée de Nieuport à Dixmude. C'est un remblai, haut de 1 m. 30, qui à la bataille de l'Yser a arrêté le flot allemand et changé les destinées de l'Europe. En avant de ce remblai, un certain nombre de fermes, sur des bombemens, sont occupées par des avant-postes.

Le fond de l'ancien golfe marin est à Dixmude; mais les conditions tactiques ne changent guère jusqu'aux abords d'Ypres. Le front quitte le chemin de fer trois kilomètres environ avant Dixmude, et faisant une saillie d'un kilomètre vers l'Est vient atteindre la rivière canalisée de l'Yser, qu'il longe désormais. Cette saillie est sous la protection du poste avancé de Stuyvekenskerke.

Le front passe ainsi devant Dixmude, qui est aux Allemands depuis le 10 novembre 1914. A Knocke, il quitte l'Yser pour suivre le canal de l'Yser à Ypres. A Steenstraete, une division française succède aux Belges. C'est toujours la même région basse, plate, où l'eau affleure. Les Allemands, établis sur la rive orientale du canal, sont dans une condition un peu meilleure, leur rive dominant légèrement la nôtre. Mais c'est un secteur très difficile à tenir pour toût le monde. Il est de plus très abondamment arrosé d'obus par l'un et l'autre parti. Les photographies faites du haut des avions montrent les abords du canal criblés de trous comme un paysage lunaire; comme il est à peu près impossible de creuser le sol, on juge de la difficulté des relèves. C'est une partie du front dont on ne peut approcher que la nuit.

En face de Boesinghe, les lignes décollent du canal pour se bomber vers l'Est. On entre dans le saillant d'Ypres et bientôt dans la zone des armées britanniques.

II

Sur la carte, Ypres, au fond d'une cuvette, à 20 mètres d'altitude, est au centre d'une ceinture de collines qui culminent à 60 mètres. Mais là comme en beaucoup d'endroits, les conditions du terrain ne se conforment pas rigoureusement aux données de la carte. Le caractère boisé du pays ôte beaucoup d'importance aux points dominans. L'avantage de ces points est en effet de donner des vues, et les couverts ont pour effet de les supprimer. Pendant la grande bataille de novembre 1914, le général Foch suivait l'action du haut de la tour de la Halle. Il n'avait devant les yeux qu'une mer d'arbres, où les troupes étaient invisibles.

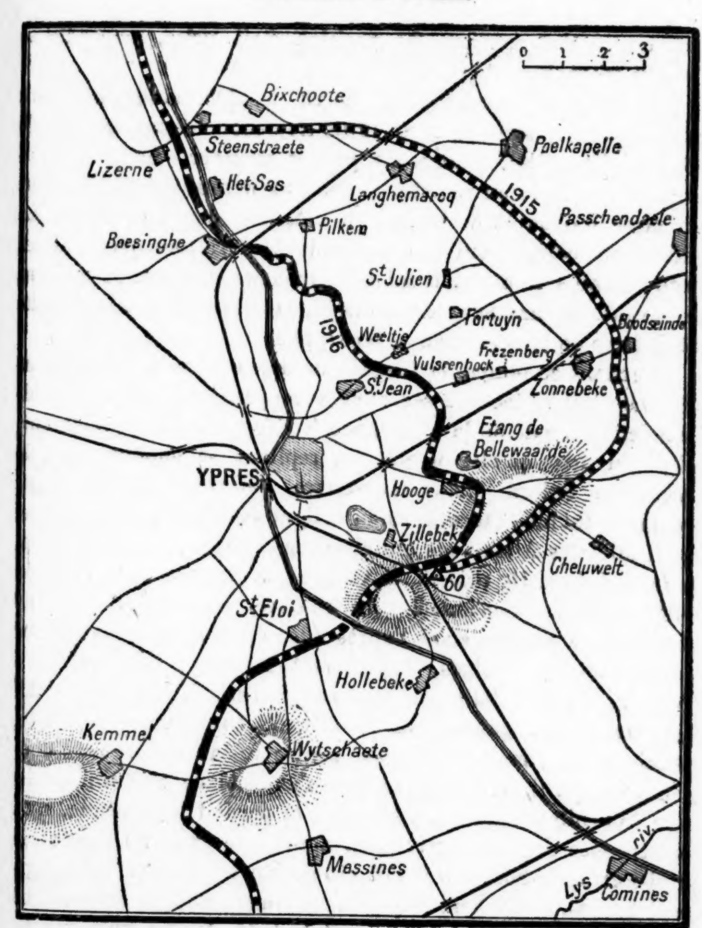
C'est sur ces collines qui enveloppent Ypres du côté de l'Est que le front est établi, constituant une sorte de demi-cercle. Les

raisons qui ont fait conserver cette position un peu paradoxale peuvent être de deux sortes : d'une part, il est naturel d'avoir voulu conserver, même en ruines, la dernière ville de la Belgique; d'autre part, au point de vue militaire, la bataille d'Ypres, qu'on admirera d'autant plus qu'on la connaîtra mieux, a été menée (par 6 corps alliés contre 14 corps allemands!) non pas sous la forme d'une défensive tactique, mais d'une offensive constante. Attaquer dans ces conditions peut paraître une folie et s'est trouvé une profonde sagesse. En tout cas, cette méthode imposait de ne pas lâcher le terrain en avant d'Ypres. Il est d'ailleurs probable qu'une tactique sage, raisonnable, qui eût consisté à se retirer à l'Ouest du canal, eût en même temps permis à l'ennemi de développer librement tout son effort pour nous rompre, d'asséner le coup de poing et peut-être de passer.

Quoi qu'il en soit, le front tel qu'il était à la fin de la bataille, vers le 15 novembre 1914, sur la ligne Steenstraete-Langhemarcq-Brodseinde, est resté fixé jusqu'au 22 avril 1915, jour où les Allemands employèrent pour la première fois les gaz asphyxians, immédiatement à l'Est du canal, entre Steenstraete et Langhemarcq. Les coloniaux du général Putz, qui occupaient les tranchées, virent au loin un rideau de fumée jaune-vert qu'ils prirent d'abord pour l'explosion d'obus; la fumée s'avança vers eux, et l'asphyxie commença sans qu'ils eussent compris; mais les Allemands marchaient derrière cette fumée. L'effet de la surprise fut de rabattre la ligne de Langhemarcq jusqu'au canal. Les Allemands le franchirent derrière nos troupes et enlevèrent Lizerne le 24 au matin. Sur la droite de la division Putz, une division canadienne tenait les lignes jusqu'à Brodseinde, sur un front d'environ 5 kilomètres. Le recul des Français ouvrait un large trou sur la gauche des Canadiens. Les Allemands avaient saisi un bois à l'Ouest de Saint-Julien, d'où ils menaçaient directement Ypres. Le général Foch et sir John French jetèrent en toute hâte dans la trouée une poignée de troupes en réserve, quatre bataillons du 5e corps anglais. En même temps, pour raccourcir la ligne, la brigade de gauche des Canadiens, la 3e, après avoir soutenu victorieusement deux assauts, se replia; puis, dans la nuit, elle tenta de reprendre le bois de Saint-Julien. Cette contre-attaque, exécutée par un bataillon de la 3e brigade et un de la 2e, est un des faits d'armes les plus brillans de l'armée britannique. A minuit, les Canadiens, arrivés

sans être vus à 300 mètres du bois, étaient déployés, chaque compagnie sur deux lignes; il y avait 80 mètres entre les lignes.

BATAILLE D'YPRES



Front au début de 1915. Front de 1916 Canal

Le canon s'était tu, et un silence profond régnait; la lune apparaissait et disparaissait derrière les nuées. L'ordre fut murmuré

de fixer les baïonnettes. On atteignit ainsi une petite crête d'où l'on était vu en plein. Les Allemands ouvrirent le feu, mais trop haut. Aussitôt les Canadiens se précipitèrent à la charge. L'ennemi rectifia le tir, et la première ligne des assaillans sembla fondre. Mais la seconde ligne se jeta sur le bois, qui fut nettoyé par un combat sauvage. La position était prise, mais elle se trouva intenable, et les Allemands y rentrèrent.

A quatre heures du matin, le 23, les Allemands lancèrent un nouveau nuage de chlore. Puis ils débouchèrent du bois de Saint-Julien. Ils furent reçus par la première brigade canadienne jusque là en réserve. Il était six heures du matin. Sous la pluie d'obus et de balles, un bataillon canadien flotta. Le lieutenant-colonel qui le commandait, le ralliait avec calme, une badine à la main. Il fut tué, mais ses hommes se jetèrent en avant. A onze heures du matin, la ligne devant la gauche était fixée de Saint-Julien à Boesinghe.

Pendant ce temps, la brigade de droite de la division canadienne était restée sur ses anciennes positions, près de Brodseinde. Le recul de la 3e brigade la découvrait complètement. Il fallut donc qu'elle pivotât en repliant sa gauche, afin de rester en liaison. Cette manœuvre, délicate dans un pareil moment, fut bien exécutée; mais la ligne était à peine constituée, qu'à midi les Allemands tentaient de la percer en plein centre, à Saint-Julien. Ils prirent le village; de nouveau, la situation était critique. Cependant, les renforts accouraient à toute vitesse; à la gauche, dans l'après-midi du 24, les zouaves, avec les carabiniers belges, reprenaient Lizerne; le canal était franchi, et il s'en fallait de peu que Pilkem fût enlevé. Le 25, les Français à gauche, la 2e brigade canadienne à droite, tenaient bon; mais le sort du centre restait encore très douteux. Le 26, il était repoussé jusqu'au delà de Fortuin, tandis que la droite fléchissait à son tour et perdait Brodseinde. Mais les troupes fraîches arrivaient, après une marche forcée; la division de Lahore avait fait cinquante kilomètres en vingt-sept heures. A dix heures quinze, la contre-attaque britannique commença contre Saint-Julien et le bois, tandis qu'à gauche les coloniaux français attaquaient Pilkem, et que plus loin encore d'autres unités françaises combattaient dans la région de Lizerne. Les Allemands se défendirent avec des nuages de gaz. Ce fut un combat extraordinaire. Les hommes devenaient

jaunes, puis bleus, étouffaient, vomissaient, et quand ils revenaient à eux, ils retournaient au combat. Les troupes arrivèrent jusqu'aux lisières de Saint-Julien sans pouvoir les garder; elles avaient gagné par endroits 7 à 800 mètres. Le bois restait à l'ennemi.

Le 27, nouvelle tentative, arrêtée encore par des nuages de chlore. Le 28, les deux adversaires restent épuisés; mais à l'Ouest du canal les Français attaquent le dernier point d'appui de l'ennemi, la tête du pont de Het-sas. Sir John French voulait arrêter là la bataille, et replier ses lignes du secteur Est, pour les accorder à ses nouvelles positions du secteur Nord. Le général Foch obtint qu'il fût sursis à ce mouvement, jusqu'à la nouvelle attaque que montait le général Putz. Cette attaque eut lieu le 30. A droite du canal, les Allemands furent repliés sur Pilkem, mais à gauche, les têtes de pont de l'ennemi ne purent être définitivement enlevées que le 16 mai.

Le 2 mai, ce furent les Allemands qui firent sans succès une nouvelle émission de chlore. Ce même jour, la ligne anglaise exécutait son repli. Liée aux Français vers la route d'Ypres à Pilkem, elle se dirigeait au Sud-Est par Wieltje, jusqu'à la colline de Frezenberg, qui s'élève au milieu des prairies. De là elle tournait au Sud, couvrait l'étang de Bellewarde et le village d'Hooge, et se recourbait enfin au Sud-Ouest jusqu'à la colline 60. Le raccourcissement était d'environ 5 kilomètres. Ainsi se constitua le front actuel. Il n'a subi depuis lors que des modifications de détail. Le 24 mai 1915, les Allemands attaquèrent le secteur Nord-Est, de Wieltje à Hooge, et gagnèrent du terrain. Mais le 31 mai, les Anglais reprenaient les écuries de château d'Hooge (à l'Est du village) et le 2 juin, le château lui-même. Les combats durèrent pendant tout juin et juillet; le 30 juillet, les Allemands, se servant pour la première fois dans ce secteur de *Flammenwerfer*, enlevèrent de nouvelles tranchées près de Hooge. Le 9 août, les Anglais en reprirent 400 mètres, et la bataille s'arrêta.

Ainsi les troupes britanniques, qui depuis le début de juin ont étendu leur gauche jusqu'à Boesinghe, couvrent Ypres en demi-cercle, à une distance qui est environ d'une lieue. Ce demi-cercle n'est pas une position arbitraire. Il existe dans la nature, et il est formé d'une bande de sable, superposée à l'argile qui

fait le fond du pays. L'axe de cette bande de sable, sèche, ondulée, couverte de bois, passe à Passchendaele, puis à Zonnebeke, à Zillebeke, et devant Saint-Éloi. C'est elle qui, entre Zillebeke et Saint-Éloi, forme l'éminence de la colline 60, conquise par les Anglais le 17 avril 1915, et depuis lors perpétuellement disputée entre les deux adversaires.

La pointe Sud du front d'Ypres est encore au point exact où elle était au milieu de novembre 1914, à l'endroit où une route jusque là unique envoie deux branches, l'une au Sud-Ouest sur Armentières, l'autre au Sud-Est sur Lille. Cette fourche s'appelle Saint-Éloi. Les Allemands y ont fait, à la fin de la bataille de 1914, une de leurs plus mémorables attaques. Les Français et les corps Anglais, qui tenaient côte à côte, virent s'avancer à travers les couverts une masse énorme, quatre divisions marchant en carré, deux accolées en première ligne, deux en seconde ligne, plus de soixante mille hommes. Cette masse vint s'engouffrer dans cet angle rentrant que formaient nos lignes à Saint-Éloi. Elles recevaient de front le feu du secteur Sud d'Ypres, et dans le flanc gauche le feu de la forêt de Ploegsteert. Elles furent écrasées sur place. Les lignes marquent encore ce même angle droit. Au sommet, devant Saint-Éloi, les Allemands ont fait exploser au mois de mars 1916 cinq mines, ouvrant d'énormes cratères dont les deux adversaires se sont disputé la possession. Sur la face Nord de l'angle, les positions ont oscillé autour de la colline 60. Sur la face Ouest, elles sont restées fixées à la lisière de la forêt de Ploegsteert.

Au Sud de cette forêt nous atteignons la Lys, que le front franchit à une lieue environ au-dessous d'Armentières, vers Frelinghien, un peu en amont de l'ancienne forteresse de Warneton. Nous entrons en France. Le paysage est vert et très mollement ondulé. Ce n'est plus l'étendue rectiligne d'alluvions de la Flandre maritime. C'est l'argile éternellement docile à la main du sculpteur et que la pluie et les ruisseaux modèlent. Des mouvemens de terrain varient et se succèdent. Des courbes lentes se raccordent. Je n'ai vu la Lys que plus haut à Saint-Venant. C'est un canal ayant juste la largeur de deux chalands, et qui coule entre des peupliers. Les petites maisons de briques, souvent peintes, présentent leur long côté à la route, et s'accolent par des pignons jointifs, de sorte que les routes se changent en rues interminables. Les villes vont ainsi à la ren-

contre les unes des autres. Imaginez le ciel bleu et blanc des Flandres, les vapeurs du sol mouillé, la verdure brillante. Militairement, un mauvais pays. Il n'y a pas de vues dans ces plaines coupées. Ces lignes de maisons suffisent à faire un masque et exposent à une surprise. On m'a conté qu'à Vermelles, dans deux de ces rues parallèles, des Allemands et des chasseurs français étaient installés, s'ignorant les uns les autres. Des dragons arrivèrent et avertirent les chasseurs. Enfin ces maisons de briques tombent comme des châteaux de cartes et ne constituent pas un abri. Les troupes françaises dans ces régions regrettaient les belles caves lorraines, dont la pierre défie les obus de 15 et de 21.

Le front enveloppe Armentières et, tournant au Sud-Ouest, suit à peu près la longue rue qui va d'Armentières à Neuve-Chapelle. Là cette rue vient buter presque à angle droit sur une route qui d'Estaires sur la Lys se dirige au Sud-Est sur La Bassée. Les Anglais ont saisi cette jonction de Neuve-Chapelle le 10 mars 1915. Ils ont ensuite consolidé et élargi le front dans les deux batailles d'Aubers (9-10 mai 1915) et de Festubert (15-25 mai). Ils tiennent ainsi la charnière du compas; ils tiennent la pointe Nord avec Armentières; mais la pointe Sud, l'ancienne forteresse de La Bassée, est aux Allemands.

Cette forteresse commande le cours d'un canal, d'un chemin de fer et d'une route, qui marchent parallèlement d'Ouest en Est. Il est bien évident qu'une pareille accumulation de voies correspond à un accident naturel. En effet nous sommes ici à la lisière méridionale de la plaine de Flandre. Immédiatement au Sud, le terrain se relève et nous nous trouvons sur les plateaux picards.

III

Ici tout change. Nous sommes sur une plaine ondulée de craie, couverte d'un limon argileux. La craie, très pure et très fine à sa partie supérieure, est grise et grossière à sa partie inférieure, qui est exploitée comme pierre de taille. De là ces carrières qui vont jouer un rôle important sur le champ de bataille. — De plus, nous sommes, de La Bassée à Lens, sur la bande des charbonnages. De là des agglomérations, des fosses, et enfin ces étranges collines grises et pointues qu'on voit de

très loin s'élever sur le ciel comme des pyramides d'Égypte, et qu'on appelle des crassiers : masques, forteresses et observatoires.

Le limon argileux conserve au pays son humidité. S'il n'a point de bois, que quelques vergers, il est du moins verdoyant. Partout des haies bordent les chemins. Les ondulations du sol se déroulent, suivant le mot du duc d'Aumale, comme une houle déterminée par un vent du Nord-Ouest. Il est évident que ces mouvemens du terrain règlent ceux des armées. Chaque parti aura tendance à s'établir sur une crête, et les axes d'attaque seront perpendiculaires aux ondulations. C'est ainsi qu'en 1648 l'armée de Condé d'une part et l'armée espagnole de l'autre s'étaient rangées sur deux hauteurs parallèles : l'armée espagnole de Lievin à Lens, l'armée de Condé en avant de Loos, sur cette cote 70, qui redeviendra si célèbre dans les combats de septembre 1915. — De la même façon, pendant la guerre actuelle, les attaques des Français, en décembre de 1914, se sont faites Nord-Ouest au Sud-Est, de rideau à rideau, d'abord sur Vermelles, puis sur le Rutoire, puis sur Loos.

Mais pour comprendre un pays ondulé, il faut presque toujours se représenter non pas une houle, mais deux systèmes de houles se croisant à angle droit. Nous venons de voir des plis qui font face au Nord-Ouest. En arrivant devant Lens, nous rencontrons un autre système d'accidens, perpendiculaire au premier, c'est-à-dire regardant au Nord-Est, mais beaucoup plus important. Il s'agit cette fois d'une véritable cassure du sol. A qui vient du Nord elle apparaît comme une falaise abrupte, dont le bord s'abaisse par paliers et terrasses, et qui constitue la position de Notre-Dame-de-Lorette. Sur la cime on est à la cote 194, et on domine de près de 140 mètres toute l'étendue des charbonnages.

Cette colline de Notre-Dame-de-Lorette a la forme d'une longue arête, la pointe au Sud-Est et tournée vers Lens, qui est au pied. C'est à la fois un observatoire, un cap, une forteresse et la limite de deux régions. Bien mieux; sur cette hauteur, la nature elle-même a élevé un édifice particulier; elle a laissé là des sables, en partie agglomérés en grès, qu'elle a enlevés partout ailleurs en Picardie; de sorte que nous avons la surprise de trouver là-haut un bois, jeté en travers sur la colline, comme une couverture sur l'échine d'un cheval. C'est le bois de Bouvigny.

Naturellement, les Allemands avaient saisi dès l'automne de 1914 une région si importante et ils avaient couvert le revers Sud, du côté des Français, en fortifiant le village avancé de Carency : il a fallu les combats épiques qui ont duré tout l'hiver et qui se sont terminés en mai 1915, pour la rendre aux Français. L'éperon de Lorette a été attaqué de trois côtés : de l'Ouest, sur l'éperon même, par les bois de Bouvigny; du Nord-Ouest, le long de la route d'Aix-Noulette à Souchez; du Sud, enfin, où il s'abaisse par des éperons festonnés sur un premier palier à 130 mètres, qui porte Ablain-Saint-Nazaire, et qui est lui-même bordé par une vallée, à 80 mètres, où se trouve Carency.

Le 7 décembre 1914, les Français enlevaient des tranchées au Sud de Carency. Du 17 au 20, sur la colline même, ils refoulaient les Allemands vers l'Est. Le 15 janvier 1915, énergiques contre-attaques des Allemands, qui reprennent des tranchées tant sur la colline que devant Carency. Mais dans la nuit du 6 au 7 février, les Français font sauter une mine et arrivent aux lisières du village. Le 3 mars, les Allemands gagnent de nouvelles tranchées sur la colline, mais, le 4 et le 6, d'énergiques contre-attaques reprennent le terrain. Une lutte furieuse se prolonge. Le 16, les Français enlèvent trois lignes de tranchées et font un progrès important. Ils sont assez avancés pour prendre à revers, le 19, les lignes de communication qui descendaient de la crête vers Ablain, par le grand Éperon. Ce succès était complété le 15 avril par une brillante attaque à la baïonnette, qui nous mettait aux lisières d'Ablain.

Telle était la situation au début de mai; sur la colline, nous étions à un kilomètre à l'Ouest de la chapelle de Notre-Dame de Lorette, ayant devant nous cinq lignes de tranchées blindées et bétonnées, appuyées par des fortins, dont l'un avait des abris jusqu'à 14 mètres de profondeur. Ces tranchées se prolongeaient au Nord jusqu'à la route d'Aix-Noulette; sur le flanc Sud de la colline, les Allemands tenaient Ablain et Carency. Carency formant l'angle méridional de la ligne, était puissamment défendu : quatre lignes de tranchées, une garnison de quatre bataillons et six compagnies de pionniers. Le 9 mai, à six heures du matin, les Français commencèrent l'attaque par un formidable bombardement. 20 000 obus tombèrent sur Carency, pendant que 17 mines explosaient sous les pieds des Allemands. A dix heures, l'assaut fut donné. Devant Carency, les tranchées furent enle-

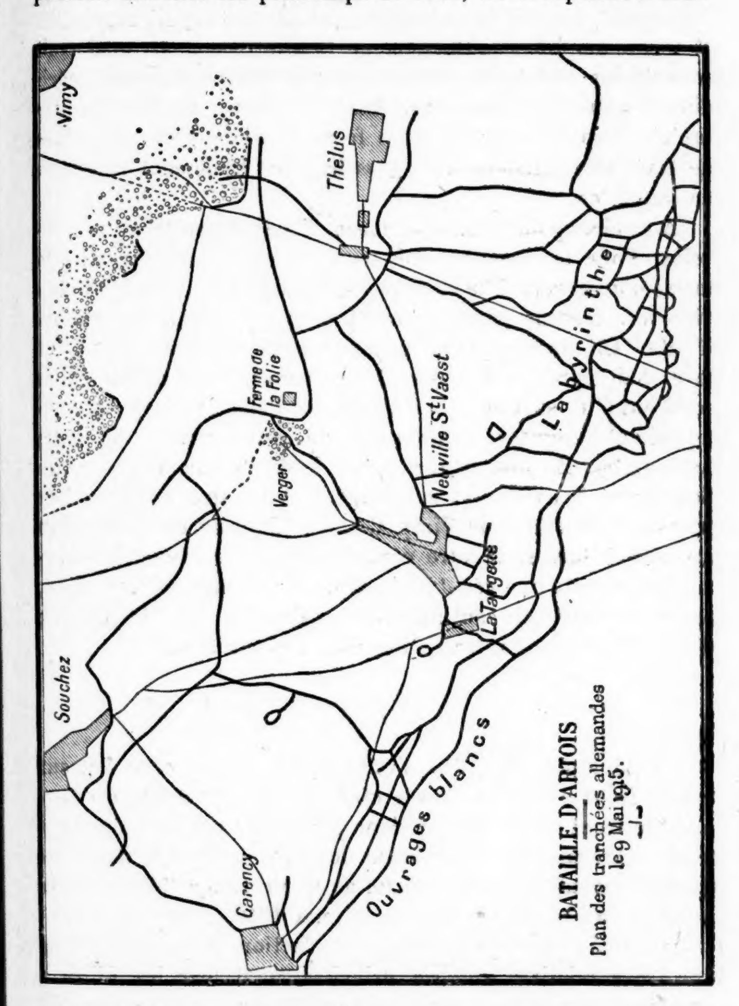
vées; une tentative sur le village, exécutée malgré les ordres, échoua; mais plus à l'Est, il se trouva presque coupé de Souchez. Sur la colline de Lorette, les Français enlevèrent trois lignes de tranchées et se maintinrent, recevant dans le flanc gauche les feux de la route d'Aix-Noulette, de front, les feux d'Angres, dans le flanc droit, le tir des mitrailleuses d'Ablain. Le combat continua les jours suivans. Le 11, les Français, sur la colline, enlevaient la chapelle et le fortin voisin; dans la nuit du 13, au Sud de la colline, ils enlevaient Carency. Le 21, ils enlevaient l'avant-dernier des éperons méridionaux de la colline, celui de Blanchevoie. Le 29, ils enlevaient les dernières maisons d'Ablain. Le 31, ils enlevaient deux positions avancées au delà d'Ablain, le moulin Malon et la sucrerie de Souchez.

Toute la colline de Lorette était dans nos mains, et le front allemand passait désormais par Souchez. Souchez est juste à l'extrémité Sud-Est de l'éperon, en plaine. Les routes qui vont du Sud au Nord, d'Arras vers Béthune, et qui se gardent d'escalader l'éperon le contournent par Souchez. Elles traversent là une petite rivière, la première des rivières picardes que nous rencontrions, mince et pure, avec une large vallée, humide et verte, bordée de prairies et de marécages.

La trouée de Souchez interrompt l'accident de Lorette, mais ne le termine pas. Il renaît immédiatement à l'Est de la ville, et se prolonge vers le Sud-Est; mais il change de nom; il s'appelle maintenant la falaise de Vimy. De même que la colline, de par sa face Nord, dominait toute la plaine du charbonnage, de même la falaise de Vimy, qui la continue, domine toute la plaine de Douai. Dans l'un et l'autre cas, le regard de faille est à pic, face au Nord-Est.

Seulement il existe entre les hauteurs de Lorette et de Vimy deux différences. L'une est d'ordre géographique; c'est l'inégalité de hauteur et d'étendue. Lorette s'élève à 194 mètres, la falaise de Vimy culmine à 140. L'autre différence est d'ordre militaire. A Lorette les deux adversaires barraient l'éperon en travers. A Vimy les fronts sont non plus perpendiculaires, mais parallèles à la faille. Les Allemands tiennent toute la longueur de la colline, adossée à la crête, pour nous interdire de l'atteindre et de redescendre vers Douai. Ils sont pour ainsi dire placés sur le mur d'une place, le fossé derrière eux. Nous essayons de les pousser dans ce fossé.

Naturellement ils ne se sont pas mis de plein gré dans cette position difficile. Au printemps de 1915, ils occupaient à deux



BATAILLE D'ARTOIS
Plan des tranchées allemandes le 9 Mai 1915.

kilomètres environ dans l'Ouest une position avancée, plus basse, le long de la route d'Arras à Souchez. Cette position avait l'inconvénient de n'avoir qu'un seul point d'appui, juste au centre, le village de Neuville-Saint-Vaast. Les Allemands y

remédièrent en construisant pour la première fois, à gauche et à droite, deux de ces centres de résistance, véritables cités et forteresses, dédales de tranchées, qui ont été depuis reproduits et encore amplifiés en Champagne. Le centre septentrional avait reçu de nos soldats le nom d'Ouvrages blancs, le centre méridional celui de Labyrinthe. Ainsi le champ de bataille présentait l'aspect d'un immense front fortifié où des courtines de tranchées reliaient trois gros bastions également composés de tranchées.

A ce champ de bataille nouveau, il fallait une tactique nouvelle. Pour la première fois aussi l'action allait prendre la forme d'un assaut. Elle en aurait la soudaineté, la rapidité et la violence. Comme pour un assaut encore, il fallait des troupes d'élite. On les entraîna physiquement et moralement, et le 9 mai, après une puissante préparation d'artillerie, elles sortirent d'un seul mouvement des parallèles de départ, magnifiquement alignées, couronnées du scintillement de leurs baïonnettes. En une heure, toute la droite allemande, entre Souchez et Neuville, fut submergée, et les troupes arrivaient jusque sur la falaise de Vimy. Ce magnifique succès ne put être exploité à temps. D'autre part, devant notre droite, le Labyrinthe présenta une résistance qui ne fut réduite que le 19 juin, après de longs et continuels combats. En fait, la bataille d'Artois dura sans interruption du 9 mai au 25 juin.

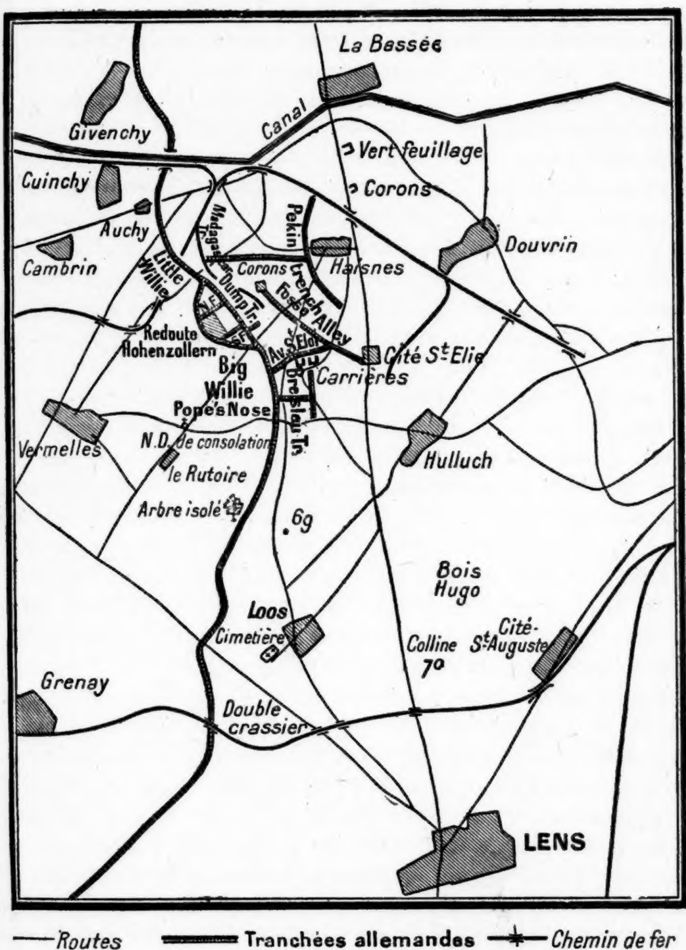
IV

Le 25 septembre 1915, l'attaque fut reprise, cette fois sur tout le front entre La Bassée et Arras. Cette bataille a déterminé le front actuel. Elle a donc pour nous un vif intérêt. Les troupes britanniques occupaient le front entre La Bassée et Grenay (inclus). Un récit officiel de leur action a été publié par les journaux anglais le 20 et le 22 mai 1916.

Les trois mois qui précédèrent l'action se passèrent dans une trêve relative, occupée principalement par les Alliés à accumuler les munitions nécessaires à une grande bataille. Quant aux Allemands, leurs efforts portaient surtout sur le front oriental. La jonction entre les troupes françaises (10e armée) et les troupes britanniques (1re armée) se faisait à peu près en face de Lens. Mais l'attaque d'un grand centre manufacturier

et minier, avec son dédale de rues, fait perdre nécessairement la cohésion aux troupes et le contrôle aux chefs, et morcelle

BATAILLE DE LOOS



Les positions le 25 septembre.

l'action. On décida donc de masquer la ville, de la déborder s'il se pouvait de l'un et l'autre côté, et, par une jonction à

l'Est, de l'envelopper. Le front anglais était tenu depuis Grenay jusqu'au canal de La Bassée, au Sud par le 4e, au Nord par le 1er corps ; leur jonction se faisait sur la route perpendiculaire de Vermelles à Hulluch. Au Nord du canal, le reste de la 1re armée devait fournir une diversion, à Givenchy, au moulin du Piètre, et un peu plus au Nord encore aux tranchées de Bridoux. La 2e armée, de son côté, devait attaquer par le 5e corps en face d'Ypres, à Bellewaarde. — L'attaque devait être couverte par des gaz : l'heure de départ dépendait donc de conditions météorologiques, et fut enfin fixée à 6 h. 30 ; les Français, qui ne se servaient pas de gaz et qui désiraient voir clair pendant les dernières heures de leur bombardement, devaient commencer l'attaque à midi 30 seulement. Ainsi, pendant six heures, la droite anglaise ne serait pas appuyée. Mais, d'autre part, l'avance de la droite anglaise permettrait (et a permis en effet) à la garde française, placée dans des conditions défavorables, de se porter en avant.

Le front du 1er corps anglais faisait, entre le canal de La Bassée et la route Vermelles-Hulluch, une courbe concave. Le trait saillant de la défense allemande était un gros ouvrage qui faisait saillie à plusieurs centaines de mètres en avant des lignes. Cet ouvrage, qui subsiste encore aux mains des Allemands et qui reste un des traits essentiels du champ de bataille, avait été appelé par les Anglais la redoute Hohenzollern. Il est placé à deux kilomètres au Nord du Rutoire et au Nord-Est de Vermelles, sur la crête Est et sur la contrepente du plateau de Vermelles. Deux grandes tranchées le prolongent et l'appuient à gauche et à droite. La tranchée droite, tournée à l'Ouest, enveloppe les bâtimens de la fosse n° 8 de Béthune ; on l'appelle le Little Willie. La tranchée gauche, tournée au Sud, barre les promontoires de Vermelles et du Rutoire ; on l'appelle le Big Willie. Ainsi la redoute Hohenzollern fait une sorte de bastion d'angle saillant, tandis que les deux Willie sont comme deux courtines à angle droit. A l'arrière, la redoute se relie par des boyaux, dits North Face et South Face, aux tranchées de l'alignement général, la Dump trench et la Fosse trench. A 1 500 mètres environ en arrière de leur première ligne de défense, les Allemands en ont une seconde, appuyée sur Auchy, Haisnes et la cité Saint-Élie. Les deux systèmes sont reliés par des boyaux, et ces boyaux, suivant le système allemand, peuvent

être eux-mêmes transformés en tranchées, dont le tir prendrait de flanc l'assaillant qui aurait pénétré dans les lignes. La défense se trouve ainsi compartimentée, et les changemens de front se font d'eux-mêmes.

Le 1[er] corps (général Gough) était formé à trois divisions : la 2[e] à gauche, avec une brigade au Nord du canal, devant Givenchy; la 9[e] au centre, troupe écossaise à qui était confiée la tâche difficile d'enlever la redoute Hohenzollern et la fosse 8; enfin, à droite, la 7[e] (général Capper), une de celles qui avaient pris part à la première bataille d'Ypres, et qui devait maintenant, après avoir enlevé la première ligne, attaquer la seconde entre la cité Saint-Élie et Hulluch.

A 5 h. 50, les Anglais commencèrent à envoyer les nuages asphyxians, qui se développèrent pendant les quarante dernières minutes du bombardement. Malheureusement, sur la gauche, devant le front de la 2[e] division, ces nuages se mirent en mouvement si lentement qu'ils gênèrent l'attaque au lieu d'y aider; de plus, au lieu de prendre la direction de l'Est, ils prirent celle du Nord, le long des lignes anglaises. — Cette attaque de la gauche, entre le canal de La Bassée et le chemin de fer de La Bassée à Vermelles, lancée avec une extrême énergie, arriva en plusieurs points aux tranchées allemandes, mais ne réussit pas à s'y maintenir. — Au centre, la 9[e] division attaqua par sa brigade de gauche, la 28[e], juste à l'Est du chemin de fer de Vermelles, au point qu'on appelle la tranchée de Madagascar; cette brigade tomba malheureusement sur une tranchée dissimulée, remplie de fils barbelés; quelques élémens atteignirent les lignes allemandes, et s'y maintinrent jusqu'au matin du 26 où ils revinrent en ramenant des prisonniers; le reste de la brigade ne put que tenir ses anciennes tranchées. La brigade de droite, la 26[e], avait au contraire trouvé les fils de fer détruits et avait remporté un splendide succès; la première ligne, formée du 7[e] Seaforths et du 6[e] Camerons, enleva les deux Willie, la redoute Hohenzollern, la fosse 8, et, poussant encore à un kilomètre, emporta ce qu'on appelle les corons de Pékin; mais là elle fut prise par le feu d'un cimetière situé à 600 mètres sur la gauche, près de la route d'Auchy à Haisnes. Elle se mit alors face au Nord, pour couvrir la gauche de la seconde ligne. Cette seconde ligne était formée par le 8[e] Black Watchs à gauche et le 8[e] Gordons à droite. Les

Black Watchs arrivèrent aux corons de Pékin, les traversèrent et se réunirent aux Seaforths et aux Camerons de la première ligne. Les Gordons traversèrent la redoute Hohenzollern, cueillant dans leurs abris les Allemands qui avaient été dépassés par la première attaque, — puis ils marchèrent vers l'Est sur Haisnes. Ils atteignirent la tranchée de Pékin, à quelques centaines de mètres devant ce village ; il était huit heures du matin. Mais ils restaient en flèche, sans soutiens ; ce n'est qu'à onze heures que la 27e brigade, qui arrivait en seconde ligne, put les renforcer. Cette 27e brigade avait trouvé les boyaux encombrés de blessés et de prisonniers, et elle avait eu beaucoup de peine à avancer ; ce n'est qu'à neuf heures que ses élémens de tête avaient franchi la ligne allemande et qu'elle avait pu marcher à son tour vers Haisnes, en se déployant à la droite des Gordons. Au passage de la crête qui est en face du village, elle fut accueillie par un feu terrible ; elle avança néanmoins jusqu'à la tranchée de Pékin ; quelques élémens atteignirent les avancées d'Haisnes, mais pour recevoir dans le flanc droit le feu de la cité Saint-Élie. Le gros se borna donc à tenir la tranchée de Pékin, au Sud-Ouest du village. La 9e division n'alla pas plus loin ; il aurait fallu, pour forcer la seconde ligne allemande à Haisnes, un bombardement puissant qui ne put être fourni.

A droite de la 9e division, la 7e attaqua également par deux brigades, la 22e à gauche et la 20e à droite. La 22e brigade trouva des fils de fer non coupés, et sa première ligne fut arrêtée par un feu violent ; mais la seconde ligne, formée par le 1er Royal Welsh Fusillers réussit à percer le front allemand ; puis le 2e Queen's, entraînant les bataillons déjà engagés, fonça jusqu'aux carrières qui marquent l'arrivée sur la colline d'Haisnes, à 1 500 mètres au Sud de ce village, les nettoya et, poussant à l'Est, pénétra dans la cité Saint-Élie. Telle fut l'avance de la 22e brigade ; mais elle était trop réduite pour se maintenir aussi loin. Elle s'établit donc dans une tranchée allemande au Nord-Ouest de Saint-Élie. Plus au Sud, la 20e brigade avait remporté un magnifique succès ; en une demi-heure, ses unités de première ligne, 2e Gordons et 8e Devons, avaient poussé jusqu'à l'endroit où la route de Vermelles à Hulluch croise celle de Lens à La Bassée ; là, bien en tête du reste de l'armée et réduites à une poignée d'hommes, elles durent s'arrêter.

Ainsi à midi, le 1er corps, quoique tenu en échec à sa gauche, avait vigoureurement poussé sa droite en avant. En trois points, il avait atteint la seconde ligne allemande, et il avait pris neuf canons; mais il avait perdu beaucoup de monde, et dépensé toutes ses réserves. — A sa droite, le 4e corps avait donné avec la même énergie et le même succès. Il était à trois divisions, la 1re au Nord, la 15e au centre, la 47e au Sud. Chaque division avait deux brigades en première ligne et une en réserve. Chaque brigade faisait un front de deux ou trois bataillons, les autres en soutien. Devant les Anglais, s'étendait la grande ondulation qui porte Loos, et au delà une seconde vague qui porte la cote 70. Anglais et Allemands allaient se battre, orientés comme les Espagnols et les Français en 1648. La 47e division, après avoir rompu le front allemand, devait former un flanc défensif, face au Sud, de façon à couvrir le reste de l'armée contre les contre-attaques qui viendraient de la région Liévin-Lens. A l'abri de cette couverture, la 15e division devait enlever Loos et pousser par la colline 70 jusqu'à la cité Saint-Auguste; plus au Nord, la 1re division devait avancer entre la colline 70 et les lisières Sud d'Hulluch.

A 5 h. 50, les nuages de gaz furent lancés. Le rideau était si épais qu'on ne voyait plus les tranchées ennemies, éloignées de 300 mètres; un joueur de cornemuse écossais, à la 15e division, sortit de la tranchée et se mit à jouer la marche du régiment. L'artillerie allemande tirait avec fureur, mais les mitrailleuses et la mousqueterie faiblissaient. A 6 h. 30, les troupes de tête sortirent, et en quelques minutes elles avaient rompu le front allemand.

A la droite de la 47e division, le 7e London City enlevait un de ces crassiers dont nous parlions tout à l'heure et qui forme au Sud-Ouest de Loos une double colline. A sa gauche, le 6e enlevait la première et la seconde ligne allemandes et s'y consolidait. En une heure et demie, ces deux bataillons avaient saisi leurs objectifs. — Plus à gauche, les London Irish, formant le 18e de Londres, enlevaient la deuxième ligne allemande depuis la route de Lens jusqu'au cimetière de Loos. Deux bataillons qui les suivaient passèrent l'un à droite pour saisir des jardins au Sud de Loos, l'autre à gauche à travers les lisières Sud de cette ville jusqu'à son extrémité Sud-Est. Le soir, la 47e division restait sur ces positions, malgré les plus violentes contre-

attaques. Elle y demeura jusqu'au 29 septembre-1er octobre, où elle fut relevée par le 9e corps français.

La 15e division prolongeait au Nord la 47e. Sa droite était formée par la 44e brigade, juste à l'Ouest de Loos. Celle-ci enleva la première ligne allemande sous un feu terrible de mitrailleuses, dont les servans furent tués jusqu'au dernier ; la seconde ligne fut également défendue avec énergie, puis enlevée. A sept heures, le 9e Black Watch, le 8e Seaforths et derrière eux le 7e Camerons entraient dans Loos, livraient dans les rues, dans les maisons, dans les caves un combat sanglant, émergeaient aux issues Est, et pêle-mêle, victorieux, se jetaient en avant. Malheureusement, ils n'avaient plus pour les guider ces deux tours qui de loin désignent Loos dans le paysage ; cette foule de soldats presque sans officiers, au lieu de marcher à l'Est tourne au Sud-Est. Ils passent en torrent la colline 70, et viennent donner sur les fils de fer et les mitrailleuses de la cité Saint-Laurent, un des faubourgs fortifiés de Lens. Ils s'arrêtèrent là, sous un feu de plus en plus violent.

Pendant ce temps, la brigade de gauche, la 46e, avançait brillamment. Pris d'enfilade par un feu qui venait du Nord, les élémens de gauche faisaient face dans cette direction; mais ceux du centre et de la droite enlevaient deux lignes allemandes et occupaient le vallon qui est entre Loos et Hulluch. Ainsi, vers dix heures du matin, toute la 15e division avait remporté un éclatant succès; mais il fallait des renforts pour poursuivre, et ils avaient été entièrement employés. Enfin, la gauche était complètement en l'air.

Cependant, les troupes qui étaient venues donner dans la cité Saint-Laurent se repliaient, suivies de près par les Allemands. Elles trouvaient sur la cote 70 quelques unités qui avaient fortifié la contre-pente Ouest, à 2 ou 300 mètres de la crête et qui les recueillirent. Elles tinrent là héroïquement, mêlées, décimées, mais indomptables, et revenant à la charge chaque fois qu'elles étaient repoussées. La brigade de gauche, pareillement repliée, tint pareillement sur les pentes Ouest de la colline 70, et toute la 15e division y était accrochée quand le soir tomba, — la gauche au puits 14 *bis*, la droite au Double Crassier. Elle fut relevée pendant la nuit.

Le centre de la ligne anglaise était formé par la 1re division, qui devait marcher en direction d'Hulluch. A sa gauche, le

8e Royal Berkshires, avec de grosses pertes, avait réussi à forcer les fils de fer et la première ligne allemande, puis deux autres lignes, et il était arrivé à petite distance d'Hulluch. A la droite des Berkshires, le 10e Gloucesters avait péniblement enlevé la première ligne, puis, appuyé par le 1er Camerons, la seconde. Les Camerons avaient alors poussé jusqu'à la troisième ligne, l'avaient prise, enlevé deux canons, et ils s'étaient frayé un chemin jusqu'à Hulluch, où quelques hommes étaient entrés. Mais il arriva là ce qui est arrivé partout. Berkshires, comme Camerons, décimés par leur succès, éloignés de leurs soutiens, ne purent ni poursuivre, ni maintenir leur avance, et durent se retrancher à 500 mètres à l'Ouest de la route de La Bassée à Lens. Ils tinrent là avec la dernière énergie, seuls pendant plusieurs heures, jusqu'à l'arrivée des renforts.

Pendant que la brigade de gauche (1re) de la 1re division avançait ainsi, la brigade de droite (2e) souffrait d'une cruelle mésaventure. Au moment de l'attaque, une saute de vent rabattait le rideau de gaz sur les tranchées, et le 60e Rifles et le 1er Royal North Lancashires perdirent du monde avant même d'être sortis. Ils attaquèrent néanmoins, mais pour tomber sur des fils de fer bas, difficiles à voir, couvrant un large espace, et qui n'avaient pas été détruits. Ils se replièrent, se rallièrent, revinrent à l'assaut, mais pour être reçus par la fusillade et le feu des mitrailleuses. Le 2e Royal Sussex, rapidement envoyé en soutien, n'eut pas un meilleur sort. Des hommes arrivaient jusqu'aux fils de fer et tombaient. Le 1er Northamptons vint s'écraser à son tour. Ainsi, toute la 2e brigade avait échoué devant ces 1 200 mètres de tranchées intactes, à un kilomètre au Sud-Est du Rutoire, à un point marqué par un arbre isolé. Après elle, deux bataillons de territoriaux préparés pour intervenir entre la 1re et la 2e brigades, puis la réserve de la 1re brigade, puis la réserve divisionnaire, composée de la 3e brigade, furent appelés pour venir à bout de cette résistance acharnée. Une partie passa au Nord sur le terrain gagné par la 1re brigade et fit un à droite. Une autre partie passa au Sud, et fit un à gauche. Les Allemands se trouvèrent entourés de trois côtés et levèrent les mains. Plusieurs centaines furent pris. Mais leur résistance avait arrêté tout le jour la 2e brigade et paralysé en réalité le mouvement de toute la 1re division. La journée était

maintenant trop avancée pour que l'attaque sur Hulluch pût être reprise.

On peut dire que la défense des Allemands aux tranchées de l'Arbre Isolé, en aspirant les réserves qui auraient été nécessaires à soutenir les progrès des corps qui avaient avancé, décida de la journée. Les diverses unités anglaises restèrent au point où elles étaient parvenues; celles qui avaient gagné le plus de terrain étaient dans la condition la plus difficile, réduites en nombre, découvertes aux deux flancs, bombardées, fusillées, et presque sans abri. De plus, dans l'ombre de la nuit, le front anglais se trouva forcé par une contre-attaque allemande, entre la 9e et la 7e division, à ce point où sont des carrières, à un kilomètre environ dans l'Ouest de Saint-Élie. La position britannique y semblait si assurée qu'elle fut dégarnie. Tout à coup, les Allemands apparurent en masse, et toute la 22e brigade, formant la gauche de la 7e division, fut rejetée sur l'ancienne première ligne allemande, où elle se cramponna, au Sud de la redoute Hohenzollern, à un point appelé le Nez du Pape. Mais ce recul avait découvert les flancs des brigades voisines. A gauche, la 27e, déjà en l'air devant Haisnes, dut se replier d'abord à la hauteur de la seconde ligne allemande, puis, complètement tournée, refluer jusqu'à ses tranchées de départ. Plus à gauche encore, sur le front de la 26e brigade, maintenant relevée par la 73e, une attaque allemande enleva les Trois-Cabarets, position avancée à 800 mètres à l'Est de la fosse 8; mais elle fut vivement rejetée.

A droite, la 20e brigade était également compromise. Elle se trouvait si en avant qu'une attaque allemande, partie du Nord-Est, vint tomber derrière elle sur ses ravitaillemens. Il fallut non seulement se replier, mais s'ouvrir un chemin par une lutte sauvage, en reculant jusqu'à la hauteur de l'ancienne seconde ligne allemande. Au matin du 26, la ligne anglaise, infléchie par la perte des carrières et fortement pressée par places, était toutefois rétablie.

Dans la journée du 26, on essaya de reprendre les carrières. Trois bataillons de la 2e division réussirent à s'établir à 200 mètres de cette position, tandis qu'à leur gauche, la 27e brigade, rejetée, comme nous l'avons vu, dans ses lignes pendant la nuit, au Sud-Est de la redoute Hohenzollern, regagnait un peu de terrain.

Mais les Allemands préparaient une violente contre-attaque pour le 27. Sur le front des carrières, et plus au Nord, sur le front de la 27e brigade, ils furent repoussés; mais plus au Nord encore, la 73e brigade, qui couvrait la fosse 8, fut repoussée; une lutte désespérée s'engagea dans les ruines des maisons de mineurs; enfin, à une heure de l'après-midi, la fosse tout entière avait repassé aux mains de l'ennemi, qui débordait ainsi la redoute Hohenzollern par le Nord. — La position des unités anglaises, Argylls et Sutherlands, qui tenaient à l'Est de cette redoute, dans l'ancienne seconde ligne allemande, dite la Fosse Allee, devenait très dangereuse; elles durent se replier, serrées de près par les Allemands. Ainsi, la redoute Hohenzollern, attaquée du Nord et de l'Est, était dans la position la plus critique.

On se rappelle que la 73e brigade avait relevé la 26e; celle-ci, réduite à un quart de son effectif, se sacrifia une fois de plus. Dans une charge magnifique, elle donna le temps aux débris des corps qui se repliaient de la fosse 8 et de la Fosse Allee d'organiser la défense de la redoute. Enfin, à huit heures du soir, la 28e division vint relever les héroïques survivans de la 9e. Mais la 28e division elle-même prenait la défense dans des conditions extrêmement difficiles. On se rappelle que la redoute avait été construite par les Allemands en avant de leur front de tranchées, comme une sorte de cap avançant vers l'Ouest. Le front de tranchées passait donc à l'Est de la redoute et portait là le nom de Dump trench. La redoute était reliée aux tranchées : 1° par deux boyaux perpendiculaires, North face et Sud face; 2° par deux courtines obliques, Little Willie au Nord et Big Willie au Sud.

Le 28, la 85e brigade fit une très brillante attaque pour reprendre la Dump trench, sans pouvoir s'y établir solidement. En fin de journée, les Anglais ne tenaient entièrement que la redoute principale et le Big Willie; tout le reste, le Little Willie, la North et la Sud face, et la Dump Trench, étaient partagés entre les deux adversaires. Le 29, à quatre heures, les Anglais perdirent la South face, et même un instant le Big Willie qu'ils reprirent. Le 30, pas de changement, quoiqu'on se batte toute la journée. Dans la nuit, la 85e brigade est relevée par la 84e, dans les ruines de la redoute, dont certaines tranchées étaient complètement détruites.

Le 1er octobre, après un combat acharné, les Allemands occupaient entièrement le Little Willie, c'est-à-dire la courtine Nord qui relie la redoute à la fosse 8. Le 3, ils faisaient un violent effort depuis la redoute jusqu'aux carrières. La 84e brigade, déjà très réduite, ne pouvait soutenir le choc, et à midi les Allemands rentraient dans les ruines.

V

Le 8 octobre, une large attaque allemande sur tout le front de bataille depuis Cuinchy jusqu'à Grenay échoue : dans cette affaire, l'ennemi laissa, dit-on, 7 à 8000 morts sur le terrain. Le 13 et le 14, les Anglais attaquaient à leur tour et rentraient dans la redoute Hohenzollern. Le 15, la bataille pouvait être considérée comme terminée. Dans son rapport, le 19, sir John French décrivait le nouveau front. Ce front se séparait de l'ancien à 1200 mètres au Sud d'Auchy, passait par la tranchée principale de la redoute Hohenzollern, et poursuivant vers l'Est, à 400 mètres au Sud de la fosse 8, allait atteindre les carrières, dont les Anglais occupaient l'angle Sud-Est. De là le front courait au Sud-Est jusqu'à 500 mètres d'Hulluch, suivait au Sud la route d'Hulluch à Lens jusqu'à la colline 70, tournait au Sud-Ouest par les pentes occidentales de cette colline, puis enfin à l'Ouest, et se raccordait ainsi à l'ancienne ligne. Le terrain gagné représentait un saillant dont la corde était à peu près de 7000 mètres, la flèche de 3000.

Le front britannique est encore aujourd'hui à peu près ce qu'il fut alors. De Cuinchy il vient au Sud-Est par la redoute Hohenzollern; seulement, comme la guerre a depuis sept mois pris surtout la forme d'une guerre de mines, le front de la redoute apparaît maintenant comme une suite de cratères. — Puis la ligne continue toujours au Sud-Est vers les carrières, tourne ensuite au Sud vers Loos qui est aux Alliés, et de Loos se replie au Sud-Ouest, par le Double-Crassier, pour contourner la grosse agglomération Lens-Liévin-Angres, qui est à l'ennemi. A la fin de 1915, le front passait à 1500 mètres à l'Ouest d'Angres, et il n'a pas varié depuis.

Mais nous sommes ici sur le terrain où l'attaque a été menée le 25 septembre 1915 par la 10e armée française. — Nous n'avons pas pour cette attaque autant de détails que pour

l'attaque anglaise, ni que pour la bataille de Champagne, dont il existe des récits assez détaillés. Le seul document publié sur la composition de l'armée du général d'Urbal se rapporte à l'action du 9 mai et des semaines suivantes. C'est une note officieuse allemande du 17 juillet 1915 énumérant les unités françaises qui ont pris part à la bataille d'Artois jusqu'à cette date. Elle cite les 3e, 9e, 10e, 17e, 20e, 21e, 33e corps, les 48e et 53e divisions.

L'objectif, le 25 septembre, était limité à la région Souchez-crête de Vimy. L'attaque sur Souchez fut déclenchée à 12 h. 35. Elle se faisait de trois côtés. Par l'Est de Notre-Dame-de-Lorette, le 33e corps, marchant sur Givenchy, devait atteindre le ruisseau de Souchez, en aval de cette ville. En vingt minutes, il avait atteint le bois en Hache qui forme l'extrémité Est du plateau de Lorette, et il se trouvait sur le ruisseau, ayant débordé Souchez par le Nord. Deux autres colonnes marchaient de l'Ouest, l'une par Ablain, l'autre par Carency. Enfin, une dernière venait du Sud, partant de la Targette, et suivant face au Nord la route d'Arras à Béthune, son objectif étant le Cabaret-Rouge, avancée de Souchez au Sud. L'énergie de la défense allemande sur les avant-positions obligea le commandement français à remettre l'attaque finale sur Souchez même au lendemain. Mais les Allemands, presque cernés, évacuèrent la position où les Français entrèrent le 26. L'ennemi se retira à un kilomètre environ en arrière sur sa seconde ligne qui passait par la colline 119 et se reliait au Sud-Est avec la falaise de Vimy, à la cote 140.

Les Français se préparèrent donc à donner le 28 l'assaut aux collines 119 et 140. De son côté, le prince de Bavière y établit deux divisions de la Garde, récemment rappelées du théâtre oriental. L'attaque française emporta au Nord une partie des bois de Givenchy; mais, plus à droite, elle ne put forcer la colline 119, et plus à droite encore, sur la colline 140, elle ne put arriver qu'à 800 mètres environ du sommet. Au Nord-Est de Neuville, le 3e corps trouva une résistance très énergique : le verger de la Folie fut atteint, mais non la ferme; enfin, à l'Est de Neuville, à l'extrême droite des Français, Thélus ne put être atteint par le 21e corps. Le 3 et le 4 octobre, la bataille continua avec fureur au bois de Givenchy et à la colline 119, sans amener de résultat. Puis du

9 au 15, les Allemands firent une série de contre-attaques également inutiles, la ligne française tenant toujours par le bois en Hache, le bois de Givenchy, l'Est de Souchez, et les pentes de la colline de Vimy. Ce sont toujours dans l'ensemble les positions de nos lignes, à ceci près que, dans leur dessin, quatre saillans qu'elles faisaient ont été rabotés par les Allemands en janvier 1916.

VI

Nous voici arrivés à la hauteur d'Arras. De là jusqu'à l'Oise, nous sommes sur un champ de bataille consolidé depuis près de vingt-deux mois, et qui en 1915 a vu des jours aussi calmes que la région précédente a vu des jours orageux.

Les accidens de terrain, comme ceux qui ont donné lieu à la crête Lorette-Vimy, sont terminés. Maintenant, les assises du sol sont si faiblement ondulées qu'il a fallu le travail persévérant des géologues pour reconnaître cette ondulation. Le terrain est une nappe homogène de craie, épaisse de 60 à 80 mètres, et couverte elle-même d'un manteau de plusieurs mètres de limon. C'est une vaste étendue de céréales et de champs de betteraves, avec de gros villages, espacés les uns des autres, assemblés autour des points d'eau et enveloppés de vergers. Ils apparaissent comme des bouquets verts sur le plateau de culture. Ils se suffisent à eux-mêmes, et chacun contient les industries qui lui sont nécessaires.

Les rivières, petites, limpides, d'humeur paisible et égales dans leur débit, coulent dans de larges vallées creusées dans le plateau, et dont les berges sont à pic. L'eau des pluies, absorbée par le limon et la craie du plateau, reparaît de toutes parts dans la vallée. Autant ce plateau est sec, autant la vallée est humide, remplie de tourbières, de canaux, d'hortillons où se font les cultures maraîchères, ou de marais solitaires, dont les roseaux sont habités par le gibier d'eau. Cette largeur des vallées parcourues de courans incertains augmente leur valeur défensive.

Au Sud de la Somme, l'horizontalité est plus complète encore : on est dans la région du Santerre, haute d'environ cent mètres. Entre la Somme et l'Avre, la différence du point le plus haut avec le point le plus bas n'atteint pas vingt mètres.

Mais aux sources de l'Avre, le terrain se relève, recommence à onduler, et un dos de terrain sépare le domaine de cette rivière de celui de l'Oise : buttes de sable couronnées d'argile, dernières hauteurs par où le bassin de Paris vient mourir sur la plaine picarde; l'amplitude de ces mouvemens atteint environ 80 mètres, la cote la plus haute, entre Lassigny et Ribécourt, étant à 188 mètres. De plus le sable amène la présence des bois, qui change la figure du pays. Ainsi le front qui s'étend entre la Somme et l'Oise change de caractère de la gauche à la droite; Roye, au Nord-Ouest, est encore sur le plateau nu du Santerre; Lassigny, au centre, est juste à la naissance des collines; puis ces collines s'élèvent, se boisent, redescendent vers l'Oise, et Ribécourt est à leur pied Est.

Le front s'est fixé là aussitôt après la bataille de la Marne, au moment où chacun des deux adversaires cherchait à déborder l'autre par son flanc occidental. Dès le 11 septembre 1914, le commandant en chef des forces françaises prescrivait au général Maunoury, commandant la 6e armée, d'avoir sur la rive droite de l'Oise des forces aussi importantes que possible. Le 17 septembre, il renouvelait et précisait l'ordre. Il faisait revenir de Lorraine la 2e armée, alors commandée par le général de Castelnau, et il la mettait à la gauche de l'armée Maunoury, de l'Oise à Arras; puis il plaçait à sa gauche l'armée Maudhuy (10e armée).

De leur côté, les Allemands, par une manœuvre analogue, faisaient passer à la droite de l'armée von Klück, qui jusque là avait été leur armée d'aile, une armée nouvelle, qui emprunte le nom et le général de la IIe armée, mais qui est faite de corps qui ont livré sur le front lorrain la bataille du Grand-Couronné; le Ier et le IIe bavarois et le XXIe viennent de la VIe armée; le XIVe de réserve vient de la VIIe. Ainsi les soldats de Castelnau retrouvent devant eux, sur la Somme, les mêmes adversaires qu'ils ont combattus dans l'Est. On y a seulement joint le XVIIIe corps, emprunté à la IVe armée. Puis, de même que les Français alignaient l'armée Maudhuy à la gauche de l'armée Castelnau, les Allemands alignaient la VIe armée (prince royal de Bavière) à la droite de la IIe, avec le IVe corps, la Garde, le Ier corps bavarois de réserve, et une forte cavalerie qui le prolongeait vers le Nord, comme nous étions nous-mêmes prolongés par les corps de cavalerie Conneau et de Mitry.

En somme, la 2e armée française a devant elle, au Nord de l'Oise, la droite de l'armée von Klück (IXe corps de réserve), puis le XVIIIe corps, le XXIe, le Ier bavarois, le XIXe de réserve, une division de la Garde et le IIe bavarois, qui forment la IIe armée allemande (von Bülow); enfin, le IVe corps, qui forme la gauche du prince de Bavière. C'est entre ces forces que se livre, au début d'octobre 1914, une bataille acharnée, qui laisse aux Allemands Lassigny et Roye et qui fixe le front sur les positions actuelles.

A la faveur de cette bataille, l'armée Maudhuy plus au Nord s'établit dans Arras où elle devance l'ennemi, puis sur les hauteurs de Lorette où elle ne peut l'empêcher de se retrancher, mais où elle le contient, enfin dans la plaine des charbonnages jusqu'au canal de La Bassée. Elle est à son tour attaquée ; à la bataille de Roye-Lassigny succède une bataille d'Arras. Mais elle tient bon devant la ville, et cette fixation du front permet à l'armée anglaise de s'établir à son tour au Nord de l'armée Maudhuy.

Les positions actuelles sont encore, à peu de chose près, les positions finales de ces deux batailles d'Arras et de Roye-Lassigny. A Arras, les lignes enveloppent la ville, par Saint-Laurent et Blanzy. Elles passent au Sud-Est d'Arras, en laissant Beaurains aux Allemands, puis tournent au Sud-Ouest entre Foucquevillers et Gommecourt, passent devant Hébuterne (Français), Beaumont-Hamel (Allemands), franchissent l'Ancre à 6 kilomètres environ en amont d'Albert, et interdisent l'angle aigu qui est entre l'Ancre et la Somme, laissant aux Allemands Thiepval, La Boisselle et Fricourt, mais mettant dans nos lignes Carnoy.

La Somme est franchie à la hauteur de Frise. Entre Carlu et ce village, la rivière dessine un coude vers le Nord. Frise, sur la rive Sud, exposé et indéfendable, était une proie facile aux Allemands, qui l'ont enlevé en effet au début de 1916. De là le front court vers le Sud, à travers les plateaux du Santerre. Il coupe la voie romaine d'Amiens à Vermand à l'Est de Foucaucourt, et plus au Sud la voie ferrée d'Amiens à La Fère, entre Lihons (Français) et Chaulnes (Allemands). De là il enveloppe Roye, dont les Allemands tiennent les avancées par Parvillers (Nord-Ouest), Andéchy (Ouest) et Beuvraignes (Sud). De Beuvraignes, le front court vers le Sud-Est, laissant Lassigny aux Allemands, et il atteint l'Oise.

VII

Voilà le dessin du front. Il représente une série de positions de fin de combat, figées en décembre 1914 à Nieuport, en avril 1915 au Nord d'Ypres, en août à l'Est d'Ypres, en mars entre Armentières et La Bassée, le 13 octobre entre La Bassée et Lens, au début d'octobre avec des modifications au début de 1916 entre Lens et Arras, le 15 juin 1915 entre Hébuterne et Serre, en octobre 1914 entre la Somme et l'Oise.

Ainsi il paraît comme le résultat, d'une série d'événemens accidentels, superposés dans le temps et juxtaposés dans l'espace. Mais c'est mal comprendre cette ligne de feu que de la réduire à l'épaisseur des tranchées. Elle se développe sur un théâtre d'opérations qui a des propriétés particulières. Quelles sont ces propriétés ? Que représente, au point de vue militaire, l'échiquier sur lequel une partie si importante va se jouer ?

Partons de Paris et marchons vers le Nord ; nous trouvons d'abord devant nous la vallée de la Somme, constituée en barrière; puis, au delà de la Somme, à la hauteur de Lens, la ligne de falaises qui marque la limite des charbonnages ; enfin, plus au Nord encore, la ligne qui fait le pied des falaises picardes, avec La Bassée, et enfin la ligne de la Lys. Il y a eu de tout temps une ligne des places de la Lys, avec Aire et Warneton; une ligne des falaises picardes, avec, à leur pied, Lillers et La Bassée ; une ligne des hauteurs de Gohelle, en face de Lens; une ligne de la Scarpe, avec le front Arras-Saint-Pol ; une ligne même de l'Authie, avec Doullens; et enfin une ligne des places de la Somme, Amiens, Péronne, Ham, Saint-Quentin.

Le pays se présente donc comme une suite de rideaux, de vallées larges et marécageuses, de crêtes, d'obstacles qui couvrent Paris; mais cette propriété s'interrompt bientôt sur la droite, et les conditions changent complètement.

Pour peu en effet que nous nous déplacions vers l'Est, toute cette ondulation du sol s'éteint. Les accidens que nous avons vus viennent mourir à l'Est du méridien d'Arras, et une vaste plaine les remplace, un véritable golfe, ouvert vers le Nord et qui a sa tête vers Saint-Quentin. Le mot de golfe n'est point ici une figure. Il s'agit, en effet, d'une dépression réelle par où les

eaux des mers tertiaires, venant du Nord, ont envahi le bassin de Paris. Les sables qu'elles ont laissés près de leurs rivages, et qui se sont couverts de bouquets de bois, rappellent encore leur présence. Les rivières, sur le fond desséché du golfe, coulent encore suivant sa pente. Et il est curieux, mais non pas surprenant, de voir, après des milliers de siècles, le flot des armées suivre le même chemin que jadis le flot des mers.

Militairement, ce golfe se présente sous la forme d'une trouée, large d'une trentaine de kilomètres à son goulot le plus resserré, entre l'Escaut à gauche et la Sambre à droite. Dans les plans de défense faits après la guerre de 1870, cette trouée, grand'route obligée de l'envahisseur, devait être solidement barrée par une ligne de quatre places : à gauche, Condé et Valenciennes sur l'Escaut; au centre, le Quesnoy; à droite, Landrecies sur la Sambre.

Cette barrière qui constituait la position centrale, le point d'appui de l'armée de campagne, avait en outre une position avancée qui l'éclairait et qui était Maubeuge. Mais on comptait peu sur cette place, qui pouvait être débordée dès le début des hostilités.

On considérait comme peu probable que l'ennemi jetât de grandes forces plus à l'Ouest, dans les Flandres. Toutefois, on admettait que Lille, à cause de son importance, devait être défendu. Entre Lille et la gauche de la position centrale, deux rivières, affluens de gauche de l'Escaut, formaient deux fossés successifs : le plus avancé était la Scarpe, qui se reliant vers Douai à la Deule formait avec elle un fossé continu entre l'Escaut et Lille; en seconde ligne, cette coupure était redoublée par la Sensée.

A l'Ouest de Lille, les vieilles places d'Aire et de Saint-Omer, qui pouvaient, en cas de guerre, être armées d'ouvrages semi-permanens, faisaient liaison avec le camp retranché formé au bord de l'Océan au moyen des quatre anciennes places de Dunkerque, Calais, Gravelines et Bergues.

Sur la droite, le noyau défensif entre Escaut et Sambre était prolongé par une région naturellement facile à défendre, la Thiérache, où les taillis et les forêts se prêtent à une défense pied à pied. L'envahisseur devait y trouver nos avant-postes établis dans les bois, entre Landrecies et Rocroi, sur de bonnes

positions. Des rivières comme les deux Helpe forment des coupures, redoublées en arrière par le haut cours de l'Oise qui, d'Hirson à Guise, coule d'Est en Ouest. Enfin, le fort d'Hirson devait donner un point d'appui à la défense.

En somme, de la mer à la Meuse, d'après les plans établis au lendemain de la guerre de 1870, l'envahisseur devait trouver : 1° le camp retranché Dunkerque-Calais-Bergues-Gravelines; 2° à droite de ce camp, les vieilles places de Saint-Omer et d'Aire, tenant l'une l'Aa, l'autre la Lys; 3° à droite encore, Lille; 4° de Lille à l'Escaut, le fossé de la Deule-Scarpe, gardé par Douai, et redoublé en arrière par la Sensée; 5° entre l'Escaut et la Sambre, le noyau défensif principal formé par Condé et Valenciennes à gauche, le Quesnoy au centre, Landrecies à droite; l'intervalle entre le centre et la droite était de plus couvert par la forêt de Mormal; enfin, Maubeuge en avant éclairait la position; 6° à droite de la Sambre, une région naturelle de défense, constituée par des bois et des coupures, et qui avait sa limite méridionale au fossé de l'Oise entre Guise et Hirson.

On sait ce qu'ont pesé ces défenses dans la guerre actuelle. La partie occidentale a été préservée au mois d'août par sa position excentrique, et au mois d'octobre par la défense d'Ypres et de l'Yser, de sorte que l'ennemi n'a pas pu dépasser de beaucoup vers l'Ouest Lille et La Bassée; mais la partie orientale, le rideau défensif proprement dit, a sauté au moment de la bataille des frontières (22-24 août). La barrière de l'Oise à la hauteur de Guise aurait pu servir à arrêter les Allemands, et elle a été le théâtre d'un brillant combat. Mais le commandement français a craint d'être tourné sur sa gauche et a ordonné la retraite jusqu'à la Marne.

Une fois le rideau défensif forcé, on se trouve dans la région que nous avons déjà décrite : collines de Picardie à l'Ouest, plaine de Douai à l'Est. Naturellement, la limite commune entre la plaine et les collines forme une ligne Nord-Sud très importante, que chacun a cherché à saisir. Elle est jalonnée par La Bassée, Lens et Arras. Les Français ont saisi Arras, mais se sont laissé devancer à Lens et à La Bassée. Le front depuis lors continue à festonner autour de cette ligne.

VIII

Cet échiquier a été, en 1648, le théâtre d'une action qui s'est jouée précisément sur cette ligne Nord-Sud qui jalonne aujourd'hui le front. Tous les champs de bataille sont des lieux obligés! Après des siècles, les nations ennemies, pour vider leurs querelles, se donnent les mêmes rendez-vous. — A la fin de 1647, les Espagnols tenaient, sur la ligne où l'on se bat aujourd'hui, Dixmude, Ypres et Armentières; mais ils s'arrêtaient là; au Sud d'Armentières, les Français tenaient La Bassée et Lens. De plus, chacun des partis avait des positions avancées à gauche et à droite. A l'Ouest, les Espagnols tenaient Aire, et à l'Est Landrecies. En revanche, les Français avaient une position jetée en flèche au Sud-Est d'Ypres à Courtrai; à l'Ouest, ils tenaient Dunkerque et les petites places qui l'entourent. Le quartier général français était à Arras, le quartier général ennemi à Lille, où est encore celui du Kronprinz de Bavière. Au mois de mai 1648, commence une véritable partie de quatre coins. Les garnisons françaises de Dunkerque d'une part, de Courtrai d'autre part, marchent sur Ypres, qui est à mi-chemin des deux villes. Condé, venant de Péronne avec le gros de l'armée, arrive en même temps qu'eux. La tranchée devant Ypres fut ouverte le 19 mai, et la ville capitula le 27. Mais pendant que le gros des forces françaises assiégeait Ypres, l'archiduc ripostait en allant le 19 mai prendre Courtrai, fort avancé dans ses lignes et dégarni. A Paris, les ennemis de Condé lui imputèrent la perte de la place. Il répondit par un mémoire où il y a des phrases bien curieuses : « On n'a travaillé cet hiver en pas une de nos places du côté de la mer, si bien qu'elles ne se peuvent défendre qu'à force d'hommes; *les ennemis n'épargnent rien pour fortifier les leurs*, si bien qu'avec cinq cents hommes ils peuvent mieux défendre une place que nous avec quinze cents. » (4 juin.)

Ayant enlevé Ypres, les Français tiennent donc la ligne Dunkerque-Ypres-La-Bassée-Lens-Arras, semblable en beaucoup de points à la ligne actuelle. En face d'eux, les Espagnols ont Ostende-Aire-Dixmude-Courtrai-Armentières-Douai-Cambrai. De Dunkerque, Rantzau essaie une entreprise sur Ostende, et échoue. Entre Ypres (Français) et Dixmude (Impériaux), nous

tenons à Knocke le confluent de l'Yperlée et de l'Yser, non loin du point où se fait maintenant la liaison entre les Français et les Belges ; — Knocke, que Condé appelle « le poste le plus considérable de Flandre, sans lequel Ypres ne peut subsister. » (29 juin.)

A la mi-juin, l'archiduc, avec le gros de ses forces, entreprit l'opération classique de la descente en France. Tandis que ses avant-gardes venaient insulter les places de la Somme, lui-même venait prendre position devant le Catelet, tout à fait à l'extrémité Sud de la ligne de l'Escaut, à la naissance du plateau commun à ce fleuve et à la Somme, et qui fait crête de partage entre leurs sources ; à la limite par conséquent des deux grands versans, l'un vers la mer du Nord, l'autre vers la Manche : étape importante sur la route des Pays-Bas vers Paris. — Les avant-gardes tenaient sur la ligne de l'Oise supérieure entre Saint-Quentin, Guise et Rocroi, là même où se fera la halte principale dans la retraite de 1914. Condé traversa Arras, le 22 juin, arriva devant le Catelet le 26, et obligea l'archiduc à reculer au delà de Landrecies. Les deux adversaires se retranchèrent sur ce que nous avons appelé le rideau défensif. L'archiduc était couvert à droite par la forêt de Mormal, au centre par Landrecies et à droite par l'Helpe. Après trois semaines, il leva le camp et rentra à Lille. L'armée française en fit autant et revint vers Arras par Souchez (20 juillet).

On a vu comment, en 1914, l'armée de Lorraine avait été transportée entre l'Oise et la Somme, et avait passé ainsi de l'aile droite de notre dispositif général à l'aile gauche. Un mouvement analogue fut exécuté en 1648. L'armée d'Alsace commandée par d'Erlach reçut l'ordre du Roi, expédié le 20 juin, de marcher vers Luxembourg : puis, le 27 juillet, un second ordre de s'acheminer de Metz sur Guise.

Les Espagnols cependant avaient repris l'offensive à leur aile droite. Le corps opérant en Flandre maritime investissait Furnes (24 juillet), et le gouverneur d'Aire, sur la haute Lys, menaçait Saint-Venant, ville située un peu en aval sur la même rivière. Condé fit faire demi-tour à son armée à Souchez, et la ramena à Béthune, puis à Hinges, d'où il pouvait à sa gauche secourir Saint-Venant, et à sa droite surveiller l'archiduc, qui était à dix lieues dans le Nord-Est, à Warneton. Mais, à notre extrême

gauche, Rantzau, qui commandait Dunkerque, laissa prendre Furnes (3 août).

On se rappelle cette petite ville, à l'arrière de l'Yser, si souvent bombardée depuis 1914. Sa chute en 1648 fit à Paris un effet déplorable. Mais au même moment, les troupes d'Alsace atteignaient l'Oise, et allaient renforcer l'armée de Condé. La grande partie allait se jouer. C'est l'archiduc qui l'entama. Le 11 août, les colonnes quittant le camp de Warneton remontèrent la Lys et vinrent assiéger le château d'Estaires. Ce point, disputé aussi en octobre 1914, commande le confluent de la Lys avec un affluent qui vient de Béthune, le Lawe. En d'autres termes, il domine la croisée de la Lys sur la route qui mène de Béthune à la Flandre maritime. C'est donc un point très important. Condé ne put le sauver, et le château se rendit le 12 août. Tout ce que put faire M. le Prince fut de barrer la Lys un peu en amont, à Marville, en couvrant ainsi Saint-Venant du côté de l'Est. L'archiduc n'insista pas dans cette direction. Il fit tête de colonne à gauche et fila au Sud sur Béthune. Condé aussitôt fait colonne à droite, vient lui interdire le chemin.

Les 4000 hommes de l'armée d'Alsace qui étaient sur l'Oise le 9, arrivaient à Arras le 14, tournaient au Nord et rejoignaient Condé à Béthune le 16. Mais, en même temps, l'archiduc entreprend une nouvelle manœuvre. Dans la nuit du 15 au 16, il décampe d'Estaires, file au Sud-Est, passe devant La Bassée, franchit le canal, et le 18 au matin il débouche dans la plaine de Lens. Cette place, qui était en fort mauvais état, se rendit dans la nuit du 18 au 19. Ainsi l'archiduc, par ce vaste mouvement circulaire, avait tourné autour de la droite de Condé, et venait se placer sur ses communications, coupant la route entre Béthune et Arras. Condé, qui avait deviné la manœuvre, se porta de La Bassée sur Lens; mais il était trop tard; arrivé à Loos, il trouva l'archiduc devant lui, et la bataille se livra à fronts renversés, l'archiduc adossé à la France, Condé adossé aux Pays-Bas.

La victoire de Condé arrêta l'invasion; mais supposons maintenant qu'un envahisseur ait réussi à se rendre maître du rideau défensif et qu'aucune force sur les plateaux picards ne soit venue menacer son flanc droit entre La Bassée et Arras. Il poursuit sa marche sur Paris. Quel nouvel obstacle va-t-il rencontrer devant lui? Il n'en existe plus qu'un, la vallée de la

Somme. Elle est étendue comme une barrière d'Ouest en Est, entre Amiens et Péronne. Puis à six lieues environ dans le Sud-Est de Péronne, en amont de Ham, elle est continuée par le canal Crozat jusqu'à l'Oise, à peu près à la hauteur de La Fère.

Cette ligne Amiens-La Fère apparaît d'une manière très différente, suivant que l'envahisseur vient du Nord ou vient de l'Est. Pour celui qui vient du Nord, elle est la dernière barrière à forcer avant le camp retranché de Paris. C'est là qu'en 1712 Louis XIV veut, en cas de revers, mourir avec sa dernière armée, ou sauver l'État. C'est par là qu'après Waterloo le flot des alliés descend sur la France, Blücher par Saint-Quentin, Wellington par Cambrai et Péronne. La Somme fut passée entre Bray et Ham.

A un envahisseur qui vient de l'Est, et qui est maître de l'Oise, la conquête de la ligne de la Somme donne le débouché sur Rouen, qui permet d'envelopper Paris par l'Ouest. C'est dans cette direction que les Allemands se présentèrent en 1870. Une grande ligne ferrée circulaire entoure Paris par Reims, Laon, La Fère, Amiens et Rouen. Cette ligne était capitale pour les Allemands : dès le milieu de novembre (ils avaient déjà Reims et Laon), Moltke ordonnait à Manteuffel de prendre Amiens comme objectif. Manteuffel attaqua du Sud-Est, en venant de la région de Roye-Montdidier. Le 27 novembre, il entrait à Amiens. De là il filait sur Rouen, qui était occupé quelques jours plus tard. La voie circulaire autour de Paris était entièrement aux mains de l'ennemi.

IX

Au début de 1916, les forces britanniques en France, par un accroissement continu, se sont étendues au Sud jusqu'à la Somme, libérant notre 10e armée, qui a pu être envoyée ailleurs, et se mettant en liaison avec la gauche de la 6e. — De son côté, quelles forces l'ennemi a-t-il rassemblées? Nous avons dit qu'elles se composaient de trois armées. Comme les armées françaises qui leur faisaient face, ces armées sont venues, après la bataille de la Marne, prolonger progressivement le dispositif depuis l'Oise jusqu'à la mer. Et, toujours comme les armées françaises, elles sont venues se souder l'une à l'autre en s'étendant de plus en plus vers le Nord.

Ce fut d'abord une armée qui prit le nom de la IIe armée, composée comme nous l'avons dit, d'unités retirées à trois armées de l'Est, la VIIe, la VIe et la IVe. On remarquera que la Ve armée, l'armée du Kronprinz, qui était déjà devant Verdun, est la seule qui n'ait rien fourni. Au contraire, elle reçut un des corps de la VIe armée, le IIIe bavarois.

Cette VIe armée, qui avait combattu devant Nancy sous les ordres du Kronprinz de Bavière, avait donc donné tous ses corps, sauf un, le Ier bavarois de réserve. Le prince de Bavière se transporte avec ce corps devant Arras, à la droite de la IIe armée, et reconstitue là une nouvelle VIe armée, avec un corps de la Garde, le XIXe corps donné par l'armée de Champagne, le IVe donné par l'armée de l'Oise, le VIIe qui vient de l'ancienne IIe armée, et le XIVe qui vient d'Alsace.

Ainsi, à l'automne de 1914, toutes les forces allemandes de l'Est et une partie de celles du centre regroupées en deux armées nouvelles remontent précipitamment vers la mer. La défense de la Lorraine et des Vosges sera désormais assurée par des formations d'Ersatz et de Landwehr. — Cependant le front continue à s'élever vers la mer. Alors, à la droite de la VIe armée va se placer une armée pareillement nouvelle. Comme les deux précédentes, elle va prendre le nom et, pour ainsi dire, relever le titre d'une armée antérieurement existante, et elle sera dite IVe armée, quoiqu'elle n'ait avec l'armée qui avait combattu sous ce nom d'autre rapport que d'être commandée par le même chef, le duc Albert de Wurtemberg.

Cette IVe armée est composée de deux unités qui viennent de faire le siège d'Anvers, la IVe division d'Ersatz et le IIIe corps de réserve. Mais surtout elle est faite de quatre corps de seconde ligne, préparés dans le plus grand secret, qui apparaissent pour la première fois sur le champ de bataille, et qui portent les numéros XXII, XXIII, XXVI, XXVII.

Ce sont ces trois armées, qui tiennent encore le front de Roye jusqu'à la mer. Mais naturellement, il y a eu des remaniemens dans la suite de ces dix-huit mois. L'esprit de ces remaniemens est bien net. Les Allemands ont grossi l'armée centrale, l'armée du prince de Bavière, et diminué les deux armées d'ailes, celle du duc de Wurtemberg au Nord, celle du général von Bülow au Sud.

Il est aisé de comprendre le mécanisme de ce mouvement.

Le jour où les Allemands ont renoncé à l'entreprise sur Calais, le front des Flandres est revenu à son degré naturel d'importance, c'est-à-dire à celui d'une zone où aucun des deux adversaires n'avait de raison de tenter d'opération de premier ordre. Quant à la région entre la Somme et l'Oise, nous avons vu quel calme y a régné pendant toute l'année 1915. — Au contraire, au centre de la ligne, les Français avaient un intérêt considérable à s'avancer dans la plaine de Douai. Il y avait donc pour les Allemands urgence à se renforcer dans cette région.

Avant l'attaque du 9 mai, la VIe armée comprenait 16 divisions, plus deux en réserve à l'arrière, la LVIIIe à Roubaix, la CXV^{e} à Douai. Pendant la bataille, il arriva en renfort huit divisions, unités qui étaient au repos derrière le front, ou qu'on prélève sur les unités des secteurs tranquilles : la IVe armée donne la valeur d'une division, l'armée de Champagne en donne une, le détachement de Woëvre en donne une.

Pendant la bataille du 25 septembre, nouvelle arrivée de renforts ; mais cette fois, le problème est plus compliqué, puisque les Français attaquent en même temps en Champagne. Néanmoins, 45 bataillons sont prélevés, soit sur les corps voisins, soit sur les corps au repos à l'arrière. C'est ainsi que la Garde revient de Charleroi, et qu'une division du Xe corps accourt de Cambrai. Quant aux bataillons prélevés sur les corps voisins, voici comment ils ont été amenés. Chaque régiment allemand avait un bataillon en première ligne, un bataillon en seconde ligne et un bataillon à l'arrière, au repos. Ces troisièmes bataillons ont été ramassés et jetés en toute hâte dans le combat, soit en Champagne, soit en Artois.

Avant de décrire l'ordre de bataille actuel, rappelons une autre donnée. Au début de la guerre, tous les corps allemands étaient en ligne. La plupart des théoriciens allemands condamnaient les réserves stratégiques. La longue durée de la guerre, le service des tranchées, la fatigue des batailles, la nécessité d'entraîner spécialement des troupes pour les assauts, ont ramené d'autres principes. Il a fallu organiser un roulement et envoyer les corps se refaire à l'arrière. Il y a actuellement derrière le front de toutes les armées un certain nombre d'unités qui dorment. A la mise en ligne de toutes les forces a succédé un échelonnement en profondeur. Un autre changement a été

d'avancer les bases en même temps qu'on repliait les troupes. Les Allemands ont constitué sous le nom de Feld dépôts de véritables bases avancées où les unités décimées viennent se recompléter.

Le dernier ordre de bataille connu des armées allemandes entre la Somme et la mer a été publié par le *Times* le 17 avril 1916. Depuis lors, des prélèvemens ont été faits pour renforcer l'armée de Verdun; ainsi le Ier corps bavarois a été envoyé sur la Meuse. Tout récemment, le VIIe corps a été expédié sur le front russe. Sous ces réserves, cet ordre de bataille peut encore aujourd'hui être tenu pour exact. La IVe armée comprend à sa droite, devant Nieuport, le corps naval, face aux Français. Devant les divisions belges, elle a une brigade de Landwehr et une d'Ersatz, formant la division von Basedow, de Saint-Georges à Dixmude; puis, dans le secteur de Dixmude, la IVe division d'Ersatz, qui est dans les Flandres depuis le début de la guerre. Sur le canal, là où se joignent Belges et Français et où commence l'armée anglaise, le front est tenu par la XIe brigade de Landwehr. On peut dire que, jusqu'au secteur d'Ypres, les Allemands font une extrême économie d'hommes. Le saillant d'Ypres, qui encore en septembre 1915 était tenu par quatre corps, ne l'est plus que par deux, le secteur Nord-Est par le XXVIe, le secteur Sud-Est, de Zonnebeke à Saint-Éloi, par le XIIIe.

A Saint-Éloi commence la VIe armée. Elle comprend au Nord le XXIIIe corps, un de ceux de la première bataille d'Ypres, qui tient le front de Saint-Éloi à la Lys. Au Sud de la Lys, de Frelinghien à La Bassée, il y avait en avril deux corps et demi, XIXe corps, VIe division bavaroise de réserve et VIIe corps; mais le VIIe corps vient d'être retiré. De la Bassée à Lens, nous trouvons la IIe division de réserve de la Garde, puis le IIe corps bavarois, et enfin dans la région de Loos le IVe corps. Au Sud de Lens, jusqu'à Arras, il y avait à la fin de mars deux corps, le IXe de réserve et le Ier bavarois; celui-ci a été envoyé sur la Meuse et sans doute remplacé par une des unités au repos.

Ainsi, c'est de La Bassée à Arras que se fait la principale accumulation des forces allemandes. Au Sud d'Arras, l'aile gauche de la VIe armée était formée en avril par la Ire division bavaroise de réserve, la XXXVIIIe brigade de Landwehr et la CXIe division.

La IIe armée est à la gauche de la VIe, vers Mouchy-aux-Bois.

Elle comprenait, en septembre 1915, la valeur de quatre corps; elle est réduite à trois, ayant donné le XVIIIe corps pour l'attaque du 21 février devant Verdun. Elle est aujourd'hui composée au Nord, sur les plateaux, par la LIIe division; sur l'Ancre, par le XIVe corps de réserve; sur la Somme, par le VIe corps; enfin, du Sud de la Somme jusqu'à Chaulnes, par la Xe division bavaroise.

Enfin, il y avait, au début d'avril, derrière la IVe et la VIe armées, un certain nombre de divisions au repos : la CXXIII^e au Sud de Bruges, la LIIIe et la CXVII^e sur la Lys, la LIVe au confluent de la Lys et de l'Escaut, à Gand; beaucoup plus au Sud, un autre groupe était formé par le XXIIe corps à Valenciennes et deux divisions de la Garde à l'Est de Cambrai.

X

Telles sont les conditions sur cet échiquier du Nord où il est inévitable qu'une formidable partie s'engage. Il faut ajouter qu'elle s'engage en potence sur le flanc droit des armées allemandes du Soissonnais et de Champagne. L'armée du prince de Bavière, constituée en masse de sûreté, est établie comme un barrage couvrant Lille, la plaine de Douai et l'Oise. Une rupture de ce barrage mettrait toutes les autres armées allemandes dans une situation extrêmement difficile. Pour obtenir cette rupture, les armées françaises et britanniques ont déjà livré deux grandes batailles. Que sera la troisième?

Du Nord au Sud, les armées ennemies sont établies sur un vaste dos d'âne. Le sommet en est constitué, à peu près à la hauteur du point où se joignent les armées françaises et anglaises, par un plateau, lieu de sources d'où les eaux rayonnent en tous sens, la Somme à l'Ouest, l'Oise au Sud, l'Escaut au Nord, la Sambre au Nord-Est. Le moyeu de cette roue coïncide avec le nœud de voies ferrées de Busigny, d'où les lignes divergent en étoile sur Maubeuge, sur Valenciennes, sur Cambrai, sur Saint-Quentin, sur Hirson. L'œuvre des hommes s'est posée comme un calque sur l'œuvre de la nature.

De cette région centrale, les lignes allemandes s'abaissent, au Nord et au Sud, dans des bassins opposés; au Nord, c'est la plaine de Douai et de Lille, tributaire de la mer du Nord; au Sud, c'est l'Oise, inclinée vers le réseau de la Seine. — Dans les deux premières batailles d'Artois, notre mouvement s'est fait

sur Douai. Cette ville est à l'intersection de trois axes d'attaque, l'un vient du Nord-Ouest, par La Bassée; l'autre, de l'Ouest, par Lens; le troisième du Sud-Ouest, par Arras, le long de la Scarpe. La Bassée, Lens et Arras, sont les trois bastions d'un front fortifié Nord-Sud, qui couvre Douai. Les Allemands ont saisi La Bassée et Lens, mais nous tenons Arras. Ne pouvant nous le reprendre, ils en barrent du moins la sortie dans la direction dangereuse, celle de la Scarpe. Nous avons, en mai et en septembre attaqué, non pas sur les bastions tenus par l'ennemi, mais dans les intervalles, à Festubert, à Loos, à Vigny.

Sur ce terrain brûlant, la lutte n'a jamais cessé. Au Nord, la bataille d'Ypres s'assoupit et se réveille. Le 2 juin 1916, les Allemands ont tout à coup attaqué le secteur Est à Hooge, et une lutte acharnée a suivi jusqu'au 12, où les Canadiens ont repris le terrain qu'ils avaient d'abord perdu. L'objectif allemand est là de réduire le saillant d'Ypres et sans doute de pousser jusqu'à cette colline de Kemmel, à quelques kilomètres dans le Sud-Ouest, d'où l'on domine toute la Flandre. Plus au Sud, dans le saillant de Loos, sur les positions du 13 octobre 1915, la lutte est pareillement incessante. Dans son rapport du 19 mai, sir Douglais Haig compte, depuis le début de 1916, une soixantaine de combats...

HENRY BIDOU.

LE BUDGET ET LES IMPÔTS NOUVEAUX

Voilà plus d'un an que nous réclamions des impôts nouveaux. Dans l'article que nous consacrions ici même, le 15 janvier 1915, aux Finances françaises, nous en dressions la liste. « Il faudra, disions-nous, écarter les systèmes absolus, rejeter à la fois les programmes qui voudraient faire table rase de ce qui existe et ceux qui prétendent demander la totalité des ressources nouvelles à une seule catégorie de taxes. Pour réunir les sommes considérables dont on aura besoin, il sera nécessaire de s'adresser aux impôts de toute nature, les indirects aussi bien que les directs. Comme le disait Gladstone, on courtisera les deux sœurs, la brune et la blonde, qui devront, l'une et l'autre, accorder leurs faveurs au ministre des Finances. » M. Ribot s'est inspiré de ces principes dans le projet de loi qu'il a déposé le 18 mai à la Chambre et qui porte ouverture sur l'exercice 1916 des crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1916, ainsi que l'autorisation de percevoir pendant la même période les impôts et revenus publics.

Nous allons l'examiner et indiquer les moyens auxquels le ministre a eu recours pour augmenter quelque peu le côté des recettes. Rappelons d'abord que, suivant une procédure qui est en vigueur depuis le début de la guerre, le gouvernement présente maintenant des budgets trimestriels. C'est aux mois de juillet, août et septembre 1916 que s'appliquent les demandes de crédits formulées dans le projet de loi déposé le 18 mai. A cette occasion, le Parlement est saisi, pour la première fois, depuis le 1er août 1914, de projets d'augmentation d'impôts existans ou de créations de taxes nouvelles.

I

Les crédits demandés s'élèvent à 7 891 millions pour le budget général et 620 millions pour les budgets annexes. Afin de préciser les idées du lecteur non familiarisé avec les complications de la comptabilité publique, rappelons que ces budgets annexes sont les suivans : au ministère des Finances, la fabrication des Monnaies et médailles, l'Imprimerie nationale; au ministère de la Justice, la Légion d'honneur; au ministère de la Guerre, le service des Poudres et salpêtres; au ministère de la Marine, la Caisse des invalides de la marine; au ministère du Commerce, de l'Industrie, des Postes et Télégraphes, l'École centrale des arts et manufactures, la Caisse nationale d'épargne; au ministère des Colonies, les chemin de fer et port de la Réunion; au ministère des Travaux publics, les chemins de fer de l'État. Ces derniers réclament 164 millions; les poudres, 430 millions : c'est-à-dire qu'à eux seuls ces deux chapitres absorbent la presque totalité des budgets annexes. Des 7 891 millions qui sont affectés aux services généraux des ministères, 6 280 vont à la Guerre et 193 millions à la Marine, soit ensemble plus des quatre cinquièmes du total. Dans ce tourbillon de milliards, les autres ministères, dont les exigences nous paraissaient souvent excessives en temps de paix, passent au second plan.

La Dette publique, qu'on peut en majeure partie considérer comme une dépense de guerre, est inscrite pour 686 millions; le ministère de l'Intérieur, chargé des allocations qui prennent leur source dans les événemens actuels, pour 203 : ce sont les deux gros chiffres des services civils. Quand on réfléchit qu'il faut les multiplier par 4 pour se rendre compte de leur importance annuelle, on ne laisse pas que de mesurer avec un certain effroi le chemin parcouru depuis deux ans. Avant la guerre, nous avions un budget en apparence de 5, en réalité de 6 milliards : les crédits demandés aujourd'hui correspondent à un chiffre annuel de 34 milliards. En les supposant votés, le total des crédits ouverts depuis le 1er août 1914 jusqu'au 30 septembre 1916, c'est-à-dire pour vingt-six mois de guerre, s'élève à 52 milliards et demi. La dépense mensuelle a été en progressant : elle était de 1 300 mil-

lions en 1914, de 1900 millions en 1915, de 2600 millions pour l'année en cours. En admettant que notre train de maison normal fût de 500 millions par mois, on voit que la guerre y ajoute en ce moment plus de 2 milliards.

Après avoir dressé le tableau des dépenses, il convient de rechercher quelle a été la marche des recettes. Les contributions directes et taxes assimilées ont, à l'heure présente, fourni, sur l'exercice 1915, près d'un milliard, soit 15 pour 100 de moins que la somme portée aux rôles. Les contributions indirectes sont en plus-value. Néanmoins, les unes et les autres représentent peu de chose en face des sommes que le Trésor doit payer chaque jour, et c'est à l'emprunt, sous toutes ses formes, que la France, comme les autres belligérans, doit demander des ressources extraordinaires. Celles-ci ont été fournies par les Bons de la Défense nationale, dont le chiffre a passé, au cours des quatre premiers mois de 1916, de 7 à 10 milliards de francs; par le solde d'un milliard environ encaissé sur l'emprunt franco-anglais émis aux États-Unis, l'automne dernier; par les derniers versemens de l'emprunt national 5 pour 100 émis en vertu de la loi du 16 novembre 1915, qui se sont élevés, eux aussi, à près d'un milliard; par la Banque de France, qui a porté ses avances, durant les quatre premiers mois, de 5 à 7 milliards. De ces quatre chefs, il est entré 6 milliards dans les caisses du Trésor, qui, au cours de la même période de quatre mois, a eu à faire face aux avances de 158 millions consenties à nos Alliés, sans compter les prêts accordés à la Russie sous forme de bons escomptés par la Banque de France.

Il est évident qu'un nouvel emprunt en rentes consolidées devra être émis avant la fin de l'année. En attendant, c'est à la Dette flottante, et particulièrement à la Banque de France, que le Trésor s'adresse. Il en résulte une augmentation notable dans le chiffre des billets de cet établissement. Il est bon toutefois de rappeler que l'accroissement de la circulation n'a été en France, depuis le début de la guerre, que de 113, alors qu'il a été de 320 pour 100 en Allemagne, et que notre encaisse or a augmenté de 600 millions, en dépit du milliard de métal jaune que nous avons expédié à l'étranger. Il y a longtemps qu'on a remarqué l'abus fait par nos compatriotes, dans le règlement de leurs transactions, de la monnaie métallique ou fiduciaire,

et la tendance qu'ils ont à thésauriser non seulement sous forme d'espèces sonnantes et trébuchantes, mais même sous celle de billets. Le Trésor s'efforce de lutter contre cette tendance; la Caisse centrale, pendant la première quinzaine de mai 1916, a payé 94 pour 100 en viremens. Les trésoriers généraux ont reçu l'ordre de remettre aux fournisseurs de l'État les sommes supérieures à 1 000 francs en chèques ou mandats de virement. Le chèque barré, c'est-à-dire celui qui ne peut être encaissé que par un banquier mandataire du bénéficiaire, va recevoir un nouveau développement, grâce à la loi qui affranchit du timbre l'apposition, par le tiré du chèque, de la mention indiquant que le chèque sera porté au débit de son compte par la Banque de France ou par une chambre de compensation. Les versemens à faire aux comptables du Trésor et des régies financières, notamment pour le paiement des impôts, peuvent être effectués en chèques barrés. L'administration, — il faut l'en féliciter, — rajeunit ses procédés de perception et de comptabilité, et les met en harmonie avec les habitudes commerciales plus simples et plus économiques. Elle exerce ainsi une influence restrictive sur la circulation des billets.

Cette restriction peut avoir quelque action sur les cours des changes, bien que la hausse doive en être presque exclusivement attribuée aux achats considérables que nous ne cessons d'effectuer à l'étranger. C'est un problème ardu, dit très justement M. Ribot, que de combler le déficit de notre balance commerciale. Le gouvernement a donné sa garantie à des crédits qu'ont pu obtenir, au dehors, des fournisseurs français d'objets intéressant la défense nationale. Il a émis à Londres des Bons du Trésor; il y a placé des titres de l'emprunt 5 pour 100, dont le cours s'est élevé de plusieurs unités au-dessus du prix d'émission, ce qui, soit dit en passant, indique la confiance que les Anglais ont dans le crédit de la France. Il a acheté des titres américains cotés à la Bourse de Paris, qui lui ont procuré des ressources sur la place de New-York. Il vient enfin, à l'exemple du chancelier de l'Échiquier britannique, d'adresser un appel aux porteurs français de titres de pays neutres, en les invitant à lui prêter, pour la durée de la guerre, ces titres, qui lui permettront d'acquérir du change sur un certain nombre de places étrangères. Les arrangemens pris avec la Trésorerie britannique et ceux qui sont intervenus entre la

Banque de France et la Banque d'Angleterre, à qui la première a remis une quantité importante de métal jaune, sont à l'avantage des deux pays ; si la Grande-Bretagne nous a ouvert des crédits pour les paiemens que nous avons à faire chez elle et à l'étranger, nous l'aidons, par des avances en or remboursables après la paix, à maintenir le change de Londres, sur les autres pays et en particulier sur les États-Unis, au niveau nécessaire pour que les paiemens en espèces de la Banque d'Angleterre ne soient pas arrêtés.

II

Si les dizaines de milliards par lesquelles se chiffrent les dépenses actuelles ne peuvent être demandées à l'impôt, il n'en est pas moins certain que c'est lui qui devra payer les intérêts et l'amortissement des emprunts contractés pour réunir les ressources immédiatement nécessaires. Il était temps d'aborder ce côté du problème et de demander aux contribuables leur part de collaboration à l'œuvre de la Défense nationale. Aussi bien étions-nous les seuls, parmi les belligérans, à n'avoir pas encore pris à cet égard les résolutions viriles que commandent les circonstances. Dès les premiers mois du conflit, l'Angleterre et la Russie ont agi dans ce sens, l'Italie elle-même a établi 400 millions de taxes nouvelles qui représentent, par rapport à son budget, ce que serait un milliard chez nous. Nous ne pouvions pas rester plus longtemps inertes dans cette voie où, pour notre part, nous n'avons pas cessé de demander au gouvernement de s'engager. Il nous déclare aujourd'hui qu'il le fait en se préoccupant de tenir la balance égale entre les impôts qui pèsent sur la fortune et atteignent directement les revenus des contribuables et ceux qui s'étendent à la généralité des habitans, en proportion de leurs besoins aussi bien que de leurs facultés. Tout en évitant de frapper d'une façon excessive les choses nécessaires à l'existence ou de rendre trop lourdes les taxes qui gênent le développement des transactions, le plan actuel procède par le relèvement des droits existans plutôt que par la création d'impôts. Les seuls qui soient vraiment productifs en temps de guerre sont ceux auxquels le peuple est habitué et dont la perception ne donne pas lieu aux mécomptes inséparables de la mise en œuvre d'une fiscalité nouvelle.

On s'adresse en première ligne aux contributions directes, qui frappent les revenus ou l'ensemble des revenus. La revision de notre système, sur un plan qui se rapproche de celui de l'*income tax* anglais, n'est pas encore achevée. L'impôt foncier sur les propriétés bâties et non bâties, l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières ont été mis au point; mais il reste à déterminer l'assiette de l'impôt sur les bénéfices des professions commerciales, industrielles et libérales, sur les bénéfices agricoles, traitemens, salaires et pensions. Aucune augmentation n'est envisagée pour l'impôt des portes et fenêtres, destiné à disparaître de notre législation.

On propose de doubler la contribution foncière, le mieux établi de nos anciens impôts : il porte en effet sur le revenu réel des biens et lui est exactement proportionnel. C'est ainsi que des dégrèvemens sont accordés pour pertes totales ou partielles de récoltes, pour vacances de maisons ou chômages d'usines. Les diminutions de revenus qu'entraîneraient, pour les propriétaires, des exonérations ou réductions de loyers édictées par les lois en préparation, seraient assimilées, au point de vue des dégrèvemens, à celles qui résultent de la non-location des immeubles. Sous ces réserves, il serait perçu pour 1917, au profit du Trésor, en addition au principal des contributions foncières des propriétés bâties et non bâties, un nombre de centimes suffisant pour doubler la part de l'État.

La contribution des patentes et la contribution mobilière ne sont pas aussi bien assises que la contribution foncière. La première frappe les revenus professionnels et la seconde l'ensemble des revenus du contribuable d'après des indices extérieurs. Elles aboutissent donc à des taux divers selon les cas. Aussi le projet porte-t-il que, lorsque le doublement de la patente donne à l'État plus du dixième des bénéfices nets du contribuable, celui-ci peut demander une modération. En ce qui concerne la contribution mobilière, il est admis que le doublement ne devra pas avoir pour effet de faire supporter au contribuable une charge dépassant le vingtième de l'ensemble de ses ressources. Une procédure expéditive est instituée qui permet à celui qui réclame un dégrèvement de s'adresser au préfet : celui-ci statuera en premier ressort, avec faculté d'appel devant le ministre des Finances qui statuera définitivement.

Les quatre contributions devaient donner pour 1917, sur la

base antérieure, un total de 415 millions. Les circonstances actuelles font que le ministre ne prévoit, du chef du doublement proposé, qu'un accroissement de recette de 275 millions de francs.

Le taux de l'impôt général sur le revenu institué par la loi du 15 juillet 1914 était de 2 pour 100. Le projet l'élève à 5, proportion considérable pour une taxe complémentaire. Il ne faut pas oublier, en effet, que nous sommes en présence d'un nouvel impôt sur les revenus, qui sont tous déjà frappés! Pour ne parler que des valeurs mobilières au porteur, leurs coupons supportent une amputation qui varie de 12 à 20 pour 100. Il faut donc se garder, si l'on veut faire une comparaison avec d'autres pays, l'Angleterre par exemple, de mettre en parallèle des choses qui sont dissemblables. L'*income tax* britannique frappe directement des revenus qui n'ont pas encore acquitté un centime entre les mains du fisc. Notre impôt de 5 pour 100 se superpose au contraire à d'autres impôts sur les revenus. A ce propos, le ministre donne la statistique des contribuables qui ont fait une déclaration; ils sont au nombre de 163 000, à peu près la moitié du total de ceux que l'Administration estime devoir être assujettis. Les évaluations primitives portaient sur un chiffre beaucoup plus élevé : 450 000. Mais les déductions pour charges de famille ont été élargies au point que ce n'est plus à partir de 5 000, mais d'une moyenne de 7 000 francs de revenu que le contribuable est atteint. Les revenus déclarés sont d'environ 3 milliards. En tenant compte des abattemens et des déductions accordés, le revenu taxé au taux de 2 pour 100 s'élève à 1 200 millions. En admettant que les taxations d'office portent ce total à 2 milliards, l'impôt au taux de 5 pour 100 produirait 100 millions.

Certaines taxes assimilées aux contributions directes seraient, elles aussi, doublées. Elles comprennent les redevances minières, les taxes sur voitures, chevaux, mules et mulets, sur les billards, les cercles, les gardes-chasse. On ne touche pas aux droits de vérification des poids et mesures, aux droits de visite des pharmacies, aux redevances pour la rétribution des délégués mineurs, qui ne sont pas à proprement parler des taxes fiscales et qui ont pour unique objet de subvenir aux frais de services spéciaux. On laisse également de côté la taxe sur les biens de mainmorte, représentative des droits de transmission entre vifs

et par décès. Le taux de cette taxe est en effet fixé à raison de la charge moyenne effective qui pèse sur les autres immeubles du chef de ces droits : il ne devra être augmenté que lorsque ces droits seront majorés.

Il a fallu éviter que le doublement du principal des taxes assimilées que nous avons énumérées entraînât une augmentation des surtaxes communales. Les municipalités perçoivent jusqu'ici un sixième du principal de la redevance des mines et un vingtième du principal de la contribution sur les chevaux et voitures : ces prélèvemens seraient ramenés à un douzième et à un quarantième, c'est-à-dire maintenus au niveau actuel. Le maximum des taxes que les communes sont autorisées à percevoir en remplacement des droits d'octroi, sur les voitures, chevaux, billards et cercles, serait ramené de cinquante à vingt-cinq pour 100. Ce doublement procurerait 27 millions au Trésor.

Aux taxes assimilées, M. Ribot propose d'en ajouter une sur les chiens, qui serait de 5 francs par chien de garde et 10 par chien d'agrément, et fournirait 22 millions par an. Les communes seules imposaient jusqu'ici ces animaux.

Les valeurs mobilières sont, elles aussi, appelées à fournir leur contingent, bien qu'à de nombreuses reprises, et en dernier lieu par la loi du 29 mars 1914, les droits qui les frappent n'aient cessé d'être majorés. On sait que les titres au porteur d'actions et d'obligations acquittent trois taxes : le timbre de neuf centimes par 100 francs du capital nominal, le droit de transmission de trente centimes par 100 francs du cours coté, et enfin 4 pour 100 du revenu. C'est cette dernière taxe que le ministre propose de relever à 5 pour 100. L'exposé des motifs reconnaît qu'elle est, dans une large mesure, un impôt de superposition, puisqu'elle s'ajoute aux impôts directs payés par les sociétés, augmenté des droits de timbre et de transmission : elle pèse lourdement sur les valeurs mobilières.

On demande en même temps que l'impôt sur les lots à payer aux créanciers et aux porteurs d'obligations, effets publics et tous autres titres d'emprunt, soit porté de 8 à 10 pour 100, et que l'impôt de 5 pour 100, établi par la loi du 29 mars 1914 sur le revenu des fonds d'État étrangers et des valeurs mobilières étrangères non abonnées, soit fixé à 6, au lieu de 5 pour 100.

Une taxe de 5 pour 100 serait établie sur les bénéfices qui,

par suite de dispositions statutaires, sont distribués aux membres des Conseils d'administration des sociétés, compagnies et entreprises étrangères dont les titres circulent en France ou qui y possèdent des biens.

Ces diverses dispositions, relatives aux valeurs mobilières et aux traitemens des administrateurs des sociétés étrangères, sont estimées devoir fournir un supplément annuel de recettes de 44 millions, ramené en temps de guerre à 38 millions. En les ajoutant aux 384 millions auxquels sont évalués les produits des autres mesures indiquées plus haut, nous trouvons que cette partie du programme donnerait 422 millions de ressources nouvelles.

III

Voyons maintenant ce que le projet demande aux contributions indirectes, par voie d'élévation de celles qui existent. Le ministre nous annonce en même temps qu'un projet de loi séparé est en préparation pour en créer de nouvelles.

Avec beaucoup de raison, M. Ribot s'attaque à l'alcool, qui devrait être surtaxé depuis longtemps. Le projet de loi déposé le 25 août 1915 organisait un nouveau régime, supprimait le privilège des bouilleurs de cru et fixait à 500 francs par hectolitre d'alcool pur le tarif unifié, qui aurait compris le droit d'entrée et une part représentative des droits d'octroi, annuellement perçus pour le compte des communes. Afin d'assurer à celles-ci une compensation légitime de la recette qui leur serait ainsi enlevée, le projet de 1915 constituait un fonds commun avec le cinquième du droit et le répartissait entre les villes, selon leur consommation, à raison de 200 francs par hectolitre pour Paris, 150 francs pour les communes du département de la Seine, 125 francs pour les villes de plus de 40 000 habitans, 100 francs pour les villes de 4 000 à 40 000 âmes. Le surplus du fonds commun devait être réparti entre les autres communes à raison du nombre d'habitans. Un maximum par tête d'habitant, allant de 5 à 8 francs, était prévu, de façon que les villes n'eussent pas intérêt à provoquer une augmentation de la consommation. L'ensemble des dispositions était calculé de manière que cette répartition fût, à peu de chose près, égale aux sommes que les municipalités perçoivent du chef des droits d'octroi.

En fixant aujourd'hui à 400 francs le droit général de consommation sur l'alcool, le ministre ne le frappe pas moins que dans son projet de 1915; la différence de 100 francs correspond à la moyenne des taxes d'octroi que le projet actuel ne supprime pas, et qui à Paris atteint 165 francs, à Lyon, Marseille, Nantes 100 francs l'hectolitre. Le privilège des bouilleurs de cru serait supprimé pour la durée de la guerre : à l'exception des genièvres, toute production d'alcool propre à la consommation de bouche et provenant de matières autres que celles désignées ci-après ne pourrait se faire que pour le compte de l'État. Toute distillation de vins, cidres, poirés, marcs, lies et fruits serait opérée : 1° soit en atelier public, 2° soit par des associations coopératives ou par des bouilleurs de cru ou de profession, distillant ou faisant distiller chez eux sous le contrôle de la régie. M. Ribot déclare que les mesures prises au cours de la guerre nous dispensent d'examiner pour l'instant quelques-unes des questions les plus délicates : c'est ainsi que l'étude du monopole de l'alcool d'industrie n'a pas d'intérêt pratique, à raison de la réquisition des distilleries de grains, mélasses et betteraves et de la prohibition de l'importation. D'autre part, les bouilleurs de cru trouveront, dans l'absence de concurrence de l'alcool d'industrie, un bénéfice qui compensera la perte de la franchise dont ils jouissaient. La plus-value à attendre du relèvement du droit est difficile à estimer : en 1913, l'impôt sur l'alcool donnait 400 millions; le rendement a diminué de moitié par suite de la hausse des prix et de la raréfaction des consommateurs. On estime que, grâce à la suppression du privilège des bouilleurs et à la fixation du droit à 400 francs, la recette se monterait à 350 millions de francs.

Les boissons hygiéniques ont été très largement dégrevées en 1880 et en 1900. On propose des tarifs qui restent encore très inférieurs à ceux qui furent en vigueur de 1871 à 1880, et qui s'élevaient alors à 6 fr. 45 par hectolitre de vin, 3 fr. 33 par hectolitre de cidre, 2 fr. 85 par hectolitre de bière. On porterait à 0 fr. 80 par degré-hectolitre le droit de fabrication sur les bières, à 5 francs par hectolitre le droit de circulation sur les vins, à 3 francs par hectolitre le droit de circulation sur les cidres, poirés, hydromels; à 15 francs par 100 kilogrammes le droit sur les raisins secs employés à la fabrication de vin pour la consommation familiale. Ce dernier chiffre est fixé par ana-

logie avec celui du droit sur les vins, puisque, avec 100 kilogrammes de raisins secs, on obtient 3 hectolitres d'une boisson ayant à peu près la composition normale du vin.

Ces relèvemens de droits sur les boissons dites hygiéniques sont d'autant plus justifiés que, même au taux nouveau, ils ne représentent qu'une fraction souvent faible du prix de la matière elle-même qui a subi, particulièrement dans les derniers temps, une hausse considérable : avant la guerre, le prix de l'hectolitre de vin atteignait 30 et 40 francs; il les dépasse de beaucoup en ce moment. Un relèvement de 3 francs 50 est tout à fait insignifiant en présence de cours semblables. Cette partie de la réforme ne devrait pas donner moins de 191 millions.

Il est une autre denrée de consommation courante qui ne pouvait échapper à la réforme : c'est le sucre, qui, depuis 1903, ne payait plus que 25 francs par 100 kilogrammes, alors qu'auparavant il acquittait un droit de 60 francs. Le relèvement à 40 francs est modéré : il devrait produire, si la consommation était celle d'une année normale comme 1913, une somme de 108 millions. A cause de la guerre, il convient de n'estimer la plus-value qu'à 75 millions.

Le prix des tabacs, que vend sous des formes multiples la Régie, devra être augmenté d'environ 20 pour 100. La loi vise expressément les tabacs ordinaires (scaferlatis, poudres et carottes) parce que, seuls, les tarifs de ces tabacs dépendent du pouvoir législatif et que ceux des cigares, cigarettes, produits supérieurs, sont réglés par décret. Mais il est entendu que le relèvement doit être général; une expérience récente a démontré que, restreint à certaines catégories, il n'aboutit qu'à un déplacement de consommation. L'accroissement de 20 pour 100 porterait de 12 francs 50 à 15 francs le prix du scaferlati ordinaire, dont la vente représente près de la moitié des produits du monopole. Les prix des cigares seraient majorés dans une proportion allant de 20 à 50 pour 100. Appliquée aux quantités vendues en 1913, la modification du prix de vente des tabacs ordinaires donnerait une plus-value de 55 millions, et celle des articles tarifés par décret 45 millions, soit au total 100 millions. Tenant compte de la restriction de consommation qu'amène la hausse des prix, il convient de tabler sur 80 millions, ce qui porte à 485 millions l'ensemble des plus-values de

cette catégorie, escomptées par le projet de loi. Le budget recevrait ainsi 900 millions environ de ressources nouvelles, demandées pour un peu moins de la moitié aux contributions directes, et pour le reste aux contributions indirectes.

IV

Tel est l'ensemble des mesures proposées au Parlement. Il est sagement combiné et n'appelle pas de nombreuses observations. Le doublement des contributions directes, de trois des « quatre vieilles, » est une sorte d'hommage rendu à la bonne assiette de cet impôt, qui a été longtemps l'objet de critiques virulentes, mais qu'un ministre expérimenté déclare être assis dans des conditions très satisfaisantes en ce qui concerne la propriété immobilière et les valeurs mobilières. Par lui, nous avions depuis longtemps un véritable impôt sur le revenu qui n'était ni vexatoire ni inquisitorial et dont le rendement allait en augmentant sans que les contribuables fussent molestés. Aujourd'hui, d'un trait de plume, sans avoir à ajouter un centime aux frais de perception, on peut doubler les cotes foncières et augmenter de 25 pour 100 le prélèvement sur les coupons d'actions et d'obligations. Le doublement des patentes atteindra les bénéfices industriels et commerciaux, et ceux de certaines professions libérales. C'est un domaine, nous le reconnaissons avec M. Ribot, où l'assiette de l'impôt n'est pas encore aussi parfaite que dans les autres. Mais on y a déjà beaucoup amélioré les bases de la perception, et, lorsque ce travail sera terminé, nous aurons en France un véritable système d'impôt sur le revenu, comparable dans son esprit, sinon dans son mécanisme, à l'*income tax* anglais, qu'on invoque si souvent comme un modèle à imiter.

Du moment où tous les revenus sont atteints, l'établissement d'un impôt général sur le revenu, d'un impôt complémentaire, comme on a voulu l'appeler, est une matière délicate. Ici encore on invoque l'exemple britannique et on nous cite la *supertax* comme justifiant le nouvel instrument fiscal dont nous avons été dotés par la loi du 15 juillet 1914, votée à la veille de la guerre. Le raisonnement n'est pas concluant : la *supertax* consiste simplement en une élévation du taux de l'*income tax* sur certains revenus, sans qu'une atteinte soit portée de ce chef

au principe cédulaire, en vertu duquel l'impôt est perçu sur des catégories de revenus et non sur le revenu global. Chez nous, l'impôt nouveau s'applique à la totalité des revenus du contribuable. D'autre part, il n'atteint qu'une minorité, dont le chiffre est même devenu bien plus faible que celui qui était tout d'abord envisagé par les auteurs de la loi. Ceux-ci calculaient que 450 000 Français environ seraient appelés à payer l'impôt nouveau, qui frappait en principe les revenus supérieurs à 5 000 francs. Mais on a admis, au cours de la discussion, des abattemens tels que ce n'est plus guère que 300 000 personnes qui seront touchées. Or, dans une démocratie, dans un pays de suffrage universel, il est bon qu'un nombre suffisant de ceux qui votent les taxes en ressentent les effets, ne fût-ce que dans une mesure faible. Il est mauvais que, lorsqu'un impôt est augmenté de 250 pour 100, comme ce sera le cas, si le projet de M. Ribot est accepté en ce qui concerne l'impôt général sur le revenu, ceux qui s'en apercevront représentent moins de 1 pour 100 de la population et 3 pour 100 des contribuables.

Nous applaudissons au contraire des deux mains à la partie du projet qui vise l'alcool. Jamais on ne frappera assez cette substance néfaste, cet ennemi de notre race, aussi dangereux que les hordes teutonnes. Nous déplorions le retard apporté à la discussion du projet déposé il y a huit mois sur le bureau de la Chambre : nous espérons que la suppression du privilège des bouilleurs sera enfin votée.

Toutes les autres dispositions se justifient d'elles-mêmes. L'impôt sur le sucre devra sans doute être encore augmenté et ramené à son taux d'avant 1903 ; les droits sur les boissons laissent, eux aussi, de la marge. En outre, il conviendra d'établir les taxes nouvelles que le ministre nous annonce et parmi lesquelles figurera sans doute celle qui vise la lumière électrique : elle sera d'une perception particulièrement aisée : elle pourra être prélevée par les sociétés de distribution pour compte du Trésor. Nous pensons aussi qu'il faudra rétablir les impôts sur les transports, supprimés à la fin du XIXe siècle, instituer une taxe sur la navigation intérieure, rendre le réseau d'État à l'exploitation privée, en un mot reprendre les autres points du programme dressé par nous, ici même, au mois de janvier 1915, et qui trouveront sans doute place dans les futures propositions du ministre des Finances. Il y a en réserve, dans

ces différentes ressources, un autre milliard qui, s'ajoutant à celui que le Parlement est invité à voter en ce moment, représentera à peu près l'intérêt de la dette consolidée et flottante qui aura été contractée pour les besoins de guerre, à la fin de l'année 1916. C'est un commencement de mise en ordre de nos finances.

V

Les propositions de M. Ribot n'ont pas trouvé bon accueil auprès de la Commission du budget, qui a fait de nombreuses objections au plan élaboré par le ministre des Finances, notamment au chapitre des contributions directes, et qui, des diverses propositions relatives aux impôts indirects, ne retient que ce qui touche l'alcool. Et encore la Chambre a-t-elle adopté l'idée singulière de racheter le soi-disant droit des bouilleurs de cru. Nous espérons que le Parlement ne persistera pas dans cette conception aussi contraire à la véritable justice que dangereuse pour nos finances.

Le motif invoqué par les opposans, en ce qui concerne la contribution foncière sur les propriétés non bâties, est qu'elle atteint les propriétaires du sol, les cultivateurs, dont un grand nombre sont au front. On peut répondre à cela, d'une façon générale, que, dans un pays de service obligatoire, il n'est pour ainsi dire pas de famille dont un ou plusieurs membres ne soient sous les drapeaux; il est bien difficile d'exempter une catégorie de Français d'un impôt, par la raison qu'il les frappe peut-être, dans certains cas, d'une façon un peu plus lourde que d'autres citoyens. Le doublement de la contribution mobilière a soulevé aussi des critiques, qui sont la reproduction de celles qui ont été jadis formulées contre les taxes assises d'après les signes extérieurs : on prétend qu'aux époques de guerre les inconvéniens du système sont plus sensibles qu'en temps ordinaire, parce que, dit-on, il est difficile de réduire brusquement son train de vie et de changer, par exemple, d'appartement, c'est-à-dire de diminuer la dépense qui sert de base à l'établissement de l'impôt. Ici encore, il nous semble que M. Ribot peut répondre que la cote mobilière a ses défauts, mais qu'en général cet impôt est proportionné aux facultés des contribuables; que ceux-ci, d'ailleurs, grâce aux moratoires

renouvelés, n'ont pas payé, dans bien des cas, leurs loyers; qu'une loi votée par la Chambre accorde de très importans dégrèvemens, qui vont souvent jusqu'à l'exonération totale : les locataires acquitteront leur dette envers le percepteur d'autant plus aisément qu'ils ne l'ont pas encore soldée vis-à-vis de leur propriétaire.

On critique encore le doublement des patentes, et on rappelle à cet égard les imperfections de cette taxe, qui a cependant été remaniée et améliorée à plusieurs reprises par notre législation fiscale. On fait valoir que les inégalités qu'elle implique seraient naturellement aggravées par le fait de la multiplication par 2. Nous répondrons que le projet ministériel suspend l'effet de l'augmentation dès que le chiffre réclamé atteindrait le dixième des bénéfices, et corrige ainsi à l'avance, dans une large mesure, les inconvéniens pouvant résulter du taux nouveau.

D'une façon générale, la Chambre semble vouloir profiter de la situation pour imposer au Sénat l'adoption du projet d'impôt général sur le revenu qu'elle avait voté en mars 1909, et qui, depuis lors, n'avait pas encore été approuvé par la haute Assemblée. Rappelons à nos lecteurs les dispositions essentielles d'un programme qui avait donné lieu à des débats prolongés entre partisans et adversaires de cette transformation de notre législation. Le titre du projet était : « Suppression des contributions directes et établissement d'un impôt général sur les revenus et d'un impôt complémentaire sur l'ensemble du revenu. » Il supprimait la perception, pour compte de l'État, de la contribution foncière des propriétés bâties et non bâties, de la personnelle-mobilière, des portes et fenêtres, des patentes. En vue de l'impôt général, les revenus imposables étaient répartis en sept catégories : 1° revenus des propriétés foncières bâties; 2° revenus des propriétés foncières non bâties; 3° revenus des capitaux mobiliers; 4° bénéfices du commerce, de l'industrie, des charges et offices; 5° bénéfices de l'exploitation agricole; 6° traitemens publics et privés, salaires et pensions; 7° revenus des professions libérales et de toutes occupations lucratives non dénommées dans les précédentes catégories.

En ce qui concerne les revenus autres que ceux des capitaux mobiliers, l'assiette et la perception de l'impôt devaient être faites annuellement par voie de rôles nominatifs. Le taux prévu

était de 4 pour 100 dans les trois premières catégories ; de 3 et demi dans la quatrième ; de 3 pour 100 dans les cinquième, sixième et septième.

L'impôt sur les valeurs mobilières continuait à être perçu suivant le mode actuellement en vigueur pour les valeurs françaises, mais les droits de timbre et de transmission sur les titres au porteur étaient supprimés et remplacés par des taxes annuelles de 2 et de 6 pour 100 sur le revenu des titres. Un système spécial était institué pour les coupons de valeurs étrangères : il n'a plus de raison d'être aujourd'hui, puisque la loi de 1914 a réglé cette partie de la question. L'impôt sur les bénéfices des professions industrielles et commerciales, ainsi que des charges et offices, devait être établi annuellement à raison du revenu moyen des trois années précédentes.

Le projet ajoutait à l'impôt sur les bénéfices des professions industrielles et commerciales une taxe spéciale de 1 à 3 pour 1 000 sur le chiffre d'affaires réalisé par les magasins où se débitent plusieurs espèces de marchandises, qui vendent en demi-gros, occupent plus de dix personnes et font plus d'un demi-million d'affaires par an. Il créait un impôt complémentaire de 5 pour 100 sur le total des revenus compris dans chacune des catégories de l'impôt général, lorsque ce total dépasse 5 000 francs. Cette partie du projet a été réalisée par la loi de 1914 instituant l'impôt général sur le revenu.

La Chambre avait ainsi préparé en 1909 un code complet d'imposition sur les revenus, qui était destiné à remplacer notre ancienne législation. Sera-t-il possible au Sénat, dans les circonstances actuelles, d'étudier et de voter un projet aussi vaste, soulevant des problèmes aussi nombreux ? Est-il sage, en temps de guerre, de modifier de fond en comble les bases d'un système fiscal qui a ses défauts comme tout ce qui est humain, mais qui a été singulièrement perfectionné depuis un certain nombre d'années et qui a montré qu'il était à la fois élastique et productif ? Il est permis d'en douter.

Afin de procurer au Trésor une partie des ressources dont il a besoin, certains députés songent à une taxe militaire qui serait acquittée par les Français non combattans. De toute façon, il faut se hâter de voter des impôts nouveaux et de majorer ceux qui existent. Les chiffres de nos dépenses rappelés au début de cette étude démontrent de la façon la plus saisissante la néces-

sité impérieuse de promptes résolutions. Nous sommes étonnés de voir la Commission du budget rejeter en bloc les propositions ministérielles qui étaient empreintes d'une grande sagesse, notamment en ce qui concerne les impôts de consommation. Il est évidemment pénible de majorer en ce moment le prix du tabac, les droits sur le sucre et sur les boissons, mais ces élévations ne feraient, dans la plupart des cas, que nous rapprocher d'un niveau de taxation qui a existé antérieurement et qui serait encore loin d'être atteint.

Les membres du Parlement hésitent encore à demander des sacrifices à leurs électeurs. Ils ont tort de ne pas compter sur la clairvoyance et le patriotisme des Français. Qu'ils réfléchissent à l'abnégation sublime avec laquelle toutes les familles du pays donnent ce qu'elles ont de plus précieux au monde, leurs enfans, pour le salut public, et ils seront rassurés sur l'accueil que trouveront des mesures fiscales indispensables. Il n'est personne qui ne soit prêt à fournir au Trésor sa part des milliards dont la France a besoin. Tout ce que nous demandons, et ce que nous avons le droit de demander, c'est, d'une part, que les charges de l'impôt soient réparties avec sagesse et justice ; d'autre part, que notre argent soit employé avec intelligence, discernement, méthode, de façon à donner le maximum du résultat utile et à hâter la victoire de nos armes et de celles de nos Alliés.

RAPHAËL-GEORGES LÉVY.

D'ANNUNZIO ET LA MUSIQUE

C'est toujours avec plaisir, et même avec une secrète fierté, qu'un musicien reconnaît, chez tel ou tel grand écrivain de son temps, l'intelligence et l'amour de la musique. Chez un Maurice Barrès, le sens musical se cache et semble s'ignorer. Dans *la Colline inspirée*, nous avons pourtant essayé naguère d'en surprendre les traces. Nous en voudrions aujourd'hui relever les signes, plus apparens et plus nombreux, à travers l'œuvre de Gabriele d'Annunzio.

Il pourrait dire, l'auteur des *Ode navali*, de l'*Isotteo* et de la *Chimera*, des *Vergini delle Rocce*, du *Trionfo della Morte* et d'*Il Fuoco*, il pourrait dire, en ne changeant qu'un mot à certaine profession de foi connue : « Je suis un homme pour qui le monde *sonore* existe. » Oui, le monde des sons, ou des bruits, avant même celui de la musique véritable, est déjà pour d'Annunzio non seulement une réalité, mais un enchantement. Autant que du monde des formes et des couleurs, il en a fait son royaume. Il l'anime et le domine. Il s'y plonge, il en jouit, et, comme de toute chose qu'il aime, avec une ardeur, une volupté qui peut aller jusqu'à la frénésie. Proche ou lointain, le ramage des oiseaux, le mugissement d'un bœuf et le bêlement d'un agneau, puis, dans le brusque silence, la plainte seule d'un enfant, il ne faut rien de plus pour émouvoir, pour troubler encore davantage le héros déjà troublé du *Triomphe de la Mort*.

Il rentre un jour, le sombre Giorgio Aurispa, dans une chambre de musique, depuis longtemps fermée, asile et sanctuaire autrefois de ce Demetrio Aurispa, musicien étrange, désolé comme lui-même, et qu'il aimait. Là, pas un souvenir qui

ne soit musical, qui ne vienne des instrumens aujourd'hui silencieux : du piano de palissandre, où les objets se reflètent comme dans un miroir; du violon de Guarnerius, endormi dans sa « custode » de velours vert olive; d'un pupitre même, sur lequel une page de musique abandonnée semble doucement palpiter au souffle et selon le rythme de la brise pénétrant par la porte rouverte. Le silence est animé de menus bruits mystérieux. L'air vif, la chaleur du jour fait tressaillir les fibres des meubles immobiles. Une multitude légère et murmurante sort de toutes choses sur les pas du survivant, et l'environne.

Mais surtout, il est un élément, une force de la nature, dont le romancier-poète des *Vierges aux rochers* a célébré, glorifié la beauté sonore : c'est l'eau, ce sont les eaux, les « grandes eaux, » qui jaillissent dans les jardins solitaires et sous les mains, elles-mêmes harmonieuses, des trois princesses de rêve : Anatolia, Violante et Massimilla. Musicales toutes trois, même quand elles gardent le silence, elles forment un parfait accord. Tandis qu'il gravit, derrière elles, les degrés de leur triste palais, Claudio les voit monter, les trois sœurs, non pas seulement devant ses yeux, mais dans son désir, dans sa prière, chacune d'elles obéissant à la musique secrète qui dirige leur destin vers un but inconnu.

Imaginations, direz-vous, et rêveries. Mais voici de réels et magnifiques concerts. Voici, muette encore, mais déjà prête à chanter, toute une architecture de pierre et de marbre, un ensemble pompeux de chevaux neptuniens, de tritons, de dauphins et de vasques à triple étage. Aidée par Claudio, l'une des trois sœurs, Anatolia, soulève le disque de bronze dont la clef retenait l'eau prisonnière. « Ce fut un moment d'attente anxieuse, comme si toutes les bouches des monstres allaient nous donner une réponse. Involontairement, j'imaginai la volupté de la pierre envahie par cette vie fraîche et fluide et j'en crus sentir en moi-même l'impossible frémissement. » Alors commence, et se développe, et s'exalte, un poème à la fois pittoresque et musical, éblouissant, retentissant aussi, où l'on ne sait trop quelles images et quelles sensations, visuelles ou sonores, ont le plus de puissance, d'éclat et de beauté. « *Symphonialis est aqua,* » disait le Moyen Age. Et depuis, jamais écrivain n'avait ainsi commenté cette parole, traduit, égalé, surpassé peut-être cette symphonie.

Sensible à la musique des choses, d'Annunzio l'est naturellement plus encore à celle dont les êtres, et tous les êtres, simples

ou raffinés, artistes ou paysans, sont les musiciens. Par un soir pluvieux, dans une rue de son village, le Giorgio du *Triomphe de la Mort* prend plaisir, « sombre plaisir d'un cœur mélancolique, » au chant des boulangers qui se mêle à l'odeur des pains, aux grincemens d'une guitare, à la ritournelle d'une chanson. Un matin, au contraire, un matin de mai, dans la vaste plaine que les genêts fleuris recouvraient tout entière d'un seul manteau d'or, il rencontra cinq jeunes filles. « Elles cueillaient les fleurs et elles en remplissaient leurs corbeilles en chantant. Elles chantaient un chant qui se déployait, avec des accords de tierce et de quinte, parfaits. Quand elles arrivaient à une cadence, elles relevaient leur buste de dessus les buissons, afin que la note jaillît plus libre de leur poitrine ouverte, et cette note, elles la tenaient longtemps, longtemps, se regardant les yeux dans les yeux, étendant leurs mains chargées de fleurs. » Favetta, la petite Favetta, conduisait le chœur. Brune comme une olive, sa voix était pure, fluide, cristalline comme une source. Elle chantait un distique et ses compagnes reprenaient le refrain. Toutes, elles prolongeaient la cadence, et leurs bouches se rapprochaient pour ne former qu'un même flot sonore. Ce matin-là, Giorgio, par extraordinaire, crut trouver dans la musique le secret de la joie.

Deux ou trois fois encore il espéra l'y surprendre, l'associant même à de plus augustes mystères. « Les chants des moissonneurs et des glaneuses se répondaient, de l'aube jusqu'au soir, sur les flancs de la colline féconde. Les chœurs masculins célébraient, avec une violence bachique, la joie des repas abondans et le bienfait annuel du vin... Mais les chœurs féminins se prolongeaient en cadences quasi religieuses, avec une douceur lente et solennelle, révélant la sainteté originelle de l'œuvre du blé, la noblesse primitive de ce travail, où la sueur de l'homme, en coulant sur la terre paternelle, consacrait la naissance du pain. » Même grandeur et même beauté symbolique dans les chants de bénédiction et d'actions de grâces, par où les moissonneurs encore accueillent les femmes qui leur apportent, marchant en double théorie et chantant elles-mêmes, les cruches pleines de vin.

Ainsi, pour le poète italien aujourd'hui comme autrefois pour un des nôtres, « une voix est dans tout, un hymne sort du monde. » Tout est musique et le fut toujours. Les plus

curieuses coutumes de son pays, aux bords lointains et presque perdus de l'Adriatique, en rendent éternellement témoignage. Là-bas, « hommes et femmes exprimaient sans trêve leur âme par le chant. Tous, ils accompagnaient par le chant toutes leurs œuvres, celles du dedans et celles du dehors; tous, ils célébraient par le chant et la vie et la mort. Autour des berceaux, autour des cercueils, ondoyaient les mélopées lentes et répétées, très vieilles, aussi vieilles peut-être que la race dont elles traduisaient la tristesse profonde. Tristes, graves, et fixées dans un rythme jamais altéré, elles semblaient des fragmens d'hymnes appartenant à d'immémoriales liturgies et survivant à la ruine de je ne sais quel mythe primordial. Elles étaient en petit nombre, mais si puissantes, que les chansons nouvelles n'étaient pas capables d'en combattre ou d'en amoindrir le pouvoir. Elles se transmettaient de génération en génération comme un héritage intérieur, inhérent à la substance corporelle. Chacun, en s'éveillant à la vie, les entendait résonner en soi-même comme un langage inné auquel la voix donnait les formes sensibles. A l'égal des montagnes, des vallées et des fleuves, à l'égal des coutumes, des vices, des vertus et des croyances, elles participaient de la structure du pays et de la race. Elles étaient immortelles comme la glèbe et comme le sang. »

Souhaitez-vous d'ouïr une autre musique? Après celle du peuple, celle d'un seul, d'un grand virtuose? Retournez, en compagnie de Giorgio Aurispa, dans la chambre déserte. Avec le survivant, évoquez la figure du mort : ce visage haut et mince, un peu courbé, ce cou long et pâle, ces cheveux rejetés en arrière et cette mèche blanche au milieu d'un front extraordinairement pur. Il a pris son violon. Déjà, vous croyez le voir et bientôt vous croirez l'entendre. Il n'existe pas de plus beau portrait, plus vivant, surtout plus chantant, d'un violoniste; non pas au repos, comme celui que Raphaël a peint, mais dans la chaleur, dans le feu de l'action : tel celui que notre Sully Prudhomme a tracé, mais plus sombre, plus inspiré, plus pathétique encore.

Si d'Annunzio ne dit pas avec Verlaine : « De la musique avant toute chose, » à toute chose, il mêle de la musique. Il a fait des vers sur un morceau de Grieg et sur un *adagio* de Brahms. Une de ses poésies a pour titre : « *Sopra un' aria antica.* » Une autre s'appelle : « *Romanza della donna velata.* » Il y est

question de musique et d'un songe, d'un jour d'automne, où le soleil, dans le ciel blanc, luisait comme une grande opale. Le piano brillait dans l'ombre, et « dans l'enchantement souverain du jour mourant, la musique coulait avec une telle douceur, que mon pauvre cœur humain ne put la soutenir. » Autant qu'à la sensibilité du poète, pour sa joie, et quelquefois pour son tourment, la musique est unie à son imagination. Elle la peuple de figures magnifiques ou charmantes. C'est « avril, le jeune troubadour, » qui, « sur les roseaux sonores, chante la bienvenue aux avoines naissantes. » Ou bien encore, cette silhouette de femme : « Elle tenait, de ses deux mains élevées, une grande lyre; et, marchant au-devant du soleil, on voyait à travers les cordes son visage resplendir. »

Pour témoigner de quel amour ce maître du verbe aime la musique et quelle ardeur il met à la poursuivre, quel est son désir, sa fièvre de l'atteindre et de la posséder elle aussi, il suffirait de cette phrase, écrite à propos de guerre et de beauté, de génie et de conquête : « Une mélodie vaut une province. » Ailleurs, avec plus d'effusion et de lyrisme, le héros du *Feu*, Stelio Effrena, le mieux nommé parmi tant de frénétiques héros, s'anime, s'exalte presque jusqu'à l'égarement. Dans un formidable ouragan dont Venise est secouée tout entière, il ne croit, ne veut entendre qu'une voix : « Ah! je t'ai saisie, » s'écria Stelio avec une joie triomphante. » La ligne entière de la mélodie s'était révélée, lui appartenait maintenant, immortelle dans son esprit et dans le monde. De toutes les choses vivantes, nulle ne lui parut plus vivante que celle-là. Sa propre vie même cédait à la puissance illimitée de cette idée sonore, à la force génératrice de ce germe capable de développemens infinis. Il l'imaginait plongée dans la mer symphonique où elle se déployait sous mille aspects jusqu'à sa perfection. « Daniele, » cria-t-il à son ami, « Daniele, j'ai trouvé! »

Puis il ajoute : « C'est vrai, Daniele, ce dont tu m'as fait part un jour : la voix des choses est essentiellement différente de leur son... Le son du vent imite tantôt les gémissemens d'une multitude frappée d'épouvante, tantôt les hurlemens des fauves, tantôt le fracas des cataractes, tantôt le frémissement des étendards déployés, tantôt le défi, tantôt la menace, tantôt le désespoir. La voix du vent est la synthèse de tous ces bruits : c'est la voix qui chante et qui raconte le travail

terrible du temps, la cruauté du sort humain, la guerre éternellement soutenue pour une illusion éternellement renaissante. »

Tout cela peut-être est surtout d'un poète. Mais ce qui suit est d'un musicien : « As-tu jamais songé que l'essence de la musique n'est pas dans les sons? — demanda le docteur mystique. — Elle est dans le silence qui les précède et dans le silence qui les suit. C'est dans ces intervalles de silence qu'apparaît et vit le rythme. Chaque son et chaque accord éveillent dans le silence qui les précède et qui les suit une voix que notre esprit seul peut entendre. Le rythme est le cœur de la musique; mais ses battemens ne sont perçus que pendant la pause des sons. »

Certains musiciens d'aujourd'hui l'oublient trop ou l'ignorent, cette vertu musicale du silence. Un Beethoven l'a bien connue. Et justement, quelques lignes plus bas, à l'appui de sa thèse, c'est Beethoven qu'atteste d'Annunzio, le Beethoven parfois si tragiquement silencieux de *Coriolan* et de *Léonore*, le Beethoven aussi du point d'orgue qui suit, de deux en deux, les quatre premières mesures de la Symphonie en *ut* mineur, le Beethoven enfin que Wagner, avant d'Annunzio, faisait parler ainsi : « Tenez mon point d'orgue longuement et terriblement ! Je n'ai pas écrit des points d'orgue par plaisanterie ou par embarras, comme pour avoir le temps de réfléchir à ce qui suit... Alors la vie du son doit être aspirée jusqu'à extinction. Alors j'arrête les vagues de mon océan et je laisse voir jusqu'au fond de ses abîmes; ou je suspends le vol des nuages, je sépare les brouillards confus, je fais apparaître au regard le ciel pur et azuré, je laisse pénétrer jusque dans l'œil rayonnant du soleil. Voilà, pourquoi je mets des points d'orgue (1). » Et voilà pourquoi dans la musique, le silence a ses droits, son rôle et sa beauté.

« D'Annunzio et la musique, » avons-nous écrit en tête de ces pages. On dirait aussi bien, peut-être mieux : « d'Annunzio musicien. » Jamais homme ne ressembla moins à cet homme que maudit Shakspeare, « qui n'a pas de musique en lui. » Bien plus, on croirait par momens que l'écrivain est lui-même dans la musique. C'est elle qui l'environne, qui l'enveloppe et l'étreint. « Te rappelles-tu, » demande Stelio Effrena à sa maî-

(1) Traduit et cité par M. Maurice Kufferath dans sa brochure : *L'art de diriger l'orchestre.*

tresse, « te rappelles-tu ce soir de tempête où je revenais du Lido ? » (Le soir dont nous avons nous-même parlé plus haut.) « Peu auparavant, sur le pont du Rialto, j'avais trouvé un motif; j'avais traduit en notes la parole de l'élément... Sais-tu ce que c'est qu'un motif ? Une petite source d'où peut naître un troupeau de fleuves, une petite semence d'où peut naître une couronne de forêts, une petite étincelle d'où peut naître une chaîne d'incendies sans fin. Dans le monde des origines idéales, il n'y a pas un être plus puissant, un organe de génération plus efficace. Et, pour un cerveau actif, il n'y a pas de joie plus haute que celle que peuvent lui donner les développemens d'une telle énergie...

« ... Tantôt je m'étais mis à développer le motif de ce soir orageux, que je veux appeler l'Outre d'Éole. Le voici.

« Il s'approcha du clavier, frappa d'une seule main quelques touches.

— « Cela, et rien de plus. Mais tu ne saurais imaginer la force génératrice de ces quelques notes. Il est né d'elles un tourbillon de musique, et je n'ai pas réussi à le dominer... »

Ainsi, constamment hanté par la musique, on comprend, lorsqu'il se souvient du fameux conseil de l'oracle à Socrate, qu'un d'Annunzio se demande, s'il avait eu pour maître un Socrate, « quelles musiques il aurait pu trouver. »

Deux sortes de musique, deux génies musicaux se sont partagé son âme orageuse : celui de l'ancienne Italie et celui de Wagner. Entre tous les romans contemporains, le *Triomphe de la Mort* est sans doute le plus directement issu de *Tristan et Iseult*. Du commencement à la fin, surtout vers la fin, il en porte le signe fatal et la pernicieuse empreinte. La dernière partie du roman contient une analyse de *Tristan* qui n'a pas sa pareille pour l'intelligence et la fidélité, pour la complaisance que l'écrivain apporte à se reconnaître, à s'admirer (sous les traits de son héros), en son terrible, en son funeste modèle. La mort, la mort proposée, au lieu de la vie, pour fin et pour idéal à l'amour, telle est la malsaine et détestable beauté partout présente, honorée et glorifiée partout, dans le commentaire, ou la glose littéraire, comme dans l'œuvre musicale elle-même.

Dès le prélude de *Tristan*, d'Annunzio nous signale « l'insatiable désir, exalté jusqu'à l'ivresse de la destruction. » Plus loin, qui l'accuserait de calomnier Iseult en écrivant : « La

puissance de destruction se manifestait en la femme magicienne contre l'homme qu'elle avait élu, qu'elle avait voué à la mort... La passion mettait en elle une volonté homicide, réveillait dans les racines de son être un instinct hostile à l'être, un besoin de dissolution et d'anéantissement. Elle s'exaspérait à chercher en elle et autour d'elle une puissance foudroyante qui frapperait et détruirait sans laisser de trace » Quand Iseult, au second acte, éteint et foule aux pieds la torche annonciatrice, c'est avec une joie farouche, et de cette joie son cœur bondit non seulement à l'approche de l'amour, mais de la mort. « Elle offrait sa vie et celle de l'élu à la nuit fatale; elle entrait avec lui dans l'ombre pour toujours. » Critique littéraire, va-t-on dire, ou de littérateur et de poète, partant extra-musicale. Attendez : voici qui va droit à la musique, au fond même de la musique et jusqu'au foyer du mal, mais, — il nous semble du moins, — pour s'y complaire et non pour s'y opposer : « Dans l'impétuosité des progressions chromatiques, il y avait la folle poursuite d'un bien qui se dérobait à toute prise, quoiqu'il resplendît très proche. Dans les changemens de ton, de rythme et de mesure, dans la succession des syncopes, il y avait une recherche sans trêve, une convoitise sans limites, il y avait le long supplice du désir toujours déçu et jamais éteint. L'effrayante vertu du philtre opérait sur l'âme et sur la chair des deux amans déjà consacrés à la mort. Rien ne pouvait éteindre ou adoucir cette ardeur fatale, rien, hormis la mort. Ils avaient tenté vainement toutes les caresses; ils avaient recueilli vainement toutes leurs forces pour s'unir dans un embrassement suprême... Leur substance corporelle, leur personnalité vivante, tel était l'obstacle. Et une haine secrète naissait chez l'un et chez l'autre, un besoin de se détruire, de s'anéantir, un besoin de faire mourir et un besoin de mourir. »

La mort! Toujours et partout la mort! Comme l'opéra, c'est d'elle que le roman célèbre le triomphe. Toute activité, toute personnalité détruite, tout effort stérile, toute lutte vaine et toute victoire impossible; tout être enfin englouti, abîmé, dans le néant... Oh! que nous aimons mieux, comme principe et comme fin, non seulement d'une œuvre isolée, mais de tout un art, cette dédicace, inscrite au seuil d'une de ses partitions par un de nos grands musiciens à nous : « Je souhaite que mon humble travail soit de quelque utilité pour l'accroissement de la

vie en mes frères et en moi-même, *ad incrementum vitæ in fratribus meis et in meipso* (1). »

Si l'œuvre de Wagner, et peut-être la plus wagnérienne de toutes, inspire, — de son souffle puissant et redoutable, — l'un des romans du romancier d'Italie, on voit, dans un autre, *le Feu*, la figure de Wagner lui-même passer par intervalles. Venise est le lieu de l'action : Venise, le séjour préféré de Wagner en Italie; Venise, qui fut d'abord le refuge de sa douleur et de son génie, l'une et l'autre au paroxysme, et qui devait un jour être l'asile de sa mort. La fin, l'extrême fin du roman, n'est que le récit, ou le tableau, — splendide, — des funérailles du maître allemand. Ainsi, comme le *Triomphe de la Mort* baigne en quelque sorte tout entier dans la pensée wagnérienne, la vision, la suprême vision de Wagner lui-même emplit et domine les dernières pages du *Feu*.

Mais, dans le roman vénitien, Wagner n'est pas seul à régner. Un musicien d'Italie, et de Venise, de la Venise d'autrefois, lui dispute l'empire, de sorte qu'ici l'on voit répondre, s'opposer même à l'apothéose du maître étranger, du « créateur barbare, » la protestation de l'idéal classique et du vieux génie latin. C'est bien de Venise qu'elle pouvait, qu'elle devait s'élever; de Venise, la cité mélodieuse entre toutes ses sœurs, et dont personne aussi bien que le romancier du *Feu* n'a compris, senti la musique, ou la « musicalité » tout entière, depuis ses chants les plus graves jusqu'à ses plus légères chansons.

« A Venise, » dit quelque part Stelio Effrena, « à Venise, il est impossible de sentir autrement que selon des modes musicaux. » Et encore : « N'est-ce pas d'un désir musical que Venise est pleine, d'un désir immense et indéfinissable? Tous les bruits s'y transforment en voix expressives. » Mais il y a des degrés et comme une hiérarchie dans l'expression de ces voix. Un soir de septembre, une barque, ornée de lanternes multicolores, chargée de musiciens et de chanteurs, était arrêtée devant le palais de Desdémone. Une sérénade en dialecte vénitien, « la vieille chanson de la jeunesse brève et de la beauté passagère, » montait doucement vers une femme attentive et souriante. « Ne vous semble-t-il pas, Effrena, que voici l'âme vraie de Venise?...

« — Non, répondit Stelio, ceci n'est point l'âme vraie de

(1) Gounod, dédicace de *Mors et Vita* au pape Léon XIII.

Venise. Il y a en nous, vagabonde comme un papillon voltigeant à la surface de notre âme profonde, une *animula,* un minuscule esprit joyeux qui souvent nous séduit et nous amène à nous incliner vers les plaisirs aimables et médiocres, vers les passe-temps puérils, vers les musiques légères... Ce que vous entendez maintenant chantonner sur les guitares, c'est l'*animula* de Venise; mais son âme vraie ne se découvre que dans le silence... »

Non pas seulement dans le silence; mais quelquefois, il est vrai, dans le silence même, et rien que dans le souvenir de concerts évanouis. Parmi tant de belles histoires que Stelio Effrena raconte à sa compagne, au cours de leurs promenades sur la lagune, il est une poétique et pathétique légende, celle d'un orgue merveilleux, à sept mille tuyaux de verre, qu'avait parié de construire nn maître verrier d'autrefois. « *Corpo di Bacco!* s'écria Dardi, vous verrez quel orgue je saurai faire! Je veux faire le dieu des orgues... Je veux que l'eau de la lagune lui donne le son et que les pieux, les pierres, les poissons chantent aussi. » Le Conseil de la République tint la gageure, décrétant seulement à l'avance que le maître aurait la tête tranchée dans le cas où son œuvre serait inférieure à son orgueil. Au jour dit, le *Bucentaure,* portant le Sérénissime et sa suite, sortit du bassin de San Marco et se dirigea vers une île, voisine de Murano, où devait avoir lieu l'épreuve. Temodia, c'était le nom de l'île, disparue aujourd'hui. Déjà les vannes qui retenaient l'eau sont ouvertes et « l'instrument gigantesque répand sous les doigts magiques du nouveau musicien une onde d'harmonies si vaste, qu'elle arrive jusqu'à la terre ferme et se propage dans l'Adriatique. Le *Bucentaure* s'arrête... mais tout à coup l'onde se brise, se réduit à quelques sons discordans, s'affaiblit, s'éteint. Dardi sent tout à tout à coup l'orgue s'assourdir sous ses doigts, comme si l'âme de l'instrument défaillait, comme si une force étrangère dévastait le prodigieux appareil dans ses profondeurs... Une embarcation se détache du *Bucentaure,* amenant l'homme rouge avec le billot et la hache... La tête tombe : elle est lancée sur l'eau, où elle flotte comme celle d'Orphée... Regarde, Fosca! Nous passons sur le souvenir de Temodia, peut-être! Les tuyaux de l'orgue sont ensevelis dans la vase, mais ils ne pourriront pas. Il y en avait sept mille. Nous passons sur les ruines d'une forêt de verre mélodieux. »

Si des voix même éteintes, que dis-je! des voix imaginaires, concourent au sortilège musical de Venise, de quel charme ses voix encore vivantes, et vibrantes, ne nous enchanteront-elles pas? C'est l'heure de l'*Ave Maria.* « Les cloches de San Marco donnèrent le signal de la Salutation Angélique, et leurs puissans éclats se dilatèrent en larges ondes sur le miroir du bassin, vibrèrent dans les vergues des navires, se propagèrent sur la lagune infinie... De proche en proche, par tout le domaine de l'Évangéliste... les voix du bronze se répondirent, se confondirent en un seul chœur immense, étendirent sur le muet assemblage des pierres et des eaux une seule coupole immense de métal invisible dont les vibrations semblèrent communiquer avec le scintillement des premières étoiles. Ces voix sacrées donnaient une idéale grandeur infinie à la Ville du Silence. »

D'autres voix, un autre soir, la plongent dans une égale horreur :

« Alors, un chant lointain flotta dans l'air sans changement, trembla dans la stupeur immense : un chant de voix féminines qui semblait sortir de poitrines brisées, de gorges fendues comme de fragiles roseaux, pareil à ces sons qui s'éveillent dans le fond des vieilles épinettes aux cordes lâches, lorsqu'une main en presse les touches usées; un chant inégal et strident, sur un rythme vulgaire et allègre qui était triste comme les plus tristes choses de la vie, dans cette immobilité et dans cette lumière.

« ... — Ce sont les folles de San-Clemente! »

« Venu de cette île de la Folie, de cet hospice clair et désolé, des fenêtres grillées de la terrible prison, le chœur allègre et lugubre tremblait, hésitait dans l'immensité extatique, devenait presque enfantin, s'affaiblissait, était sur le point de s'évanouir; et puis il se relevait, se renforçait, grinçait, se faisait presque déchirant; et puis il s'interrompait comme si toutes les cordes vocales se fussent cassées à la fois, il remontait comme un cri de torture, comme un appel de naufragés éperdus qui voient passer à l'horizon un navire, comme une clameur de moribonds; et il s'éteignait, finissait, ne ressuscitait plus. »

Voilà pour la Venise en quelque sorte musicale. Dans les sensations, les rêveries ou les imaginations du romancier-poète, on voit quelle est sa place et son rôle. Quant à la Venise musicienne, celle d'autrefois, l'auteur du *Feu* ne l'a ni moins bien

comprise, ni célébrée avec moins de splendeur. A la ressusciter il a mis tous ses soins, tout son amour. Au début du roman, le héros, un soir d'automne, dans la grande salle du Palais des Doges, parle, devant le plus noble auditoire, du génie, ou de l'âme de Venise. A propos de l'un des chefs-d'œuvre de la peinture vénitienne, le *Concert* de Giorgione, non pas le *Concert champêtre*, du Louvre, mais celui de Florence, plus vêtu, masculin et religieux, voici comment s'exprime Stelio :

« Quinconque a vu le *Concerto* avec des yeux sagaces, connaît un extraordinaire et irrévocable moment de l'âme vénitienne...

« Le moine assis au clavicorde et son compagnon plus âgé ne ressemblent pas à ceux que Vettor Carpaccio représentait, fuyant devant la bête apprivoisée par saint Jérôme, à San Giorgio-degli-Schiavoni. Leur essence est plus forte et plus noble ; l'atmosphère où ils respirent est plus haute et plus riche, propice à la naissance d'une grande joie, ou d'une grande tristesse, ou d'un rêve superbe. Quelles sont les notes que ces mains belles et sensitives tirent des touches où elles s'attardent ? Des notes magiques sans doute, puisqu'elles ont la puissance d'opérer chez le musicien une transfiguration si violente. Celui-ci est parvenu au milieu de son existence mortelle, déjà loin de sa jeunesse, déjà près de son déclin ; et voilà qu'alors seulement la vie se révèle à lui, riche de tous les biens, telle une forêt chargée de fruits vermeils, dont ses mains, occupées ailleurs, ne connurent jamais le frais velours. Comme sa sensualité est assoupie, il ne tombe pas sous la domination d'une seule image tentatrice ; mais il souffre d'une confuse angoisse où le regret domine le désir, tandis que, sur la trame des harmonies qu'il recherche, la vision de son passé, — tel qu'il aurait pu être et qu'il ne fut pas, — se compose comme un tissu de chimères. Son compagnon devine cette tempête, lui qui déjà est au seuil de la vieillesse, calmé ; doux et grave, il touche l'épaule de l'autre avec un geste pacificateur. Mais là se trouve aussi, émergeant de l'ombre chaude, comme l'expression même du désir, le jeune homme au chapeau empanaché et à la longue chevelure... Il est là, présent, mais étranger, séparé des premiers comme un être qui n'a souci que de son propre bien. La musique exalte son indicible rêve et semble multiplier indéfiniment sa faculté de jouir. Il se sait maître de cette vie qui échappe aux deux autres, et les harmonies recherchées par le

musicien ne sont pour lui que le prélude de sa propre fête. »

A ce curieux exemple de critique d'art, ou de deux arts, peinture et musique, mêlés, fondus l'un dans l'autre, je ne sais rien d'analogue, hormis certaine analyse, également en partie double et comme transposée, de la Sainte Cécile de Raphaël, par Liszt. Mais bientôt voici la musique seule, voici la musique reine : musique classique cette fois, musique latine, celle que nous avons, nous aussi, nous Français, le droit de reconnaître et d'aimer comme nôtre. Au discours de Stelio, dans la salle du Grand Conseil, un concert succède. L'œuvre exécutée est l'*Arianna* du vieux Marcello. Dès les premières notes, le caractère, le grand style se révèle. « Une idée sonore, nette et forte comme une personne vivante, se développait selon la mesure de sa puissance. » Rien qu'à ces mots, ne sentez-vous pas qu'il ne va plus être ici question de Wagner? En effet, durant des pages, un commentaire du drame lyrique italien se développe, aussi éclatant, aussi sain, aussi débordant de vie et de joie, que l'analyse de l'autre, l'allemand, était sombre, maladive, et ne respirant que la mort.

Oui, la vie et la joie animent, exaltent ce magnifique et somptueux dithyrambe en l'honneur du vieux et bachique chef-d'œuvre vénitien.

« Il (Stelio) tressaillit à l'éclat des voix humaines qui saluaient d'une triomphale acclamation le dieu invaincu :

Viva il forte, viva il grande!

« La salle profonde résonna comme une immense timbale vigoureusement frappée et le résonnement se propagea par l'escalier des Censeurs, par l'escalier d'or, par les passages, par les vestibules, jusqu'aux puits, jusqu'aux fondemens du palais, comme un tonnerre d'allégresse dans la nuit sereine.

« Dans cet impétueux mouvement fugué, les basses, les contralti, les soprani répétaient l'acclamation frénétique vers l'Immortel aux mille noms et aux mille couronnes... Toute l'antique ivresse dionysiaque renaissait et s'épanchait en ce chœur divin... Dionysos libérateur réapparaissait tout à coup aux yeux des hommes sur les ailes du chant, couronnait pour eux de félicité cette heure nocturne ainsi qu'une coupe débordante, plaçait devant eux une fois encore les biens sensibles de la vie. »

En vérité, lorsqu'il vient à lire, à relire de telles pages, un critique musical de notre connaissance, et qui, lui-même, parla naguère de l'opéra de Marcello, ne peut que s'excuser, avec un peu de honte, d'en avoir si pauvrement parlé.

« Le chant croissait en force; dans l'essor, les voix se fondaient... Mais, tout à coup, surgissait, des sonorités héroïques, un large rythme pastoral évoquant le Bacchus thébain au front pur, ceint de pensées suaves... » Puis l'esprit de la « fugue passait dans l'orchestre et s'y déployait en belles volutes légères, tandis que les voix battaient sur la trame orchestrale avec une percussion simultanée. » Enfin, c'était l'acclamation dernière et la suprême explosion d'allégresse. Le tumulte s'apaisait peu à peu. Une voix solitaire, une voix féminine, ardemment attendue, désirée, allait se faire entendre. « Quelqu'un chuchota près de Stelio le nom de Donatella Arvale. Il tourna les yeux vers l'estrade, par delà les violoncelles, qui formaient une haie brune. La cantatrice demeurait invisible, cachée dans la forêt délicate et frémissante d'où allait sortir l'harmonie douloureuse qui accompagne la lamentation d'Ariane.

« Enfin, dans le silence favorable, monta un prélude de violons. Les violes et les violoncelles unirent à cette plainte suppliante un plus profond soupir. N'était-ce pas, après la flûte et le crotale, après les instrumens orgiaques dont les sons troublent la raison et provoquent le délire, n'était-ce pas l'auguste lyre dorienne, grave et suave, harmonieux support du chant?... » Bientôt, les lèvres de la chanteuse s'entr'ouvrirent : « La mélodie de l'antique amour et de l'antique douleur coula de cette bouche avec une expression si pure et si forte, que, soudain, dans l'âme innombrable, elle se convertit en une félicité mystérieuse. Était-ce bien la divine plainte que jetait la fille de Minos, abandonnée sur la rive de Naxos déserte, les bras en vain tendus vers le blond Étranger? La fable s'évanouissait, l'illusion du temps était abolie. Ce qui s'exhalait dans cette voix parfaite, c'était l'éternel amour et l'éternelle douleur des dieux et des hommes. L'inutile regret de toute joie perdue, le rappel de tout bien fugitif, l'imploration suprême s'enfuyant à toute voile à travers les mers, se cachant à tout soleil derrière les montagnes, et l'implacable désir, et la nécessité de la mort, toutes ces choses passaient dans le chant solitaire, transmuées par la vertu de l'art en sublimes essences que l'âme pouvait

recevoir sans souffrir. Les paroles s'y dissolvaient, y perdaient toute signification, s'y changeaient en notes d'amour et de douleur infiniment révélatrices. Comme un cercle qui serait clos, mais qui se dilaterait continuellement, selon le rythme même de la vie universelle, la mélodie avait enveloppé l'âme innombrable qui se dilatait avec elle dans une immense félicité. »

Sommes-nous assez loin de Wagner et de *Tristan!* Si loin, qu'il nous semble toucher à l'autre pôle de l'art, à l'idéal contraire. Certes, de cette analyse d'un chef-d'œuvre italien, et de ce chef-d'œuvre même, il s'en faut que la passion, la douleur, fût-ce la mort, soit absente. Mais voyez comme un sentiment, un mot, y revient sans cesse, y commande, y triomphe partout : la félicité. Dans l'esprit du poète-musicien et dans son âme latine, jusqu'au fond de cette âme, voyez réapparaître, ou plutôt rentrer, en vainqueur, le génie de sa race. Du coup, son idée générale et comme sa conception de la musique en est modifiée. Alors qu'il parlait tout à l'heure d' « une idée sonore, nette et forte comme une personne vivante, » ne rendait-il pas un hommage instinctif à la forme par excellence, à la forme arrêtée et plastique, à la forme-type de l'art musical italien? Sans compter que, sur la perfection définitive de l'art germanique, un doute, une inquiétude maintenant lui vient : « Parmi les matières aptes à recevoir le rythme, la Parole est le fondement de toute œuvre d'art qui aspire à la perfection. Crois-tu que, dans le drame wagnérien, soit reconnue à la Parole toute sa valeur propre? Et ne te semble-t-il pas que le concept musical y perde sa pureté primitive, par le fait qu'il dépend souvent de représentations étrangères au génie de la musique? Certes, Wagner a le sentiment de cette faiblesse, et il l'avoue tacitement, lorsque, à Bayreuth, il s'approche d'un de ses amis et lui couvre les yeux avec ses deux mains, pour que celui-ci s'abandonne tout entier à la vertu de la symphonie pure et soit ravi dans une plus profonde vision par une joie plus haute. »

Plus loin maintenant, plus loin que Marcello même, voici que Stelio se plaît à remonter le cours des âges, des âges fortunés de la musique d'Italie : « Il reste, s'écrie-t-il, il reste à glorifier le plus grand des innovateurs, celui que la passion et la mort sacrèrent Vénitien, celui qui a son tombeau dans l'église des Frari, digne d'un pèlerinage : le divin Claudio Monteverde... Voilà une âme héroïque, de pure essence italienne. » Et déjà,

sur la demande d'Effrena, la belle cantatrice, l'Ariane de Marcello tout à l'heure, devient l'Ariane de Monteverde.

« Soudain les âmes furent ravies par un pouvoir comparable à cet aigle qui en songe ravit Dante jusqu'à la région du feu. Elles brûlaient toutes ensemble dans l'éternelle vérité, entendaient la mélodie du monde passer à travers leur extase lumineuse...

« La voix se tut; la cantatrice ne reparut point. L'air de Claudio Monteverde se composa dans le souvenir des auditeurs comme une ligne immuable. »

« — Y a-t-il un marbre grec qui soit arrivé à une perfection de style plus ingénue et plus sûre ? dit Daniele Glauro...

« — Voilà, dit Stelio, un artiste de notre race qui, par les moyens les plus simples, réussit à s'élever jusqu'au plus haut degré de cette beauté dont le Germain ne s'approcha que rarement dans sa confuse aspiration vers la patrie de Sophocle... »

Cependant, pour défendre « le Germain » en péril, un des auditeurs intervient et, rappelant *Parsifal :*

« — Connais-tu la lamentation du roi malade? »

Mais Stelio, continuant d'évoquer l'une après l'autre, et de siècle en siècle, les gloires musicales de sa patrie :

« Toute la détresse d'Amfortas est déjà contenue dans un motet que je connais bien : *Peccantem me quotidie;* mais avec quel essor lyrique, avec quelle simplicité puissante! Toutes les forces de la tragédie s'y trouvent pour ainsi dire sublimées, comme les instincts d'une multitude dans une âme héroïque. Le langage de Palestrina, beaucoup plus ancien, me paraît encore plus pur et plus viril. »

Bientôt, dans cet esprit et dans cette âme italienne, la lumière et la flamme latine vont achever de l'emporter :

« — Vous n'admirez pas l'œuvre de Wagner? lui demanda Donatella Arvale...

« — L'œuvre de Wagner, répondit-il, est fondée sur l'esprit germanique, est d'essence purement septentrionale. Sa réforme n'est pas sans analogie avec celle que tenta Luther. Son drame n'est que la fleur suprême du génie d'une race, l'abrégé extraordinairement puissant des aspirations qui travaillèrent l'âme des symphonistes et des poètes nationaux, depuis Bach jusqu'à Beethoven, depuis Wieland jusqu'à Gœthe. Si vous

imaginiez son œuvre sur le rivage méditerranéen, parmi nos clairs oliviers, parmi nos lauriers sveltes, sous l'éclat glorieux du ciel latin, vous la verriez pâlir et se dissoudre.

« Puisque, selon sa propre parole, il est donné à l'artiste de voir resplendir dans la perfection future un monde encore informe et d'en jouir prophétiquement par le désir et l'espérance, je vous annonce l'avènement d'un art nouveau ou renouvelé, qui, par la simplicité forte et sincère de ses lignes, par sa grâce vigoureuse, par l'ardeur de ses inspirations, par la pure puissance de ses harmonies, continuera et couronnera l'immense édifice idéal de notre race élue. Je me glorifie d'être latin, et, veuillez me pardonner... en tout homme de sang différent, je ne reconnais qu'un barbare. »

De tout notre esprit et de tout notre cœur, unissons-nous à cette conclusion, à l'expression d'un pareil vœu, à l'annonce, à la promesse d'un si bel avenir. Il nous plaît que d'aussi fières paroles nous soient venues de Venise, de cette Venise où, naguère, le romancier-poète glorifia l'Italie, où, blessé, le poète-soldat hier encore souffrait pour elle. Sous le ciel, au bord des flots, que ses yeux rouverts peuvent de nouveau contempler, qu'il reçoive notre hommage et nos actions de grâces. Parlant de musique toujours, et toujours à Venise, ne disait-il pas aussi : « Réaffirmons le privilège dont la nature a ennobli notre sang latin. » Et nous pareillement, nous, Français, nous le réaffirmerons par les arts, après l'avoir rétabli par les armes. Musiciens, mes frères, il nous appartiendra de libérer la musique de France après la terre française, et de ne plus souffrir que l'air natal, sur les lèvres de la patrie, module des chants étrangers.

CAMILLE BELLAIGUE.

REVUE LITTÉRAIRE

UNE ÉTUDE SUR LA FONTAINE (1)

M. Gustave Michaut a publié pendant la guerre le second tome d'un *La Fontaine* qu'il ne destinait pas à une telle époque. Et ce n'est pas à dire que cet ouvrage inattendu soit inopportun ; bien au contraire! Non que je voie ou désire voir, entre La Fontaine et la guerre, aucun rapport, certes, et nulle analogie. Si jamais poète fut l'ornement d'un pays tranquille et qui profite de sa sécurité, c'est le poète des *Contes* et des *Fables*. Il a célébré la paix, « sœur du doux repos; » et il a détesté, quand il y songea, peu souvent, le « noir démon des combats. » La paix et la guerre lui semblent affaires de rois, et qui ont pour les peuples diverses conséquences, mais qui n'ont pas leurs conséquences à Paris. Que le Roi déchaîne ou enchaîne Bellone, cela ne change pas beaucoup les journées de La Fontaine. « Louis consent qu'elle nous quitte : » et la paix de Nimègue est, pour La Fontaine, l'occasion de chanter, après les victoires de Louis, sa clémence. La politique du Roi, fidèle au principe déjà formulé par Marillac sous le règne de Henri II, « tenait sous main les affaires d'Allemagne en la plus grande difficulté qu'il se pouvait. » Le désordre des Allemagnes garantissait le salut de l'Europe; et la France n'était pas menacée.

Il n'en va plus de même; et, depuis que l'Europe a laissé la race de proie organiser ses coups de brigandage, Bellone est souveraine. Ainsi, les poètes des temps heureux et confians nous étonnent et risqueraient de nous devenir un peu étrangers, un peu indifférens à force d'étrangeté, si un autre sentiment ne nous ramenait à eux. Lisez La Fontaine et je crois que vous l'aimerez plus que jadis encore. C'est que nous, qui avons vécu et peut-être vivons dans une France menacée, nous nous sommes épris davantage et du sol disputé chère-

(1) *La Fontaine*, par G. Michaut, deux volumes, chez Hachette.

ment et aussi de l'âme ancienne et continue de la France. L'invasion ne chapardait pas seulement les arpens du sol; la défaite eût saccagé les siècles de la France et tout son génie élaboré par les siècles. Dans la tribulation, le précieux passé nous émeut, nous alarme. Lisez La Fontaine : et vous vous apercevrez que vous êtes attentifs nouvellement, ou plus intimement, à quelque chose de secret, de profond, de difficile à indiquer, non à sentir, et ne fût-ce qu'au son des mots français les plus parfaits et justes, arrangés au gré de notre pensée intacte et pure à merveille. La maison de La Fontaine à Château-Thierry, peu s'en est fallu que les hordes allemandes n'en fissent des décombres : et, pareillement, du génie de la France, qui est vivant, jeune et qui florit dans les poèmes de La Fontaine. Relisez La Fontaine et vous y prendrez un plaisir tendre et inquiet.

Le *La Fontaine* de M. Michaut n'est pas une révélation. M. Michaut n'apporte pas de documens inédits : il n'en a pas cherché; sans doute n'en aurait-il pas trouvé. M. Michaut ne souhaite non plus d'interpréter d'une façon toute neuve et originale un poète que les critiques ont commenté sans relâche. Il a raison et suit, sans le dire, un conseil que donnait Sainte-Beuve, il y a cinquante ans : « Ne subtilisons pas sur nos grands auteurs; n'imitons pas les érudits qui dissèquent à satiété les odes d'Horace et qui disent : ceci est plaqué, ceci ne l'est pas. Qu'en savent-ils? Les plus fins sont conduits plus loin qu'ils ne le veulent et ne savent plus où s'arrêter... » Il s'agissait, pour Sainte-Beuve, de taquiner l'auteur méticuleux de *Notes* sur Corneille, Édouard Fournier, dit le furet des grands hommes. Et il l'admonestait ainsi : « Pourquoi remettre éternellement en question ce qui est décidé? Pourquoi venir infirmer, même en des matières légères, ce qui est appuyé suffisamment et ce qui est mieux?... » M. Michaut ne s'est pas établi le furet de La Fontaine. Il a une manière simple et franche de lire, de se faire une opinion, de la dire et, quelquefois, rudement. Il ne « subtilise » pas et, quelquefois, on le regrette. Il vous juge le poème sur *La captivité de Saint Malc* sans ménagemens et n'y trouve qu'un très ennuyeux mélange de vers cornéliens, de vers galans et de vers « qu'on dirait bêlés par la Deshoulières. » Que de sévérité! Mme Deshoulières ne bêle pas toujours; et ce n'est pas bêler que d'invoquer, comme elle a fait, les bocages d'automne, dévastés par le vent, qui chasse

Jusqu'à l'heureux débris de vos frêles beautés!

Quant à *La captivité de Saint Malc*, M. Michaut n'est-il pas enchanté, lorsque le saint moine, à qui les Arabes ont donné pour compagne une « bergère » chaste et jolie, se plaint au ciel :

Tu m'as donné pour aide au fort de la tourmente
Une compagne sainte, il est vrai, mais charmante...?

Puis une lionne mangera le barbare qui s'est mis en tête de marier Malc et la bergère. Alors Malc aura licence de retourner au cloître et de s'y enfermer avec sa pudeur définitive ; la bergère entrera au couvent. Mais avant cela et quand Malc en est à regretter le cloître et sa calme sagesse, on n'est pas sûr que La Fontaine, en lui prêtant ces paroles de nostalgie, ne songe pas du tout à l'Oratoire, où il a passé, dans sa jeunesse, un peu de temps :

Je vous ai fait récit quelquefois de ces heures
Qu'en des lieux séparés de tout profane abord
Je passais à louer l'arbitre de mon sort.
Alors, j'avais pitié des heureux de ce monde.
Maintenant j'ai perdu cette paix si profonde ;
Mon cœur est agité...

C'est en 1673 que parut, chez Claude Barbin, le *Poème de la captivité de Saint Malc*. La Fontaine avait cinquante-deux ans ; et il n'était pas au bout de son erreur, qui a duré presque jusqu'à la veille de sa mort. Beaucoup plus tard, à soixante-six ans, il écrivait à M. de Bonrepaus, lecteur du Roi : « Je continuerai encore quelques années de suivre Chloris, et Bacchus, et Apollon, et ce qui s'ensuit ; avec la modération requise, cela s'entend. » Bref, les souvenirs de l'Oratoire ne sont pas, dans sa pensée et dans son cœur, si actifs qu'ils le divertissent de sa vie amusante ; mais il les garde gentiment et il réserve pour plus tard leur activité.

Certes, M. Michaut n'a pas tort de préférer les *Fables* aux *Contes* et de blâmer les *Contes*. Il acquiesce au jugement de Brunetière qui déclarait les *Contes* « un mauvais livre, un livre à garder sous clef dans les bibliothèques. » C'est la vérité. Cependant, ni Brunetière ni M. Michaut ne disent qu'il ne faut pas avoir les *Contes* dans sa bibliothèque. J'avoue aussi que les *Contes*, si choquans pour tant d'immoralité, ont l'inconvénient de ressasser leur plaisanterie : les aventures de moinillons éperdus et de nonnes folâtres finissent par lasser la complaisance du lecteur et, par endroits, le font rougir de sa complaisance. Mais je ne sais si La Fontaine a rien écrit de plus ravissant que *Joconde*, au moins que la première partie de *Joconde*.

Et *La Coupe enchantée* ne vaut pas *Joconde*, à beaucoup près ; mais il y a, dans *La Coupe enchantée*, ces deux vers :

Ménélas rencontra des charmes dans Hélène
Qu'avant d'être à Pâris la belle n'avait pas...

Avec l'idée de ces deux vers si jolis, La Fontaine aurait pu faire tout un conte, une comédie, un roman de petite honnêteté, de vif agrément. Les deux vers lui suffisent ; et ils suffisent. La Fontaine n'épargne pas ses trouvailles. Il les prodigue. Elles sont perpétuelles, dans les *Contes*, variées, attrayantes. Et elles ont un charme périlleux, tel que M. Michaut nous est bien utile, quand il nous avertit de ne pas céder à tant de séductions.

Ce n'est pas tout ce dont nous remercierons M. Michaut. Mais il a très finement examiné, très finement et avec un loyal entrain, la plupart des problèmes que posent la vie de La Fontaine, l'histoire de ses œuvres, ses œuvres même. Par exemple, il y a, dans le roman de *Psyché*, quatre personnages, Polyphile, Acante, Ariste et Gélaste, à propos desquels les critiques ne sont pas unanimes. Généralement, on veut que Polyphile soit La Fontaine ; Acante, Racine ; Ariste, Boileau ; Gélaste, Molière. Ce serait fort agréable : nous aurions le portrait de La Fontaine par lui-même et le portrait de Racine, de Boileau, de Molière par leur ami. Seulement, Walckenaër reconnaît Boileau dans Acante et Racine dans Ariste. Saint-Marc Girardin prend Gélaste pour Boileau et Ariste pour Molière. M. Roche, l'auteur d'une précieuse *Vie de Jean de La Fontaine*, se demande si Gélaste ne serait pas Molière d'abord, et puis Chapelle. Enfin, quant à ce Gélaste, Faguet déclare qu' « on ne sait pas qui c'est. » Molière, non ; Chapelle, peut-être : « ou plutôt on doit renoncer à donner aucun nom réel. » La question n'est pas facile à résoudre, et d'autant moins qu'aux argumens les plus rigoureux se mêlent d'autres argumens, de l'ordre sentimental : « Que l'on a de peine à ne plus trouver Molière dans la société des *Amours de Psyché!* » s'écrie M. Paul Mesnard ; et nous éprouvons, avec lui, ce regret. Je ne dis pas que M. Michaut ne l'éprouve pas du tout ; mais il résiste là contre et n'est pas la dupe de son cœur. Il écoute sa raison, qu'il a très nette. Il discute ; et il arrive à cette conclusion. La Fontaine, dans Polyphile, Acante, Ariste et Gélaste, n'a pas eu l'intention de peindre lui-même et tels de ses amis. Ses personnages sont des personnages de roman ; si l'on veut, des personnages de dialogue philosophique : chacun d'eux représente une opinion. D'ailleurs, il a pu emprunter à ses amis

quelques traits de leur caractère, qui convenaient aux personnages de *Psyché*. Sans doute y a-t-il du Boileau, du Racine, du Molière et du Chapelle dans les interlocuteurs qu'il imagine, et du La Fontaine dans chacun d'eux : du La Fontaine, surtout dans Polyphile, et dans Acante aussi. Mais nous n'avons point ici des portraits Tant pis !... Afin de nous consoler, disons-nous que les portraits, si c'en étaient, ne seraient pas d'une ressemblance criante, lorsque les commentateurs reconnaissent, dans le seul Gélaste, Boileau, Molière ou Chapelle ; dans le seul Ariste, Racine ou Boileau, comme dans le seul Acante ; et lorsque, dans Gélaste, Faguet ne reconnaît, au bout du compte, personne. Puis, M. Michaut ne nous invite pas à nous consoler : il cherche, tout bonnement, la vérité ; dès qu'il a conscience de la posséder, il nous l'impose. Il ne va pas par quatre chemins. Sa critique ne fait pas la renchérie. Elle fait de bonne besogne.

Avec tout cela, et après tant de livres savans consacrés à La Fontaine, après M. Michaut, M. Roche, après un essai joli de M. Edmond Pilon, après Faguet, donc bien après Walckenaër, après la remarquable notice de Paul Mesnard et après les admirables notes et notices de M. Henri Regnier dans l'édition des *Grands écrivains de la France*, La Fontaine est bien mystérieux encore. Mystérieux, cet écrivain si clair ? Si clair en chacune de ses phrases, oui. Si habile à choisir exactement ses mots, à dire ce qu'il entend et à ne pas dire davantage? A ne pas dire davantage ; et, quelquefois, à dire moins. Que de fois ne soupçonne-t-on pas qu'il entend plus qu'il ne dit, et ne vous offre-t-il pas la tentation d'aller, avec lui qui vous accompagne en secret, au delà de ce qu'il a dit! En outre, la diversité de sa pensée nous amuse et, volontiers, nous égare. Dans la campagne, par les beaux jours et quand l'air est parfaitement pur, tous les détails du paysage que nous regardons nous sont bien visibles et, jusqu'à l'horizon, nous voyons les bouquets d'arbres, les clochers, les routes et les chemins. Ce n'est pas la lumière, qui manque : plutôt y aurait-il trop de lumière éparpillée ou répandue partout également. C'est la quantité des objets visibles, et tous également visibles, et divers, qui dissémine nos regards et qui empêche que notre idée du paysage soit aussi nette que notre idée de chacun de ses élémens. Le paysage nous échappe, et La Fontaine. Il est difficile à tenir et, si l'on peut ainsi parler, difficile à réunir.

Les contemporains de La Fontaine semblent avoir éprouvé, à son égard, cette incertitude. Ils l'admirent et ils l'aiment : ils ne savent

pas où le placer. Boileau, qui l'admire et qui l'aime, et qui a défendu *Joconde*, et qui ne doute pas que « c'est beaucoup dire, » mais qui n'hésite pas à déclarer la nouvelle de son ami « même plus agréablement contée que celle d'Arioste, » Boileau ne sait pas où placer La Fontaine dans son *Art poétique;* et il ne l'y place nulle part. En 1675, Mme de Thiange, que La Fontaine appelle un ange et à qui La Fontaine donnait « sa gloire à ménager, » fit présent, pour les étrennes, au duc du Maine d'un petit théâtre doré, dit « la Chambre du Sublime. » Mathieu Marais a décrit ce petit théâtre : « Au dedans étaient M. le duc du Maine, M. de La Rochefoucauld, M. Bossuet, alors évêque de Condom, Mme de Thiange et Mme de La Fayette. Au dehors du balustre· Despréaux, avec une fourche, empêchait sept ou huit méchans poètes d'approcher. Racine était auprès de Despréaux... Toutes ces figures étaient en cire, en petit, et très ressemblantes... » Et La Fontaine? Mme de Thiange n'aurait pas oublié La Fontaine. La Fontaine est là, sans y être. Il est là, mais non pas au même rang que Racine ou Despréaux : il est « un peu plus loin; » Racine lui fait signe d'approcher. Il a de la timidité : c'est qu'il est timide ; mais encore on l'est pour lui, Mme de Thiange n'ose ni l'écarter de la chambre du sublime ni tout à fait l'y installer.

Ce qui montre aussi l'embarras où furent les contemporains, à l'égard de La Fontaine, c'est la légende qui se forma autour de lui. Une légende, habituellement, se substitue à la vérité et la remplace, quand la vérité n'est pas commode. Pour peu que la vérité soit toute simple, on s'en contente. Or, du vivant même de La Fontaine, on lui créa un personnage assez plaisant pour que lui-même en fût satisfait, un personnage qui est celui dont la tradition dure et qui n'est pas véritablement le sien. Je ne prétends pas que cette légende n'eût, avec la vérité, nulle analogie : aucune légende n'est absolument fausse. Et je ne prétends pas que La Fontaine, au bout du compte, ne fût pas « le Bonhomme ; » mais on lui a orné sa bonhomie. Je crois qu'il s'y prêtait ; et on lui en a prêté. Certaines anecdotes célèbres et qui servent à le peindre sont toutes dépourvues d'authenticité, de sorte qu'on vient à se méfier des autres. En 1691, il fit représenter à l'Académie royale de musique son opéra d'*Astrée*. Et l'on raconte qu'il sortit après l'acte premier, pour aller au café Marion ; là, il s'endormit et, comme un quidam s'étonnait de le rencontrer hors du théâtre, l'auteur d'*Astrée* affirma que le premier acte l'avait ennuyé à l'excès. Que d'abnégation ! quel détachement de toutes les passions naturelles à un auteur ! Mais, peu de semaines avant qu'*Astrée* parût aux chan-

delles, Mmes d'Hervart, de Virville et de Gouvernet, qui sont des « muses, » qui sont « les Grâces, » l'avaient prié de les rejoindre au château de Bois-le-Vicomte. Il leur répond : « De demeurer tranquille à Bois-le-Vicomte pendant qu'on répétera à Paris mon opéra, c'est ce qu'il ne faut espérer d'aucun auteur, quelque sage qu'il puisse être. » Et il ne manqua pas de suivre les répétitions d'*Astrée;* et, quand l'opéra fut tombé, si bien qu'on plaignit Céladon « qui, sortant des eaux du Lignon, s'était noyé dans la Fontaine, » il eut tout le chagrin d'un autre en pareil cas. On raconte aussi qu'à la représentation de sa pièce, La Fontaine, qui s'ennuyait, demanda de qui elle était ; de lui : « Elle n'en vaut pas mieux ! » Cette anecdote, qui n'est pas vraie, de La Fontaine qui oublie que l'*Astrée* est son ouvrage, vaut l'anecdote de La Fontaine qui, voyant son fils, demande quel est ce jeune homme et dit : « Je crois l'avoir vu quelque part... » Ce mot fâche Lamartine et ravit d'aise d'autres personnes : ce mot ridicule, absurde, et qui n'est pas de La Fontaine. La légende veut aussi que La Fontaine fût un garçon très paresseux, — mais son œuvre n'est pas si courte ; — paresseux et qui dort sans cesse, et qui se réveille avec ennui, se réveille à demi, se rendort et, dans l'intervalle de ses deux sommes, n'a pas de conversation. La Bruyère écrit : « Un homme paraît grossier, lourd, stupide; il ne sait pas parler ni raconter ce qu'il vient de voir... » Cet homme se met à écrire : et c'est La Fontaine. La Bruyère a peut-être connu La Fontaine; sans doute l'a-t-il entrevu : il ne l'a pas trouvé brillant. Et Louis Racine : « Autant il était aimable par la douceur du caractère, autant il l'était peu par les agrémens de la société. Il n'y mettait jamais rien du sien ; et mes sœurs qui, dans leur jeunesse, l'ont souvent vu à table chez mon père, n'ont conservé de lui d'autre idée que celle d'un homme fort malpropre et fort ennuyeux. Il ne parlait point, ou voulait toujours parler de Platon. » Voilà deux témoignages. Mais il résulte de ces deux témoignages que, ni dans la maison de Condé, chez « les grands, » ni auprès d'une famille un peu austère, La Fontaine n'était bien à son aise et fort content : il s'ennuyait. L'auteur du *Portrait de M. de Lafontaine*, dans les *Œuvres posthumes*, avoue qu'il ne soignait beaucoup ni sa toilette, ni sa mine; puis : « Dès que la conversation commençait à l'intéresser et qu'il prenait parti dans la dispute, ce n'était plus cet homme rêveur : c'était un homme qui parlait beaucoup et bien. Il était encore très aimable parmi les plaisirs de la table ; il les augmentait ordinairement par son enjouement et par ses bons mots ; et il a toujours passé, avec raison, pour un très charmant convive. » Eh ! il fallait que la causerie

l'intéressât : faute de quoi, il préférait le silence!... Comme il devait aller, pour quelques semaines, à Bois-le-Vicomte, Vergier, qui le connaissait de longtemps, écrivit à Mme d'Hervart :

Je voudrais bien le voir aussi,
Dans ces charmans détours que votre parc enserre,
Parler de paix, parler de guerre,
Parler de vers, de vin et d'amoureux souci,
Former d'un vain projet le plan imaginaire,
Changer en cent façons l'ordre de l'univers ;
Sans douter, proposer mille doutes divers :
Puis tout seul s'écarter, comme il fait d'ordinaire,
Non pour rêver à vous qui rêvez tant à lui,
Non pour rêver à quelque affaire,
Mais pour varier son ennui.

Ce n'est pas là le portrait d'un homme grossier, lourd et stupide. La Fontaine, à Bois-le-Vicomte et dans une société fort élégante, où il se sent chez lui, non point en cérémonie, comme il était en cérémonie dans la maison de Condé ; auprès de jolies femmes indulgentes et qui n'ont pas la pruderie que Racine n'eut pas toujours en sa vie, mais eut toujours en son ménage : alors La Fontaine se montre ce qu'il est, vif, enjoué, le plaisir des autres et de lui-même. Il a besoin d'une excitation perpétuelle : et c'est le propre des sensibilités les plus délicates et frémissantes et, plus elles sont frémissantes, bientôt lasses. Elles ont un grand remuement, puis tombent, se reposent. Après qu'il a « changé en cent façons l'ordre de l'univers, » La Fontaine « s'ennuie : » il se repose.

Dans le conte des *Filles de Minée*, La Fontaine s'écrie : « Je veux des passions! » S'il ne voulait pas de passions, il croirait que les morts sont heureux. Entre la vie morne d'un « cœur froid » et le néant, il ne fait pas de différence.

La sensibilité de La Fontaine, telle qu'on la voit dans sa poésie, et non dans la légende, mais dans la vérité de son personnage, lui est extrêmement particulière; et elle étonne chez un écrivain de son temps. Je ne dis pas que le XVIIe siècle ne soit que raison, comme les faiseurs de sytèmes historiques ne découvrent aussi, dans la Renaissance, que la luxure et ses prouesses. Le XVIIe siècle aurait inventé la raison, qui dompte la sensibilité, l'opprime, la supprime? Niaiseries! et ni Ronsard n'est dénué de raison ni, de sensibilité, Racine. Cependant, il est vrai qu'au temps de Ronsard l'idéal de la vie et de l'art a

plus de fougue, au temps de Racine plus de mesure. Au temps de Racine, il est vrai que la raison fut à la mode. Et La Fontaine, s'il n'a pas été le seul poète de son temps qui eût, pour les mouvemens de sa prompte sensibilité, une obligeante prédilection, du moins ne se cachait-il pas de ne contraindre guère son humeur. Il y avait alors, à l'égard de la sensibilité, une certaine pudeur, qu'il ignorait, ou peu s'en faut.

De cette manière, il ressemble à tels écrivains de l'époque précédente, plutôt qu'à ses contemporains. L'amitié qu'il témoigne à maître Clément, par exemple, et à maître François, et à nos vieux conteurs les moins raisonnables, à leurs facéties les plus audacieuses et à leur langage, est un indice : il eût aimé leur compagnie, comme leurs ouvrages. Et, en quelque sorte, il les continue, dans une société qui a changé de caractère et dans laquelle il paraît un peu dépaysé. L'auteur de l'*Art poétique* ne le nomme pas; surtout l'idée de la poésie et de la littérature que l'*Art poétique* formule n'a pas de rapport avec l'idée poétique et littéraire de La Fontaine. C'est tout une autre idée. L'ami de Boileau, de Racine et même de Molière est tout un autre homme. Et c'est ainsi qu'il n'entre ni dans l'*Art poétique*, ni tout à fait dans la Chambre du Sublime. Ses contemporains les plus illustres sont, à propos de lui, très embarrassés : ils le devinent grand ; et ils ne le reconnaissent pas pareil à eux. La Fontaine n'est pas pareil à eux. Et, comme il ressemble à des écrivains du siècle passé, il ressemble, dans son siècle, à des écrivains d'une autre catégorie, et d'une catégorie inférieure. Il y a plus d'analogie de nature entre lui et Saint-Amant ou Saint-Évremond ou Bussy qu'entre lui et Boileau ou Racine. Mais il est de la qualité des plus grands. Le résultat de cette contrariété, c'est qu'on ne savait au juste que faire de lui.

La liberté qui s'épanouit durant tout le précédent siècle avec tant d'exubérance, le XVIIe siècle ne l'a pas annihilée : il l'a disciplinée ou, s'il ne le pouvait, il l'a reléguée au second plan. Durant tout le XVIIe siècle, il y a des libertins et qui font la transition de la Renaissance à la Régence ou de Rabelais à Voltaire. Libertins de conduite et libertins de pensée. La Fontaine est l'un d'eux, s'il est, par le génie, l'égal de Racine.

La Fontaine écrit à Saint-Évremond : « Vous me louez de mes vers et de ma morale, et cela de si bonne grâce que la morale a fort à souffrir, je veux dire la modestie. » La morale de La Fontaine, que loue Saint-Évremond, ce n'est pas tout uniment la morale des *Fables* ni, je l'avoue, la morale des *Contes* : c'est la philosophie de La Fon-

taine, sa philosophie épicurienne et libertine. Mais La Fontaine ajoute: « J'en reviens à ce que vous dites de ma morale, et suis fort aise que vous ayez de moi l'opinion que vous en avez. Je ne suis pas moins ennemi que vous du faux air que prend un libertin. Quiconque l'affectera, je lui donnerai la palme du ridicule. » Ainsi, La Fontaine, que nous serions tentés de ranger parmi les libertins, les condamne. Ce qu'il condamne, plus exactement, c'est la doctrine et c'est le dogmatisme du libertinage; c'en est l'affectation : c'en est le cynisme. Un Nicolas Vion-Dalibray, un Desbarreaux et un Lhuillier sont des cyniques; et voilà ce que La Fontaine a blâmé. Ce sont des gens qui font la théorie de leur désinvolture, qui affichent leur mécréance et leur débauche, et qui ont de la superbe dans l'inconduite. Il y faut de la modestie, au moins de la simplicité.

Il y faut de la bonhomie. Et ce fut, dans sa vie hasardeuse, l'art de La Fontaine. Cette bonhomie, c'est ce qu'on appelle sa naïveté; c'est ce qu'il appelle son ingénuité. Il n'était pas du tout naïf et il suffit de l'avoir lu pour être sûr qu'il ne l'était pas. Il était fort avisé, très malin, dans son art, dans ses pensées, dans l'arrangement de son existence. On a de lui des lettres d'affaires qui montrent que, s'il a négligé parfois ses intérêts, pourtant il ne les ignorait pas. Mais il aimait assez qu'on le crût naïf. Et il n'était pas ingénu le moins du monde; mais il aimait assez qu'on le crût tel. Dans son remerciement à Messieurs de l'Académie française, il dit : « Mon ingénuité... » L'abbé de La Chambre, alors directeur de la Compagnie, va le chapitrer sans douceur : « Songez que ces mêmes paroles que vous venez de prononcer et que nous insérerons dans nos registres, plus vous avez pris peine à les polir et à les choisir, plus elles vous condamneraient un jour, si vos actions se trouvaient contraires, si vous ne preniez à tâche de joindre la pureté des mœurs, la pureté du cœur et de l'esprit, à la pureté du style et du langage. » A une telle semonce, que répondre? — « Mon ingénuité... »

Son ingénuité?... Il n'est pas ingénu dans ses *Contes*, où la polissonnerie n'est rien, mais où la perversité est délicieuse. « S'il y a quelque chose dans un écrit qui puisse faire impression sur les âmes, ce n'est nullement la gaîté de ces contes; elle passe légèrement... » Mais il sait qu'il n'y a pas que de la gaîté dans ses contes; et il n'est pas ingénu, quand il se vante d'y avoir observé les lois de la bienséance, qu'il nous invite à ne pas confondre avec la pudeur. Il n'est pas ingénu dans ses fables, où Lamartine trouve l'expérience désabusée d'un vieillard et, si c'est trop dire, où il y a pourtant une science

très avertie de l'humanité, du monde et des précautions utiles. Au jour la journée, il n'est pas ingénu, si on lui voit « les petites façons qu'il emploie quand il veut caresser les jeunes filles. » Sa fausse ingénuité lui est commode pour éconduire ce qui ne lui agréerait pas et pour se donner des libertés ou licences.

Mais, à défaut de son ingénuité, sa bonhomie!... La bonhomie, c'est une espèce d'humilité envers les gens et envers les choses, envers la philosophie et, pour ainsi dire, envers soi-même. C'est le contraire du pharisaïsme; et il y a du pharisaïsme à se croire parfait, mais pareillement à se croire détestable. C'est de l'indulgence à la disposition du prochain : et l'on se traite aussi comme le prochain. C'est, dans le péché même, une sorte de pardon, qui vaut presque l'innocence. Les docteurs considèrent que, le péché grave, on le commet avec le propos d'offenser Dieu. Ainsi fait don Juan, s'il a dessein de railler la charité, d'avilir le pauvre homme auquel il tend un louis d'or; et ainsi fait la jolie dame de Stendhal qui, sur la Piazza, par un beau soir de Venise, regrette que le sorbet qu'elle hume ne soit pas un péché; ainsi font les libertins qui lancent leur éthique insolente à l'encontre de l'Évangile. Les libertins, la jolie dame de Stendhal et don Juan sont dénués de bonhomie. Non La Fontaine : il a de la modestie dans son erreur. Et il écrit à Mme de La Sablière :

Si j'étais sage, Iris... Mais c'est un privilège
Que la nature accorde à bien peu d'entre nous!

Son libertinage n'est pas une doctrine; et son libertinage ne dépend guère d'une métaphysique. Les philosophes l'ont séduit, Platon surtout et Socrate dans les écrits de Platon. Mais, aux dialogues des philosophes, il « se laisse amuser insensiblement comme par une espèce de charme » ; et il ne s'aventure pas à chercher avec eux la vérité : eux-mêmes avaient « peu d'espérance » de la trouver. « Leur modestie les a empêchés de décider dans cet abîme de difficultés presque inépuisable. Ils faisaient avouer au moins qu'on ne peut connaître parfaitement la moindre chose qui soit au monde... » La Fontaine aboutit à une sorte d'agnosticisme où il n'est ni malheureux ni impertinent. L'incertitude philosophique le dispense de rien affirmer: elle lui épargne aussi les négations : et, quand il retournera aux croyances religieuses, il n'aura point à quitter un système. Il fera sans peine son chemin de retour. En attendant, l'incertitude philosophique et la bonhomie l'engagent à regarder la vie humaine, et la sienne, comme une chose de petite conséquence. Le prêtre qui s'occupera de

le convertir, ou de le ramener plutôt, ne rencontrera de sa part aucune répugnance aux mystères et miracles; mais il ne le persuadera point aisément de craindre l'enfer et les châtimens éternels : c'est que La Fontaine, avec bonne foi, ne parvient pas à croire la vie assez importante pour mériter de telles représailles.

Si la vie est peu importante, elle admet la « plaisanterie, » d'où résulte quelque tristesse et qu'il faut égayer. La volupté est un secours.

Volupté, volupté, qui fus jadis maîtresse
Du plus bel esprit de la Grèce,
Ne me dédaigne pas, viens-t'en loger chez moi.
Tu n'y seras pas sans emploi.
J'aime le jeu, l'amour, les livres, la musique,
La ville et la campagne, enfin tout : il n'est rien
Qui ne me soit souverain bien,
Jusqu'au sombre plaisir d'un cœur mélancolique.

Le « plus bel esprit de la Grèce » organisait le bonheur. La modestie de La Fontaine veut, souhaite plutôt, qu'il se contente du plaisir. Il en a paré sa vie et ses poèmes, sans orgueil et avec adresse. Le « passe-temps » a été l'objet de son art et de sa conduite; et il lui a donné des grâces tantôt rieuses, tantôt souriantes à peine et dont le sourire cache ou esquive du chagrin. Tout allait bien, sans la mort! Mais, quand il fut à l'article de mourir, il écrivit à son ami le chanoine : « O mon cher! mourir n'est rien. Mais songes-tu que je vais comparaître devant Dieu? Tu sais comme j'ai vécu. »

Il y a la mort! et même en un temps jadis où la vie était douce, anodine, et pouvait être inutile avec innocence.

André Beaunier.

REVUE SCIENTIFIQUE

UN PEU D'AÉROTECHNIQUE

Ce nom d'*aérotechnique*, qui n'est, je crois, pas encore dans le Dictionnaire de l'Académie, mais qui dans la prochaine édition trouvera à n'en pas douter une place méritée par sa neuve importance, ce nom est celui dont les physiciens ont convenu d'appeler l'étude scientifique de l'aéronautique. Cette science nouvelle n'en est guère encore qu'à ses premiers vagissemens, mais il convenait que, pareille aux nouveau-nés sur qui toute une lignée fonde de fabuleux espoirs, on la baptisât dès l'abord d'un beau nom solennel emprunté aux racines grecques. On a disputé et on dispute encore beaucoup sur le point de savoir si l'aviation est une création de la science. Non, affirment, les uns, car, disent-ils, les savans n'ont cru à l'aéroplane que lorsqu'il a été réalisé, car cette réalisation est due à des expérimentateurs et non à des théoriciens, car enfin, une foule de faits, comme les cabrioles d'un Pégoud, ont paru défier et contredire même les prévisions de la théorie. Oui, disent les autres, — car la théorie complète de l'aéroplane a été faite il y a un siècle par Cayley, et les *réalisateurs* n'ont fait que se conformer à ses données et à celles de ses successeurs.

Comme toujours, hélas!... ou presque, lorsqu'il s'agit des doctrines humaines, il y a du vrai dans l'une et l'autre de ces opinions. Il est certain que l'aéroplane n'est pas sorti tout armé du sein de la théorie, comme jadis Minerve du cerveau jovien, ou, pour prendre une comparaison moins mythologique, comme naguère la télégra-

phie sans fil de la théorie électromagnétique de Maxwell. Il est certain que les problèmes posés par les premiers hommes volans ont pris d'abord un peu au dépourvu les servans du calcul intégral. Il est certain que si des points importans du vol par le plus lourd que l'air avaient été traités par les théoriciens que nous avons cités, leurs travaux avaient passé inaperçus, ils n'avaient point eu l'honneur de la considération ou même de l'attention des académies. Je n'ai pas entendu dire que les Wright fussent même bacheliers, et si Ader est docteur ès sciences, ce qui est possible après tout, cela n'a pas suffi à lui assurer, lors de ses premières et magnifiques tentatives, les investitures officielles qu'il méritait. Comme le disait, il y a trois ans, le grand savant américain Graham Bell, il est certain que le progrès a été beaucoup plus sensible, d'abord dans l'art que dans la science de la locomotion aérienne.

Mais si, en des matières aussi complexes, la théorie seule est impuissante, ou incomplète, car toujours quelque circonstance existe qui glisse comme un fin poisson dans les mailles trop larges des équations, — on a vu des ponts, calculés par de forts mathématiciens, s'écrouler au premier passant, — en revanche, l'empirisme, livré au seul hasard, à ses tâtonnemens aveugles, demeure infécond et risque de s'égarer en des tentatives sans issue. Poincaré l'a dit et répété : une accumulation de faits n'est pas plus une science qu'un tas de pierres n'est une maison. Il importait donc de classer pour le passé, de dresser suivant des plans définis pour l'avenir, d'*ordonner* en un mot, l'étude technique de l'aviation naissante ; il importait de remplacer, l'empirisme hasardeux par l'expérimentation définie. Cette œuvre est celle de l'aérotechnique, et les progrès faits dans cette voie, les méthodes élaborées, dont nous allons dire un mot, et qui touchent aux procédés les plus délicats de la philosophie naturelle, — j'entends ces mots dans leur sens anglais, — ont certainement été pour une large part, pour la plus large part, dans les progrès étonnans que l'aviation a faits depuis quelques années ; c'est d'eux qu'il faut attendre surtout de nouveaux perfectionnemens et de nouvelles découvertes pour l'avenir. Et c'est ainsi que si l'aviation n'est peut-être pas la fille légitime, ni même la fille naturelle de la science, elle en est la fille adoptive tendrement aimée.

***

Nous avons vu que l'équilibre et la vitesse d'un avion dépendent avant tout de la résistance de l'air sur ses surfaces diverses. Cette

résistance augmente très vite avec la vitesse, comme le carré de celle-ci, c'est-à-dire que, pour une vitesse double, la résistance est quadruple. Sur un objet qui se déplace à 100 kilomètres à l'heure, cette résistance est donc 100 fois plus forte que sur le même objet à la vitesse de 10 kilomètres à l'heure. La révélation de cette énorme résistance aérienne aux grandes vitesses est une des sensations les plus nettes et les plus curieuses que j'aie eues lors de mon premier vol : c'était dans un petit biplan Bréguet, faisant près de 150 à l'heure; soigneusement tapi derrière la lucarne en celluloïd transparent du capot, et voulant signaler un objet intéressant au pilote placé derrière, il me souvient que mon bras inconsidérément étendu hors du capot fut aussitôt projeté vers l'arrière avec une violence qui me rappela aussitôt que nous ne volions pas dans le vide.

La résistance qu'exerce l'air sur un avion peut être, comme je l'ai déjà expliqué, ramenée à deux composantes : l'une qui s'exerce de bas en haut, et qu'on appelle *la poussée*, l'autre qui s'exerce perpendiculairement à la poussée, en sens inverse de la marche de l'appareil, et qu'on appelle *la traînée*. Lorsqu'on vole horizontalement, il s'établit un équilibre tel qu'évidemment la poussée est exactement égale au poids de l'appareil, et la traînée exactement égale à la traction de l'hélice. La poussée est la composante utile, puisque c'est elle qui soulève et soutient l'avion, la traînée est la composante nuisible, puisque c'est elle qui empêche l'avion d'avancer; elle mesure la résistance passive de l'appareil à l'avancement. Un avion sera donc, toutes choses égales d'ailleurs, d'une qualité d'autant meilleure que la traînée sera plus petite et la poussée plus grande. C'est pourquoi on est convenu d'appeler *finesse* d'un avion, le rapport de sa traînée à sa poussée correspondant à l'angle d'attaque le plus favorable.

La finesse moyenne des bons avions est de 0,14 environ, c'est-à-dire que la traction nécessaire à la marche horizontale, dans les meilleures conditions, est égale aux 14 centièmes du poids total de l'avion, c'est-à-dire encore, pour prendre un exemple, qu'un tel avion pesant 500 kilos, subira en vol horizontal une traction de son hélice égale à 70 kilog. Dans certains avions particulièrement bien étudiés, la finesse atteint même 0,12, c'est-à-dire qu'une force de 12 kilos par 100 kilos de leur poids suffit à les faire voler horizontalement.

A ce propos, les aérotechniciens qui ont établi ces définitions me permettront, avec tous les égards dus à leur science, de leur faire une remarque : plutôt que d'appeler finesse d'un avion le rapport de sa traînée à sa poussée, il aurait été beaucoup plus logique d'appeler

ainsi le rapport inverse, c'est-à-dire celui de la poussée à la traînée. On aurait évité par là le résultat absurde auquel ils aboutissent, et qui leur fait dire qu'un avion, dont la finesse est égale à 0,12 est plus fin, c'est-à-dire en bon français *a une finesse plus grande* que celui dont la finesse égale 0,14. On oublie un peu trop, parfois, dans le langage technique, d'écorcher le simple bon sens, et je prétends qu'il n'est pas nécessaire de creuser, hors de propos, des tranchées infranchissables entre le parler savant et celui de tout le monde. Il y a bien d'autres exemples, d'ailleurs, de cette curieuse manie, ne fût-ce que l'expression de « corps noir » que, suivant moutonnièrement l'exemple des savans allemands, nous avons appliquée au corps idéal, dont le pouvoir émissif est égal à l'unité. L'expérience prouve que les corps incandescens se rapprochent d'autant plus de ce « corps noir » qu'ils sont plus blancs, et c'est ainsi que nous avons été récemment amené à donner en toute rigueur la réponse suivante à quelqu'un qui nous demandait de définir la couleur blanche parfaite : « Le blanc est la couleur d'un corps noir de température infinie. » Je ne sais si cette définition ne sera pas pour les peintres un sujet d'étonnement, mais, comme physicien et en donnant aux mots leur sens convenu, je n'en saurais trouver de meilleure. Cet exemple montre, comme la « finesse » des avions, que le langage savant a parfois ses raisons que la raison ne connaît pas.

D'après ce que nous venons de voir, il est clair que la qualité d'un avion, sa capacité de voler et de transporter des charges, sa vitesse et sa sustentation dépendent avant tout des réactions produites sur lui par l'air, des composantes de la résistance qu'exerce celui-ci sur les diverses parties de l'appareil.

La mesure systématique des résistances aériennes sur les diverses surfaces utilisables en aviation était donc le premier et le plus fondamental des problèmes posés à l'aérotechnique. Nous allons voir maintenant, d'un coup d'œil rapide, et sans prétendre faire un exposé complet de la question, comment ce problème a été résolu.

***

Deux méthodes principales ont été et sont encore employées pour étudier les actions de l'air sur un objet en mouvement. Dans la première, on meut effectivement l'objet à étudier dans l'air immobile; dans la seconde au contraire, l'objet restant fixe, on étudie sur lui l'action d'un courant d'air.

La première méthode (objet mobile dans l'air) tend à se rapprocher

autant que possible des conditions effectivement réalisées dans l'aviation où le mobile se déplace dans un air pratiquement immobile par rapport à lui. Quatre procédés principaux et distincts ont été employés pour appliquer cette méthode.

1° Chute directe et libre d'un objet dans l'air, sous l'action de la pesanteur. Il est clair qu'un objet tombant ainsi d'une grande hauteur prend une vitesse qui croît d'abord, puis cesse d'augmenter et devient constante, lorsque la résistance de l'air (proportionnelle, rappelons-le, au carré de la vitesse, c'est-à-dire très rapidement croissante) est devenue égale à cette résistance. A ce moment, celle-ci est mesurée par ce poids. Cette méthode a été appliquée avec beaucoup d'ingéniosité par M. Eiffel, notamment au cours d'expériences classiques faites du haut de la Tour de 300 mètres qui porte son nom. Ces expériences, qui ont porté sur les objets les plus variés, ont fourni des résultats fort curieux, elles ont servi de prélude aux recherches remarquables dont nous parlerons ci-dessous, et qu'a exécutées plus récemment ce savant en utilisant la méthode du courant d'air. Ce premier procédé a en effet quelques légers inconvéniens qui en limitaient l'application : difficulté de l'appliquer à des objets un peu étendus et influence perturbatrice du vent qui se retrouve, d'ailleurs, dans toutes les méthodes de plein air.

2° L'emploi d'un *manège* dont le bras porte à son extrémité les objets à étudier. Le manège peut être en plein air, ce qui a des inconvéniens, ou dans une rotonde fermée où les irrégularités atmosphériques n'agissent plus. Un magnifique manège de ce genre ayant 32 mètres de diamètre et pouvant animer les mobiles étudiés d'une vitesse de 30 mètres à la seconde (108 kilomètres à l'heure), ce qui est une vitesse moyenne d'aéroplane est établi à l'Institut Aérotechnique de Saint-Cyr, dont un intelligent et généreux Mécène, M. Deutsch de la Meurthe, a doté l'Université de Paris et qui constitue un des plus précieux instrumens de recherches actuellement réalisés dans le monde, d'abord parce qu'on y a réuni les laboratoires et les appareils les plus variés de façon à contrôler tous les résultats par des procédés indépendans, ensuite parce que le professeur Maurain, directeur de l'Institut de Saint-Cyr, grand prêtre de ce temple superbe de la science aéronautique, est une des intelligences les plus nettes et les plus vives de la science française.

Et puisque je parle ici de l'Institut Aérotechnique de Saint-Cyr, on me permettra de signaler, en le déplorant, un fait véritablement regrettable : à l'heure actuelle, dans ce moment décisif où tous les

efforts devraient être tendus vers leur meilleur rendement pour la défense de la patrie, alors que notre aviation dans toute l'effervescence d'une continuelle et glorieuse crise de croissance et de progrès aurait besoin de tous les concours techniques propres à la garder des tâtonnemens inutiles, l'Institut Aérotechnique est détourné de son rôle pourtant si essentiel, et il sert de caserne : son personnel, au lieu d'être mobilisé sur place, est disloqué, dispersé de tous côtés, ses laboratoires et ses précieux instrumens sont immobiles et sans emploi.

3° Un autre procédé consiste à disposer les corps à étudier sur un *véhicule* qui se déplace à grande vitesse. Des recherches importantes dans cette voie sont dues à M. de Guiche qui a été ici un précurseur doublé d'un technicien remarquable. En fixant les surfaces à étudier au-dessus d'un automobile roulant à diverses vitesses, au moyen d'un bâti élevé, et grâce à d'ingénieux manomètres, M. de Guiche a obtenu de nombreuses et intéressantes données qu'il a publiées naguère en plusieurs volumes précieusement documentés.

La méthode du véhicule a été également employée à l'Institut Aérotechnique au moyen d'un chariot mû électriquement sur une voie ferrée rectiligne de 1 360 mètres de long qui permet d'étudier jusqu'à des vitesses de 85 kilomètres à l'heure de très grandes voitures, et même des aéroplanes entiers.

Cette méthode a d'ailleurs l'inconvénient des perturbations et des remous inévitables produits dans l'air par le voisinage du sol et la proximité du véhicule, bien que l'objet à étudier soit placé aussi haut que possible au-dessus de celui-ci. La méthode du manège a les mêmes inconvéniens et en outre celui-ci : dans son mouvement circulaire l'objet étudié, pour peu qu'il ne soit pas très petit, n'a pas la même vitesse dans sa partie externe que dans sa partie tournée vers le centre du manège ; d'où des dissymétries et des remous perturbateurs dans les actions de l'air. Comme on le voit l'antique carrousel de nos fêtes rurales, le manège musical aux coursiers ligneux et concentriques n'est point encore la panacée universelle qui nous fournira impeccablement toutes les solutions de l'aérotechnique. La distance reste grande, qui sépare de Pégase les « bons chevaux de bois » chers à Verlaine.

4° Enfin le procédé le plus simple, mais le plus délicat dans la pratique consiste à *faire les mesures sur un aéroplane en plein vol.* C'est ce qui a été réalisé heureusement, grâce notamment aux appareils du commandant Dorand, qui permettent d'enregistrer simultané-

ment pendant le vol les diverses réactions horizontales et verticales de l'air et la traction de l'hélice.

La seconde méthode générale employée pour expérimenter l'action de l'air sur divers corps est fondée sur le principe de relativité. Elle admet que de l'air en mouvement sur un objet mobile produit sur lui le même effet que si l'objet se déplaçait d'une vitesse égale et contraire dans de l'air calme.

En France, cette méthode a été appliquée d'une manière particulièrement heureuse par M. Eiffel dans son laboratoire du Champ-de-Mars, puis plus récemment à Auteuil. L'espace me manque pour décrire en détail, à mes lecteurs, l'arsenal instrumental à la fois puissant et délicat, que le grand ingénieur a réalisé dans son laboratoire d'Auteuil, les instrumens de mesure précis, les méthodes graphiques et les procédés de calcul ingénieux qu'il a imaginés pour mettre en œuvre et interpréter ses expériences. Il faut admirer sans réserve l'activité infatigable et le génie inventif sans cesse renouvelé de cet octogénaire ; son plus beau titre de gloire dans l'histoire de la science ne sera sans doute pas la Tour de Mille coudées, bien que, jadis simple phénomène métallurgique, elle soit devenue l'antenne frémissante et sensible qui par la T. S. F. fait sentir au monde les vibrations du cœur de la France. Non, ce sera plutôt son œuvre aérodynamique, les résultats aujourd'hui classiques de ces milliers d'expériences qui ont été et sont chaque jour si précieuses à tous ceux qui construisent, inventent ou perfectionnent des aéroplanes ou des organes quelconques d'aéroplanes.

Dans le laboratoire d'Auteuil qui constitue sans doute la plus puissante installation de ce genre dans le monde, se trouve réalisé un courant d'air d'un diamètre d'environ 2 mètres pouvant atteindre une vitesse d'environ 40 mètres à la seconde (144 kilomètres à l'heure). Dans ce courant d'air sont suspendus les *modèles réduits* des avions ou parties d'avions (hélices, etc.) dont on veut mesurer la tenue dans l'air, le rendement, la sustentation. Des appareils délicats permettent de faire ces mesures à distance. La valeur de la pression, exercée par exemple sur une aile réduite, par le courant d'air, est mesurée au moyen d'une balance dynamométrique dont le principe est simple et ingénieux : la surface est portée par un levier relié au fléau d'une balance ; ce fléau étant soulevé par la pression de l'air, on rétablit l'équilibre au moyen de poids qui déterminent exactement la pression cherchée.

La méthode du courant d'air avait soulevé d'abord quelques

objections. On craignait que les résultats obtenus avec les modèles réduits (seuls utilisables ici, étant donné le diamètre forcément minime des courans d'air artificiels puissans) ne fussent pas rigoureusement applicables aux aéroplanes en vraie grandeur, même en utilisant des lois de similitude expérimentalement établies. En fait, ces craintes étaient heureusement vaines : il paraît démontré qu'à condition de ne pas employer des modèles très petits, et d'avoir, comme dans le cas des expériences de M. Eiffel, des courans d'air d'une amplitude correspondante, la méthode du courant d'air fournit des résultats, à peu de chose près, corrects. La comparaison des résultats obtenus sur les modèles réduits avec ceux que donnent les appareils en vraie grandeur a été concluante à cet égard. Des expériences comparatives faites avec le chariot électrique de Saint-Cyr ont conduit à une conclusion analogue.

Comme on le voit, chacune des méthodes employées pour l'étude de la science de l'air a ses avantages et ses inconvéniens. Elles se complètent et se contrôlent réciproquement. C'est ainsi qu'en attaquant simultanément de divers côtés, sur tous les fronts à la fois, cet ennemi de la science qu'est l'inconnu, celle-ci arrive à le maîtriser, alors qu'une attaque unilatérale le laisserait invulnérable par ailleurs et ne donnerait sur lui qu'une victoire locale et fallacieuse.



C'est par ces méthodes qu'ont été obtenus les résultats relatifs à l'angle d'attaque optimum, aux dimensions des surfaces portantes, etc., auxquelles j'ai fait allusion dans ma dernière chronique. Il ne saurait être question d'entrer ici dans le détail systématique des mesures numériques qui ont été ainsi faites. Je voudrais seulement par quelques exemples, en quelque sorte sporadiques, montrer l'intérêt souvent imprévu de ces résultats et signaler quelques-unes de leurs conséquences pratiques.

Si on fait agir de l'air à une vitesse donnée sur diverses surfaces planes de même forme, mais de dimensions différentes, la résistance de l'air n'est pas la même par centimètre carré pour les diverses surfaces. Par exemple, sur un carré de 10 centimètres de côté, la résistance de l'air est beaucoup plus petite que sur chacun des décimètres carrés d'une plaque d'un mètre de côté. — Si on prend deux surfaces de même étendue, mais de formes différentes, la résistance de l'air diffère : par exemple, si on prend un carré et divers rectangles de même surface totale, M. Eiffel a montré que la résistance est bien plus grande

pour les rectangles, jusqu'à augmenter de la moitié de sa valeur primitive quand on a un rectangle 50 fois plus long que large.

Si on prend deux demi-sphères identiques et terminées par un cône de 20 degrés d'angle, et qu'on les mette dans un même courant d'air, l'une la pointe en avant, l'autre la pointe en arrière, celle dont la pointe est dirigée vers le courant subira de la part de l'air une résistance presque deux fois plus grande que l'autre. Les bons fuselages doivent donc être effilés vers l'arrière et non vers l'avant; il faut à cet égard imiter les poissons, et les savans ingénieurs qui naguère munirent nos locomotives de coupe-vent eussent mieux fait de placer ceux-ci à l'arrière du train. Les derniers modèles de dirigeables sont d'ailleurs effilés vers l'arrière.

Des expériences ont d'autre part montré qu'en allongeant suffisamment le fuselage terminal d'une demi-sphère, la résistance de l'air peut être réduite à moins d'un sixième de sa résistance primitive sur la sphère.

Voici un autre exemple curieux de l'influence énorme de la forme des objets sur la résistance que leur oppose l'air : si l'on déplace dans celui-ci, dans le sens de sa longueur, un cylindre à bases circulaires dont la longueur soit quatorze fois le rayon, et qui aura donc un peu la forme d'un bâton de maréchal, la résistance de l'air a une certaine valeur. Si on recouvre les deux extrémités planes de ce cylindre de deux petites calottes hémisphériques, la résistance de l'air devient du coup cinq fois plus faible, c'est-à-dire qu'elle est réduite des quatre cinquièmes.

Tout cela, ainsi que beaucoup d'autres résultats analogues obtenus notamment par M. Maurain à Saint-Cyr, a conduit à améliorer sensiblement les formes données aux divers élémens des avions. On a donné aux nacelles des profils pisciformes et effilés, on a profilé semblablement les mâts, dissimulé les moteurs dans des capots, entoilé les roues. L'aviation anglaise a même créé récemment des fils d'acier spéciaux destinés au haubannage, et dont la section n'est pas circulaire, mais affecte la forme d'une ellipse allongée. C'est ainsi qu'on a obtenu des avions fins.

C'est par les mêmes méthodes qu'on établit les meilleures dispositions à donner aux avions bi ou multiplans. Il n'y a d'ailleurs aucune différence essentielle entre les deux catégories (monoplans et biplans) où l'on classe d'ordinaire les aéroplanes. On a dit et répété souvent que les monoplans sont moins stables que les biplans ; il n'y a pour cela aucune raison théorique ou pratique. Non moins hasardée est

l'opinion d'après laquelle les biplans sont systématiquement moins rapides que les monoplans.

La raison pour laquelle on a été amené parfois à substituer à deux ailes uniques, deux ou plusieurs paires d'ailes superposées est simple : pour augmenter la force portante d'un appareil monoplan, il faut, comme nous l'avons expliqué dans notre dernière chronique, augmenter l'envergure de ces ailes (puisque leur largeur est limitée par une dimension de moins de 2 mètres qu'on ne peut dépasser sans diminuer la force portante). Or, en augmentant indéfiniment la longueur des ailes, on compromettrait évidemment leur solidité au point d'attache unique qui les supporte, et on augmenterait leurs flexions. C'est pourquoi on a été amené de préférence à superposer plusieurs paires d'ailes.

Ces ailes sont réunies entre elles par des longerons qui donnent à l'ensemble une grande rigidité et une indéformabilité parfaite. Le voisinage des deux surfaces cause évidemment quelques perturbations dans l'air, mais l'expérience prouve que, lorsque ces deux plans sont à une distance convenable et au moins égale à leur profondeur, la diminution de poussée qui en résulte sur l'ensemble ne dépasse pas 20 p. 100. C'est-à-dire que deux ailes superposées de 6 mètres portent autant qu'une aile unique de 10 mètres.

Quant à l'inclinaison la plus favorable, à la disposition et à la distance qui conviennent le mieux dans les avions à plusieurs plans, on les étudie notamment au moyen du chariot dynamométrique. Certaines expériences montrent en particulier qu'il semble y avoir avantage à décaler vers l'avant la surface supérieure du biplan. L'étude des actions réciproques des surfaces est d'ailleurs loin d'être achevée, et il y a encore là de belles mines d'expériences à creuser pour les aérotechniciens.

* * *

Pour compléter ce bref aperçu, je devrais parler aussi des résultats aérotechniques relatifs au groupe motopropulseur de l'avion, c'est-à-dire à l'hélice et au moteur. On me permettra de laisser de côté ce qui concerne l'hélice, dont l'étude soulève des problèmes techniques assez délicats et pratiquement impossibles à exposer sans le secours de quelques formules trop rébarbatives pour venir s'insérer ici. Il me suffira de dire que les hélices actuellement employées en aviation ont un excellent rendement qui atteint jusqu'à 80 pour 100, c'est-à-dire qu'environ 80 pour 100 de la puissance fournie par le moteur est transformé

intégralement en travail utile de l'hélice (ce travail utile étant le produit de la traction de l'hélice par la vitesse imprimée à l'appareil).

L'étude des hélices, de leurs formes, de leurs conditions de rendement maxima, qui varient avec la nature et le poids de l'appareil à propulser, constitue une des parties les plus importantes de l'aérotechnique.

Je dois signaler cependant un curieux effet de la rotation de l'hélice dans les appareils à une seule hélice qui sont les plus nombreux. La force qui fait tourner l'hélice dans un certain sens, ou, comme dit le jargon des idoines, le *couple* de l'hélice tend par réaction à faire tourner l'aéroplane tout entier en sens inverse, à le faire chavirer sur l'aile opposée au mouvement de l'hélice. Pour y remédier, le réglage de l'aéroplane est fait de sorte que cette action soit compensée par une très légère dissymétrie de l'incidence des plans. Il s'ensuit cette conséquence curieuse que, lorsque l'avion vole, l'hélice arrêtée, en vol plané par exemple, l'appareil tend à chavirer du côté où l'hélice tournait. Le pilote y remédie, en général inconsciemment sans doute, par la manœuvre convenable des ailerons ou du gauchissement.

Des divers moteurs d'aviation j'aurai l'occasion de parler dans ma prochaine chronique, qui sera consacrée aux divers types d'avions de guerre. Dès maintenant pourtant, une remarque importante s'impose, qui s'applique à tous les moteurs d'avion indistinctement : elle est relative à l'action de l'altitude sur la puissance des moteurs.

Les moteurs actuellement utilisés en aviation sont tous des moteurs à explosion à 4 temps dans lesquels la puissance est fournie par l'explosion d'un mélange en proportions convenables d'essence et d'air. A mesure qu'un avion s'élève dans l'atmosphère, la pression et la densité de l'air diminuent. Une plus faible quantité d'air est donc introduite à chaque cylindrée, et si la composition de celle-ci reste constante, ce qui est pratiquement réalisé, il s'ensuit que la puissance du moteur diminue avec l'altitude. A 2500 mètres d'altitude par exemple, un moteur de 100 chevaux-vapeur n'en donne plus que 73 ; à 5000 mètres, il n'en donne plus que 50 environ, la pression de l'air étant à cette hauteur réduite de moitié. Il est clair, dans ces conditions, que le poids que peut porter ou plutôt traîner un avion donné diminue à mesure que celui-ci s'élève, et il existe pour tout avion une altitude limite pour laquelle la surcharge que peut porter l'avion est nulle. Cette altitude est ce qu'on appelle le *plafond* de l'avion. Un raisonnement très simple montre que, dans le cas examiné, où la puissance du moteur est proportionnelle à la densité de l'air, le *plafond* d'un

appareil peut être immédiatement calculé connaissant la surcharge maxima qu'il peut porter près du sol. Par exemple, un appareil pouvant porter près du sol une surcharge égale à son poids aura comme plafond l'altitude où la densité de l'air est réduite de moitié, c'est-à-dire 5 000 mètres.

A vrai dire, la raréfaction de l'air avec l'altitude influe aussi sur la poussée de l'avion, sur la traction de l'hélice qui se déplace dans un milieu moins résistant, sur les résistances passives. En fait, les diverses modifications qui résultaient de ces causes se compensent sensiblement, et peuvent être, en première approximation, négligées, à côté de la diminution de la puissance du moteur.

***

A la lumière des quelques indications générales que nous venons de donner, nous pourrons maintenant, sinon en toute connaissance de cause, du moins à la lueur de cette obscure clarté que projettent les exposés techniques dont on a volontairement banni toute technicité, passer en revue les diverses fonctions que la guerre a données aux oiseaux humains, et les organes variés que, conformément au vieux principe darwinien, ces fonctions ont créés. En tout cas, dès maintenant, de ce bref exposé il résulte, croyons-nous, clairement que la France a eu une part importante dans cette jeune science déjà si brillante qu'est l'aérotechnique. En donnant à la Patrie sur les pièces d'argent la silhouette élégante d'une semeuse, le graveur Roty a vraiment eu une pensée profonde et juste. Semeuse, la France l'a toujours été; il faudra bien quelque jour qu'elle devienne aussi moissonneuse. Dès maintenant dans l'empire... je veux dire dans la république de l'air, elle s'y essaie brillamment, comme nous verrons.

CHARLES NORDMANN.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

Tandis que la Chambre française se formait en un comité secret d'où le ministère devait sortir, après sept longues séances, raffermi par un vote qui exprime d'abord l'union perpétuée et renouvelée de tous les partis dans une inébranlable volonté de vaincre, en Italie le Cabinet Salandra est tombé, sur un incident, savamment ménagé, de vie parlementaire. Voici comment en fut montée la mécanique. Le député Chiesa commença par demander au gouvernement de faire à la représentation nationale, sur la situation militaire (au lendemain de l'offensive autrichienne et pendant que la bataille se poursuit), « les communications compatibles avec les exigences de la guerre, » c'est-à-dire de s'expliquer publiquement au sujet d'événemens en cours, dans la mesure où il croirait pouvoir parler et dans la forme qu'il jugerait convenable. M. Salandra répondit qu'il en aurait une occasion toute naturelle si l'on entamait au plus tôt la discussion des crédits provisoires, qui, comme à l'ordinaire, mettrait en jeu la politique générale du gouvernement : on était alors au jeudi, on pouvait bien prendre le lundi suivant; car il n'avait pas moins hâte que la Chambre de voir s'ouvrir le débat attendu. Là-dessus, des conciliabules : ah ! le gouvernement était pressé? on allait donc marcher très vite. Et, coup sur coup, au galop, les budgets de quatre ministères étaient adoptés sans observation. Adoptés, oui, mais avec un nombre non négligeable et croissant de bulletins « contre, » comme si l'on voulait rassembler, entraîner et tenir en haleine une opposition que les derniers scrutins, en énorme majorité favorables au gouvernement, n'avaient encore jamais permis de dégager. Le rapport étant prêt, le rendez-vous fut avancé au samedi 10 juin. Ce jour-là, dès le début de la séance, le président du Conseil prit la parole. Il rappela, d'un trait bref, l'œuvre qu'il avait accomplie, dit, simplement et noblement, en face de quels devoirs et de quelles difficultés il se trouvait : « Nous devons avoir et

nous avons avec nos Alliés une communauté de joies et de douleurs; nous devons avoir, et, — ce qui vaut mieux, — nous avons en commun les fins immédiates et les fins les plus lointaines de la guerre. Pour le matériel de guerre, dont la consommation dépasse toute prévision humaine, nous donnons et nous recevons, avec une mutuelle générosité, tout le secours possible. » La « puissante offensive » des Autrichiens aux limites du Trentin, leur ruée vers la plaine fait que l'Italie soutient, en ce moment, une dure épreuve. Mais si c'est encore l'heure de la vigilance et du souci, l'heure de l'angoisse est déjà passée. Il faut élargir ses vues, ne point regarder seulement un coin de l'immense champ de bataille, ne point penser seulement à soi, mesurer et peser le travail que font les autres, et auquel aident grandement la résistance que l'on oppose et la peine même que l'on supporte. Surtout il ne faut ni subir ni, bien pis, affecter ou provoquer du découragement. « C'est une besogne néfaste, même si elle est inconsciente, que celle des gens qui répandent de soudaines alarmes et propagent des idées noires; ils échappent d'autant plus aisément à la répression que leur action ne se borne pas aux couches populaires, mais s'étend jusque dans les plus hautes sphères sociales et politiques, où elle devrait être aussitôt corrigée et étouffée par une réaction spontanée du milieu. » Sans doute des erreurs ont-elles pu être commises, et peut-être des fautes. Ici M. Salandra a prononcé une phrase qui, relevée avec habileté, détournée de son véritable sens, et interprétée tendancieusement, allait fournir un prétexte à l'attaque. Par ses mauvaises frontières, si artificieusement tracées en 1866 afin de laisser à l'Autriche la porte toujours ouverte, l'Italie eût été, en tout état de cause, placée dans des conditions défavorables pour empêcher que la poussée de l'ennemi n'obtienne un premier et rapide succès. « Cependant, il convient de reconnaître virilement que des défenses mieux préparées...(le compte rendu officiel note, en cet endroit : *commentaires vifs et prolongés, suivis d'un tumulte de voix incompréhensible*); il convient donc de reconnaître que des défenses mieux préparées l'auraient, à tout le moins, arrêtée plus longtemps et plus loin des bords de la zone montagneuse. »

Ainsi le gouvernement entrait en conflit avec le haut commandement ; le président du Conseil blâmait le général en chef ; et Salandra venait de découvrir Cadorna ! Rien de moins vrai ; rien de plus étranger à la pensée et aux intentions de l'orateur, qui, tout au contraire, s'appuyant sur l'opinion du haut commandement, du général Cadorna lui-même, faisait allusion aux négligences punies par la

mise à la retraite d'office d'un des deux frères Brusati. Mais M. Salandra avait eu le tort de ne pas s'exprimer en termes nets et qui ne pussent prêter à l'équivoque ; quand, un instant plus tard, il le fit, il était trop tard. Le prétexte avait été fourni, et il avait été saisi. Quiconque a tant soit peu l'habitude des assemblées sent bien que désormais l'affaire était jugée et que la Chambre n'écoutait plus. Elle se dressa certainement, ou tout entière, ou presque tout entière, pour applaudir l'armée. dans une acclamation qui dura plus de trois minutes. Mais vainement M. Salandra chercha et rencontra, ou rencontra naturellement sans les chercher, les plus dignes, les plus fiers accens. Vainement il se retrouva, il s'affirma tel qu'on l'avait connu aux meilleurs jours du mois radieux de mai 1915. Il se rassit dans le silence. Seuls la droite et le centre, quelques fidèles à gauche, marquaient une de ces approbations molles, timides et tristes qui, dans les Chambres, ont des airs de consolation et comme de condoléance : furtive poignée de main d'amis pressés de quitter le convoi. Les « démocrates constitutionnels, » « les socialistes réformistes » et les radicaux, hier ou avant-hier fervens et vibrans, demeuraient immobiles. Et cette immobilité était une condamnation, ou plutôt une exécution, car la condamnation avait été portée en secret et d'avance, sans avoir rien entendu, dans la volonté longuement mûrie de ne rien entendre.

Ce fut, pendant quelque temps encore, selon le rite accoutumé, le défilé des « interventions » annoncées et des explications de vote. Les socialistes Graziadei et Turati, le républicain Pirolini, qui se chargea d'exploiter le pseudo-dissentiment Salandra-Cadorna, le radical Alessio, apparurent successivement. Puis la Chambre fut mise en face de deux ordres du jour ; l'un, de M. Luciani : « La Chambre, confiante dans l'œuvre du gouvernement, approuve le projet de loi ; » l'autre, de M. Turati : « La Chambre ne consent pas au ministère actuel l'exercice provisoire des budgets, et passe à l'ordre du jour. » M. Salandra déclara accepter le premier, repousser le second, et demander le vote par division, pour ne pas lier au sort du Cabinet les nécessités de l'État, et pour que, même le ministère renversé, la vie de la nation en guerre ne fût pas interrompue. Alors se levèrent tour à tour le radical Girardini, le giolittien à demi repenti, autrement dit non neutraliste, rallié à l'intervention, Leonardo Bianchi, le nationaliste Medici del Vascello, le socialiste réformiste Berenini, le catholique Meda, un autre giolittien converti, M. Carlo Schanzer ; et, par surcroît, MM. Gallenga, Cavagnari, Arlotta. Et tous, à l'exception des deux derniers, refusèrent leur confiance à M. Salandra ; et tous, à peu

près, dirent la même chose: les circonstances exigeaient que l'Italie eût un ministère vraiment national, et elle n'aurait de ministère vraiment national que lorsque tous les partis y seraient représentés. A quoi bon insister longuement? On vota. Il n'y eut que 158 voix pour l'ordre du jour Luciani; il y en eut 197 contre; le ministère Salandra était en minorité de 39 voix. Dans la majorité hostile, on compte : 35 socialistes officiels; une dizaine de socialistes indépendans, genre Enrico Ferri, Arturo Labriola, Ettore Ciccotti; autant de républicains; 16 socialistes réformistes; 48 radicaux; 4 députés du groupe Luzzatti, et M. Luzzatti en personne, dont le *non*, inattendu de beaucoup, a soulevé une certaine émotion; deux ou trois nationalistes; autant de syndicalistes catholiques; sept ou huit « isolés » de la droite et du centre, une quinzaine de démocrates de gauche; autant de démocrates-constitutionnels; enfin une trentaine de députés, plus ou moins étroitement attachés à l'ancienne majorité giolittienne : entre autres, MM. Schanzer, déjà nommé, Facta, Cocco-Ortu, et le confident, le correspondant, le disciple à qui le maître adresse ses épîtres, le dépositaire des grands secrets du *parecchio*, l'ex-chef du cabinet de M. Giolitti, M. Peano, et le propre gendre de M. Giolitti, M. Chiaraviglio. Quant au « patron » lui-même, il n'a pas bougé de Cavour, au moins pour venir à Rome. Il est, dit-on, amateur de rosiers, et voici la saison des roses. Qu'il soit à Cavour ou ailleurs, un homme qui a joué le rôle qu'il a tenu dix années durant, ne manque pas de quoi s'occuper, ne fût-ce qu'à se souvenir. Détail que la chronique peut transmettre à l'histoire, et où la morale aussi est intéressée : au moment du scrutin, on vit entrer en troupe dans la salle un nombre assez important de giolittiens repêchés, sous la conduite de M. Peano, et l'on en vit sortir une cinquantaine de membres des différens partis, amis de Platon certainement, mais plus encore amis de *la Fortuna*, stoïciens surtout en ce qu'ils supportent sans peine les tribulations d'autrui, et en ce que, dans le doute sur l'issue de la bataille, ils s'abstiennent volontiers. C'est pourquoi, de 415 députés dont la présence avait été pointée, il n'y eut que 355 votans. Une soixantaine livrèrent la place, en la quittant, à la façon dont les rats de la fable abandonnèrent le vaisseau qui naufrageait.

M. Salandra ne pouvait que se retirer, ou du moins qu'offrir sa démission. Il n'hésita pas. Le Roi, revenu en hâte du front, n'hésita pas non plus sur la solution à donner à la crise. Le motif le plus honorable pour lequel elle s'était ouverte, c'est que, dans la situation où était l'Italie, particulièrement à l'heure où l'effort ennemi se déployait

pressant vers Vicence et les débouchés du pays lombard-vénitien, il fallait à la nation un ministère national. Pour qu'elle l'eût, il fallait d'abord que l'homme qui le constituerait portât un nom qui dît quelque chose à la nation, qui, avant toute déclaration ministérielle, fût, à soi seul, un programme, un symbole, et comme un drapeau. M. Salandra, quand, du consentement et presque sur la désignation de M. Giolitti, il avait reçu le pouvoir, n'était pas cet homme. Il l'était devenu peu à peu depuis le mois d'août 1914, plus encore depuis le mois de mai 1915, tout à fait depuis l'admirable et mémorable discours du Capitole. Lui parti, il fallait quelqu'un qui arrivât, possédant d'emblée ce qu'il avait mis deux ans à acquérir, deux années toutes pleines, deux très grandes années, qui ont compté comme deux siècles. Le Roi fit appeler M. Paolo Boselli. Officiellement ou protocolairement, M. Boselli est le doyen de la Chambre des députés, né en 1838, — âgé, par conséquent, de soixante-dix-huit ans, — le dernier membre survivant du Parlement subalpin, le chancelier des ordres du royaume d'Italie; mais, bien plus, il est le président de la *Société Dante Alighieri*, à la tête de laquelle il succéda à Ruggero Bonghi. Or, la *Société Dante Alighieri*, c'est, pour Trieste, pour le Trentin, et pour toute *terra irredenta*, ce qu'a été, avec Paul Déroulède, pour l'Alsace-Lorraine, notre Ligue des Patriotes ; mais c'est une Ligue des Patriotes portée à la plus haute puissance, et dont les actes ont failli dix fois faire rompre l'alliance et dix fois compromis les relations entre l'Italie et l'Autriche, unies, en 1882, par un traité qui faisait violence au sang, au cœur, à l'esprit, à la langue et à l'histoire de l'Italie. Dès 1890, à la suite de la dissolution par l'autorité autrichienne d'une autre société, la *Pro Patriá*, considérée comme une de ses filiales et dont le siège était à Trente même, les choses avaient été sur le point de se gâter, tout un chapitre des Mémoires de Crispi en témoigne. M. Boselli, président de la *Société Dante Alighieri*, par cela seul qu'il en est le président, incarne donc aux yeux des Italiens du dedans et du dehors le patriotisme italien levé et armé contre l'Autriche. D'autres qualités, d'ailleurs, ou d'autres vertus, contribuent à donner à son nom la valeur d'un symbole : en premier lieu, la parfaite droiture d'une vie qui mérite et attire le respect de tous. Né à Savone, en Ligurie, dans une de ces familles où c'était la tradition de conspirer pour la liberté, fonctionnaire à ses débuts, puis professeur d'économie industrielle à l'Université de Turin, puis professeur de science des finances à l'Université de Rome, où il est venu avec la Monarchie, il n'est point sorti de la Chambre depuis

sa première élection, le 27 novembre 1870. Comme député, pendant quarante-six ans, il a pris une part importante aux travaux et aux débats parlementaires, notamment en 1876, dans la discussion sur le régime des chemins de fer, en 1881, à l'abolition de la taxe sur le sel; par-dessus tout, il a été l'incomparable rapporteur de l'enquête sur la marine marchande : « Un peuple de marins forts et hardis, s'écriait-il, placé sur la grande route des nations, voit et sent que, dans les entreprises et les risques de la navigation et des commerces maritimes, il doit retrouver de nouvelles destinées. » Cette foi dans les destinées de l'Italie, c'est le fond du caractère de M. Boselli, c'en est l'élément permanent, c'est son principe et sa règle, c'est sa marque. A quarante-quatre ans de distance, elle lui fait tenir le même langage, le 20 novembre 1871, quand, dans un discours d'une forme classique, il montre à la Chambre enthousiaste « l'Italie pensive et émue sur la tombe d'Ugo Foscolo, » et tout dernièrement, le 20 mai 1915, à la veille de la résolution définitive, quand il lui dépeint « la douleur des populations italiennes arrachées à l'Italie par les usurpations de la force et le déchirement des nationalités » ou quand, il évoque devant elle « les grands esprits des auteurs de la rédemption et de l'unité nationale saluant avec nous les événemens tant appelés et désirés. » Cinq fois ministre, de 1887 à 1906, — trois fois, avec Crispi, une fois avec le général Pelloux, une fois avec M. Sonnino; trois fois à l'Instruction publique, une fois aux Finances, une fois au Trésor, — il y avait déjà dix-sept ans qu'il était député lorsque, pour la première fois, Crispi lui confia un portefeuille, celui de l'Instruction publique. Auparavant, il l'avait essayé dans une mission à Paris, après la dénonciation du traité de commerce italo-français du 3 novembre 1881. A peine installé à la Consulta en août 1887, Crispi avait envoyé M. Boselli auprès de M. Rouvier, alors président du Conseil, qu'il avait connu comme négociateur de la Convention de navigation, et nous avons de lui, dans cette circonstance, trois lettres très intéressantes, des 5, 7 et 10 septembre, qui non seulement traitent du point un peu spécial sur lequel portait principalement sa mission, mais touchent accessoirement à la politique générale, à la politique internationale. Au ministère de l'Instruction publique, il fut prompt à faire ses preuves, et ses talens, la finesse, l'agilité de son intelligence, son aisance à se mouvoir dans les questions techniques, lui eurent bientôt assuré les plus précieux suffrages. Que ce temps paraît loin, lorsque le hasard vous remet sous la main et qu'on se distrait à feuilleter la collection de quelque vieux journal, celle, par exemple, du *Don Chisciotte*,

disparu avec beaucoup d'autres, où il se dépensa, par la plume et par le crayon, un tel trésor de verve et de fantaisie, et qui ne fut pas toujours juste, mais qui fut toujours amusant! Il nous était resté, avouons-le, grâce au *Don Chisciotte*, le souvenir d'un Boselli, — Paolino, comme il l'appelait, à cause de sa petite taille, à peu près celle de M. Combes, — d'un Paolo Boselli, sentencieux, archi-prudent et enveloppant de précautions oratoires excessives, — *per avventura!* — les propositions les moins téméraires. Et voilà que ce petit homme, à la pensée et à la parole craintives, s'est fait, au jour du suprême sacrifice, la voix magnifique d'un grand peuple, qui, dans le danger, ayant cherché son âme, est unanime à la retrouver en lui!

Sous sa présidence se sont groupés dix-huit ministres : quatorze secrétaires d'État, pour les diverses administrations (quelques portefeuilles ayant été dédoublés), et quatre ministres sans portefeuille. Du ministère Salandra survivent ou revivent : en premier lieu, M. Sidney Sonnino, à l'acceptation ou au refus de qui a été un après-midi suspendue la combinaison; M. Orlando, naguère garde des Sceaux, maintenant ministre de l'Intérieur; — en novembre 1915, ses amis avaient fait pour lui un autre rêve; — le vieux garibaldien Carcano, ministre du Trésor; le général Morrone, ministre de la Guerre, et le vice-amiral Corsi, ministre de la Marine. Des quatre nouveaux ministres sans portefeuille, le plus actif sera M. Leonida Bissolati-Bergamaschi, — tout court, Bissolati, socialiste réformiste, qui entre dans le Cabinet avec une sorte de délégation permanente aux armées, en qualité de commissaire civil de la guerre (quoiqu'il ne veuille pas de ce titre) et pour servir, comme représentant du président du Conseil, d'agent de liaison entre le gouvernement et le commandement. La position est délicate; elle réclame un rare crédit et politique et personnel, que seul peut-être offrait l'initiateur et l'inspirateur de l'*Alliance démocratique*, maître, depuis des mois, de l'existence, sinon de l'action, du ministère Salandra. Les autres sont : le sénateur Vittorio Scialoja, brillant avocat, juriste éminent, protagoniste déclaré de l'Alliance de la Culture latine, et qui veut la réaliser pratiquement jusque dans le domaine du droit civil et du droit commercial; le giolittien « interventiste » Leonardo Bianchi, et le républicain Ubaldo Comandini, qui prend la place du républicain Salvatore Barzilaï. Notons encore la présence d'hommes remarquables à différens égards, comme M. Francesco Ruffini, nommé ministre de l'Instruction publique, hier professeur et recteur de l'Université de Turin, spécialiste réputé du droit ecclésiastique, dans l'étude duquel

il aura marqué une trace, par ses travaux et par son enseignement, auteur, en un autre genre, de deux charmans et piquans volumes sur *la Jeunesse de Cavour;* M. Ivanoe Bonomi, professeur, lui aussi, et publiciste distingué, MM. Sacchi et Luigi Fera, M. Filippo Meda, dont la participation au pouvoir fera date en ce qu'elle consacre et enregistre pour l'avenir la participation des catholiques à la vie politique du royaume. Au point de vue de leur classification parlementaire, les dix-neuf ministres auxquels se sont adjoints ou vont s'adjoindre, en nombre à peu près égal, des sous-secrétaires d'État, se répartissent de la sorte : douze libéraux de toute nuance, et de droite ou de gauche, deux radicaux, deux giolittiens, deux socialistes réformistes, un catholique. C'est bien un ministère national, puisque tous les partis, — à l'unique exception des socialistes officiels, qui s'en sont eux-mêmes exclus en se séparant de la nation, — y ont au moins un représentant; et c'est encore un ministère national, parce que toutes les régions y figurent au moins par un de leurs fils ou de leurs élus, condition tacite de la formation d'un Cabinet durable dans l'Italie depuis un demi-siècle unifiée, mais divisée pendant des siècles. M. Boselli, d'origine ligure, représente une circonscription piémontaise; M. Ruffini vient de Turin ; M. Meda, de Milan; M. Carcano, de Côme ; M. Raineri, de Plaisance ; M. Bissolati est de Crémone ; M. Sonnino est Toscan ; l'amiral Corsi est Romain ; M. Bonomi, avant d'être député, a été conseiller municipal et assesseur ou adjoint de la ville de Rome ; M. Comandini est Romagnol ; le général Morrone et M. Arlotta sont Napolitains ; M. Colosimo est Calabrais, comme M. Luigi Fera; M. Orlando est Sicilien. La crise ouverte par la chute du ministère Salandra a donc été parfaitement résolue en ses raisons mêmes, ou en ses motifs, ou en ses prétextes. On a dit de cette crise qu'elle remontait au mois de janvier ou de février, que M. Salandra l'avait rendue inévitable quand, dans son discours de Turin, il avait hautement fait entendre que son ministère resterait jusqu'au bout ce qu'il était, conservateur et libéral, qu'il vivrait et qu'il mourrait dans la même doctrine et avec les mêmes hommes. Ce n'est pas encore assez dire. Dès le mois de novembre ou de décembre 1915, des menées que nous nous refusons le droit de qualifier d'intrigues, le minaient et le rongeaient déjà, et il allait ou il traînait, se dépouillant chaque jour de sa substance, quels que fussent ses mérites et ses services. Qu'est-ce qu'on lui reprochait alors ? Une seule chose, qui revenait dans toutes les conversations ; nous l'avons cent fois entendue là-bas et nous l'avons dix fois répétée ici : une certaine mollesse, *una certa fiacchezza.*

Mais il ne faut pas être injuste et, pour notre part, nous ne voulons pas l'être. Nous ne laisserons pas partir sans un hommage M. Salandra, à qui, dans notre gratitude, nous associons M. Martini. Tous les deux, avec un troisième, M. Sonnino, furent les bons artisans de la grande œuvre ; il y eut un jour où ils se révélèrent non inférieurs aux plus grands.

Dans la séance du 10 juin, un orateur, M. Graziadei, je crois, s'est ingénié à écraser M. Salandra sous le poids de la mémoire de Cavour. « Cavour, à votre place, aurait fait ceci, aurait fait cela. » Qui le sait ? C'est le cas de le dire : *Chi lo sà ?* Cavour n'eût peut-être pas fait du tout, dans le détail de la conduite à tenir, ce que croit M. Graziadei, — nous nous en remettons là-dessus à l'arbitrage de l'expert M. Ruffini, qui, sans doute, connaissant à fond le sujet, entourerait de réserves sa sentence. Mais, pourtant, j'ose bien écrire que, dans l'ensemble, Cavour eût fait précisément ce qu'a fait M. Salandra. Comme lui, il eût vu, dans le même ciel, à la même place, « l'étoile d'Italie. » Comme lui, entre le « oui » et le « non, » il eût du même ton, à la même heure, prononcé le « oui » solennel sans détour et sans retour. Parlant, comme lui, du Capitole, il eût exactement dit ce que dit le « modeste citoyen » de Lucera, haussé par la majesté du lieu à la majesté même des consuls de Rome. Pas plus que lui peut-être, il n'eût fait fléchir ses principes, ni élargi son gouvernement ; pas plus que lui, et peut-être moins encore, car un Cavour s'accommode mal de se détendre et en quelque sorte de se dissoudre, en se multipliant, en se monnayant. Que M. Salandra retourne donc avec sérénité à ses études de politique et de législation, qui ne cessèrent jamais de lui être plus chères que le pouvoir ou ce qu'on nomme ainsi dans le train courant des temps ordinaires. Le pis que l'histoire, même partiale, puisse dire de lui, c'est ce qu'il a, de sa propre main, dans son élégant essai sur *Manfred au Chant troisième du Purgatoire,* noté que Dante dit de Virgile : « Ce fut l'homme à la conscience pleine de dignité et nette, qui ne pécha tout au plus que par « *ne pas faire.* » Nous ne demandons pas mieux que de saluer d'avance, en ses successeurs, l'énergie dont ils l'ont accusé de manquer, et qui se mesurera à ce qu'ils feront.

L'état-major italien, au milieu de ces agitations, a déjà donné des preuves de sa fermeté. Qu'il soit vrai ou qu'il ne le soit pas qu'une défensive mieux préparée eût pu arrêter plus longtemps et plus loin l'attaque de l'armée autrichienne, cette attaque est maintenant contenue. Lentement, par une répétition d'efforts locaux, puis

brusquement par une opération plus ample, vers Arsiago et Arsiero, la situation s'est renversée. Les troupes royales qui, depuis la première, surprise, n'avaient plus reculé, recommencent à avancer. Évidemment, ou très probablement, la vigoureuse, la furieuse et victorieuse offensive prise à l'improviste par les Russes sur une grande partie de leur front n'y a point été étrangère. L'Autriche s'est vue subitement en tout autre posture qu'en posture de conquérante. A-t-elle dû, comme on le croit à Pétrograd, rappeler des troupes engagées ailleurs, et, de cette manière, la Volhynie ou la Bukovine ont-elles allégé le Trentin? Les Italiens, qui sentent encore l'étreinte, ne paraissent pas en être convaincus. Pourtant il est certain qu'un corps d'armée, et peut-être plusieurs corps d'armée allemands, ont été enlevés de chez nous ; à moins qu'on ne se soit contenté de les faire passer d'un secteur à un autre et de les amener, c'est une supposition, des Flandres ou de l'Artois à Verdun ; mais, dans ce cas, comment et de quoi, sur la Dwina, Hindenburg s'est-il renforcé? De quoi et comment se sont tant bien que mal regarnis les rangs autrichiens vidés par les assauts foudroyans de Broussilof? Plus de 180 000 hommes, près de 200 canons, un matériel de guerre considérable, une province presque tout entière, des villes comme Czernovitz, des milliers de kilomètres carrés, pris ou repris ; une des armées autrichiennes séparée des autres, coupée en deux tronçons, eux-mêmes réduits à l'état de squelettes, rejetée dans les passes ou clouée à la muraille des Carpathes ; les Bavarois, au Centre, et les Prussiens, au Nord, ayant assez et trop à faire que de secourir leurs alliés en déroute ; Kimpolung et Kouty occupés après Czernovitz ; Kolomea menacée ; tels sont, en une quinzaine, les résultats proprement militaires. Les conséquences politiques ne sont pas moindres ; elles sont plus importantes encore. C'est premièrement un effet moral, la démonstration, à la face du monde, amis, ennemis et neutres, que cette Russie qu'on disait morte depuis l'année dernière vit, au contraire, d'une vie intense et formidable, tirant de ses immenses réservoirs des ressources que toute la voracité d'une guerre infernale n'épuiserait pas en dix ans. C'est aujourd'hui, ou ce sera demain, le contre-coup d'événemens heureux sur la Roumanie, à la frontière de laquelle tout se passe, vers qui refluent les débris de l'armée Pflanzer pourchassée, et qui regarde, troublée et nerveuse revenir à elle une occasion, une chance, une possibilité. Sans doute, dans le même temps, Verdun est pressé et Vicence ne respire pas encore tout à fait librement. Mais si, avec une coordination que tant

d'obstacles font imparfaite, bien qu'on ait pu dire récemment qu'elle se resserre de jour en jour, de si grands avantages ont été obtenus, que ne serait-on pas fondé à en espérer quand, par la concordance exacte des mouvemens dans le temps, la formule : une action unique sur un front unique, serait devenue une vérité? Elle ne le deviendra absolument que lorsque l'action unique aura été assurée par une direction, tranchons le mot : par un commandement unique ; au commandement unique est liée cette concordance nécessaire. C'est la faiblesse des coalitions, de celles surtout dont les membres sont séparés par de vastes espaces, sans même tenir compte des autres différences, d'être des machines très lourdes et très difficiles à régler. Il n'y a qu'un remède à cette faiblesse, et c'est d'assembler, de réunir, autant qu'il se peut, malgré la politique et la géographie, tous les ressorts dans une seule main. Ce remède, l'antiquité l'avait trouvé : *Saluberrimum in administratione magnarum rerum est, summam imperii apud unum esse.* Les nations modernes n'en ont point trouvé d'autres, parce qu'il n'y en a pas d'autres. Mais, dira-t-on, ce serait à merveille si nous avions un César, un Napoléon. Même sans César et sans Napoléon, l'unité vaut mieux que le partage. « On peut légitimement conclure qu'il vaut mieux confier une expédition à un seul homme de commune prudence, qu'à deux hommes ensemble, fussent-ils de génie, s'ils étaient revêtus de la même autorité. »

De concert, les trois Puissances protectrices de la Grèce, — la France, l'Angleterre et la Russie, — se sont enfin décidées à prendre vis-à-vis du gouvernement du roi Constantin l'attitude qui convenait. Elles ont signifié à Athènes leurs conditions : 1° démobilisation réelle et totale de l'armée grecque ; 2° remplacement immédiat du ministère Skouloudis par un cabinet d'affaires, provisoire ; 3° dissolution de la Chambre des députés, suivie, dans le délai le plus court, de nouvelles élections, réellement générales et libres ; 4° remplacement, d'accord avec les Puissances, de certains fonctionnaires de police plus spécialement compromis. L'Italie, qui ne pouvait agir comme Puissance garante, a fait de son côté une démarche parallèle visant la démobilisation des troupes grecques en Épire : l'Entente, ici encore, se présente donc au complet. Il n'y a pas eu lieu d'insister. M. Zaïmis, par commission du Roi, s'est rendu auprès des représentans des trois Puissances protectrices, pour leur apporter sans retard toute satisfaction. Le ministère Skouloudis est parti ; l'armée va être remise sur le pied de paix ; la Chambre va être dissoute, et des élections sont prévues pour la première semaine d'août ; quant aux fonctionnaires de la po-

lice, on en sacrifierait de plus intéressans. — En résumé, il a suffi que, du Pirée, les Athéniens subtils aperçussent à l'horizon la fumée des navires de l'amiral Moreau : tout est rentré sur-le-champ dans une apparence d'ordre. Mais ne nous y trompons pas et disons-nous sans illusion : une apparence. Les résolutions du roi Constantin étant ce qu'elles ont dû être, on n'a pas de peine à imaginer quels peuvent être ses sentimens, attisés à la flamme du foyer domestique. Il sera sage, après avoir fait approcher l'escadre, de ne pas la faire éloigner : Patras, Calamata, le Pirée et Volo, décrivent et ferment, pour un moment, le cercle de ses évolutions.

Ce n'est certes pas de gaieté de cœur que Guillaume II a laissé son beau-frère incliner et même immoler son orgueil. L'impassibilité, de sa part, ne peut être, en la circonstance, que de l'impossibilité. Et de fait, en dépit de l'acharnement contre Verdun, à quoi que les hécatombes accumulées doivent aboutir, les affaires de l'Empire, somme toute, vont mal. L'Allemagne, par force et par rage, se montre plus hargneuse, plus perfide, plus effrontée et éhontée que jamais. Elle intime à la Suisse une sommation insolente; elle suscite aux États-Unis tous leurs embarras mexicains, dans un dessein qu'il n'est pas malaisé de percer, mais qui échouera. Si l'on veut se rendre compte de ce qu'elle a dès à présent perdu dans l'opinion universelle, on n'a qu'à observer le jeu des deux candidats à la présidence de la République américaine : aussi bien le républicain M. Hughes que le démocrate M. Wilson, tous deux se défendent, et chacun d'eux accuse son concurrent, d'être le favori des Allemands de l'ancien ou du nouveau monde. En d'autres temps, ils se seraient disputé leur appui. Mais il en est d'un mauvais pas comme d'un mauvais ouvrage : plus n'ont voulu l'avoir fait l'un ni l'autre. Ce n'est pas seulement le mark qui baisse. L'Empereur n'est pas déprécié seulement en effigie. Le désert se fait autour de l'Allemagne; autour d'elle s'établit comme un blocus moral auprès duquel le blocus naval n'est rien. Les peuples, grands et petits, s'écartent. Il n'est pas jusqu'aux Arabes qui ne se soient, à cause d'elle, brouillés avec les Turcs. — Encore une indication du dynamomètre.

Charles Benoist.

Le Directeur-Gérant,

René Doumic.

s
.
t
-
e
s
-
s
é
e
à
e
te
n-
au
il
nt
ui
rt
us
et
se
no-